Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1977)

une philosophie de la vie

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeur de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison, **Une philosophie de la vie**. Montréal : Les Éditions Leméac, 1977, 290 pp. Collection : À hauteur d'homme.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 22 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

- Crise de prophétisme. Montréal, Éditions de l'A.C.C., 1965.
Le monde et le sacré. Paris, Éditions Ouvrières, 1966-1969, 2 tomes.
Vers un nouveau pouvoir. Montréal, Éditions H.M.H., 1969.
Nationalisme et religion. Montréal, Éditions Beauchemin, 1970, 2 tomes.
Stratégies sociales et nouvelles idéologies. Montréal, Éditions H.M.H., 1971.
Nouveaux modèles sociaux et développement. Montréal, Éditions H.M.H., 1972.
Symboliques d'hier et d'aujourd'hui. Montréal, Éditions H.M.H., 1973.
Des milieux de travail à réinventer. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1975.
Le privé et le public. Montréal, Leméac, 1975, 2 tomes.
Une tentative d'autogestion. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1975.
Au mitan de la vie. Montréal, Leméac, 1976.
Pour une pédagogie sociale d'autodéveloppement en éducation. Montréal, Éditions internationales Alain Stanké, 1976.

Table des matières

[Du même auteur](#)

[Présentation du livre](#)

[Introduction.](#)

1. [Un art de vivre](#)

[L'école de la vie, un vieux cliché oublié](#)

[Un débat public incohérent](#)

[Les philosophies de la vie en présence](#)

[Tristes plombiers qui ignorent la source](#)

[Dynamismes inchoatifs, mais prometteurs](#)

[Vivre librement, un art difficile](#)

[Qualité de la vie, laquelle ?](#)

2. [L'amande humaine](#)

[L'amande sous le noyau](#)

[Le noyau sous l'amande](#)

[Le noyau et l'amande séparés](#)

[Ni noyau, ni amande](#)

[Vraies et fausses pistes](#)

[Une priorité](#)

Chapitre I. [Le pouls d'une conscience](#)

1. [Les grands sentiments cachés](#)

2. [Les aspirations nouvelles](#)

1. [Le goût de vivre](#)

2. [De l'accord avec soi-même à l'autorisation de soi](#)

3. [Un nouvel ordre ouvert et dynamique](#)

4. [Une re-spiritualisation de l'aventure humaine](#)

5. [Une harmonisation avec la nature](#)
 6. [Une vie plus sensée, plus vraie et plus tendre](#)
-
3. [La révolution invisible de l'individualité](#)

Chapitre II. [Le pouls d'une société](#)

1. [Inflation et disqualification sociale](#)
 - I. [I.](#)
 - II. [Le potentiel subversif de l'inflation - Ses profondes secousses](#)
 - III. [Un contrôle ne fait pas une politique](#)
 - IV. [Des démarches possibles](#)
2. [Des jeux et des spectacles commercialisés](#)
 - I. [Quand le jeu sert une politique](#)
 - II. [Le spectacle omniprésent](#)
 - III. [Assis devant la télé](#)
 - IV. [Une force à se réapproprier](#)
3. [Crise de l'espérance et responsabilités historiques](#)
 - I. [La dramatique actuelle](#)
 - II. [Les fausses pistes](#)
 - III. [Une responsabilité historique face à deux tyrannies](#)
 - IV. [Le deuxième saut à risquer](#)

Chapitre III. [Les tâches prioritaires](#)

1. [Retrouver le goût de s'éduquer et d'éduquer](#)
2. [Le travail est encore le test d'humanité de notre société](#)
3. [Famille et révolution des rapports sociaux](#)
4. [Requalifier la démocratie et ses démarches de base](#)

[Conclusions](#)

1. [Retour critique](#)
2. [Conscience inquiète, tripe satisfaite](#)

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

Une philosophie de la vie

Montréal : Les Éditions Leméac, 1977, 290 pp.
Collection : À hauteur d'homme.

Présentation du livre

(Texte au verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

Par-delà le chaos actuel de la pensée humaine, ce déséquilibre causé par l'ébranlement, la chute ou la perte des valeurs fondamentales de l'existence, les grandes questions de la vie restent posées sur le double plan de l'individu et de sa collectivité : individu exalté à l'Ouest capitaliste qui se cherche et tourne en rond, collectivité déifiée à l'Est qui se voit enfermée dans les forceps totalitaires. Où va le monde, bien sûr, mais surtout que devient-il, qu'a-t-il fait de ses principes vitaux, vers quelle nouvelle ligne de vie peut-il s'orienter ?

Qui mieux que Jacques Grand'Maison, animateur et penseur social de grande valeur, pouvait, par une réflexion critique éclairée et féconde, nous proposer des pistes d'action pour refaire les tissus de la vie quotidienne, remettre l'homme en perspective, lui redonner une philosophie de la vie, sans laquelle le projet humain risque de perdre sa finalité ?

Un livre qui arrive à point.

Une philosophie de la vie

Introduction

Un art de vivre

L'école de la vie, un vieux cliché oublié
Un débat public incohérent
Les philosophies de la vie en présence
Tristes plombiers qui ignorent la source
Dynamismes inchoatifs, mais prometteurs
Vivre librement, un art difficile
Qualité de la vie, laquelle ?

L'amande humaine

L'amande sous le noyau
Le noyau sous l'amande
Le noyau et l'amande séparés
Ni noyau, ni amande
Vraies et fausses pistes
Une priorité

Un art de vivre

[Retour à la table des matières](#)

« Toute la vie pour s'amuser, toute la mort pour se reposer ». Le refrain de Moustaki ne cesse de tourner depuis un bon moment. Éric et Marie veulent apprendre cette chanson qui semble correspondre à leur goût de vivre. Mais le geste va plus loin. Ils ont vu tantôt l'air scandalisé du père et du grand-père qui entendaient, pour la première fois, le poète de la jeunesse décontractée.

« Qui va faire et financer le vin de cette fête perpétuelle ? Nous les cochons de payants et de travailleurs », dit le père enragé.

L'aïeul, lui, est plutôt triste. « Moi, j'ai épargné toute ma vie, l'inflation fait fondre toutes mes économies comme neige au soleil. Le gouvernement s'occupe de ceux qui n'ont pas mis un sou de côté. J'ai le sentiment d'avoir été trompé, volé... violé. Je me demande si les jeunes n'ont pas compris très vite les vices de ce système de fou. »

Trois attitudes un peu caricaturales, bien sûr. Mais elles semblent plus près de la vie que ne le sont tant de diatribes idéologiques et politiques. Le pain, le travail, l'épargne, voilà des réalités concrètes d'une dramatique quotidienne où s'affrontent diverses philosophies de la vie. Dans nos scénarios publics, tout se passe comme si les batailles politiques ne rejoignaient pas ce niveau concret de confrontation entre le pain et le sens de la vie. Car tel est bien l'enjeu des tensions évoquées plus haut. On peut bien déceler des horizons politiques différents chez les trois générations en présence. Mais il y a ici quelque chose de plus profond : des philosophies et des expériences de vie qui précèdent les considérations de pouvoirs, de structures.

Évidemment, en cours de conversation, tous les interlocuteurs feront le procès du gouvernement, les uns pour dire qu'on « n'est pas gouvernés » et les autres pour dénoncer l'ultime autorité oppressive. Cette référence devient vite le dénominateur commun des discussions à la table familiale comme à la télévision ou au travail. Le gouvernement, aux yeux de plusieurs, est l'âne de la fable... la peste. En amont, on se cache ses propres incuries, ses complicités inavouées. En aval, on investit peu de soi-même pour changer les choses et créer des conditions nouvelles. Parfois, avec bonne volonté, on souhaite des relations humaines de collaboration. Quant à changer les rapports sociaux injustes, c'est une tout autre affaire ! La majorité ne veut-elle pas conserver le vieux contrat social libéral ? Pourtant, tout indique qu'il faudra bien un jour réviser profondément nos façons individuelles et collectives de penser, d'agir et de vivre.

Je me demande si les attitudes les plus vitales et les plus profondes face à la vie sont l'objet d'une autocritique sérieuse. Sans compter la distance énorme entre les discours tenus et ce qui détermine vraiment l'orientation décisive des comportements quotidiens. Je pense à ces enquêtes d'opinion où l'on interroge les gens sur les valeurs les plus importantes de leur vie. Qui avouera par exemple que l'argent occupe une place majeure ? Et pourtant !

L'école de la vie, un vieux cliché oublié

[Retour à la table des matières](#)

Est-ce illusion de ma part que de chercher à atteindre ce palier de vérité où l'on trouve le meilleur et le pire de l'homme, sa philosophie nue, sa démarche politique fondamentale. Il ne s'agit pas ici seulement de l'individu, mais aussi de son milieu quotidien, de sa classe sociale, de sa culture particulière. Je ne nie pas l'importance des cadres théoriques pour faire un tel travail. Mais mes préoccupations sont d'un autre ordre. Plutôt pédagogique.

Dans quelle mesure notre univers sophistiqué d'experts a fait de nous des « profanes » incertains, dépendants, indécis, analphabètes et impuissants dans la conduite de la vie ? Notre société a des équipements très complexes pour bâtir de gros projets. Après avoir construit les plus grosses églises d'Amérique, nous entreprenons les plus gros stades, les plus gros aéroports, les plus gros barrages, les plus grosses places publiques. Étrange paradoxe quand on songe aux difficultés d'administrer la menue monnaie quotidienne de la consommation, du travail, de l'éducation, de la famille.

À quoi bon si nous ne savons pas être heureux ! Vivre ensemble... avec un peu plus d'humanité.

Je laisse les grands cadres d'analyse aux savants. Je voudrais plutôt nous regarder d'une façon plus directe, plus proche. Écouter aussi ces petites remarques apparemment insignifiantes qu'on laisse tomber dans les conversations. Remarques que je note fidèlement à point nommé dans un carnet de poche. Je suis resté fidèle à cette méthode de travail depuis bientôt vingt ans. J'y ai trouvé une façon pédagogique très féconde de cueillir les riches leçons de la vie. Eh oui, je trouve toujours pertinent le vieux cliché : « l'école de la vie ». Des militants prolétaires qui n'ont souvent que cette école m'ont appris pareille démarche... et aussi une certaine sagesse que je n'avais pas trouvée au cours de mes longues études.

En relisant ces carnets d'observation quotidienne, je suis frappé par les faits et remarques qui portent sur la philosophie de la vie. Non pas

la philosophie des grands principes, mais plutôt ces manières particulières de vivre, de penser et d'agir autour d'une certaine attitude de fond face à la vie. Plus j'avance dans mes carnets, d'une année à l'autre, plus les questions sont nombreuses, diversifiées et riches, et en même temps, plus les réponses sont incertaines, vagues.

Tout se passe comme si l'évolution récente avait exacerbé la fonction critique. Sur un fond toujours plus accusé de frustration, de méfiance. Je note une nostalgie croissante du passé et en même temps des allusions fréquentes à la crise. L'avenir effraie. Par-delà le procès des gouvernements, le problème scolaire et les conflits de travail occupent une place majeure dans l'échelle des insatisfactions. Mais celles-ci ne déclenchent ni motivation de changement, ni engagement, mais plutôt un décrochage social et politique, corollaire du repli sur la vie privée.

Je sens monter un sentiment de solitude dans la plupart des catégories sociales. Sentiment lié, semble-t-il, à l'absence de véritables tissus collectifs quotidiens et à la dislocation des rapports sociaux. On hésite, par exemple, à se marier, à mettre au monde un enfant. D'autres étouffent dans leurs engagements permanents. Partout c'est la relation courte, en amour, en amitié, en voisinage. En dehors des périodes de conflit, il existe peu de solidarité entre compagnons de travail. On se lasse vite d'un job. Aurait-on calqué les rapports humains sur les rapports de choses dans la société de consommation ? ... Produits obsolescents, achats rapides à crédit, modes de plus en plus courtes. Bref une vie à la course, hachée, émietlée.

Un débat public incohérent

[Retour à la table des matières](#)

Mais attention aux jugements moraux rapides. On exigerait ici des individus une cohérence que la société n'a plus... une philosophie, une pédagogie, une politique. Comment se définir un projet de vie dans une société chaotique et non finalisée ? Les budgets privés sont à l'image des budgets publics. Le parlement, l'école, le milieu de travail, la famille, bref toutes les institutions sont dans une sorte d'entre-deux : l'expérience d'hier ressemble à un miroir brisé qui caricature aussi bien le passé que le présent et les expériences nouvelles ne présentent

pas encore une figure identifiable de nous-mêmes. Par exemple, combien de travailleurs font leurs les orientations idéologiques et politiques d'un néo-syndicalisme militant ? Pensons aux ambiguïtés véhiculées par le schème classe ouvrière rarement situé par rapport à notre conscience historique bâtie sur la conviction d'être un peuple original à libérer, à affirmer. Après un regain de vie de cette identification autour d'un projet politique plus défini, des éléments progressifs et militants glissent soit dans l'indifférence, soit dans la poursuite purement individualiste de leurs intérêts. Chez les meilleurs, le défi apparaît plus large et plus profond que le projet politique le plus généreux ; il faut plus pour redéfinir la conscience et l'homme d'ici, les institutions et la société. Ils s'en prennent à ceux qui remettent à demain... après la prise de pouvoir, après l'instauration de nouvelles structures, certaines tâches aussi urgentes qu'essentielles.

En effet, comment envisager et réaliser de grands sauts qualitatifs, si l'assise humaine continue de se disloquer ou de s'appauvrir. Bien sûr, la démarche politique peut avoir une force indéniable de motivation et de mobilisation. Mais d'aucuns se demandent si elle ne devient pas magique, mythologique même, quand une majorité de citoyens ne savent pas maîtriser les libertés qu'ils ont déjà, les terrains où ils pourraient exercer une authentique responsabilité. D'où l'importance d'une philosophie critique plus juste.

On a tout autant la politique de sa philosophie que la philosophie de sa politique, tout autant la pratique de sa conscience que la conscience de sa position sociale.

Loin de moi la tentation de minimiser l'importance des facteurs structurels. On regarde aussi la société à partir de sa position sociale. La conscience populaire a compris cela bien avant l'émergence de cette nouvelle critique idéologique. J'ai entendu plus d'une fois ce diagnostic lourd de sens : « *tu changes de job, tu changes de point de vue* ».

Mais est-ce la seule lecture possible, l'unique étalon du jugement, le déterminant exclusif des enjeux individuels et collectifs ? N'y a-t-il pas aussi des attitudes communes qui viennent d'un même fond culturel et historique ? Des états de conscience très largement partagés dans les conjonctures difficiles du temps présent ? Des interrogations fondamentales liées à toute expérience humaine ? Des façons

occidentales de voir, sentir et agir ? Des cheminements inédits de conscience et d'expérience ?

Autant de dimensions que les raccourcis idéologiques à la mode télescopent. Par exemple, si vous insistez sur les rapports sociaux, vous êtes un socialiste ; si vous rappelez l'importance de l'individu, vous êtes un capitaliste ; si vous vous affirmez croyant, on vous dira un esprit attardé. En entendant certains débats actuels, j'ai trop souvent l'impression que bien des savants discours sont moins logiques et sensés que la philosophie spontanée des gens simples. *À droite, j'entends des ministres qui font l'éloge de l'entreprise privée avec une politique de locataires.* À gauche, on essaie de faire croire à un assisté social ou à un petit salarié que leurs aspirations individuelles sont une complicité avec le capitalisme asocial. Pourtant, du même souffle, on dénonce des structures ou des pouvoirs qui écrasent l'individu. À l'autre extrême, on prêche la responsabilité individuelle tout en soustrayant à la majorité des citoyens un exercice réel et permanent de définition, de contrôle et d'influence dans ce qui les concerne quotidiennement, telle l'organisation du travail. Et que dire des choix politiques, de la vie scolaire, de l'aménagement urbain, des dépenses publiques ?

Mais en dessous de ces grands discours en opposition, il y a ces attitudes mal élucidées tant dans la conscience que dans la vie quotidienne. La crise éthique n'est qu'un indice, parmi d'autres, de la déchirure psychique, de l'intériorité défaite, de la conscience déroutée, de l'existence profonde « défoncée ». Quelqu'un me disait : « on a bâti des grosses patentes sans consolider, sans refaire le dessous que nos prédécesseurs nous ont légué. On a bêtement négligé l'humus de notre terreau premier. On se retrouve aujourd'hui avec des structures lourdes sur un soi mouvant. Comment viser des grands projets quand les hommes sont aussi fragiles dans leur fibre morale, aussi mal à l'aise dans leur peau ? Il faut redonner à notre vie comme à la politique plus de profondeur, plus de force intérieure, plus de conscience ».

Les philosophies de la vie en présence

[Retour à la table des matières](#)

On ne saurait donc compter uniquement sur la politique. Il suffit de voir honnêtement comment elle est vécue dans les différents groupes

idéologiques, pour ne pas consentir à interroger les consciences et les styles de vie réels qui les portent. Voyez le cercle vicieux chez ceux qui n'envisagent que « la solution politique ». Celle-ci amènerait une nouvelle manière de voir les choses. Par ailleurs, on avoue que le saut politique n'est pas possible sans une nouvelle conscience. Il faut plutôt un double mouvement de l'un à l'autre. Mais la conscience reste la force permanente et le test de vérité tout ce qui m'amène à interroger de plein front les philosophies de la vie en présence. Démarche constamment escamotée ou privatisée. D'où le divorce entre les comportements individuels et les propos publics, entre l'éthique et la politique, la philosophie de la vie et l'idéologie. Je propose donc de prendre le problème par l'autre bout. Peut-être retrouverons-nous un certain *réalisme d'ici* pour revoir nos comportements proprement politiques qui semblent défier constamment toutes les explications savantes et toutes les rationalités qui cherchent de grandes cohérences souvent inexistantes.

Essayons donc de dégager quelques profils de philosophie quotidienne en utilisant la méthode évoquée plus haut. Dans de nombreuses rencontres de groupes ou d'individus, j'ai noté systématiquement les divers pôles d'attitudes autour desquels les uns et les autres faisaient graviter la plupart de leurs interventions. Souvent se dégageait un repère clé qui semblait marquer les orientations profondes de vie.

La vie, un « paquet de troubles »

Les hommes égoïstes, la politique corrompue, la société à l'envers. Il n'y a pas de justice. On doit s'arranger comme on peut pour ne pas être trop malheureux. Le bonheur ? un songe... ça ne dure pas. On passe sa vie à tenter de régler des problèmes, sans grand succès d'ailleurs. Que de souffrances permanentes à côté des petites joies passagères ! L'amour ? Trop de déceptions l'accompagnent. La liberté ? Une autre illusion. Et puis la vieillesse, la mort, tout cela est bien triste et désespérant.

La vie, une lutte

Struggle for life. Toujours le courant à remonter. On avance ou bien on recule. C'est l'ambition qui mène les hommes. Se percer un trou au plafond, quitte à marcher sur la tête des autres.

Certains voient dans la lutte courageuse une condition fondamentale de dépassement. Ils ne cherchent pas à avancer sur le dos du voisin, mais à vivre des combats solidaires. D'autres exaltent tellement le conflit qu'ils en arrivent à ne pouvoir vivre que sous ce mode. Ce style de vie conflictuel, ils le transposent partout, même entre pairs, même dans la relation amoureuse. De la politique au travail, à la maison comme au stade. Bref, un climat de révolte permanente.

La vie, un cycle répétitif

Rien de nouveau sous le soleil. Les hommes seront toujours les mêmes. Ils répètent les mêmes expériences. On se pose des problèmes semblables d'une époque à l'autre. On retrouve les mêmes mécanismes, telles les guerres. On naît, on vieillit, on meurt comme dans la nature. Les hommes, les sociétés n'y échappent pas. La plus grande illusion des hommes modernes, c'est de croire qu'ils ont inventé le changement. Et les voilà à la mode « retro » !

La vie, une force cosmique

Il faut savoir se situer dans le flux des ondes bénéfiques et des vibrations positives. Réapprendre à communiquer avec la nature. Nous n'utilisons qu'une infime partie de la force cosmique. Bien sûr, nous ne sommes qu'une pointe d'aiguille, un atome dans l'univers. C'est son énergie à lui qu'il faut découvrir et harnacher. Quand on s'abandonne au grand Tout, on cesse d'être angoissé, on retrouve dynamisme et unité, paix et amour. C'est ça l'Âme, l'Esprit du monde... la vraie vie quoi ! Dans la plante comme dans l'homme, dans les astres comme dans la société. Il faudrait renouer avec l'animisme des primitifs, avec les spiritualités orientales pour vivre au rythme de l'univers et communier avec tous les êtres visibles et invisibles.

La vie, un destin

Les jeux sont faits. Les uns seront heureux, les autres pas. Caprice des dieux, signe astrologique, prédestination, karma ? De toute façon, on ne détermine pas son sort, il vient d'ailleurs, d'en haut ou d'en bas. Des forces qui ne dépendent pas de l'homme, mais qui le commandent. Il y a une fatalité inévitable dans toutes les aventures humaines. « C'était son heure, sa destinée, à quoi bon pleurer ».

La vie, un hasard

Bonne étoile ou gros lot. Le hasard, notre maître, notre complice. « Un jour, ce sera ton tour. » Il faut jouer, risquer sa vie. On fait sa chance. L'homme est apparu dans le monde, par hasard, disent les savants. L'histoire aussi est l'œuvre du hasard. Seuls ceux qui savent prendre des risques, vivent vraiment. Voilà l'élan originel de bien des réussites. « Mais la vie, ce peut être aussi un hasard malchanceux », rétorque le pessimiste de la même famille.

La vie, une source inépuisable

Un jardin généreux comme la nature. Il faut savoir vivre, se laisser vivre... mordre à la pulpe de tous les fruits. Fichtre, le jansénisme et le puritanisme de nos pères angoissés, surmenés... prisonniers des règles morales, des conventions sociales. L'abondance est à la portée, pourquoi se crever à travailler ? On s'énerve pour rien comme si le puits allait se tarir. Pendant , ce temps, on n'a plus le cœur à la fête. C'est elle qui change la vie, qui même la fait jaillir. Trop d'hommes ressemblent au paysan rivé à sa charrue sur une terre ingrate, ignorant les filons d'or de son sous-sol.

La vie, un court moment

Comme certains torrents ou rivières de printemps... vite asséchés. Il faut se dépêcher à s'enivrer. Au fond, il n'y a de réel et de sûr que le plaisir. Tout le reste est vide et illusion. Les idées ne font pas vivre- OÙ nous ont-ils menés tous ces combats de l'histoire ? À répéter les mêmes scénarios de bêtises. Des pouvoirs qui changent de mains et des masses condamnées à travailler pour eux. Tout cela est absurde. Rien à tirer de l'avant, encore moins de l'après. Quel futur nous attend ? Une question piégée, vaine. Il suffit de penser à ces héritages chèrement gagnés... et dilapidés plus tard par les descendants. C'est la fin de la Providence. On doit savoir vivre le présent, le consommer comme un fruit frais qui perdra vite sa saveur. D'ailleurs, même les savants nous convainquent de ce réalisme, en prouvant l'inévitable phénomène d'entropie, c'est-à-dire la dégradation de la matière, de la vie. Il faudrait ajouter celle de l'homme et de la société. La mort est toujours proche.

La vie, un devoir ou un droit

On connaît cet affrontement fréquent : « Vous revendiquez sans cesse vos droits, que faites-vous de vos devoirs ? » Sur cette longueur d'onde légale et morale se disputent des philosophies de la vie qui semblent départager les esprits autoritaires et les esprits démocrates, les conservateurs et les progressistes. Ces simplifications sont abusives. On glisse rapidement sur la question. Pourtant elle engage des attitudes très profondes.

Le procès d'un certain moralisme du devoir n'est pas à refaire. Il a éteint trop souvent la liberté et le goût de vivre. Mais l'esprit de devoir avait aussi ses qualités humaines de courage, de fidélité. À l'autre extrême, l'exaltation des droits a développé une autre forme de légalisme aussi ambigu qui justifie un comportement revendicateur jamais satisfait et aussi puriste que celui des moralisateurs, aussi raide et étroit dans ses rapports humains. Mais en même temps, comment ne pas reconnaître un progrès de la conscience désormais plus alertée par des droits fondamentaux qu'une certaine morale autoritaire avait sacrifiés pour légitimer le statu quo et le pouvoir en place. Ces deux pôles moraux laissés à eux-mêmes sont chacun, de façon différente, une réduction legaliste de la condition humaine. L'amour et la liberté, par exemple, n'y ont pas leur compte.

La vie, une liberté responsable et créatrice

La vie ne vaut que par ce qu'on met dedans. C'est la marque d'une existence proprement humaine. L'homme ne vit pas à la façon toute réglée de l'abeille, ni la société à la manière de la ruche. À niveau d'homme, tout devient appel de liberté, de responsabilité, de création. Nous n'avons pas encore appris à bâtir une cité qui soit vraiment le projet d'hommes libres et solidaires. C'est une révolution à faire. On s'en est trop remis à des déterminismes naturels, culturels, idéologiques, à des prétendues lois historiques, à des mécanismes économiques. On a mythologisé la science et la technologie au point de s'y asservir... vous savez le nouvel impérialisme de l'ordinateur, de la technostructure. Rouage de la nature ou rouage de la machine, c'est du pareil au même... ou « en pire » peut-être. Fatalités d'hier ou d'aujourd'hui. Non, l'homme est plus fort que tous ces destins. Nous arrivons à l'âge inédit de cette conscience. Nous hésitons. Nous avons la tentation de reculer, de nous emprisonner à nouveau. Le problème,

ce n'est pas d'avoir changé trop vite, mais c'est plutôt la peur d'aller au bout de nos libertés et de nos responsabilités dans la vie réelle, sans fuir le combat qui les accompagne.

La vie, une aventure à long terme

Mais sur quoi fonde-t-on la liberté et la responsabilité de l'homme ? Certains les ont édifiées sur un fond d'absurdité. Tel un certain existentialisme. D'autres sur des lois historiques comme la lutte des classes et la dictature du prolétariat. Quelques savants sur des structures biologiques, écologiques ou autres. Des utopistes sur des visions assez gratuites de l'avenir. Et les néo-mystiques sur des vieilles mythologies servies à la moderne. Conditionnement d'en bas chez les uns, transcendance décrochée chez les autres.

Mais il doit bien avoir un sens à ce saut qualitatif qu'est l'émergence de l'homme intelligent, conscient, libre, responsable dans l'évolution de l'univers et de l'histoire. N'y a-t-il pas là un changement radical, un progrès téléologique, une certaine transcendance proprement humaine qui s'inscrivent dans une grande aventure à long terme ? On ne saurait écarter ici cette extraordinaire réalité qui habite désormais le cœur de l'homme et l'éveille à une espérance mystérieuse, à la fois racinée et ouverte sur des horizons inédits. Les idéologies récentes n'ont pas remplacé l'instance d'espérance que portent plus ou moins adroitement certaines démarches religieuses... et la conscience profonde de la plupart des hommes. Cette dynamique à long terme affleure comme une petite flamme fragile sur les cendres des religiosités anciennes et des nouvelles logiques enfermantes.

Bien sûr, une telle aventure emprunte souvent des voies folles, en dehors du temps et de l'espace proprement humains. En haut ou en bas, en arrière ou en avant, mais trop rarement au cœur de la condition humaine réelle, au centre de la conscience située. Qui, un jour ou l'autre, n'a pas senti monter au fond de lui-même cette espérance d'un incessant plus-être, d'une vie humaine plus que toutes les autres vies ? Une espérance à la fois très personnelle et pour l'humanité entière. Une espérance déjà symbolisée par la découverte de la démesure de l'univers, de son infinitude. Chez certains, la source et l'horizon du long terme humain ont un nom, un visage, une histoire : Jésus-Christ. Chez d'autres, l'Homme nouveau en construction est innommable, ou encore innommé, mais leur foi n'en est pas moins robuste, quand elle se traduit par une libération

historique soutenue, et une instance radicale de dépassement créateur. L'espérance ici n'est jamais la simple extrapolation d'une expérience.

Tristes plombiers qui ignorent la source

[Retour à la table des matières](#)

Voilà un tour d'horizon des philosophies de la vie que j'ai pu noter patiemment dans notre société. Rien d'exhaustif, il y en a sans doute quelques autres. Ces orientations à la fois profondes et spontanées précèdent et débordent les cadres plus rigoureux, mais souvent réducteurs, des rationalités psychologiques, sociologiques, politiques ou autres. Répétons-le, les réalités humaines sont plus complexes et moins logiques que toutes nos savantes systématisations.

Pensons à ce qu'ont pu nous révéler sur nous-mêmes les oeuvres symboliques de nos artistes. Ceux-ci ont été moins victimes de ces emprunts bêtes que tant d'analystes, chez nous, ont importés pour essayer de nous comprendre. Nos poètes, chansonniers ou romanciers ont bâti leur propre regard à même celui des leurs. D'où cette intelligence empathique, fine... capable de nous saisir de l'intérieur, dans ce qu'il y a de plus vrai, profond et original en nous.

Certains courants de pensée dans les sciences humaines évoluent en sens contraire. Leurs mécaniques ressemblent étrangement à cette technologie qui a oublié l'homme concret, ses sentiments, ses fins propres, sa gratuité, ses solidarités réelles, ses identités non interchangeables, ses vécus inédits, etc. Ces mécaniciens des sciences humaines ont perdu pied. Comment prétendre parler avec justesse des hommes et accorder peu ou point de crédit à leur parole, à leur conscience ? On comprend pourquoi tant des nôtres cherchent désespérément des sens en dehors de ce qu'ils sont ou vivent. Leur vécu a été tour à tour réduit à des systèmes physiques, sociaux et mentaux jusqu'à l'aseptisation et à l'insignifiance de la conscience. Allez donc inventer, après, un art de vivre dans le pays réel de votre vie et conscience que ces techniciens de l'intelligence ont décrété illusoire. Il faudra bien se rendre compte du vide de pareilles tuyauteries mentales, à l'image des autres structures qu'elles veulent remplacer. Tristes plombiers qui ne sauront jamais faire jaillir la source. Et dire que plusieurs d'entre eux sont des éducateurs !

Ces dernières remarques nous incitent à plus d'humilité, de patience, de touche humaine pour nous comprendre et inventer un nouveau vivre ensemble plus accordé à ce que nous sommes, à ce que nous voulons vraiment. Mais avouons que les orientations de vie évoquées plus haut n'ont rien pour satisfaire notre besoin de cohérence. Elles révèlent un sous-sol tiraillé en tous sens, peu apte à soutenir de fortes constructions communes. Au bilan, ce premier tour d'horizon apparaît assez négatif. Les hommes d'ici sont sur la défensive. La plupart, déçus de la vie présente. Un second regard nous fera découvrir certains dynamismes positifs à l'œuvre dans nos différents milieux.

Dynamismes inchoatifs, mais prometteurs

[Retour à la table des matières](#)

Éveil d'une nouvelle conscience face à toutes les formes de dégradation de l'existence individuelle et collective. Cette conscience devient plus autonome et timidement plus positive. Elle cherche davantage des expériences et des valeurs qui font vivre. Elle découvre les limites d'une hyper-critique uniquement centrée sur les obstacles extérieurs ; par ailleurs, elle objective mieux les facteurs structurels. Le jugement devient plus cohérent et plus pertinent pour évaluer inséparablement les moyens et les fins. Qu'il s'agisse du travail, de l'éducation ou de la politique. Les adhésions idéologiques inconditionnelles commencent à se relativiser. On se rend compte qu'elles transposaient trop souvent la dogmatique d'hier. Par ailleurs, plusieurs esprits pragmatiques avouent le cul-de-sac actuel d'une société libérale non finalisée, sans projets humains mobilisateurs.

De nouveaux raccords s'établissent entre le privé et le public, la conscience et la politique, les changements de mentalité et les transformations de structures. On exige des organisations et des leaders politiques, financiers, syndicaux ou autres un souci prioritaire de l'intérêt général, un respect plus évident de la démocratie. Et les citoyens eux-mêmes s'interpellent sur leur volonté réelle d'implication dans la mise en place de meilleures solutions. La capacité de se juger soi-même fait un certain progrès. Oh ! tout cela émerge à peine dans

cet intense brassage social et culturel qui suscite tant d'inquiétudes et d'incertitudes.

Les traits de cette conscience me semblent joindre des dimensions qui avaient été dissociées au cours des dernières décennies, parfois au profit exclusif d'un seul pôle. Ainsi, les expériences survalorisées du changement et de la rupture, par rapport aux expériences sous-estimées de durabilité et de stabilité. Combien de fois, j'ai entendu des gens d'âges et de milieux très différents me dire : « je n'ai plus de fond... on n'a plus de fond ». D'où un certain goût de « retrouver l'essentiel, une vie plus sensée ». Mais en même temps, il y a aussi la tentation de retourner au passé, de l'idéaliser. Par ailleurs, je rencontre de plus en plus d'interlocuteurs qui réussissent un discernement heureux du bon et du moins bon dans l'ancien et le nouveau, un équilibre assez dynamique entre le progressif et le durable. Un signe encourageant. Il faut le noter, parce que ces gens, on les entend beaucoup moins crier.

J'avais cru que l'inflation nous ramènerait aux critères exclusifs de quantité. Ici encore la nouvelle conscience établit des liens peut-être inédits entre le pain quotidien et le sens de la vie, entre l'argent et les fins de la société. La monnaie « dévaluée » redonne de la valeur à ce pain quotidien que l'abondance avait relégué bien loin derrière le culte du luxe et du futile. On interroge maintenant les énormes gaspillages et les styles de vie qui comportaient de navrantes irresponsabilités individuelles et collectives. « Pourquoi sommes-nous si malheureux devant nos bourses menacées ? Peut-être y avons-nous mis tout le sens de notre vie ? » Et de là, plusieurs réinterrogent leurs besoins et leurs aspirations, leur vie et leur société.

Dans cette foulée, naît un *mouvement d'intériorisation*, de quête spirituelle. Fuite ? Refuge ? N'y a-t-il que cela ? Je ne le pense pas. À côté des fausses pistes et des démarches ésotériques, il y a des questionnements très pertinents : « aurons-nous la couenne morale pour entrer dans des temps difficiles ? La prochaine austérité nous aidera peut-être à vivre plus humainement ? Pourquoi ne pas faire librement aujourd'hui ce qui nous sera imposé demain par nécessité ? Est-ce possible sans une plus grande qualité de conscience ? On ne décide vraiment qu'au fond de soi ». Plusieurs recherchent une unité et un dynamisme intérieurs. L'âme refait surface. Le matérialisme a déçu. C'est par son esprit que l'homme peut vaincre tous les enfermements, progresser et inventer, faire vraiment sa vie et

l'histoire. Sa dignité, sa force majeure, son identité spécifique et radicale sont d'abord là. On commence à reconnaître l'anémie de l'être spirituel dans les mouvements historiques matérialistes des derniers siècles. Il s'est produit un vide intérieur tragique que des athées prestigieux ont dénoncé dans leur testament spirituel (Einstein hier, Lorenz aujourd'hui et tant d'autres).

Ces préoccupations spirituelles, chez plusieurs, sont bien articulées à un *goût de vivre*, moins artificiel, plus naturel. Le « vivre d'abord » d'une certaine révolution culturelle largement répandue, est à la fois charnel et spirituel. Il joue un rôle médiateur pour raccorder ces séparations qui ont déstructuré les Occidentaux et leurs sociétés. Raccord du pain et du sens, du corps et de l'âme, de la nature et de la cité, de l'individu et du collectif. Oh je sais que là encore il y a des rationalisations contestables qui tentent de justifier replis, refus et égoïsmes inavoués. Entre l'affirmation « je veux vivre ma vie » et la négation « je ne veux plus rien savoir » se glissent souvent, soit un retournement désespéré sur soi, soit un rejet aveugle de toute responsabilité sociale.

Certains commencent à dépasser méfiance et attentisme ; ils se ressaisissent grâce à ce goût plus positif de vivre tiré de plusieurs sources inséparables : tels les meilleurs sucs de l'expérience passée, les opportunités » très diversifiées du présent et surtout une intériorité plus riche qui permet de chiner fils et toiles à partir de soi, un peu comme l'insecte bien connu.

Il y a une sorte de mouvement unitaire et totalisant dans ce vouloir-vivre dynamique. Un mouvement global qui recompose une existence moderne morcelée et même émiettée. Être le même avec soi et avec les autres, dans ses pensées intérieures comme dans ses comportements. Nouvelle connivence de l'âme et du corps. Bref, une unification vitale de l'être.

La conscience nouvelle explore aussi des avenues sociales inédites. Tout se passe comme si elle récupérait une étape essentielle que les idéologies politiques récentes ont télescopée. Je pense au souci d'assumer les solidarités réelles et de démasquer les mobilisations aussi factices que superficielles. On veut nouer des liens plus vrais à même les rapports sociaux quotidiens.

On peut bien formuler de grands objectifs idéologiques ou même des programmes politiques audacieux, mais leur réalisation effective ne sera jamais possible, si l'étoffe sociale de base demeure aussi lâche et fragile dans la trame de ses mailles essentielles. Par exemple, celles des milieux de travail, des modes d'habitat, des structures scolaires, des rapports affectifs, etc. Tous ces lieux fondamentaux de solidarité permanente et quotidienne s'effritent de plus en plus. La conscience nouvelle resitue le problème collectif majeur à ce niveau, sans forcément nier les autres, telle la redéfinition des relations verticales.

On voit naître un peu partout des expériences qui recomposent une solidarité horizontale. Celle-ci sera peut-être plus féconde (même en terme de pouvoir) que bien des luttes symboliques qui dénoncent sur des pancartes le pouvoir des autres. Je sais que les initiatives coopératives seront toujours menacées - particulièrement chez nous - par le vieux réflexe historique de conservatisme local. Ce n'est pas une raison pour s'épargner la tâche de transmuier nos formes culturelles de solidarité en création collective et dans des perspectives politiques de plus en plus larges.

Nous ne pouvons faire l'économie de cette démarche. Elle m'apparaît nécessaire à la réinvention d'un art de vivre et d'agir ensemble. Un intérêt croissant pour ce genre d'objectif se manifeste chez plusieurs des nôtres. Des expériences dans un secteur donné en inspirent d'autres sur des terrains encore plus féconds.

Je retiens un trait marquant, par exemple, le façonnement de solidarités particulières plus larges qui se diffusent dans l'ensemble des institutions locales d'un même milieu. J'ai déjà longuement fait état de ce phénomène dans un ouvrage récent : *Une pédagogie sociale d'autodéveloppement* (Ed. Stanké, 1976). Telle l'instauration de rapports sociaux semblables dans des écoles, des milieux de travail, des organismes comme le centre local de services communautaires, et aussi dans le style d'habitat. Peu à peu naît une solidarité de base qui peut permettre à un milieu de se prendre en main et de s'autodévelopper. Je me demande si les grands combats politiques n'auront pas tout à l'heure plus de pertinence et d'efficacité grâce à cette assise sociale mieux assurée et plus dynamique.

Je reviendrai, tout au long de cet ouvrage, sur ces aspects positifs d'un nouvel art de vivre ensemble. Mais des questions redoutables demeurent. Par exemple, celles des philosophies de base. Nous avons

vu plus haut comment elles sont encore en friche chez la plupart d'entre nous. Même au chapitre des grands débats idéologiques. J'ai l'impression qu'il faut retrouver une liberté intellectuelle plus exigeante pour dépasser les raccourcis des grandes références à la mode : fascisme, socialisme, capitalisme, etc. Les adhésions comme les procès reposent ici sur des définitions ou des conceptions aussi simplistes que rapides.

Certaines démarches plus humbles nous aideraient davantage. Par exemple, aller au bout d'un questionnement qui correspond à une expérience, à une sensibilité et à une pensée largement diffusées dans un contexte historique. Je crois que la liberté est au centre de la conscience occidentale actuelle, un peu comme le mal ou l'au-delà ont été l'axe de certaines cultures passées.

Les Occidentaux reviennent sans cesse à la liberté comme critère décisif de jugement et de visée. Même la justice est pensée en terme de libération. On craint le totalitarisme. On veut une société enfin non répressive.

L'homme occidental se définit par sa liberté. C'est une sensibilité, une philosophie, un objectif d'action, un art de vivre. Débats et combats de notre société tournent autour de cet axe.

Mais voilà, la liberté est aussi le lieu des plus grandes contradictions et des plus fortes perplexités. Plusieurs s'en débarrassent comme d'un poids insupportable. Après une certaine phase libertaire, ils redeviennent sécuritaires et réclament un régime autoritaire. Sans compter les nouvelles servitudes qu'on s'est créées, soi-même. Il y a aussi le problème crucial des libertés qui s'affrontent, se nient, se neutralisent les unes les autres. Que se passe-t-il donc ?

Je retiens cette question clé qui met à l'épreuve les différentes tentatives d'inventer un nouvel art de vivre ensemble.

Vivre librement, un art difficile

[Retour à la table des matières](#)

Je revenais d'un long voyage dans les pays de l'Est. Et j'étais en transit à l'aérogare de Berlin. Un jeune Allemand près de la trentaine regarde du coin de l'œil les feuillets de propagande qu'on m'avait remis aux frontières. Ce signe était suffisant pour engager la conversation. Je n'oublierai jamais ce qu'il m'a dit :

« J'ai vécu toute mon adolescence en Allemagne de l'Est. Nous pleurions notre liberté perdue. À 22 ans, je réussis à passer la frontière. Enfin, le monde libre ! Un nouveau choc m'attendait. Eh oui, je découvrais que la plupart des hommes ne savent pas vivre avec la liberté. Tout se passe comme si elle devenait très vite un poids insupportable. Et paradoxe incompréhensible, on se crée alors ses propres servitudes... plus aliénantes que celles imposées par les autres. »

Je me demande si les diagnostics à la mode dans nos débats publics ne sont pas à démystifier. Par exemple, le procès des contraintes institutionnelles programmées, des conditionnements publicitaires ou autres. Il y a chez nous un problème plus profond que ces obstacles à la liberté, à savoir la difficulté de vivre librement. Oh, je ne nie pas les menaces inédites qui pèsent sur nos libertés. En pays totalitaire, les asservissements sont plus évidents. Ici, on se fait manipuler plus subtilement. Mais comment expliquer les angoisses, les fuites, les incertitudes, les impuissances et même les irresponsabilités qui accompagnent beaucoup d'expériences où la liberté peut s'exprimer ? Livrés à eux-mêmes, à leur jugement, à leur décision, beaucoup d'entre nous connaissent un profond malaise. La boussole s'affole : Freud avait dit que la civilisation ne progresse pas sans de fortes contraintes ; les nouveaux utopistes rétorquent qu'une société non répressive est possible. Devant la cacophonie actuelle, des « réalistes » se lèvent et veulent prévenir la « tentation totalitaire ». Mais toujours la question soulevée plus haut reste marginale. Sait-on vivre librement ?

On définit les libérations presque exclusivement à partir des contraintes extérieures à lever. Mais on dit bien peu de choses sur l'autolibération de l'intérieur. D'une rencontre à l'autre, d'un groupe à l'autre, je suis frappé par l'incapacité de préciser ce qu'on veut vraiment. La pensée comme l'action se déploient sous un mode négatif, aidées en cela par un équipement critique de plus en plus raffiné et diffusé. On reste vagues et inconsistants quand il s'agit de déterminer les visées et les cheminements d'une liberté positive, de

rapports sociaux plus justes et solidaires. Les engagements durables font peur. On a même peine à accepter les responsabilités courantes qui exigent un effort quotidien soutenu. Les crises du travail, de l'éducation, de la famille en témoignent. Est-il un seul rapport social fondamental qui soit quelque peu assuré ? Même celui du couple ? La plupart des liens humains sont devenus lâches et incertains.

On ne saurait donc se limiter aux remises en question des autorités et des structures. Les relations horizontales et quotidiennes sont tellement courtes qu'on ne réussit pas à nouer le moindre écheveau social ferme et durable. Toute structure humaine ne vaut pas plus que les « nous » qui la constituent. La qualité de ces « nous » précède, accompagne et dépasse les changements structurels dont je ne nie pas l'importance. À force de se battre contre des structures insatisfaisantes, on en vient à croire que leur transformation plus ou moins radicale créera d'elle-même la solidarité et la liberté. Je veux m'arrêter encore un moment sur celle-ci, pour la relier ensuite à la solidarité.

La liberté est au centre de la conscience moderne. C'est la valeur clé, du moins chez les Occidentaux. Mais paradoxalement, elle fait peur quand elle devient « responsabilité de ses actes ».

La liberté réveille la conscience individuelle et collective quand elle est à gagner. Acquise, on ne sait plus quoi en faire. Peut-être avons-nous à apprendre, à vivre la liberté sous un mode positif et créateur.

Se libérer de quoi, se libérer pour quoi ? On sait mieux la première démarche que la seconde. Car avouons-le, nous utilisons souvent la liberté comme mécanisme de rationalisation. La corruption du meilleur quoi ! Nous jugeons les autres avec des critères de responsabilité, et nous-mêmes avec des critères de liberté. Comme si ce bien nous était exclusif. L'esprit capitaliste n'est pas que dans les structures économiques. Mais les Occidentaux, déçus de leur abondance matérielle et de leur société, vont encore plus loin. Dans la foulée d'une certaine révolution culturelle, la liberté devient une légitimation contradictoire du droit de fuir la vie au nom d'un goût de vivre toujours insatisfait et indéfinissable.

Peut-être faudra-t-il comprendre d'abord que la liberté vaut par ce qu'on met dedans. Bien sûr, c'est une dynamique proprement humaine

et combien importante, mais une dynamique ambivalente qui a l'étrange pouvoir de se détruire elle-même. Voilà, sans doute, la dramatique majeure de l'Occident. Cette liberté, après avoir servi aux personnalités fortes, aux groupes les plus forts sur le dos des faibles d'ici et d'ailleurs, a même contribué à aliéner à peu près tout le monde. Voyez l'indécision partagée par les chefs politiques et les financiers, les savants et l'homme de la rue face aux énormes problèmes urbains, écologiques, monétaires ou autres. En définitive, une certaine liberté s'est asservie elle-même.

C'est donc mal poser le problème que de s'en prendre à des autorités jugées trop molles, et de vouloir instaurer le law and order. Veut-on accorder encore plus de pouvoir à l'État ? D'aucuns simplifient les choses en s'enfermant dans le dilemme vicieux : autoritarisme ou anarchie. À côté, les libéralistes ne voient de solution que dans le regain de la responsabilité individuelle. Mais eux aussi s'aveuglent en ne reconnaissant pas que l'appauvrissement de la socialité en Occident a brisé à sa racine le sens de la responsabilité et vicié la liberté.

D'où une première hypothèse que nous devons vérifier : liberté et individualité se tuent elles-mêmes quand elles se situent en dehors de justes rapports sociaux.

L'Occident revendique fièrement et légitimement le primat de la personne. Un progrès indéniable dans l'histoire de l'humanité. Mais voyons bien notre réalité historique. Même dans les milieux nantis, l'individu se cherche et ne semble pas heureux. On a socialisé bien des structures. Mais le style de vie est resté foncièrement individualiste. *Autre paradoxe qu'une société de plus en plus structurée et des individus de plus en plus déstructurés.* Un contexte bien peu favorable à l'éveil de la responsabilité individuelle.

Le propos libéraliste défie toute philosophie élémentaire. Peut-on développer l'esprit de responsabilité en dehors d'authentiques solidarités et sans des objectifs valables ? Qu'est-ce que l'Occident capitaliste offre comme objectifs humains aux générations montantes ? Habituellement, on répond que les pays socialistes ne font pas mieux. Ce qui n'éclaire guère notre propre situation et ses requêtes internes. Encore séduits par l'indéniable prospérité récente, la plupart des citoyens, malgré leur insatisfaction, ont peur de voir les choses autrement et d'essayer des pistes neuves. Le premier ministre

du Canada a parlé timidement d'une société nouvelle qui changerait les règles du jeu. Toile presque général ! Au fond, l'ensemble de la population lui signifiait qu'elle ne voulait pas changer. Et c'est au nom de la liberté que gauches et droites opposaient le même refus.

Au bilan, on en arrive à une étrange liberté : conservatrice, individualiste, privatisée, apolitique, incertaine, trop souvent irresponsable et surtout non finalisée. Tout le contraire des prétentions officielles d'un monde libre, progressif et civilisateur ! Pour corriger la situation les élites libérales n'ont qu'une réponse : la responsabilité individuelle. Mais comment éveiller la responsabilité d'un individu asocial, incapable de vivre sa liberté dans des engagements soutenus, des projets créateurs et des solidarités durables ?

Il ne faut pas voir ici un point de vue purement éthique. Nos institutions connaissent une crise plus forte à leur base qu'à leur sommet. J'entends : base « sociale », là où la démarche démocratique devrait prendre sa source et non uniquement son point de chute. Les luttes politiques se limitent souvent à des batailles d'organisations, d'experts et d'élites. Et la masse des citoyens assiste à ce spectacle transmis par la télévision. Pendant ce temps, les milieux de travail, d'éducation, d'habitat se dégradent et la vie quotidienne se vide de toute signification. Les individus comme les collectivités locales ne sont pas dans le coup. Soyons honnêtes, quelles responsabilités peuvent-ils prendre effectivement ? Ils savent que les grands jeux et enjeux leur échappent presque irrémédiablement. La démocratie libérale se « joue » de moins en moins à leur niveau. Ils ne trouvent alors de sens, ni dans la grande société, ni dans leurs milieux de vie plus proches.

L'individu se replie sur lui-même ou bien il fuit en Orient, dans les astres, chez les extra-terrestres, en parapsychologie, dans des mystiques folles ou des utopies politiques. Peine perdue, puisqu'un bombardement quotidien de stimuli l'intègre bon gré mal gré à la ronde des consommations. Et le voilà « massé » de toute part par la vente à pression des produits, des modes et des propagandes. Tour à tour des groupes mettent en échec la société et tiennent la population en otage : arrêts des transports, de la poste, des écoles, des hôpitaux. *Il se produit une tragique usure psychologique et morale chez un nombre grandissant d'individus.*

Devant la société survoltée, plusieurs se défendent en développant des forces d'inertie : l'apathie, l'indifférence, le décrochage social et politique. Beaucoup d'études sur les citoyens occidentaux nous signalent leur fragilité psychique. Fragilité qu'on explique par les assauts des stimuli extérieurs et surtout par les vices de structures. Mais n'y a-t-il que ces facteurs externes ? N'a-t-on pas négligé aussi le développement des forces intérieures de l'homme ? Sans elles, toutes les entreprises humaines tombent vite à plat.

Qualité de la vie, laquelle ?

[Retour à la table des matières](#)

Voilà ce qui m'amène à souligner dans cet ouvrage l'importance d'une philosophie, d'une éthique, d'une pratique sociale renouvelées, sans pour cela perdre de vue l'éminence de la fonction politique. Mais ces chemins nécessaires ne vaudront jamais mieux que les buts poursuivis. Quelle sorte de « vie ensemble » cherchons-nous ? Nous saurons alors peut-être mieux définir les structures qui nous conviennent. Ce qu'il y a de sûr, c'est que nous n'avons pas assez investi dans ces démarches qualitatives. La crise actuelle de l'éducation en témoigne. Après tant de réformes structurelles, on se demande encore dans la plupart des pays quel type de formation, quel homme, quelle philosophie de base à développer, quelle éthique à partager, quelle école, quelle société !

En devenant plus attentifs à la qualité de leur vie, certains anticipent une existence collective et des changements structurels plus qualitatifs et pertinents. Voilà une ligne d'espoir qu'il faudra développer.

L'amande humaine

[Retour à la table des matières](#)

Le génie contemporain sait donc mieux l'écorce de la vie que son amande humaine. Je ne suis pas le seul à penser cela, n'est-ce pas ? Nos questions les plus radicales, nos expériences les plus fortes, nos sentiments les plus profonds restent à la marge de la « scène publique ».

Diogène cherche encore l'homme... la touche humaine dans nos batailles de structures et de pouvoirs, dans nos expertises scientifiques et techniques. Même le débat idéologique se réduit à des grilles

d'analyse qui empruntent beaucoup à la rationalité technocratique. On y trouve bien peu de sève humaine, de « jus » pour prendre ici une expression populaire.

Mais au fait, c'est peut-être l'ensemble de la vie, même la plus familière, qui a perdu son amande, son moult... et le sel qui donne goût, et le levain qui fait lever la pâte.

Là où le sel s'affadit, même la faim de vivre disparaît.

L'amande dévitalisée, il n'y a plus de fécondité, ni potentiel de recharge. Car c'est là le lieu des élans et des risques décisifs. Lieu aussi des motifs déterminants.

La majorité des diagnostics portent sur les aqueducs et leurs plombiers. Améliorer l'ingénierie, changer les technocrates ou créer une autre tuyauterie suffira-t-il ? Peut-être avons-nous davantage besoin de sourciers pour nous réapprendre le secret des sources, le vivier des énergies neuves.

Bien sûr, il y a aussi l'autre tentation de chercher des levains en dehors de la pâte, par exemple une mystique décrochée du pays réel. Cette entreprise ne vaut pas mieux qu'une pure économie des choses ou une simple politique des contenants.

L'amande sans le noyau

[Retour à la table des matières](#)

Le procès des divers humanismes n'a cessé de croître avec l'évolution de notre civilisation techno-industrielle. Humanisme rejeté comme opium du peuple. Humanisme métaphysique intemporel qui aliène des tâches historiques. Humanisme existentialiste, reflet de la conscience bourgeoise malheureuse. Humanisme personnaliste négateur des « conditions objectives » de structures et de classes sociales. Humanisme libéral avec ses idéaux majuscules (liberté, égalité, fraternité) et ses pratiques contraires. Autant d'amandes fausses ou frelatées qu'on nous aurait offertes sans oser montrer leur véritable écorce.

Donc un humanisme opium ou écran. Aussi trompeur que miroir aux alouettes. Fausse conscience qui sert de chienlit pour déguiser les situations réelles, les vrais rapports de force, les structures de pouvoir, etc. Cet idéalisme impénitent ne cesserait de créer mythes et songes. Il exilerait les hommes dans des utopies de nulle part, les empêchant ainsi d'être, de lutter ici et maintenant.

Ce péché intellectuel est surtout péché d'intellectuels. Tour à tour les libéralistes, les stalinistes et la nouvelle gauche s'en prennent à ces prototypes de l'irréel. « Ni Marx, ni Jésus ». Haro sur Confucius ! Soljénitsyne, un réactionnaire.

Sans compter les humanismes importés d'Orient, ou ceux projetés dans de nouvelles cosmogonies éthérées. Simples substituts de l'humanisme chrétien chez les esprits attardés d'un autre âge. Voilà tout dans le même sac ! On n'en est pas à une nuance près.

Chez certains, le rejet de tel ou tel humanisme débouche sur le refus de tout humanisme. Au nom du matérialisme historique, ils s'en prennent aux « références spirituelles », aux « transcendances illusoires », aux « sagesses non scientifiques », et plus récemment à l'utopie de la liberté, de l'homme lui-même. Vous perçoivent-ils comme humaniste, ils vous reprochent ce vice rédhibitoire et inguérissable. Vous êtes un gnostique irrécupérable.

Le noyau sans l'amande

[Retour à la table des matières](#)

Avouons que les divers matérialismes nous ont montré, parfois savamment et avec beaucoup de pertinence, les forces et faiblesses de nos écorces. Nous connaissons mieux les mécanismes physiques, biologiques, psychosociologiques et autres qui nous conditionnent. Il semble même qu'il y ait une certaine unité systémique de toutes ces structures visibles et invisibles, *beyond freedom and dignity* !

Faut-il en conclure que Pinochet, Brejnev, Mao, Skinner et sœur Theresa sont soumis au même déterminisme, comme tous les humains et le plus petit atome ?

Althusser à gauche, Skinner à droite, E. Morin au centre s'approchent, par des voies différentes, de la vérité ultime sur la structure fondamentale du monde, de l'homme, de l'histoire ! Bientôt on saura tout sur ce noyau de base. Le mythe scientifique n'est pas mort ! Sa force, c'est de poser uniquement les questions auxquelles il peut ou pourra répondre. Einstein le rappelait avec ironie dans une lettre adressée à Maurice Solovine.

À cette recherche du système unique correspond peut-être une même logique technocratique et instrumentale qu'on retrouve partout : dans les pratiques scientifiques, techniques ou organisatrices, dans les débats idéologiques, dans les combats politiques et dans l'aménagement de la cité. Un même modèle appliqué aux institutions les plus diverses, de la manufacture à l'hôpital en passant par l'école. À celui-ci les dissidents opposent un autre système tout aussi univoque. Et dire qu'on en voulait tant à l'absolu « ordré » d'hier. Nous voilà passés de la doctrine intégrale au système parfait.

Or, les hommes semblent être aussi malheureux dans un système que dans l'autre. Ils se cherchent. Le génie des structures ignore tout simplement les questions et les expériences dites métaphysiques.

Pourquoi vivre, aimer ? De ce temps-ci, on s'interroge beaucoup sur la mort. Et l'esprit humain, c'est quoi dans tout cela ? Même le diable réapparaît. Notre civilisation deviendrait-elle à la fois infantile et sénile ? Les problèmes sont portés à leur limite critique : avortement, euthanasie ou peine de mort ; croissance zéro, grève totale ou chantage nucléaire ; fin du monde ou fin de civilisation.

Même les décisions ne se prennent qu'à l'extrême des crises. Symptôme généralisé d'une conscience perplexe, impuissante. Les questions épineuses sont remises à une commission d'enquête qui deviendra permanente. Ce scénario dilatoire est bien connu : toujours l'écorce ! *Les humanistes prennent leur revanche : ce n'est pas chez les matérialistes qu'on trouvera l'amande humaine de la vie.*

Le noyau et l'amande séparés

[Retour à la table des matières](#)

Beaucoup vivent sur deux registres étrangers l'un à l'autre. L'amande, ils la cherchent ou la trouvent en littérature, au cinéma, dans la religion, durant les week-end ou les vacances ou dans une des cent thérapies mises sur le marché. L'écorce, c'est le travail, la politique, la petite semaine, la famille.

Avouons qu'il y a aussi des mystiques ou des thérapies sans amande, des politiques sans noyau ou écorce. Nous y reviendrons.

Retenons plutôt cette situation plus fréquente du double univers. Le sens d'un côté, le pain de l'autre.

Parfois l'écart va aux extrêmes. Désespérant de trouver un sens à la terre, on invente les extra-terrestres. Un phénomène parmi d'autres qui exprime un divorce grandissant entre la matière et l'esprit. D'où l'intérêt pour les cultures unitaires, orientales par exemple, ou pour un certain primitivisme. On veut re-sentir à la fois son corps et son âme. Ce que l'Occident a de plus en plus séparé.

Notons ici un paradoxe rarement perçu. *Le matérialisme occidental s'est débarrassé de la métaphysique abstraite.* Or, il a bâti une société de plus en plus abstraite, anonyme, insaisissable. Quoi de plus abstrait que le numéro d'assistance sociale, les nombreux sigles dans le journal... et tout cet univers de programmation informatique qui régit toujours davantage notre vie. L'art abstrait préfigurait peut-être la cité actuelle.

Mais il y a des séparations plus simples et plus courantes de l'écorce et de l'amande. Par exemple en publicité. « Quand on vend du vent on soigne l'emballage. » L'image ne reflète ni ne projette la réalité, mais s'y substitue. Quel contraste : un monde matérialiste où les hommes ont d'énormes difficultés à établir un contact direct avec le réel, et aussi à approfondir le sens véritable des choses, des gestes, des événements !

Ni philosophie, ni mains quoi ! Avant hier, des philosophies sans mains, hier des mains sans philosophie, aujourd'hui aucune des deux chez plusieurs citoyens qui vivent à la fois dans l'impuissance et le non-sens.

Ni noyau, ni amande

[Retour à la table des matières](#)

Les dernières remarques nous amènent à cette autre dramatique : une chair sans noyau, ni amande. Le cœur dispute en fragilité la colonne vertébrale. Combien cherchent tout autant un noyau de soutien qu'une amande nourrissante ? Un noyau communautaire valable. Un tissu social bien noué. Une fibre morale cohérente et dynamique.

Même l'Église, dit-on, a fait une erreur grave en instabilisant son rituel. Le seul qui avait gardé une certaine consistance parmi tous les autres rituels occidentaux. Famille, école, habitat, parlement et même folklore avaient connu l'érosion de leur propre écorce. Érosion qui laissait l'amande sans son milieu vital, sans son lieu naturel.

On a donc dénoyauté et « désamandé » en même temps, confondant la chair du fruit avec son amande. Voilà qu'il faut ajouter des vitamines à un pain mastic boulangé avec la pulpe du blé sans son amande. Quel symbole percutant de ce qui nous arrive en tant d'autres domaines ! Sans compter les succédanés artificiels de toute sorte.

Gide disait : « J'ai mordu à la pulpe de tous les fruits que les branches ont tendus vers moi. » Il annonçait une certaine société permissive, obèse qui n'arrive plus à se dégraisser. Une société de poulets aux hormones, de *baby beef* engraisé rapidement et artificiellement. Sous le même principe que celui de la prolifération des cellules cancéreuses. Sans écorce ou amande, il ne reste que les résidus adipeux et inflationnistes. Eh oui, l'inflation trouve son parangon dans le phénomène-cancer. Un cancer social, en l'occurrence.

Un espoir : des hommes veulent désormais manger les fruits qu'ils ont cultivés, les fruits de leur grain de semence, les fruits d'une terre qu'ils possèdent et habitent vraiment, les fruits d'un suc et d'une sève dont ils savent le secret. Ils veulent rétablir une parenté de fibre entre eux-mêmes et leur culture, entre l'écorce et le cœur de l'arbre de vie, entre leur vie intérieure et leur cité, entre leurs solidarités réelles et leurs institutions.

Ce ne sera pas facile. Les styles de vie s'embourbent dans leurs graisses. Ils manquent de muscle ; ils n'ont pas d'ossature assez solide, de moelle assez riche. Sur le plan collectif, politique et télévision chipotent à la pulpe de la vie, à l'écorce des événements. Ce sont pourtant deux institutions majeures dans notre existence moderne. Deux institutions « critiques » desquelles on attendrait un peu plus de contenu humain. Mais ici, la baudruche publicitaire sert de modèle, avec ses thèmes fadasses, sa philosophie bidon, son esbroufe chiquée, ses comptines insignifiantes.

Production et consommation de masse constituent la principale croissance grasseuse qui engorge la vie sous toutes ses formes. Comme réponse, une seule revendication : en avoir pour son argent. Les luttes sur le terrain de la production sont du même ordre. On a confondu croissance, abondance, accumulation, progrès et développement. Bref, la pulpe, sans le noyau ni l'amande qui renferment le potentiel de renouvellement. D'où la difficulté énorme d'opérer la transition entre une économie de croissance grasseuse et une économie de recyclage.

Nous n'avons qu'une technologie de la pulpe, sans une sagesse de l'amande, sans une intelligence de son noyau naturel et de sa fibre renouvelable. On n'inventera pas les pratiques et les techniques correspondantes sans repenser profondément la culture occidentale de base. Pourrons-nous le faire avec une philosophie et une éthique aussi appauvries ?

Accepterons-nous une réflexion et une action moins superficielles ? Tour à tour et à partir d'horizons bien différents, J. Baudrillard, G. Bataille, T. Wiseman, A. Moles, R. Dumont et tant d'autres nous amènent à revoir et nos questions et nos réponses habituelles, dans le train-train le plus ordinaire de notre vie et de nos milieux respectifs. Nos rapports avec l'argent, le travail, l'amour. Est-ce vrai que le temps occidental ne sait plus ni le rythme humain, ni l'espace social ? Comment expliquer que notre culture si critique débouche sur l'absence de discernement entre le nécessaire, l'utile et le futile ? Dans la vie privée comme dans les grandes embardées collectives. Pourquoi le processus très abstrait de « simulation » devient le grand gabarit de la vie moderne, de ses organisations, de ses divers comportements, de la politique, de la critique idéologique et des diverses thérapies ? Le retour à la nature, la résurgence de la

croyance en la réincarnation, et tant d'autres voies ambiguës ne marquent-elles pas une certaine réaction pour retrouver un contact direct avec la vie ? Contre un univers social et mental préfabriqué, chacun cherche désespérément son amande et son écorce « naturelles ».

Vraies et fausses pistes

[Retour à la table des matières](#)

« Vivre d'abord, philosopher ensuite », redit-on encore aujourd'hui. Une autre façon de séparer la chair et le cœur, la matière et l'esprit. Les questions soulevées plus haut sont-elles négociables ? Veut-on vivre uniquement à la pulpe ? Y trouve-t-on bonheur et avenir ? *Certains retournent aux anciens noyaux*. Mythe de l'âge d'or, du bon vieux temps ! Les institutions d'hier n'ont-elles pas fait leur preuve ? On confond l'épaisseur de l'écorce avec la qualité de l'amande. D'ailleurs, celle-ci est souvent morte. D'autres, dans la même foulée, veulent renouer avec l'histoire, les croyances, le folklore, mais comme avec des objets extérieurs à soi... des monuments historiques à conserver. Mais c'est une mémoire qui ne fait pas vivre et créer. Une référence sans appartenance. Une sorte de foi héritée sans adhésion. Bref l'écorce du folklore sans l'amande vivante de sa culture.

Les réformistes veulent améliorer les nouveaux noyaux. Ils disent que les vaisseaux lancés par les réformes récentes n'ont pas encore été assez mouillés. Laissons-leur le temps. Apprenons à les maîtriser. Oui, mais est-ce suffisant ? Le moule n'est pas là pour lui-même, fût-il le meilleur. Il faudra bien s'arrêter davantage sur la qualité du matériau qu'on veut mouler avec l'instrument le plus parfait. La qualité du grain quoi !

Enfin des radicaux s'en prennent aux nouveaux comme aux anciens noyaux. Les briser d'abord, après on verra. Dans une ligne plus prospective, quelques-uns tentent d'anticiper d'autres noyaux possibles.

On a le goût de demander à ces trois tendances majeures : montrez-nous votre amande. L'homme que vous portez. La vie que vous voulez promouvoir. Votre philosophie de base et vos mains. Vos grains de

semence, votre souffle d'engagement, vos vraies raisons de vivre, d'aimer et de lutter. Que voulez-vous en définitive ? Un nouveau pouvoir ? Le lave-vaisselle pour tout le monde ? Chacun maître sur son île ? Une solidarité, une liberté pour quoi, pour qui ? *L'homo ludens* ? Une assemblée générale perpétuelle ? Une lutte des classes pour une société sans classe... mais quelle société ? Un espace vert pour y vivre quelle vie ? Peut-être nous faut-il sortir de ces schémas tout faits, pour mieux cerner le cheminement récent.

Quelques décennies de prospérité avaient concentré l'attention exclusivement sur les niveaux de vie. Puis on s'est interrogé un moment sur les styles de vie. Ce qui a amené une certaine contestation de la société. Mais l'inflation nous a ramenés aux uniques critères quantitatifs.

En marge de la course au rattrapage de l'escalade inflationniste, deux grands courants de conscience vont se déployer. L'un, très pessimiste, débusque tous les indices du non-sens. Telle une accumulation matérielle sans finalité sociale, sans hiérarchie de valeurs ou de besoins. Congestion urbaine et technologique, pollution quasi irréversible, concentration économique sans contrôle démocratique, bref, une société et une vie de plus en plus absurdes. Je dis une conscience en marge, parce que la plupart jouent quand même le jeu.

Une deuxième conscience cherche carrément à côté : des raisons de vivre, des expériences spirituelles. J'ai signalé plus haut le danger de séparer ainsi le sens et le pain. J'ajoute ici les conséquences de cette dramatique portée au plan social. D'une part des démarches politiques conflictuelles autour des enjeux du pain, et d'autre part une quête de sens, toute centrée sur une unité intimiste, individuelle et purement spirituelle. Au dedans la paix, au dehors la guerre. On se bâtit une philosophie privée qui serine des raisons de vivre étrangères à une vie publique sans éthique et sans horizon.

Une priorité

[Retour à la table des matières](#)

Tant de raccords à rétablir ou à réinventer. Mais n'y a-t-il pas des démarches prioritaires ? Au quotidien comme au politique, le sel s'est affadi. Le sel d'une philosophie de la vie avec ses pratiques éthiques dynamiques et son ferment mystique. L'amande humaine quoi ! Dans une société matérialiste comme la nôtre, ce ne sont tout de même pas les travers spiritualistes qui nous menacent le plus. Pourquoi nos entreprises, nos luttes ont-elles si peu de souffle ? La politisation récente a besoin d'enracinements spirituels et culturels plus profonds. Il nous faut une intériorité plus riche, plus ouverte, une conscience plus forte et entreprenante.

Hier, il fallait mettre l'accent sur le réalisme politique des structures. C'était notre grande faiblesse. Mais aujourd'hui nous commettons l'erreur à l'envers. La dévitalisation, l'assèchement intérieurs sont encore plus graves. Des amandes pourries minent les plus solides noyaux.

Cette insistance ne se veut pas exclusive. Je nous souhaite une amande féconde, un noyau résistant et une chair tendre. *L'amande d'une spiritualité nichée dans un solide noyau politique... de la même fibre culturelle, de la même essence humaine. Une chair à la fois tendre et musclée, bien innervée, passionnée.*

On me reprochera ici de promouvoir un univers mental et social unitaire dans une société de plus en plus pluraliste. C'est un point de vue superficiel qui vide le débat social tout autant que la dramatisation humaine de son exigence première. À savoir la qualité des composantes, des options, des confrontations dans ce pluralisme démocratique auquel nous tenons.

L'affrontement de politiques sans philosophies manquera toujours d'intelligence. De même, une confrontation idéologique où l'on tait ses pratiques réelles et ses propres contradictions, mène au fanatisme. Nos combats sont de plus en plus incohérents et brouillés, même si leur langage idéologique prétend établir clairement le noir et blanc. Peut-être sont-ils à l'image de notre vie et de notre pensée ? J'en suis pour le réalisme de l'action des mains. Mais cette attitude pragmatique commune se préoccupe trop peu de ses rapports avec le cœur et la raison. Une vie inconsistante, une pensée incohérente (trop souvent en contradiction avec la première) sapent les entreprises les plus prometteuses.

Il semble que la première cohérence dynamique viendra d'une solide philosophie de la vie. Cette expression populaire renferme à la fois les raisons et le goût de vivre, les styles et les projets de vie, le pain quotidien et une certaine conception politique au moins inchoative. Elle assume les sentiments profonds comme les identités particulières. Elle pointe tout autant la source que l'horizon. Elle est aussi une spiritualité avec son ferment mystique. En effet, il se cache toujours un pari, une foi, une espérance même au creux des philosophies de la vie les plus terre à terre. La mèche humaine est inextinguible, c'est la conviction de la famille spirituelle à laquelle j'appartiens.

Misons-nous assez sur ce « feu sacré » qui peut ranimer une société « dépassionnée » ? Oh, je sais, je sais que ce propos fera sourire bien des éteignoirs qui ont tout compris de la grande noirceur actuelle ! Si l'on peut encore parler de péché, je crois que c'est le seul irrémissible, parce qu'il tue l'amande humaine, le germe des renouvellements et des dépassements.

Le matérialisme a le pouvoir de se tuer lui-même en s'emprisonnant dans son écorce. D'ailleurs, il ne connaît que celle-ci. Il a tôt fait de la trouver inutile et laide, parce qu'il ne sait plus l'amande humaine qui y niche. N'est-ce pas un signe des temps que de Nietzsche à Foucaud, on soit passé du surhomme à cette prétendue mort de l'homme ?

Nietzsche disait : Dieu est mort. Aujourd'hui Dieu dit à son tour : Nietzsche est mort !

J'aime mieux la philosophie de Pascal, celle du roseau fragile qui ne se rompt pas. *J'aime mieux interroger cette mystérieuse dynamique humaine semblable à la frêle tige de pissenlit qui perce le plus dur asphalte.* Le surhomme diamantin de Nietzsche n'était fait que d'écorce.

C'est peut-être pour cela qu'aujourd'hui nous avons tant de peine à rejoindre l'amande humaine. Nous allons nous en rendre compte dans la prochaine étape.

Une philosophie de la vie

Chapitre I.

Le pouls d'une conscience

1. Les grands sentiments cachés
2. Les aspirations nouvelles
3. La révolution invisible de l'individualité

[Retour à la table des matières](#)

Nous aurions pu commencer cette évaluation par un tour d'horizon à la surface sociale. Notre introduction a déjà signalé le danger d'en rester aux écorces ou à la pulpe de la vie.

C'est plutôt en creux qu'on décèle les dramatiques humaines et aussi les sources de dépassement. La littérature l'a peut-être mieux compris que la science, la philosophie mieux que la politique.

Mais notre choix de démarche repose sur une autre raison plus importante, déjà évoquée. Peu à peu le matérialisme a fait de nous des analphabètes de la conscience. Nos profondes perplexités en témoignent. Nous ne réinventerons pas d'autres philosophies de la vie sans retrouver cette touche humaine qui loge d'abord à l'intérieur de nous. La conscience est le lieu décisif de l'homme. C'est cette conviction qui nous fait inverser la démarche habituelle des matérialistes. Sonder d'abord ce que nous vivons au dedans de nous-mêmes.

Je crois qu'une des plus grandes erreurs pédagogiques et politiques dans les combats actuels, c'est de se battre uniquement sur le terrain des autres. On en vient à ne plus savoir ni ses faiblesses ni ses forces, et encore moins les aspirations internes à son expérience de vie et à celle des siens. Cette dernière voie permettrait peut-être d'apporter dans le débat public un peu plus de clarté sur ce qu'on veut vraiment.

1. Les grands sentiments cachés

[Retour à la table des matières](#)

Nous aurions plus de sentiment que d'idée. Cette remarque de Laurier est devenu cliché. Cinquante ans plus tard, un de nos meilleurs cinéastes soutient *qu'un peuple se mobilise d'abord par les grandes et fortes émotions qui l'habitent*. Les raisons viendraient en seconde instance. Faut-il rappeler que le cœur est lui aussi doué de raison. Des raisons souvent déterminantes, même en politique. La vie ne suit pas la logique de Descartes. Ceux qui ont le pouvoir et les biens peuvent bien invoquer la raison pure. Leur tripe ne souffre pas. Quant à la conscience, elle ne peut raisonner « humainement » sans passer par la tripe et le cœur.

Mais ce raccord vital ne saurait nous empêcher de mieux démêler nos sentiments et nos raisons. J'ai l'impression que nous avons à peine commencé à le faire. Je voudrais, dans un premier temps, dégager le sous-sol de nos sentiments. Ceux qui nous paralysent comme ceux qui nous dynamisent. Dans les débats publics actuels, on en fait peu état. À gauche comme à droite, et peut-être encore davantage au centre, on avance des raisons trop souvent déconnectées de cette profonde dramatique des sentiments que vivent les hommes d'ici. Les influences les plus fortes s'exercent peut-être dans un tel underground. On l'admet chez les individus, mais rarement chez les collectivités. Il est trop simpliste de dire que les peuples comme tels n'ont pas d'affectivité. En effet *l'étoffe affective des individus se trame dans les rapports sociaux d'un groupe humain avec sa culture, son histoire et ses institutions propres*.

Mais je sais la difficulté de cerner la trame de l'inconscient collectif ; c'est déjà si compliqué chez l'individu. Faut-il, pour autant démissionner ? On ne doit pas hésiter, même si ce travail de prospection de *l'underground* collectif exige d'être repris sans cesse. Est-ce céder à l'introspection malade ? N'est-ce pas entretenir l'obsession stérile de nos « anormalités », de nos traumatismes et même de notre pathologie collective ? Les gens en santé ne se tâtent pas le pouls à tout moment. Ils vivent, c'est tout. Je ne veux pas prêter flanc à cette tendance hypocondriaque. Mais en santé ou pas, les hommes et les peuples connaissent une certaine angoisse. Ils auront toujours la tentation de la taire, de la fuir ou de la nier. Laisée à elle-même, elle peut détruire les meilleures santés. Bien assumée, elle se transmue en valeur positive et constructive, comme nous l'enseigne la psychanalyse. Ma démarche suivra le sillon de cette dynamique du sentiment. Voyons en premier lieu le versant noir.

Des aspects méconnus de la peur

Combien de critiques l'ont redit sur tous les tons, la peur serait notre sentiment clé. D'abord les peurs d'hier toujours vivantes. Peur des autres : Anglais, immigrants, Juifs, Français, etc. Peur de la politique, du changement, de la révolution, de la liberté. Peur de perdre le peu de biens ou d'argent qu'on a. Peur d'une autre crise. Et peurs plus récentes de l'éducation et des jeunes, de l'État et des technocrates, des syndicats et des militants radicaux, de la société ouverte à toutes les tendances, du chaos moral, du risque de la souveraineté. Évidemment, toutes ces peurs ne sont pas ressenties par tout le monde, et de la même façon. Mais elles sont largement diffusées dans notre sous-sol collectif. Elles marquent même ceux qui ont des motifs raisonnables ou idéologiques pour démystifier telle ou telle crainte. Le climat de peur pourrait bien s'accroître devant les périls planétaires bien connus chez nous comme ailleurs.

Mais suffit-il de nommer et décrire ces peurs ? Ne doit-on pas mieux connaître les sources qui les font naître, les canaux qui les véhiculent, les mécanismes vitaux qui les rendent quasi organiques ? Une entreprise trop large et trop complexe pour mon propos. D'ailleurs, ce serait une prétention farfelue que de tenter seul cette investigation. Je me contente de pointer certains aspects peu prospectés, et pourtant très importants.

Notre société traditionnelle, comme toutes les autres, a utilisé à forte dose les recours religieux pour assurer des contrôles rigides et sévères sur les conduites humaines. On sait que les motifs religieux de la peur vont jusqu'au fond des sources de la conscience. Ils deviennent ainsi une sorte de seconde nature pour le sur-moi comme pour le sous-moi, jusqu'à constituer un trait marquant de la culture première spontanée.

Que s'est-il passé dans l'éclatement récent et rapide de la chrétienté ? Les structures symboliques de la peur (le péché, l'enfer, l'autorité cléricale, le code moral) se sont effondrées, du moins en surface. On a cru sortir « consciemment » de cette culture de la peur. Même les réformes religieuses proposaient une foi plus confiante et plus espérante. Croire à une liquidation aussi facile, c'est entretenir une grave illusion. Freud nous a appris les retours explosifs du « refoulé ». Ce qui est rejeté dans le subconscient continue de vivre invisiblement, et devient une bombe à retardement s'il n'est pas reconnu et assumé.

Mais peut-on pas déjà repérer des signes plus saisissables à la surface ? Je le pense. Beaucoup des nôtres ne savent pas vivre sans la peur. Par exemple, tout se passe comme si l'instance morale avait perdu ses motivations déterminantes. N'a-t-on pas noté récemment, dans les procès et les scandales publics, une incapacité de distinguer ce qui est honnête et ce qui ne l'est pas, ou même de prendre en considération cette dimension.

Avec la démystification des vieilles peurs, c'est tout un édifice de repères, de normes, de règles et de motifs qui s'est écrasé. Plusieurs ressentent aujourd'hui un grand vide exprimé par des perplexités de plus en plus globalisantes : « c'est le bordel... on ne comprend plus rien... chacun triche, fait à sa tête... la société est corrompue ».

Ce qui s'est produit dans la sphère religieuse peut nous éclairer. Le jour où les motivations de peur ont disparu, la pratique religieuse a baissé abruptement. Plusieurs crises ont surgi dans l'institution, chez les permanents, à l'école, dans la famille, etc. Cette concaténation de crises n'est pas étrangère à la disparition du mécanisme de la peur. Sans vouloir en faire une logique unilatérale et exclusive, je pense qu'il y a ici une explication trop ignorée dans l'évaluation de notre évolution profane, tout autant que religieuse. La sécularisation récente chez nous a très peu mordu sur ce niveau de profondeur des

consciences, de la vie affective, et de l'inconscient collectif. On n'est pas encore arrivé à une culture chrétienne de l'espérance, pas plus à une culture profane de l'espoir entreprenant, même si plusieurs cherchent une philosophie plus positive de la vie. J'aurai à nuancer ce point de vue dans la partie positive de ce travail.

Et pourtant la peur est toujours là. Elle semble de plus en plus innommable, depuis que les symboliques du mal ont disparu. Le succès du film « L'exorciste », le retour du diable et tous ces phénomènes de religiosité affolée (néo-spiritisme, parapsychologie religieuse, exotisme spirituel sans enracinement culturel, etc.) montrent une recherche fiévreuse de substituts pour combler un tel vide.

Je dirais même que *plusieurs veulent plus ou moins consciemment retrouver la peur, son thrill, sa fascination, et même sa domination*. Jamais les films d'épouvante et d'horreur n'ont eu autant de succès. Des psychiatres interprètent cet envoûtement comme un prolongement des stimuli de plus en plus violents que la publicité moderne ne cesse d'inventer. D'autres analystes vont plus loin en signalant la disparition des rituels qui offraient une structure compréhensible du chaos et de l'ordre, de la loi morale, des transgressions et des sanctions. Chacune des sociétés a inventé ses scénarios pour exprimer la dramatique du mal. Dramatiques que les explications scientifiques ont démontrées, sans offrir en retour une dynamique de conscience. La science, d'ailleurs, ne peut assumer pareil rôle. Pourtant, combien de scientifiques ont prétendu enfermer le « mal » dans l'étroit corridor de leur rationalité ?

Les hommes d'aujourd'hui sentent, sans trop comprendre, que le mal est plus profond que les raisons apportées par le rationalisme déguisé en science. Le fond mystérieux du mal explose en quelque sorte dans les nouveaux canaux du rêve (cinéma, télévision, théâtre, etc.) où l'angoisse humaine trouve une soupape. Mais y a-t-il là des symboliques capables de recréer une dramatique collective signifiante, et surtout intérieure à l'existence réelle ? Certaines remarques populaires sont très révélatrices, telle la boutade fréquente : « c'était plus le fun au temps des péchés ».

Voilà peut-être une protestation contre la rationalité sèche de la cité bureaucratique et l'insipidité d'une existence sans forte dramatique morale, sans passions soutenues et dynamisantes. Ce qu'il y a de sûr,

c'est qu'on veut d'abord pouvoir nommer son angoisse, lui trouver un visage. Et souvent, on n'a de référence que les vieilles symboliques religieuses et culturelles. D'où ce retour au passé dans des démarches dites scientifiques et modernes, comme celles des parapsychologies mystiques.

Face à l'avenir, la peur joue des rôles invisibles de repli ou de retrait. Nous n'avons jamais forcé notre destin politique., Cette attitude habite encore la majorité. Dans la vie courante, la vieille peur religieuse a pu changer de visage. Je pense à cet adulte qui me disait : « moi, c'est la peur qui me mène... peur de ma femme, de mon patron, de la police... et même de mes enfants ».

Voilà donc un sentiment individuel et collectif très puissant. On le retrouve au-dessus, en dessous, en arrière, en avant et au cœur même de l'expérience vécue. Est-ce « psychologiser » indûment notre aventure collective ? Je suis persuadé que nous sous-estimons cette influence dans les analyses sociales et politiques comme dans les débats publics.

Conséquence sécuriste de nombreuses insécurités

Évidemment, on sait reconnaître telle ou telle insécurité vécue par soi ou par d'autres, mais combien se rendent compte de ce néo-sécurisme qui naît de l'accumulation explosive des insécurités physique, affective, mentale, morale, économique, sociale et politique. Car tel est bien le cas.

Insécurité physique exprimée par l'obsession de la maladie. Bien des enquêtes nous le révèlent. Les répondants mettent au premier plan de leur échelle de préoccupations : la santé. En creux, affleure l'obsession de la maladie et la peur de la mort. « Sentiment bien naturel », m'objectera-t-on. Mais il a pris des proportions trop importantes pour ne pas se laisser interroger.

Insécurité affective liée à la destruction des relations humaines fondamentales. Les rapports époux-épouse, parents-enfants sont devenus incertains ou explosifs ; ils n'ont plus les recours compensatoires de la parenté, depuis que la famille nucléaire s'est repliée sur elle-même. Dans ce réseau étroit de relations, quand un membre de la famille vit de graves problèmes psychologiques, celle-ci

est menacée. Parce qu'il n'y a pas tellement d'autres rapports humains compensatoires à ce niveau, comme c'était le cas dans la famille étendue d'hier. Et puis nos styles de vie moderne accentuent souvent les déséquilibres psychiques. Il y a tant d'indices de cette fragilité. Tel le nombre croissant de cas pathologiques, révélé encore ici par les praticiens comme par les scientifiques.

Insécurité mentale. Pensons au brassage des théories les plus disparates et souvent contradictoires ! Les remarques spontanées manifestent cette confusion de l'esprit : « on ne sait plus quoi penser ». « On ne sait plus où ça s'en va. » La société, les institutions avec leurs appareils complexes, paraissent indéchiffrables. Il faut un expert pour le moindre problème. Un expert qui lui-même est un profane démuni, en dehors de son propre champ spécialisé. Beaucoup de citoyens ont le sentiment confus que la société a perdu l'intelligence d'elle-même, tellement tout y est embrouillé, même chez les experts. Nous ignorons trop les conséquences psychologiques, sociales et politiques du désordre mental actuel. On ramène le problème à une question d'information et de communication. C'est un faux-fuyant, dans une certaine mesure, pour masquer l'incohérence des esprits. Ajouter de nouvelles informations et créer de nouveaux canaux de communication ne régleront pas cette difficulté de fond.

Insécurité morale. Le code d'hier est brisé, son fondement religieux disloqué, sa symbolique éclatée. Et il n'y a pas encore d'autres cadres de référence mieux acculturés. On choisit ses repères ou ses valeurs sur le tas. Jugeons-en par le caractère chaotique des débats moraux à la mode. Le balancier va de la permissivité totale à l'ancienne rigueur aveugle. Si vous intervenez dans le débat avec des jugements plus nuancés, on ne vous écoute pas ; l'insécurité est trop vive. Certains veulent une morale inédite, étrangère à toute influence chrétienne. Peut-on partir, comme ça, de zéro en niant ce qui a constitué le tissu culturel de notre civilisation ? Faut-il le répéter, une telle liquidation a provoqué une cassure très profonde de la conscience, suivie d'une attitude de démission généralisée. Que d'exemples autour de nous et en nous ! Ne soyons pas pharisiens au point de ne pas reconnaître nos propres perplexités dans notre conduite morale. Phénomène transitoire ? Gestation difficile d'un autre art de vivre ? Nous y reviendrons.

Insécurité sociale. Elle n'est plus à démontrer. Aucune institution n'échappe à de profonds bouleversements : la famille, l'école, le lieu

de travail, l'hôpital, le parlement, le syndicalisme, l'Église, etc. Certains remettent en cause constamment leurs appartenances. Plusieurs ne supportent pas cette nouvelle diversité idéologique, après avoir vécu d'une seule idéologie plus ou moins unanime. La plupart ont le sentiment de vivre des rapports sociaux incertains, sans balises, sans appuis solides, sans horizons clairs.

Insécurité économique. L'inflation ramène les grands problèmes économiques à la table quotidienne. Colère des vieux qui voient les épargnes de toute une vie perdre leur valeur. Détresse des « assistés » renvoyés encore au-dessous du minimum vital. Découragement des petits salariés qui constituent une couche importante de notre population. Inquiétude des classes moyennes arrêtées dans leurs projets d'ascension sociale. Les experts ne s'entendent pas. Les gouvernements échouent. Les principaux mécanismes de correction ou de relance ne fonctionnent pas. J'insiste ici sur la portée psychologique et sociale des graves problèmes économiques actuels.

Insécurité politique. Depuis une dizaine d'années, les Québécois ont été joliment brassés par certains mouvements du tout ou rien. En effet, ils commençaient à peine à digérer les nombreuses réformes de la révolution tranquille et voilà que des contestations de plus en plus radicales visent à briser le système. Après avoir vécu jusqu'à tout récemment dans une sorte de tranquillité résignée, les Québécois ont fait face successivement à une série de réformes précipitées, à la contestation globale du système, puis au choix du fédéralisme ou de la souveraineté. C'était trop, presque en même temps. D'où cette insécurité politique plus ou moins traduite dans les résultats électoraux des dernières années et dans l'insatisfaction très répandue, peu importe les tendances.

Le bilan de ces insécurités est impressionnant. S'en rend-on compte vraiment ? Il en résulte un néo-sécurisme peu avoué, peu reconnu. Combien de problèmes sont résolus au niveau où ils se posent ? On court vite au Gouvernement comme hier à l'Église. C'est la nouvelle providence, mais combien décevante si on en juge par les critiques. Un tel climat d'insécurité dans l'ensemble de la vie individuelle et collective n'est pas propice à des démarches dynamiques. On voudrait bien ignorer ce sentiment, mais il a trop d'impact dans notre société pour céder à un tel aveuglement.

De la méfiance à l'impuissance jusqu'à l'aveuglement

Ce n'est pas exagérer que d'évoquer ici une crise de confiance. L'enfilade de scandales a accentué la montée d'un tel sentiment. Mais celui-ci avait déjà de fortes racines dans notre situation historique de peuple conquis et colonisé. Sans cesse à l'affût d'une nouvelle trahison des clercs, le tempérament latin aidant, la méfiance se porte tout autant sur ses propres compatriotes que sur les autres.

Dans le climat chaotique actuel, les règles du jeu ne sont plus claires et l'instance morale s'affaiblit. Chacun tire ses ficelles. De graves conséquences en résultent non seulement dans les relations des citoyens avec les institutions, mais aussi dans les rapports sociaux. *On a peur de se faire flouer ou « avoir » par le garagiste, par le médecin, par le professeur, par le chef de syndicat, par le politicien, etc.* Combien de fois, j'entends pareilles remarques dans des groupes de citoyens les plus divers ou dans de simples conversations quotidiennes : « il y a de la crasse partout ». « Si tu ne fais pas comme tout le monde, tu vas te retrouver le bec à l'eau ».

Comment concilier cette méfiance avec une *crédulité tout aussi spontanée* ? On n'en est pas à un paradoxe près. Le bon sens n'est pas si répandu, et la vie réelle a moins de cohérence que l'on pense. Et oui, nous sommes à la fois *méfiant*s et *crédules*. Crédules devant la télévision. Crédules devant ceux qui sont différents, ou d'option divergente. Est-ce un manque de maturité ? Est-ce un corollaire de l'insécurité signalée plus haut ? Disons qu'un aussi étrange mélange de crédulité et de méfiance ne favorise pas une conduite de la vie, et des rapports sociaux très consistants et conséquents. On me dira pessimiste. Je le répète, il s'agit là du versant noir de nos sentiments. Si de telles attitudes sont vraies, nous y gagnons à bien les identifier pour mieux les corriger. Dans mon travail pédagogique, j'ai souvent noté le réflexe de retrait quand quelqu'un se voit confronté avec les travers très concrets de son comportement. Lorsque la prise de conscience se fait en groupe, le rejet est parfois violent. T.S. Eliot soutient que les hommes n'admettent et ne supportent qu'une partie de leur réalité. La psychosociologie confirme ce diagnostic en nous révélant le cadre très sélectif de nos perceptions, de nos références et de nos jugements. Qui peut avouer facilement ses conduites contradictoires de méfiance et de crédulité ?

Trêve de psychologie, restons-en à ce constat d'un paradoxe de plus en plus accusé. D'une part, des media puissants qui massent le cerveau, des publicités manipulatrices, des propagandes de conditionnement qui augmentent le coefficient de passivité et de crédulité, et d'autre part, une réaction de méfiance, tantôt saine, tantôt rageuse devant cette aliénation de la conscience. Mais ces deux registres de sentiments sont rarement confrontés d'une façon judicieuse, sinon claire. *Socialement, le conditionnement ne cesse de croître, et de même l'hyper-critique, mais c'est sur deux voies parallèles. La maturité éthique et politique exigerait ici une conscience plus vive de cette contradiction grandissante.*

Qui sait si la méfiance actuelle ne s'alimente pas surtout dans le sentiment d'impuissance. Ne revenons pas sur les longs antécédents historiques de la vieille résignation. Ils continuent de nous influencer. Bien sûr, nous avons cru opérer un redressement dynamique. Certaines réalisations nous ont donné une nouvelle confiance. Mais dans ce processus de changement, les obstacles réels sont apparus plus vivement. L'écart entre notre situation réelle et nos espoirs inédits s'est sans doute accru. Et chez plusieurs, le sentiment d'impuissance a relayé la résignation d'hier. Mais voyons bien le contexte de ce choc émotif collectif. *Au moment où nous voulons entrer comme des partenaires de plain-pied dans la société dite progressive, celle-ci éclate de l'intérieur et manifeste une étonnante fragilité.* En dessous de la diversité politique : libérale, traditionnaliste, socio-démocrate et radicale, fermente un même sentiment d'impuissance chez plusieurs citoyens de ces diverses tendances.

Tant de moyens technologiques et sociaux si puissants et tant de problèmes bloqués ou insolubles. Tant de science et si peu d'expertises efficaces. Tant d'aspirations à la créativité et en réalité bien peu de créateurs. Ce sont plutôt des organisations de plus en plus lourdes qui se heurtent. Le dialogue se réduit aux échanges ou aux affrontements entre les états-majors, Par exemple combien de conflits aboutissent rapidement au débat public entre le ministre et le président de l'une ou l'autre des centrales syndicales. En dépit des apparences, l'assiette des participations se réduit. On renvoie les problèmes à une poignée d'experts. Ainsi se succèdent les commissions d'enquête qui tissent la trame de ce scénario démocratique bien artificiel.

Là aussi, il y a un écart grandissant entre des moyens techniques impressionnants et l'impuissance des hommes à les maîtriser. Tout se

passé comme si l'homme n'avait pas grandi avec ses techniques. Pire encore, dit Friedman, il est de plus en plus écrasé par ses oeuvres. Ce problème occidental se réfracte particulièrement dans notre petite société. Nous n'avons pas la culture de ces techniques que nous avons empruntées ailleurs. *Nous passons par toute une gamme de sentiments désaccordés devant la technologie physique et sociale : fascination ou adhésion plus ou moins aveugles ; méfiance, impuissance ou rejet.* À côté d'initiations techniques sérieuses, il y a tout un univers infantile de gadgetisation, etc.

J'ai l'impression que tous ces sentiments se heurtent les uns les autres au point de créer un contexte psychosociologique d'aveuglement chez la majorité. Même beaucoup de jeunes s'en prennent à ces « grosses patentes inhumaines et sans âme ». Ces dures secousses du sous-sol font surface de temps à autre. Et cela ne semble que commencer. Quel ministère n'a pas été assiégé ? Quel projet n'a pas été mis en cause dès le point de départ ? Chacune des réformes est l'objet de vives contestations. Devant les critiques du nouveau système d'éducation, on songe à des solutions de liquidation. Par exemple, l'abolition des CEGEP. On ridiculise la Castonguette. On dénonce les centrales syndicales en même temps que les grandes corporations.

Mais peu à peu l'hyper-critique cède à la résistance passive et même à certaines attitudes délibérées d'aveuglement. « Je ne veux plus rien savoir. » Est-ce humeur collective passagère ? Est-ce une simple indigestion qui nous rendra plus sages ? S'il y a plus qu'un malaise de transition, il faudra bien y regarder de plus près. Par exemple, on peut se demander si ces impatiences « rentrées » ne vireront pas un jour en colères plus politiques. Dans quel sens ?

Des fuites et des compensations

Dans un ouvrage récent, *Le privé et le public*, j'ai traité longuement de ces mécanismes de fuite et de compensation. Je me contenterai d'un simple rappel. Notre société s'est créé d'énormes mécanismes de prolétarianisation invisible, avec la complicité du peuple comme des pouvoirs. L'expression n'est pas trop forte, puisque ces mécanismes véhiculent les principales aliénations qui définissent un prolétaire.

- L'opium du hasard, LOTO
- L'opium du destin, ASTRO
- L'opium de l'abêtissement, PORNO

- L'opium de la substitution, EXPO (le sport commercialisé)
- L'opium de la manipulation, AVCO (la publicité)
- L'opium de l'auto-destruction, PHARMACO (pilules et autres drogues)
- L'opium de l'évasion, TEMPO (les Media actuels ¹).

Isolés les uns des autres, ils apparaissent inoffensifs, sinon insignifiants. Ensemble, ils constituent une énorme source d'empoisonnement qui se diffuse dans tout *l'underground* social. Ce sont des drogues quotidiennes qui débilitent le psychisme des individus. On m'accusera d'exagérer, mais que diable, ce mal-à-vivre ne vient pas de génération spontanée. Voilà un domaine où l'on manifeste une inconscience et une superficialité qui contrastent avec l'esprit hyper-critique déployé ailleurs. Par exemple, le scandale de la pollution physique reste épidermique. Qui remonte à ses sources ? On y découvrirait peut-être, entre autres raisons, les eaux troubles d'une conscience incertaine, indécise, étrangère à soi et à son environnement.

À tout le moins une conscience qui a peu de prise sur la réalité. St-Exupéry a raison : les hommes se préoccupent peu de l'invisible, de leur vie intérieure. Je rapproche ces deux termes à dessein, parce qu'ils sont souvent dissociés chez ceux qui renouent avec l'invisible dans les mystiques à la mode. Celles-ci n'ont souvent pas grand-chose à voir avec la conscience et son vécu réel. Car tel est bien l'enjeu ici : *avons-nous la conscience de ce que nous vivons et la vie de notre conscience critique ? Voilà le premier raccord essentiel à faire pour maîtriser son aventure humaine, pour mettre de l'intelligence, du cœur, de l'âme dans le pays réel, pour reconnaître les vrais obstacles aux tâches d'humanisation et de libération. Tous ces opiums, par exemple, minent les énormes efforts d'éducation déployés dans notre société. Les théories et les techniques ne manquent pas. Mais en matière de sentiment et de conscience, plusieurs sont retombés dans l'analphabétisme.* Par ailleurs, je crois qu'il y a une nouvelle résurgence de la conscience. Nous y viendrons un peu plus loin, quand nous serons sur le versant positif.

¹ Le privé et le public, tome 2, Leméac, 1975, pp. 232-243.

Sécuritaires et excessifs, libertaires et répressifs

Deux paradoxes plus manifestes depuis quelques- années. Ces ambivalences sont-elles un trait de notre tempérament ou de notre situation historique et politique ? On se perdrait facilement dans les dédales de telles explications. Restons-en d'abord à des constats.

Malgré leurs critiques parfois virulentes, les voteurs des élections de cette décennie ont eu majoritairement un comportement sécuritaire. Dans la même ligne paradoxale, nous continuons de dépenser follement en dépit de nos réflexes sécuritaires. Combien voudraient un ordre social plus contraignant, tout en se permettant des comportements libertaires ? En position de force, nous sommes facilement répressifs. Par ailleurs, après la brisure de l'autoritarisme clérical, la permissivité soudaine a déclenché des attitudes libertaires dans tous les domaines et non pas seulement dans les conduites morales.

Les grèves sauvages, les occupations, les destructions d'équipement, la baisse de la conscience professionnelle, les nombreuses ruptures conjugales et familiales, les cas multiples de corruption en affaires et en politique effraient la collectivité comme telle. Une collectivité qui a vécu longtemps dans un cadre rigide. Combien souhaitent un retour aux solutions autoritaires et même répressives ? On constate ce balancement aux extrêmes du tandem libertaire-répressif dans les débats sur l'avortement, la peine de mort, la drogue, la réhabilitation des prisonniers, l'éducation des jeunes, la vie politique, etc.

Ces paradoxes en recoupent d'autres, par exemple : l'idéalisme moral hérité du catholicisme d'une part, et d'autre part, une conception plutôt pessimiste de l'homme. Si vous croyez que l'être humain est spontanément égoïste, accapareur et même exploiteur, vous pourrez justifier vos attitudes libertaires tout autant que les contrôles répressifs. De même, l'idéalisme moral suscite souvent ce double effet.

De telles ambivalences vécues par un individu créent des tensions contradictoires et parfois des déséquilibres graves. Ces problèmes deviennent encore plus complexes quand on les reporte à l'échelle de la société. En effet, ils entravent l'articulation de démarches

collectives cohérentes. Les débats démocratiques s'affolent. Bref, la vie et la politique deviennent moins sensées, moins souples, moins créatrices.

Je ne veux pas tomber à mon tour dans l'angélisme. Je sais, par exemple que l'homme *a besoin à la fois de risque et de sécurité, de liberté et de discipline, d'ordre et de chaos. Cela fait même partie de son équilibre vital. Mais ces paradoxes poussés à l'extrême l'enferment dans des cercles vicieux stériles. Il est des moments dans la vie comme dans l'histoire, où des excès sécuritaires ou libertaires viennent briser des élans prometteurs ou des décisions judicieuses à prendre. Je veux bien nous aimer tels que nous sommes. Mais de là à m'aveugler sur des complaisances trop faciles... Non, j'ai trop le sentiment des urgences historiques qui nous confrontent. On me pardonnera ces remarques très personnelles.*

Voilà donc un certain tour d'horizon de nos passifs. Je voudrais maintenant explorer les actifs de nos grands sentiments.

2. Les aspirations nouvelles

Dialectique du besoin et de l'aspiration

[Retour à la table des matières](#)

Au creux d'une aspiration monte toujours un fort sentiment qui a trouvé son orientation et ses raisons. Mais il n'y a d'aspiration vraie, dynamisante et durable qu'enracinée dans l'expérience de vie. Celle-ci, il faut bien l'avouer, n'a plus les assurances d'hier. Des nuages d'incertitude brouillent l'horizon.

Il n'est donc pas facile de dégager les aspirations individuelles et collectives dans l'enchevêtrement actuel des pensées et des conduites. L'esprit perplexe des citoyens modernes est à l'image de leur vie sur le tas. Même le vocabulaire est hésitant et confus. On ne veut pas des langages d'hier et de leurs références. Faute de mieux, d'autres les

utilisent un peu malgré eux. Avouant ainsi qu'on ne crée pas facilement de neuves intelligences de la vie.

Les aspirations ont toujours un certain coefficient mythique. Recours nécessaire pour projeter l'inexprimable qui paraît utopique dans l'immédiat. Les besoins, pourtant si conditionnés, semblent plus réels et compréhensibles. Mais ils n'ont pas les vertus dynamiques des aspirations.

Car tel est bien l'intérêt de celles-ci : renvoyer l'insatisfaction du besoin non rempli à ce qu'il y a de plus profond en soi. Chercher un dépassement des limites reçues dans la poursuite d'objectifs qui tiennent au cœur. On le comprend en regardant les lieux et les temps porteurs d'aspiration : je pense à la fête, aux rêveries, aux arts, aux échanges spontanés et même aux hobbies. Mais cette interprétation soulève une question. Est-ce que l'aspiration n'appartient qu'aux espaces libres et aux moments gratuits ?

J'insiste d'abord sur cet aspect pour bien marquer le dégagement nécessaire à l'émergence d'une aspiration. Dans les milieux populaires, j'ai appris comment beaucoup de gens rivés au minimum vital, refoulaient leurs aspirations comme on repousse des utopies inaccessibles. Il fallait alors une pédagogie très exigeante pour favoriser la remontée de ces forces vitales. Car disons-le sans ambiguïté, le besoin sans l'aspiration manquera toujours de souffle et d'élan. Les individus comme les peuples avancent résolument dans la vie ou dans l'histoire, quand ils prennent au sérieux leurs aspirations, quand ils y croient fermement.

Cette remarque peut paraître trop simple. Pourtant elle est grosse de toutes ces expériences de libération vécues dans les mouvements sociaux et politiques. L'univers psychologique des besoins suscite des revendications courtes. Ce qui n'est pas négligeable. Mais ce sont les aspirations qui déclenchent le goût du risque, de la liberté, de l'entreprise... bien plus... le goût de vivre, d'aimer et de lutter courageusement. *Dans ma petite expérience, j'ai vu des ouvriers, longtemps résignés à leur sort, s'éveiller à des engagements décisifs le jour où ils ont apprivoisé et assumé leurs aspirations.*

Inversement dans les milieux dit émancipés, particulièrement chez les jeunes, j'ai compris que des aspirations mal articulées à la vie réelle, créaient des frustrations stériles et parfois traumatisantes. Une

liberté qui ignore les besoins de sécurité se mue en angoisse indéfinissable. Une telle liberté manque de ces prises sur le réel qu'apportent la clarification et la satisfaction des besoins.

Ces deux exemples nous ouvrent à l'intelligence de certaines dialectiques humaines fondamentales : sécurité et risque, besoins et - aspirations, expériences et rêves, autodiscipline et liberté, action et imagination, histoire et projet, responsabilité et liberté. J'insiste sur une telle séquence parce qu'en ces temps de rupture et de révision, plusieurs ont perdu la sagesse de ces tensions dynamiques inhérentes à toute expérience humaine. D'aucuns opposent follement ces valeurs en associant les unes à un passé révolu et les autres à un présent ou à un futur idéalisés. Le glissement va jusqu'à laisser croire que les anciennes valeurs n'ont aucun sens vital, alors que les nouvelles auraient une congruence indéniable.

Des aspirations encore mal définies

Mais ces débats sont vite écartés. Un peu comme au centre d'achats, combien pigent leurs valeurs, en vrac, dans le stock offert sur le vaste marché culturel ? Les modes, évidemment, conditionnent beaucoup ces choix, même si tout le monde se dit très libre dans ses préférences.

Peut-on encore parler de valeurs au sens fort de « référence » déterminante dans la conduite de vie ? Une échelle de valeurs ? Non tout de même, il ne faut pas retourner au vieil humanisme. Cet univers mental ne vaut plus. Alors quoi ? Voilà la difficulté. Nous serions dans une phase « normale » de chaos. Faisons le pari de la vie, de l'expérience qui trouvera bien son chemin de lumière. L'essentiel, c'est l'accord avec soi-même, avec ses choix et ses décisions. Ce que les sociétés d'hier ont trop laissé dans l'ombre.

Avant de juger une telle attitude, ne devons-nous pas chercher à comprendre ce qu'elle a de positif ? *Les temps d'antimorale, d'antiorganisation, d'anticulture ne sont pas que rejet ou autodéfense. Ils portent souvent des intentions et des forces neuves qu'on expérimente en tâtonnant.*

Nous renouons ici avec notre perspective première : celle de saisir le poulx dynamique de la conscience actuelle, à travers ce qui

« aspire » l'existence selon telle ou telle orientation privilégiée. Une orientation de pensée, d'action et de sentiment engagée dans le même mouvement vital. Une orientation mobilisatrice des meilleures énergies et inspiratrice de conduites décisives. Parvenue à maturité, l'aspiration peut être traduite en des objectifs précis.

Mais la plupart des aspirations actuelles ne me semblent pas avoir atteint ce degré de maturation. Elles sont plutôt des semences de vie en gestation dans un sous-sol nourricier bien bouleversé. À peine voit-on poindre quelques pousses visibles. Nous en savons encore trop peu pour cerner d'une façon claire et ferme les lignes maîtresses de cette nouvelle culture dont on parle sans pouvoir la nommer, l'épeler, la visualiser. Bien sûr, il y a des images et des symboles, des attitudes et des valeurs particulières qui surgissent ça et là dans ce printemps indéniable de nos oeuvres culturelles. Mais les conduites restent le test de diffusion d'une culture vécue et partagée. Or, à ce niveau très existentiel et familial, il n'y a pas encore de canevas d'aspirations bien tramées.

On doit donc demeurer aussi humbles que prudents dans la clarification des aspirations montantes. Je m'en suis rendu compte tout au long de cette recherche attentive. Un courant décelé, et j'étais alerté en même temps sur un autre qui le prenait à rebours. Je me trouvais plutôt en face d'une multitude de voies sans gare de triage et sans destinations connues. Mais malgré tout, j'ai pu discerner des chemins plus fréquentés. Voilà le repère principal que j'ai retenu. Je crois qu'il est impossible dans les conjonctures de pointer des fins et des objectifs assez précis pour définir avec assurance une ou des philosophies de base. Tout au plus pourrions-nous dégager des orientations de vie, de pensée, d'action et de sentiment, des orientations encore mal articulées les unes aux autres, quoique déjà chargées de belle sève humaine. Elles ont à nos yeux valeur et force d'aspiration.

1. Le goût de vivre

[Retour à la table des matières](#)

Les vieux humanistes parlaient du « sens » de la vie, de son caractère sacré, de ses origines et de ses finalités dans l'au-delà.

La cité occidentale moderne a déplacé les préoccupations du côté des « niveaux » de vie.

Et récemment les contestataires ont porté l'intérêt vers les « styles » de vie.

Voici qu'une révolution culturelle met davantage l'accent sur le « goût » de vivre.

Cette évolution vue en raccourci manifeste-t-elle une mouvance importante des sensibilités morales, un changement d'orientation de la vie et de la conscience ? Arrêtons-nous un moment sur ces expressions familières. En brisant leur écorce, nous en tirerons bien quelques riches amandes.

Au départ, signalons la difficulté d'une telle opération. Les « raisons » de vivre que véhiculaient les humanismes d'hier, avaient au moins l'avantage d'attirer l'attention sur le contenu de l'existence, sur la qualité de la vie. Peu à peu on a glissé vers des préoccupations de contenants : les niveaux et les styles de vie. La cité libérale, pragmatique, matérialiste se mesurait au mètre des quantités. Il y eut sûrement une réaction vitale dans le nouveau questionnement des styles de vie par les contestataires. C'était la première brèche. Mais la liquidation des sagesses historiques avait appauvri les philosophies de base. On se retrouvait très démunis pour « juger » des niveaux ou des styles de vie.

Par ailleurs, il faut comprendre pourquoi les esprits modernes hésitent à réinterroger les humanismes d'hier. Ceux-ci semblent proposer des « sens » a priori, tout faits et même préfabriqués. Une conscience plus libre et plus critique n'accepte pas des normes imposées uniquement au nom de la tradition et de l'autorité. Une certaine mentalité expérimentale diffusée par les révolutions scientifiques, industrielles et politiques est réfractaire à des absolus religieux ou autres qui feraient bon marché des cheminements de l'intelligence et de la conscience. À partir d'une expérience humaine plus libre et plus critique, on remet en cause certaines prétentions des humanismes traditionnels. Prétentions d'offrir une conception globale et sans faille de l'homme, de la nature « éternelle », de l'ordre social essentiel, de la vie parfaite, etc.

Plusieurs contemporains en sont donc venus progressivement à tout centrer sur l'expérience de vie, comme lieu décisif de référence pour l'intelligence comme pour l'action. Une forte sensibilité subjective allait naître de ce rapatriement de l'instance morale dans la conscience en situation. Mais les expériences de vie ne parlent pas d'elles-mêmes ? Comment les évaluer ? Quels rapports établir entre elles ? Qu'est-ce qui va les unifier dans le même homme ? Chacune des sciences humaines offre des techniques particulières de compréhension. Mais elles ne peuvent vraiment embrasser l'ensemble de l'expérience humaine, individuelle et sociale, intuitive, affective, esthétique, mystérieuse tout autant qu'historique, etc.

Beaucoup de contemporains sentent plus ou moins consciemment les limites de la science, des techniques ou encore des idéologies politiques. L'homme échappe en définitive à tout cela. Il en est de même de la vie. Je soupçonne ici un nouveau scepticisme latent face à tout ce qui identifie la cité moderne : ses grandes organisations, ses techniques prestigieuses, ses théories sociales compliquées, ses propagandes politiques artificielles.

On a donc écarté les anciennes raisons de vivre avec la disparition des traditions. On a démystifié la société des niveaux de vie. Les styles de vie se repoussent les uns les autres comme les modes évanescents. Que reste-t-il alors ?

Malgré les fragilités de l'expérience humaine actuelle, plusieurs se disent : « *l'important, c'est de vivre sa vie, à fond, avec goût* ». Les raisons et les styles de vie viendront après. Rostand évoquerait ici l'instinct vital qui sauve l'homme de ses angoisses intérieures et des menaces extérieures. Comment cela se traduit-il chez nous ? Le travail, l'amour, les loisirs, les rapports sociaux vont être définis de plus en plus en fonction d'un goût de vivre, qu'il faut expliciter ici. N'accolons pas trop vite un jugement moral ou une interprétation scientifique. Que ce soit le soupçon d'une régression infantile ou l'expression d'un désespoir face à un monde impossible et incompréhensible. Bien sûr, cette démarche du « vivre d'abord » est réductrice. Mais elle contient une sorte de pulsion vitale qui est le premier indice d'une reprise en main de soi et de sa vie. Si le sel s'affadit, avec quoi salera-t-on ?

Cette expression « goût de vivre » a de riches connotations positives, comme l'autre expression plus collective : le goût du

Québec. On récupère ici un univers de sensibilité et d'affectivité, trop laissé pour compte dans les humanismes passés et dans la société moderne technicienne. L'homme d'hier et d'aujourd'hui se serait trop confiné à l'écorce de sa vie. Il veut maintenant rejoindre le noyau et la chair qui l'entourent. Il n'accepte plus une morale de la pulpe protectrice ou même de l'ordre ou des racines. C'est la sève, la chair et l'amande qui l'intéressent. ²

Notons déjà un premier mouvement d'intériorité, une plus grande proximité du cœur et aussi une certaine logique très défendable. En effet, l'arbre avec ses racines, son tronc, ses branches et ses feuilles est second par rapport à sa sève, à son oxygène et à ses fruits, par rapport à ceux qui goûtent sa beauté, sa fraîcheur et ses produits. La genèse biblique montre l'accès de l'homme à sa liberté quand il est passé du pommier à la pomme. On a oublié cet aspect positif du drame. Depuis lors, l'homme malgré ses hésitations et les interdits, s'est apprivoisé progressivement à cette expérience directe et intérieure de la vie. Mais il a fallu bien du temps pour dépasser la morale du fruit défendu, pour relativiser le « principe de réalité », pour mordre les fruits de la vie sans mauvaise conscience ou sans fausse angoisse.

Notre conscience contemporaine comporte peut-être un inédit historique. Désormais l'homme va du fruit à l'arbre, du goût de la vie à ses structures nécessaires, de la liberté à l'ordre conçu d'abord comme soutien. La démarche éthique est inversée. Ce n'est pas si bête ! Comment comprendre et maîtriser une vie qu'on n'a pas appris à goûter, à aimer. Le goût de vivre redonne ainsi à l'intelligence, à l'amour, à la liberté leur premier élan vital. Ce goût fonde peut-être une nouvelle espérance face à toutes ces fatalités que des religions, des sciences et des politiques mal comprises ont présentées comme une pulpe infranchissable et emprisonnante.

2. De l'accord avec soi-même à l'autorisation de soi

[Retour à la table des matières](#)

² Je prends à dessein cet exemple de l'arbre, parce que celui-ci est peut-être le référent symbolique le plus universel dans les diverses cultures de l'histoire humaine connue.

L'aspiration précédente paraît accorder plus d'importance à la sensibilité qu'à la raison. « Je sens que c'est mieux pour moi ». Le premier mouvement n'est donc pas de l'ordre du pourquoi ou du comment. Certains esprits critiques verront ici le danger d'une vie menée au gré des humeurs ou des intérêts immédiats. Spontanéisme superficiel ? Domination de l'instinct ? On sait que celui-ci est moins assuré chez l'homme.

Devant ces objections morales, certains soutiennent que le cœur vise souvent plus juste, un peu comme s'il était doué d'un sens privilégié, d'un certain à propos proprement humain. La sensibilité a ici des qualités autres que ce qui la définit communément. On parlera, par exemple, d'une sensibilité spirituelle qui oriente la vie. Même l'expression « avoir du goût » suggère justesse et rectitude. Mais la sensibilité va beaucoup plus loin. Elle serait une sorte de regard plus profond pour percevoir des choses qui échappent aux logiques et aux techniques. Un regard à la mesure de tout l'être, et de son expérience de vie. Un regard à la fois signifiant et engageant. Un regard qui rejoint un peu l'assurance de l'instinct chez l'animal.

On prend donc à contre-pied ceux qui ne voient dans les sentiments que pulsions aveugles. N'y aurait-il de lumière que dans le raisonnement rigoureux, seul capable d'objectivité ? Le reste serait subjectivisme inavoué, ou conditionnement de la nature et de la culture. On n'accéderait à la condition humaine que par cette voie de la raison.

Je n'évoque pas ici un débat futile. Le moralisme ancien cachait un certain rationalisme étroit. La réaction sauvage des premiers romantiques en témoigne. Mais ce rationalisme a continué sa route avec le développement accéléré des sciences. Les normes religieuses de la chrétienté avaient gardé une certaine chaleur humaine malgré tout. *Avec le nouvel impérialisme des sciences naissaient une logique, des techniques et des structures froides. Faut-il voir dans les récentes manifestations du sentiment, une autre réaction vitale semblable à celle des romantiques au siècle dernier ?* On le croirait en écoutant le plaidoyer de ceux qui ne se « sentent » plus vivre dans la cité moderne, qui se disent aliénés d'eux-mêmes dans cet univers instrumental où l'homme comme tel n'est pas une fin, mais un moyen.

Alors on comprend que l'individu veuille d'abord se retrouver dans sa peau à lui et se reprendre en main. Le nouveau goût de vivre recèle

donc une neuve conscience de soi qui n'apparaissait pas au premier regard. D'où cette autre ligne d'aspiration désormais plus claire : on va vivre et organiser sa vie pour être en accord avec soi-même ; on va recomposer cette vie moderne émiettée d'abord dans son intériorité personnelle ; on va recoudre l'étoffe de sa vie. Mais attention, ce ne sera pas avant tout une oeuvre de la raison. L'accord avec soi viendra d'un mouvement plus entier, plus vital. Il sera de l'ordre de cette sensibilité exprimée plus haut. Un nouveau pas est franchi : il ne s'agit plus seulement de se sentir bien dans sa peau, de goûter sa vie, mais aussi de se sentir vrai dans ses sentiments et dans la conduite de son existence. Une objection vient tout de suite : comment vérifier cette vérité de soi ? Beaucoup n'en sont pas là. Ils cherchent davantage à accorder la vie extérieure à leur sentiment intérieur ; *ils veulent coïncider avec eux-mêmes pour mieux résister à toutes les expropriations modernes.*

Mais de là, on franchit rapidement une autre étape : *l'autorisation de soi par soi*. Je traite de cette révolution de l'individualité dans une autre partie de mon ouvrage. Limitons-nous ici à des considérations plus immédiates. D'abord il faut reconnaître cette première aspiration très vive chez l'homme occidental : s'épanouir, réussir sa vie, être heureux. L'accent personnel est ici très fort. Or les morales officielles ont laissé en veilleuse cette aspiration. Elles ont insisté beaucoup plus sur des conduites dictées par des lois et des normes extérieures à la conscience. Pourtant la culture quotidienne avec ses sensibilités individuelles aurait dû inspirer d'autres problématiques éthiques. En maintenant trop longtemps une telle distorsion, pour ne pas dire un divorce pur et simple, on a provoqué la situation chaotique d'aujourd'hui. Par exemple, des individus dans l'affirmation d'eux-mêmes croient devoir s'abstraire de la morale ou s'y opposer. Je pense à cette réflexion révélatrice : « il ne peut pas y avoir de morale. Dans le comportement quotidien, dans le travail comme dans les jeux, chacun fait ses choix, en fonction de préférences et de références différentes ». On pourrait s'objecter facilement à un tel propos en demandant sur quelle base de jugement reposent ces préférences et ces références. Mais essayons plutôt de comprendre ce qui amène des contemporains à penser ainsi. Ceux-ci remettent en cause davantage leur rapport à la morale que le contenu moral lui-même. *D'où vient cette morale ? Qui la fabrique ? Qui l'impose ? Est-ce que j'ai mon mot à dire là-dedans ? Est-ce que je ne suis pas le premier concerné dans les normes de ma conduite de vie ?*

Voilà où apparaît en creux l'aspiration d'être l'auteur de sa propre expérience. Une expérience qui aurait été jusqu'ici trop soumise à des lois transcendantes et à des autorités extérieures. On oppose une morale pour soi à la vieille morale de l'en-soi. Une morale de l'acte en situation et non une morale a priori et absolue. Une morale plus problématique que dogmatique. Une morale expérimentale de cheminement, d'autocompréhension, d'autodétermination libre. Bien sûr, il y a ici des simplifications faciles, par exemple, celle de ramener la loi à une pure contrainte extérieure et à une référence générale lointaine, pour l'opposer à une conscience qui serait le miroir sûr et certain de la situation véritable. À la limite, on nie tout contenu objectif et normatif pour juger de ses choix, de sa décision et même de sa vérité. D'où la négation à peine avouée de toute morale.

Mais comprenons la part de vérité d'une telle aspiration. Le contexte moral traditionnel, comme l'ont bien démontré Nietzsche et Sartre, rendait l'individu extrêmement dépendant du jugement des autres. C'est la thèse de la pièce **Huis clos**. Le balancier semble aller maintenant à l'autre extrême : se moquer du jugement des autres, de la société, de ses lois, de ses règles du jeu. Ces deux travers opposés peuvent avoir les mêmes effets débilissants et « démoralisants ». Par ailleurs, l'aspiration nouvelle de l'autorisation de soi n'en comporte pas moins des qualités humaines de responsabilité plus personnelle et de liberté plus créatrice. Positivement, cette aspiration incite l'individu à faire la vérité dans sa vie, dans ses comportements réels. Elle le met au défi continu d'exercer son jugement, de frayer sa route, de clarifier ses horizons, d'inventer son aventure à même les inédits de l'histoire et les changements d'une société plus mouvante qu'hier.

Si la morale, après n'avoir offert que des absolus comme références, se définit maintenant comme de simples balises, on va chercher ailleurs les sens et les dynamismes d'une existence libre et responsable. Mais où ? Je crois qu'il manque ici un joint important entre les règles morales à renouveler et cette aspiration à la liberté d'une conscience responsable. L'éthique est peut-être ce joint cherché.

En effet l'éthique est ce chemin de conscience que nous avons à tracer pour atteindre la valeur, c'est-à-dire ce qui est jugé plus important, plus juste, plus vrai. L'éthique unit vitalement la conscience, sa démarche et sa cible visée. Une cible qui n'est pas définie uniquement par la conscience, mais aussi par l'histoire, par la culture, par la morale, par la politique, par les rapports avec les autres

et avec le milieu. L'avantage d'une approche éthique est de donner une place importante à la dynamique, au jugement et à la décision de la conscience individuelle. Pourvu qu'on aille au bout de cette revendication de la liberté en prenant sur soi la conséquence de ses actes.

Certains libertaires reportent sur les autres et sur la société tous les déchets des erreurs et des fautes qu'ils commettent pourtant « librement ». Le gouvernement doit se charger des désagréments causés par la permissivité sans responsabilité. Tout le plaisir pour soi et tous les coûts renvoyés à la collectivité. C'est en définitive une morale sociale pour les autres, au service de l'individu qui à son niveau nie cette même morale. Nietzsche a dénoncé, avec raison, la vieille « morale du troupeau ». Mais l'histoire récente nous a montré que certaines souverainetés individuelles asociales aboutissent aux mêmes conséquences tyranniques : la loi des plus forts, le backlash totalitaire face à la corruption de libertés folles et irresponsables.

Cette aspiration charrie donc le meilleur et le pire. Et elle n'a pas encore trouvé ses démarches éthiques correspondantes.

3. Un nouvel ordre ouvert et dynamique

[Retour à la table des matières](#)

Devant la société permissive et les scandales multiples, certains hommes publics en appellent à la restauration de l'Ordre, au respect de la loi et de l'autorité. Beaucoup de citoyens partagent cette attitude. Les motifs peuvent diverger, mais on ne saurait nier ce sentiment d'insécurité collective qui accompagne les temps de remise en question, de bouleversements. On supporte mal le caractère chaotique de la cité moderne, d'autant plus que les mécanismes de contrôle semblent s'affaiblir toujours davantage. Dans un autre ouvrage, j'ai montré comment la peur du chaos est une des émotions les plus fortes chez l'homme. Le rapport ordre-chaos est même plus fondamental que le rapport sacré-profane. L'histoire politique nous le prouve de mille façons.

Certains en restent à une telle constatation. N'y aurait-il que cette réaction primaire ? Je crois qu'elle masque une aspiration moins

visible de notre évolution culturelle récente. Une évolution qui pose le problème de l'ordre dans des termes bien différents. Une jeune liberté s'exprime souvent de façon erratique. Après un certain temps, elle a besoin d'une certaine cohérence, d'une mise en ordre du vieux et du neuf. Voilà une première indication qui nous invite à explorer les traits culturels de cette aspiration.

Un ordre plus intérieur à l'expérience de vie
 Un ordre à faire
 Un ordre plus ouvert, et favorable à la créativité
 Un ordre plus critique
 Un ordre pluraliste
 Un ordre d'économie historique
 Un ordre médiateur et non finalisateur
 Un ordre plus relationnel que fonctionnel

Un ordre plus intérieur à l'expérience de vie et à la conscience. Il y a ici une richesse méconnue par les observateurs de notre société. Tout se passe comme si on assistait à un nouvel éveil des consciences. Le réduire à un besoin d'autorité forte, c'est passer à côté d'une certaine maturation de la vie sociale et démocratique et de l'expérience individuelle de la liberté. On perçoit mal ce phénomène précisément parce qu'il vient davantage de la vie intérieure. Bien sûr, tant de changements en si peu de temps ont créé de profonds désarrois. Mais ils ont forcé la réflexion. Ce que ne pouvait faire un ordre stable tissé d'habitudes et d'automatismes. L'attention critique s'est aiguisée. Et l'expérience plus poussée de la liberté a renvoyé les hommes à eux-mêmes. Et c'est dans cette foulée qu'ils ont senti le besoin d'établir des liens entre les nouvelles valeurs, de les confronter avec les anciennes et enfin de se refaire une nouvelle philosophie de la vie. Oh ! je sais que bien peu sont parvenus à se construire un nouvel ordre intérieur. Mais comment nier cette aspiration de plus en plus vive et diffusée.

Un ordre à faire. L'ancien « ordre naturel » éternisait en nature des conditions historiques et culturelles contingentes. Il était posé au point de départ comme un donné a priori, métaphysique, indiscutable et inchangeable. On devait l'accepter et s'y soumettre. Toute la conduite de la vie en découlait. Notre culture moderne inverse ce processus. Elle conçoit l'ordre au bout de processus qui engagent des responsabilités libres, des choix, des décisions. Les hommes veulent être partie prenante de cet ordre à construire. Que peut bien vouloir dire « restaurer l'ordre » dans les générations montantes qui ne l'ont

pas connu ou même chez des adultes qui se rendent compte de l'inédit de la situation actuelle par rapport au passé ? Pour beaucoup, il s'agit donc de créer un nouvel ordre, un peu comme on revendique de définir et de réaliser son propre projet de vie. On ne saurait négliger ce raccord dans les consciences actuelles.

Un ordre plus ouvert et plus favorable à la créativité. Toutes les sociétés traditionnelles ont été bâties sur des systèmes pratiquement fermés. Des systèmes qu'on voulait étanches. Les nécessités matérielles de subsistance exigeaient de forts mécanismes de solidarité obligée et de sécurité maximale. Nos sociétés -occidentales se sont quelque peu dégagées de cette emprise des nécessités. La liberté y a trouvé ses premières brèches. On pouvait désormais laisser entrer des influences extérieures. Le brassage de cultures a fait découvrir la pluralité des modèles de société et des solutions aux problèmes fondamentaux de l'homme. Mais cette expérience a mis du temps avant de se traduire par de nouvelles conceptions de l'ordre social. Par ailleurs, l'aspiration à un système ouvert s'est accrue avec le goût de la liberté. Et ce sera par cette brèche que va s'exprimer une dynamique des possibles. La démarche devient plus exploratoire, plus innovatrice. Elle veut sonder les divers possibles, discuter approches et projets, expérimenter, mettre en chantier. De là à penser qu'il y a plusieurs ordres possibles, beaucoup hésitent devant ce risque.

Un ordre plus critique. Des citoyens en nombre grandissant refusent un Ordre sacralisé qui repose sur l'autorité absolue du chef et sur une dogmatique inconditionnelle. L'aspiration à l'autodétermination se prolonge dans celle de l'autorégulation. Celle-ci existe d'ailleurs dans tout être vivant comme nous l'enseigne la cybernétique. Un des échecs de notre société a été précisément de ne pas équiper les citoyens pour exercer un autocontrôle de leurs responsabilités à leur niveau. Au travail et en éducation particulièrement. D'où la faiblesse de la conscience démocratique et le caractère artificiel des rituels politiques. Mais il y a eu progrès tout de même, grâce à une information plus poussée et grâce au développement d'une culture plus critique d'elle-même. Il existe encore bien des distorsions d'attitudes et aussi beaucoup de réalités nouvelles mal assimilées. Combien ont gardé une conception totalement négative du conflit, alors que la culture politique moderne y voit une force génératrice de progrès si le conflit s'inscrit dans des démarches politiques cohérentes. Mais l'esprit critique fait son chemin, même chez les conservateurs. À l'autre extrême, d'autres

idéalisent la révolution permanente, en oubliant que les hommes ne supportent pas de vivre à demeure dans un climat de ruptures et de chambardements constants.

Un ordre pluraliste. J'ai évoqué le gigantesque brassage de cultures dans l'humanité contemporaine. Mais il y a plus. La démographie attire notre attention sur le phénomène de « displosion ». Sur un même territoire, nous connaissons une diversité de plus en plus grande d'ethnies, de races, de sous-cultures, d'idéologies. On n'a pas encore évalué les énormes conséquences psychologiques et sociologiques d'un tel phénomène. Avec plus ou moins de réticence, les contemporains commencent à apprendre à vivre dans cette diversité. L'unanimité a-t-elle cessé d'être une aspiration ? Tout en tenant à leur identité, les hommes vont souhaiter de plus en plus le respect de la pluralité humaine, culturelle ou autre. Déjà ils n'aiment pas être alignés comme des numéros dans un système bureaucratique unitaire. Je soupçonne que l'agressivité grandissante face à l'État vient de cette sensibilité des différences et des identités. Un même modèle d'école, de service ou d'administration reproduit sous un nouveau visage le monolithisme d'hier. Il en va pareillement d'une orientation éthique unique qui serait imposée à tout le monde. Le consensus démocratique ne peut plus se construire sur de telles bases. Encore ici, la démarche est inversée. On atteindra l'unité minimale nécessaire à travers des chemins différents où il y aura tantôt conflits, tantôt compromis, tantôt concertations. Mais la riche diversité humaine deviendra un référent majeur. Notons toutefois le danger d'éviter au nom du pluralisme les débats et les combats nécessaires. Celui-ci serait alors une autre version de ces systèmes de légitimation qui justifiaient les classes ou les castes.

Un ordre historique. Il ne faut donc pas confondre cette aspiration à l'ordre avec une fidélité aveugle au passé. Le qualificatif historique a le sens d'une « économie » proprement humaine capable de conjuguer vitalelement un patrimoine collectif et des projets innovateurs dans une actualité historique. Les réformateurs, dans les changements sociaux récents, n'ont pas tellement fait preuve de sagesse pour assumer cette économie de l'histoire qui rejoint, d'ailleurs, celle de l'expérience individuelle des hommes. Ne sommes-nous pas amenés tous et chacun à confronter sans cesse nos expériences d'hier et d'aujourd'hui dans le façonnement de notre projet de vie ? L'homme contemporain commence à redécouvrir le sens de l'histoire, et en même temps à l'enrichir. Il voudra que sa société respecte davantage cette sagesse.

Sinon des débats fous continueront d'opposer aveuglément les nostalgiques du passé, les politiciens du présent et les utopistes d'un avenir purement imaginaire. L'économie d'un ordre historique offre un contexte pédagogique et politique propice à de riches et fécondes confrontations démocratiques. Elle dégage à la fois le sens des limites et des possibles. Elle enracine et ouvre en même temps l'expérience commune d'un sujet historique. Elle évite un faux universalisme sans visage. Elle redonne une certaine organicité dynamique à des sociétés qui risquent de s'enfermer dans de faux dilemmes : dogmatisme ou empirisme, particularisme ou universalisme, croissance économique ou patrimoine culturel, etc.

Un ordre médiateur et non finalisateur. L'histoire politique est ici grosse de leçons. En effet, l'ordre a servi de fer de lance pour établir bien des dominations et des esclavages. Jamais il n'a été aussi ambigu quand on l'a établi comme une fin en soi. Tout se passait alors comme s'il devenait un écran pour masquer le refus de tous les questionnements légitimes des hommes sur leur vie et sur leur société. On l'a vu récemment aux États-Unis dans le plus grand scandale de leur histoire. C'est au nom de l'ordre et de la sécurité d'État que le pouvoir en place a justifié des actes qui défient tout sens moral. Cette fausse légitimation était d'autant plus grave qu'elle se prétendait elle-même instance morale, et pire encore, la seule et toute pure instance de jugement et d'intervention. On perdait ainsi de vue le sens premier de l'ordre comme médiation au service du bien collectif. Le seul bien reconnu et imposé, c'était l'ordre défini par un pouvoir qui se soustrayait à tout contrôle moral ou politique autre que le sien. Ordre, pouvoir et bien devenaient une même entité érigée en fin ultime, absolue, exclusive. Une sorte d'hypostase sacrale du salut de la nation qui rejette tout jugement critique comme une hérésie. Cette dramatique se déploie dans la plupart des pays du monde. Mais peu à peu la conscience des individus et celle des peuples se posent comme dernière instance et résistent à des pouvoirs qui imposent leur ordre comme fin. Celui-ci devrait se réduire progressivement à son rôle de soutien et de balisage dans la conduite sociale et dans la construction de la société. Quant aux « contenus humains » ils ne viendront pas de lui. Mais on est encore loin de cette finalisation propre à une communauté démocratique d'hommes libres et responsables.

Un ordre plus relationnel que fonctionnel. Chez nous comme en beaucoup d'autres sociétés, la conscience devient de plus en plus sensible à la qualité des rapports sociaux et des relations humaines. La

société technicienne et taylorienne a tout instrumentalisé, même les hommes. D'abord dans la production, puis dans la consommation et dans l'aménagement de la société, et cela jusqu'à l'impérialisme de l'informatique programmeur. Il faut planifier, bien sûr, mais qui le fait ? L'instrument a acquis une telle importance qu'il aliène ses auteurs et ses utilisateurs. La difficulté d'identifier des responsables dans la majorité des problèmes discutés par l'opinion publique manifeste bien cette rationalité instrumentale qui échappe aux hommes. Il ne suffit plus de s'en prendre aux structures, à leur fonctionnement plus ou moins satisfaisant. Même la question des moyens de production reste seconde par rapport à cette révolution culturelle de l'homme pour lui-même. *Le centre de gravité passe de la structure à la vie, de la toi à la conscience, de la hiérarchie à la communauté, des fonctions et statuts aux rapports humains, du pouvoir à l'autodétermination.* Ce déplacement de la dynamique historique va à contre-courant de la science, de la politique et de l'économie actuelles. Leur fonctionnalité reste encore prédominante. Mais l'aspiration contraire continue de monter malgré tout. Les expériences d'horizontalité humaine attirent de plus en plus de contemporains. Et les contestations des organisations verticales se radicalisent. Faut-il rappeler que les sauts qualitatifs de l'humanisation dans l'histoire viennent surtout de la redéfinition et du réaménagement de rapports sociaux plus justes et plus fraternels. Bien sûr, de solides organisations fonctionnelles ont pu aider à de telles transformations dans la mesure où elles étaient au service de ces nouvelles qualifications humaines de la société. Il n'en demeure pas moins que le primat de la relation sur la fonction dégage beaucoup mieux l'homme comme individu et communauté.

4. Une re-spiritualisation de l'aventure humaine

[Retour à la table des matières](#)

Les révolutions industrielles, politiques et scientifiques des derniers siècles ont battu en brèche les vieilles traditions spirituelles. Et ce n'est pas sans raison. Les religions ont légitimé et béni bien des situations injustes, même s'il y a eu, par exemple, des courants progressifs dans certains mouvements religieux. Tel un prophétisme judéo-chrétien qui a libéré la responsabilité historique de l'homme

face aux déterminismes naturels, aux injustices sociales et aux dominations politiques. Les passifs et les actifs du spiritualisme ont été assez bien évalués, ceux du matérialisme historique, beaucoup moins. Ces deux idéologies ont dissocié le sens et le pain, le matériel et le spirituel de diverses façons. Voilà pourquoi nous sommes confrontés aujourd'hui à la tâche de réinventer des raccords entre ces deux pôles fondamentaux de l'aventure humaine.

Les matérialismes capitaliste ou marxiste ont en commun une certaine idée de l'homme « producteur », bien traduite dans leurs réalisations historiques. C'est sur ce plan que de part et d'autre les pouvoirs ont situé leur concurrence. Souvenons-nous du grand slogan de rattrapage dans la propagande interne au bloc soviétique. À l'Est comme à l'Ouest, on visait d'abord et avant tout la croissance économique à n'importe quel prix. Par ailleurs, n'oublions pas que le socialisme véhicule une philosophie autrement plus soucieuse des solidarités humaines dans le partage des biens matériels, dans la libération des classes exploitées. Une philosophie qui ne fait pas l'économie des luttes exigées pour rendre le « nécessaire » accessible à tous. Les timides correctifs des politiques sociales dans nos pays capitalistes viennent surtout de l'éveil de conscience suscité par les combats socialistes. Les libéraux d'aujourd'hui ne sauraient oublier que leurs prédécesseurs ont résisté farouchement à cette socialisation minimale. Je pense que cela n'est plus à démontrer historiquement.

Si nous en restons au plan historique, il faut bien reconnaître que l'objectif du nécessaire pour tous garde une importance capitale dans le monde actuel. Les trois quarts de l'humanité nous le rappellent. Mais en même temps d'autres aspirations naissent. *Les hommes accepteront de moins en moins de dissocier la liberté pour tous et le nécessaire pour tous.* Et c'est là qu'intervient l'instance spirituelle. Une instance qui a été appauvrie ici et là-bas. Le parti communiste français lançait récemment un slogan révélateur : la consommation populaire. Un slogan bien ambigu dans un monde occidental obsédé par la mobilité des niveaux de vie et la bataille des appropriations quantitatives. Combien d'occidentaux sont prisonniers de cette obsession qui fausse la problématique des solidarités du pain ?

Mais il y a plus. Le matérialisme des uns et des autres néglige les motivations spirituelles qui sont aussi au cœur de la libération du pain. Motivations greffées aux valeurs spirituelles de conscience, de dignité, de liberté, de justice, de courage moral, de fraternité humaine.

Dans ses pratiques, le matérialisme historique porte un tragique échec, celui d'avoir débouché sur des totalitarismes qui font bon marché de ce qu'il y a de plus profond dans l'homme.

Au bilan, de part et d'autre on a trop misé exclusivement sur les structures et les techniques, au point d'affadir le sel des forces spirituelles qui donne goût à une aventure humaine signifiante, combattante et épanouissante. Le levain de la conscience a perdu de sa force, si on en juge par la crise morale quasi universelle. Les chantages du progrès véhiculent les pires illusions en ignorant ou en taisant cette érosion invisible du spirituel en Occident.

Voici qu'un mouvement de re-spiritualisation fait surface chez nous. Avant d'être une nouvelle dynamique, il est d'abord une protestation de l'être dévoré par les avoirs. Des avoirs qui déterminent bêtement les différences et l'identité des hommes. L'argent comme étalon unique des pouvoirs, des statuts, des fonctions et des aménagements de la cité ! La possession privée qui définit tant de projets de vie. Certains veulent briser ces enfermements en empruntant les brèches du spirituel qui ouvre à d'autres priorités, à d'autres styles de vie.

Protestation saine, mais parfois ambiguë. Elle apparaît un luxe de privilégiés quand elle n'est pas conjuguée aux combats inséparables du nécessaire et de la liberté pour tous. Elle peut être aussi une fuite devant des responsabilités qu'on n'a pas le courage de prendre. Plus subtilement encore se cache chez certains un désespoir inavoué. Mais les dangers notés ici ne doivent pas nous empêcher de bien évaluer la dynamique même de cette instance spirituelle.

Cinq traits de cette re-spiritualisation

1. La re-spiritualisation à sa fine pointe prend ses distances sur les médiations religieuses institutionnelles des Églises. Plusieurs spirituels veulent chercher librement leur inspiration dans l'ensemble du patrimoine humain. Ce n'est pas sans inconvénient. Je pense à un éclectisme inconsistant et éthéré. Le Zen ou le Yoga se comprennent et se vivent difficilement sans prises sérieuses sur le contexte historique et culturel qui a façonné leurs traits humains originaux. Je crains ici des adhésions superficielles, particulièrement chez ceux qui n'ont pas réouvert le dossier de leur propre culture judéo-chrétienne.

Mais cette nouvelle liberté face à tout le patrimoine spirituel de l'humanité est prometteuse de fécondité.

2. La re-spiritualisation prend aussi ses distances sur une certaine morale traditionnelle qui aseptisait le goût de vivre, la soif de liberté, le bon vin de l'amour et le pain des espoirs quotidiens. L'espérance devient plus intramondaine. On veut une expérience spirituelle qui fait vivre. Une expérience davantage intradéterminée. La liberté intérieure y joue un rôle majeur. Ces derniers temps, les nouveaux spirituels se sont préoccupés de resituer cette liberté dans un « ordre intérieur » mieux fondé et mieux structuré, dans un noyau de valeurs plus consistant et plus intégré. Du coup, se pose la question d'une éthique capable d'évaluer et de hiérarchiser les objectifs d'existence, les moyens utilisés et les attitudes profondes qui commandent les comportements. Les règles morales viendront après.

3. On peut constater une renaissance des « valeurs » dans ce mouvement de re-spiritualisation. Depuis plusieurs décennies, la philosophie avait subi bien des assauts. « Les philosophes ont interprété le monde, nous, nous allons le transformer ». Des révolutions politiques et scientifiques ont démystifié les idéaux officiels tirés des valeurs définies par les humanistes. On passait de la logique métaphysique au réalisme physique des sciences de la nature qui à leur tour inspiraient les sciences pragmatiques de l'homme et de la société. Les absolus rejetés, il ne restait plus que les contingences de la vie. Beaucoup d'hommes ne s'en sont jamais consolés. On avait rejeté le meilleur en se débarrassant du pire. Mais avouons-le, l'univers de la transcendance religieuse et de la métaphysique a souvent servi de soutien aux pouvoirs du statu quo, et à l'exploitation des hommes. Pensons à la légitimation sociale de l'autorité absolue. Mais l'extirpation de ces vices s'accompagnait trop souvent d'un rejet des valeurs spirituelles au profit exclusif d'une vision purement matérialiste de l'homme et de la société. On a donc bâti la cité sur des structures et des techniques matérielles. Aujourd'hui, des hommes protestent contre des sciences et des politiques réduites à un monde froid de mécanismes biologiques, mentaux, sociaux ou autres. Or, la majorité des questions soulevées dans la rue, à l'école ou ailleurs sont d'ordre philosophique. Et il n'y a que des analphabètes spirituels pour y répondre.

4. La re-spiritualisation s'intéresse à la dimension mystérielle de l'homme. Je viens d'évoquer l'impérialisme des sciences d'en bas qui

ont expliqué l'homme et la société uniquement à partir des infrastructures physiques, biologiques ou autres. Ces sciences ont désenchanté la nature et démythologisé la vie. On ne saurait méconnaître ici l'apport de connaissances bénéfiques pour la compréhension et la transformation de l'homme et de la société. Pendant plusieurs décennies, la conquête de cette rationalité allait fasciner les hommes au point de prendre à son tour un statut mythique particulièrement dans la révolution technologique. Voici qu'un mouvement inverse se produit. On assiste présentement à un désenchantement de la technique, non seulement à cause des déséquilibres de la nature, mais aussi à cause d'une conscience qui ressent vivement l'appauvrissement de l'homme lui-même. Comment a-t-on pu enfermer les réalités spirituelles de l'homme dans des corridors conceptuels comme le super-ego, la fausse conscience idéologique, la sur-détermination irrationnelle ?

Eh oui, l'homme dans ce qu'il a de plus profond échappe même à la science. Que peut-elle dire sur la liberté, sur la conscience, sur l'ouverture à l'infini ? L'homme n'est pas qu'un être matériel ou même historique, économique, politique. Les mythologies religieuses assumaient donc des niveaux d'expérience humaine que les sciences et les idéologies ne peuvent rejoindre. C'est par là que les nouveaux spirituels retournent le fer contre les maîtres du soupçon et les esprits irréligieux qui ont suscité de bien plus redoutables opiums. Méditer, prier, contempler sont des actes qui permettent aux êtres humains de se retrouver en eux-mêmes, de rétablir une communion entre eux, et de situer leur spécificité humaine par rapport à l'univers. Ce que science et techniques n'ont pu faire.

5. Le procès est inversé : on accuse les matérialistes d'avoir aliéné l'homme, vidé la conscience, saigné le cœur, tué l'âme, aseptisé l'aventure humaine et rétréci les horizons illimités de l'espérance. Comme si la dimension mystérielle n'était qu'un trou vide, imaginaire ou irrationnel, une noirceur provisoire que les prochaines découvertes allaient clarifier. Une prétention aussi bête se révèle de plus en plus ridicule. Elle est démentie par ce monde absurde que le matérialisme a bâti. Un monde qui a rapetissé l'homme et exténué ses désirs les plus profonds, ses passions les plus vitales.

La re-spiritualisation ne sépare pas la faim du corps et la soif de l'âme. Ce que les religions passées et les irréligions récentes dissociaient trop souvent. Le nouvel homme spirituel remarque la

liberté et les nécessités en renouant les tâches les plus matérielles et les motivations de la conscience. Il défend à la fois la gratuité des fins humaines et l'efficacité des moyens. Il fait éclater les bases idéologiques étroites de l'individualisme ou du collectivisme, les enfermements de l'univers économique ou politique.

L'humanité est plus que ses définitions, plus que ses systèmes, plus que son histoire. Elle est soulevée par une instance de dépassement qui transcende les structures matérielles façonnées par la nature ou fabriquées par la culture et l'histoire. Cette instance spirituelle véhicule une dramatique mystérieuse que les religions institutionnalisées ou les politiques fonctionnelles tentent d'enchaîner dans des systèmes étanches. L'homme y étouffe. Son expérience la plus intime et la plus familière conjugue dans un seul mouvement d'être son corps et son esprit. Or, on lui présente des solutions qui tantôt désarticulent, tantôt opposent le *struggle for life* et la vie intérieure de la conscience.

Notre civilisation occidentale en est venue progressivement à affirmer les primautés des lois de la matière. Elle a produit des nains spirituels écrasés par leurs oeuvres matérielles. Aujourd'hui, elle se rend compte que les correctifs à apporter, les ruptures à faire, les sauts qualitatifs à tenter viendront surtout des décisions de la conscience individuelle et collective. Même les techniques les plus prestigieuses et les plus efficaces ne serviront à rien sans ce recours spirituel. Les culs-de-sac actuels en témoignent. Du coup, le spirituel retrouve sa primauté. Mais est-il trop tard ? On ne renouvelle pas une éthique et une politique sans une certaine maturité de la conscience.

Voilà ce que les nouveaux spirituels veulent rappeler au cœur des tâches historiques les plus matérielles et urgentes. Ils ramènent en surface d'énormes ressources humaines refoulées, bafouées ou ignorées. Et ce faisant, ils deviennent des ferments d'espérance dans un monde qui, de ses babels artificielles, regarde avec effroi le vide qu'il a lui-même créé. Par un étrange et absurde paradoxe, notre civilisation orgueilleuse a perdu à la fois la trace de son sens et de son pain. Le matérialisme, s'il continuait de s'imposer, briserait peut-être irrémédiablement les derniers sursauts d'une dignité qui a réussi jusqu'ici à pousser l'homme sans cesse, à vaincre les nouvelles fatalités et à dépasser les acquis de ses libérations. Seule l'instance spirituelle peut créer des liens dynamiques nouveaux entre ces diverses dimensions de la condition humaine.

5. *Une harmonisation avec la nature*

[Retour à la table des matières](#)

En même temps que la conscience reprend profondeur et hauteur spirituelles, l'homme contemporain veut rétablir un lien fondamental qu'une révolution technicienne mal orientée a presque brisé. Il s'agit des rapports avec la nature. N'insistons pas sur les déséquilibres et les périls bien connus de l'écologie actuelle. N'oublions pas non plus que tout n'est pas négatif dans cette expérience de maîtrise des éléments naturels. Malgré les reproches parfois fondés qu'on fait à la médecine technologique, il faut reconnaître ses apports extraordinaires pour vaincre les fléaux naturels. Voilà un exemple entre plusieurs.

Je ne crois pas aux apologies faciles du bon sauvage ou de la nature vierge, pas plus qu'à l'évangile du progrès technologique inconditionnel. Jadis, on a bâti certaines règles morales et certaines lois sur des connaissances erronées de la nature et de l'ordre naturel. Mais les possibilités nouvelles d'intervenir dans la nature, de la manipuler, de la violenter ont donné lieu à des abus de plus en plus graves. Au point de faire perdre de vue cette économie extraordinaire de l'univers et de la vie ; une économie déjà grosse d'une sagesse et d'un art de vivre. Tout s'est passé comme si l'homme, après avoir été soumis aveuglément à la nature, s'était vu soudain comme ne faisant plus partie intégrante de la nature. Une sorte de dieu au-dessus du monde, libre de faire ce qu'il veut.

Au bilan, voilà deux anthropologies aux antipodes l'une de l'autre : la soumission à la nature ou la domination de celle-ci. Il existe une autre anthropologie, assez inédite, qui commence à s'affirmer : l'harmonie avec la nature. Cette anthropologie essaie de combiner sagement respect et maîtrise, nécessité et liberté, structures matérielles de base et finalités humaines plus gratuites. Inutile de dire que nous n'avons encore ni l'éthique, ni la politique, ni même la technologie pour traduire cette aspiration.

Il y a d'abord beaucoup d'équivoques à lever. J'ai déjà signalé quelques-unes d'entre elles plus haut. D'aucuns s'interrogent sur l'absence de volonté politique pour opérer un virage gigantesque de

l'organisation socio-économique. Les correctifs écologiques semblent devoir être longtemps le parent pauvre des préoccupations gouvernementales, des administrations financières et même des populations. Certaines luttes de la base sociale restent très circonscrites et provisoires. On est donc loin d'apporter des réponses sérieuses à un problème aussi gigantesque.

Le phénomène du retour à la nature est aussi hypothéqué par des travers souvent inavoués. Telle la fuite de la ville qu'on désespère de transformer ; c'est pourtant là où la majorité des hommes vivent. Telle la recherche sécuritaire d'un ordre naturel qu'on pense simple, fixe et reposant. Telle la ferveur religieuse d'un naturalisme aussi prétentieux qu'étroit, aussi moralisateur qu'ignorant. Ce que peuvent dogmatiser en tout domaine les nouveaux prêtres de la médecine naturelle. Une si rapide assurance scientifique et religieuse m'inquiète. Après tout, la nature ne fait pas de saut ». J'aurais le goût de jouer sur le dernier mot... il y a tant de sots chez les néo-naturalistes.

Pour renouveler nos connivences avec la nature, nous aurons à entreprendre humblement et patiemment des démarches difficiles et longues. Oh ! je sais les échéances de plus en plus pressantes. Mais on ne fait pas pousser les fleurs en tirant dessus. Les sciences nous enseignent que cette économie de la nature est beaucoup plus complexe que nous le pensions. C'est un peu ce qui me fait tiquer devant certaines théories et pratiques dites « naturelles » qui nous promettent mer et monde avec des certitudes aussi naïves que dogmatiques.

J'aimerais suggérer ici quelques points de repère de cette ré-harmonisation avec la nature. Rien d'exhaustif. Tout au plus une mise en ordre de quelques aspirations qui m'apparaissent les plus significatives.

Retrouver ou Réinventer

Un rythme - Un milieu - Une organicité - Une sagesse

Un rythme

C'est devenu un truisme que de rappeler comment notre vie moderne est émiettée, hachée et déréglée de mille façons. Une vie sans le battement régulier du cœur, sans la cadence vitale de la respiration. Les vieux rituels n'existent plus et on n'en a pas inventé de nouveaux. Voilà un premier indice. La vie humaine individuelle et collective a besoin de cette organisation primaire que constitue un réseau intégré de rites. On n'a donc pas remplacé certaines fonctions essentielles qu'assumait la religion pour rythmer les temps de la fête et du travail, le déroulement des activités sociales, la vie familiale, etc. On m'objectera que d'autres rythmes sont apparus. La télévision, par exemple, organise le temps libre de bien des gens ! Mais je cherche vainement un rapport vital entre cette programmation et un aménagement libre, responsable, épanouissant de leur vie.

Faisons un tour rapide de la situation. La crise du monde scolaire n'est pas étrangère à l'absence de rythmes quotidiens sensés. Souvent les normes administratives et syndicales contredisent les exigences d'une hygiène mentale et sociale minimale chez les enfants. Il en va de même dans l'organisation des milieux de travail. On a maintenu la parcellisation taylorienne qui défait non seulement l'unité vitale du travailleur, de son activité laborieuse et de ses rapports sociaux, mais aussi les conditions nouvelles de la vie urbaine. Les secteurs sociaux : famille, école, travail, loisirs ou autres sont tantôt isolés les uns des autres, tantôt en chevauchement conflictuel. Comment peut-on planifier, cadencer, harmoniser une telle vie morcelée et chaotique ? Que de traumatismes viennent de cette existence sur le tas, à bâtons rompus, improvisée, qui se heurte à une organisation instrumentale, artificiellement programmée et imposée de l'extérieur.

On commence, maintenant, à aménager des horaires plus souples et plus flexibles dans certains secteurs de travail. C'est là un des rares exemples d'un effort systématique pour réinventer des rythmes plus humains. À l'école, des initiatives pédagogiques tentent de favoriser un rythme de progrès plus personnel et des rapports communautaires plus sains. Mais l'ensemble de l'existence individuelle et collective reste intouché. La plupart ne savent ni ne peuvent rythmer leur vie. C'est en regardant la nature qu'ils se mettent à espérer un retour au bon sens des saisons, des mœurs animales, des battements du cœur. L'aspiration nouvelle veut s'y inspirer.

Un milieu

Des sociologues et autres scientifiques ont moqué « cette notion du XIXe siècle ». Elle n'était pas assez rationnelle, quantifiable ou que sais-je encore. Je voyais bien souvent des haussements d'épaule quand je parlais de « milieux de vie ». Le vent a tourné avec la mode écologique. Mais en matière de milieu humain, même les spécialistes ont peu de choses à dire, et encore moins de pédagogie pour les créer. Un milieu, c'est plus qu'une organisation avec ses statuts, ses techniques et sa programmation de moyens et d'objectifs. Combien d'experts nous ont leurrés en ce domaine ? Et pourtant les faits sont brutaux. Où sont les vrais milieux de vie, après le passage des planificateurs urbains, scolaires, industriels, hospitaliers et autres ? « La vie collective actuelle est trop hétérogène, on n'est plus à la campagne ». Faut-il pour autant démissionner devant le défi ? On a vite fait de le discarter superficiellement, peut-être parce qu'on ne sait pas l'abc d'une véritable économie humaine de la vie sociale.

La nature elle-même nous alerte. Vous ne pouvez transplanter des pousses si ce n'est dans un milieu vital, où elles retrouvent un terreau, des sucres au moins similaires. Bien sûr, l'homme a de plus grandes possibilités d'adaptation. *Mais qu'arrive-t-il quand une société mobile a perdu l'intelligence et la praxis de toute forme d'enracinement ?* Car poser cette question, c'est déjà pointer le drame de la cité actuelle et de tous ses secteurs d'existence. Voilà l'envers d'une tâche difficile et pressante : réinventer des milieux de vie.

L'être humain a besoin de retrouver des lieux et des réseaux sociaux où il expérimente une communauté identifiable et originale de vie, de pensée, de communication et d'agir ensemble. Un milieu de vie offre le premier cadre d'une quotidienneté intégrée et humaine, d'un vécu collectif qui a ses modalités propres d'expression, de compréhension et d'interrelations. Une appartenance de base, quoi ! Lieu à la fois naturel et culturel, le milieu de vie constitue une sorte d'entité globale et vivante qui a son histoire particulière, sa façon culturelle d'être au monde, son « naturel » spontané et vivace, bref une personnalité sociale « située ».

Par exemple, il n'y a pas de classe sociale là où n'existent pas de nous dans d'authentiques milieux de vie. Certains idéologues, à la façon des technocrates, ignorent bêtement l'abc de ces cellules humaines de base. On y décèle pourtant les ressources propres du peuple, et ses traits spécifiques. Aucune pédagogie de conscientisation

ou de politisation ne saurait en faire l'économie. Pensons aux réactions inattendues du milieu gaspésien face au fameux Plan.

Dans deux ouvrages récents ³ j'ai tenté de préciser ce qu'est un milieu de vie, et l'animation qui peut l'assumer et le transformer de l'intérieur. Quand il y a un milieu de vie démocratique, « l'idéologie prend corps dans une culture quotidienne et une praxis sociale ; la politique se fait action collective, projet créateur, libération solidaire, parole donnée et reçue, communauté de destin ; les fonctions sont au service des relations et de leurs objectifs, les statuts cèdent aux vécus, les hommes ont priorité sur les structures, la vie sur l'institution". Après tant d'expertises, nous n'avons pas encore appris les stratégies des remontées de vie, peut-être parce que nous avons perdu l'intelligence de ce qu'est un véritable milieu humain, avec son noyau original d'expériences et d'attitudes. Il ne reste alors que les stratégies téléguidées du marketing, de la programmation informatique, de la propagande, du sondage et des manifestations !

Les hommes au naturel ne s'y reconnaissent plus. On en est même venu à les convaincre que la vraie vie est à l'écran, sur les ondes, dans la presse, mais pas en eux-mêmes et au cœur de leurs lieux naturels. Ces faux miroirs sont à vrai dire des miroirs brisés qui projettent des caricatures enchevêtrées et incompréhensibles de notre visage authentique.

L'aspiration de retrouver ou de réinventer des milieux humains dégage une voie entre plusieurs pour renouer avec les pays réels et naturels de la vraie vie et de la vie vraie.

Une organicité

Je sais le terme un peu ambigu au départ. Il appelle une clarification que nous offre, d'ailleurs, l'histoire du dernier siècle. On sait que les sciences de la nature ont influencé fortement les idéologies, les sciences humaines et les politiques au XIXe siècle. Dans la foulée du darwinisme, Hubert Spencer soutenait que les phénomènes psychologiques et sociologiques ne faisaient que prolonger les phénomènes biologiques. Notons en passant un certain retour à cette idée, si on en juge par l'influence actuelle des biologistes

³ J. Grand'Maison, Des milieux de travail à réinventer et Une tentative d'autogestion, 2 tomes, Presses de l'Université de Montréal, 1975.

en dehors de leur champ scientifique propre ⁴. Mais au temps de Spencer et d'Espinas, la révolution industrielle montait en force. Durkheim va signaler la rupture en montrant le passage du modèle organique au modèle mécanique dans la société technicienne. Plus tard, Friedman opposera milieu technique et milieu naturel. Ces problématiques sont grosses du drame que nous connaissons aujourd'hui. D'ailleurs des oeuvres récentes les reprennent avec des yeux neufs et plus critiques ⁵.

Le modèle mécanique a même influencé les scientifiques de l'organicité, qu'il s'agisse du behaviorisme de Skinner ou de la vague cybernétique. C'est le même type de rationalité, même s'il emprunte à la biologie. Je crains que ces élucubrations soient très loin de l'expérience réelle des hommes d'aujourd'hui.

Mais comment ignorer les sévères avertissements des biologistes ? On n'a pas que déréglé la nature extra-humaine. On a « dénaturé » l'homme... on l'a réifié, robotisé. La société, aussi, a perdu son minimum vital d'organicité. Voyez ces damiers cubiculaires d'habitation, de production, de consommation ou d'éducation. Des univers parallèles défiant toute convivialité. Y ajouter des espaces verts ne résoudra pas le problème, si on ne sait plus habiter un espace, rythmer humainement l'existence. Mais c'est avant tout l'homme qui est brisé.

Les biologistes cités signalent la cassure fondamentale : le civilisé occidental a cessé de se percevoir comme un être naturel, partie prenante de la nature. À l'image de ses villes. À l'image d'une économie indépendante des autres fonctions sociales. À l'image d'une organisation technique étrangère à toute organicité : celle des cultures premières, des lieux sociaux naturels et des aventures individuelles ; étrangère aussi aux noyaux de valeurs, de sentiments et de symboles.

On cherche des thérapies après coup, des solutions en aval, parce qu'on ne sait plus l'amont. Des techniques pour mieux faire l'amour. Des institutions de réhabilitation. Des cours de divorce. Des cliniques

⁴ H. Laborit. La nouvelle grille. Laffont, 1974. Un exemple entre plusieurs. Il faudrait en nommer tant d'autres : Monod, Lorenz, Rostand, etc.

⁵ A. Gors. Critique de la division du travail. Le Seuil, 1973. L. Munford. Le mythe de la machine. Fayard, 1974. R. Aumont. L'unité de l'homme. Le Seuil, 1974, J. Attali. La parole et l'outil. Presses universitaires de France, 1975.

d'avortement. Tout cela est très loin de l'organicité première de la vie et de l'homme lui-même. Même ceux qui cherchent des réponses plus organiques restent tributaires des déchets humains du mécanisme dominant. Ils corrigent, réparent, reconditionnent.

J'ai l'impression que l'Occident éclate en deux tendances opposées : le mécanisme et le néo-mysticisme. À la rationalité cartésienne, unilinéaire programmée et objective, on répond par un mysticisme contre-culturel, subjectiviste, irrationnel. Deux démarches décrochées de l'organicité première du corps et de l'esprit, de l'homme dans la nature, de la vie et de son milieu naturel, de la parole et de l'outil, des moyens et des fins humaines, de l'intériorité et de la vie sociale.

Voilà ce que plusieurs tentent de redéfinir dans leur vie privée et leurs luttes publiques. Pour recomposer leur existence et leur cité, ils sentent que l'organicité de la nature peut les inspirer.

Sagesse

Autrefois les paysans tiraient des leçons de la nature. Tel ce proverbe populaire : « on ne saurait maîtriser la nature sans la respecter d'abord ». La cité fabriquée et ses citoyens ont moqué ces sagesse de la « société pré-industrielle ». Voici que de grands savants de tous horizons dénoncent la folie de notre civilisation qui a moqué ces sagesse primaires. Eh oui, on peut tirer une sagesse de la nature. Ce n'est pas la seule possible évidemment. Il y a des spécificités proprement humaines qui n'appartiennent ni à l'univers matériel ni au règne animal.

L'histoire occidentale n'a pas la logique qu'on veut bien lui prêter. Auguste Comte a préfiguré les courts-circuits et les raccourcis désastreux de la civilisation industrielle et postindustrielle. Ce sociologue ne retenait qu'une alternative : la nature, la philosophie et la religion qui aliènent les hommes et leur histoire, d'une part et d'autre part, l'organisation sociale scientifique et technique. Après deux siècles d'expériences dans ce dernier sillage, nous mesurons le caractère simpliste et désastreux d'une telle alternative. Un scientisme obtus avec ses idéologies prétentieuses a ignoré certaines organicités fondamentales de la culture première et de la nature.

Répetons-le, le problème est moins ce qu'on a fait - comment nier des progrès indéniables - mais ce qui a été défait, laissé pour compte. L'homme et la vie ont perdu leurs cohérences naturelles et culturelles premières. Loin de moi la tentation de les idéaliser ou de les ériger en solution unique. Mais je sens bien que l'attrait pour le monde oriental, pour un certain primitivisme prend sa source dans ce besoin de retrouver une unité, une organicité, un milieu, plus « naturels ». Ces emprunts sont voués à l'échec parce qu'ils viennent de cultures très loin de nous. Ils peuvent même compromettre ce qui identifie l'Occident et ses propres progrès. Je ne nie pas la richesse des échanges interculturels. Mais ceux-ci exigent qu'on soit bien campés sur son propre terrain. Est-ce notre cas ?

Nous nous débattons avec des solutions technicistes, naturistes ou mystiques qui s'ignorent l'une l'autre. Il nous faut inventer de nouvelles relations entre ces trois grands types d'expériences, tout en assumant nos propres contextes historiques. Je ne plaide donc pas pour une démarche (isolée) de retour à la nature. D'ailleurs, cette expression « retour » est équivoque. Elle serine une nostalgie stérile du passé semblable à ces rêveries mystiques de l'âge d'or.

Pour réinterroger la nature et rechercher une nouvelle harmonie avec elle, nous devons utiliser toutes nos ressources propres : culturelles, scientifiques et historiques. En seconde instance, l'échange interculturel nous ouvre aux autres sagesse. Peut-être découvrirons-nous, en deçà des diversités, une économie fondamentale de la terre des hommes, de la communauté humaine, comme on commence à le faire dans la compréhension de l'univers matériel. En ce sens, le discernement d'une première sagesse inscrite dans la nature sera un apport précieux.

Goethe inspire ce propos : « Nature, que ne suis-je homme, rien qu'un homme vis-à-vis de toi ! Oh ! ce serait alors la peine de vivre ». Hegel à son tour nous invite à tirer les leçons d'une nature qui se suffit à elle-même. Mais Pascal rappelle, non sans raison : « la nature a des perfections pour montrer qu'elle est l'image de Dieu ; et des défauts, pour montrer qu'elle n'en est que l'image ». On peut chicaner Rousseau sur son naturalisme idéaliste. Mais sa question reste pertinente et prophétique : « Qu'est-ce que la nature si l'on peut s'avilir sans la perdre ? ». De tout temps, les hommes ont tiré une inspiration, une sagesse, un élan vital dans la nature. Baudelaire nous suggère que celle-ci est plus qu'elle-même :

La nature est un temple où de vivants piliers
laissent parfois sortir de confuses paroles,
l'homme y passe à travers des forêts de symboles
qui l'observent avec des regards familiers.

6. Une vie plus sensée, plus vraie et plus tendre

[Retour à la table des matières](#)

Je ne prétends pas faire le tour de toutes les aspirations actuelles. Et je sais les limites de cette première prospection. Les thèmes de conversation, les attitudes familières et certains changements de comportement ont fourni les principaux matériaux d'une pareille lecture. Je voudrais formuler cette dernière aspiration dans la même perspective de recherche. Ce qui a été privilégié d'une façon systématique s'ajuste assez bien à l'ensemble des préoccupations spontanées qu'expriment beaucoup d'hommes d'ici.

Le bon sens

Voilà un repère de plus en plus fréquent dans les conversations. On l'exprime d'abord par la négative : « ça n'a plus un maudit bon sens ». Parfois la formule du souhait l'emporte : « j'espère que nous allons retomber sur nos pieds et revenir au bon sens ». En creux, plusieurs ont le sentiment de vivre dans une absurdité croissante à tous les plans : moraux, sociaux, économiques, politiques ou autres. En bosse, ils cherchent une vie plus sensée, pour eux-mêmes et pour la société. Pendant un certain temps, on a valorisé le changement rapide et surtout la rupture critique, en soupçonnant de conservatisme étroit et stérile tout ce qui faisait appel à des calculs raisonnables, à un certain sens des proportions et du possible. Souvenons-nous de ces révoltes qui s'exprimaient à peu près comme ceci : « on n'a pas cessé de nous répéter qu'il fallait être raisonnable... ça nous a menés où ? » Aujourd'hui, on juge sévèrement la permissivité sauvage qui, elle aussi, a conduit nulle part. Mais attention, ce nouvel appel au bon sens ne rejette pas la libération du goût de vivre une expérience humaine plus autonome, plus personnelle, plus heureuse. Avouons, cependant, l'ambiguïté d'un tel appel qui sert parfois les intérêts d'un statu quo injuste ou stérile.

L'autodiscipline

Plusieurs commencent à exprimer dans leur propre vie cet ordre collectif plus sensé qu'ils espèrent. Ils se façonnent - plus librement qu'hier - un régime de vie, une philosophie de base, et même une spiritualité. Il y a quelque chose d'inédit dans cette recherche très individuée d'une vie intérieure à la fois plus riche et plus ordonnée. Cette dynamique introduite d'autodiscipline pourrait bien déboucher sur des attitudes sociales et politiques mieux fondées que ne le sont certaines idéologies à la mode et non acculturées. Le goût d'une autonomie personnelle plus structurée et l'aspiration à une souveraineté politique plus déterminante connaîtront peut-être une capillarité qui les renforceront l'une l'autre. De plus, certains centres de gravité se déplacent. Tel ce passage d'une morale figée et abstraite à une éthique de conscience. De même, les engagements viennent davantage d'une intériorité redéfinie, réappropriée et enrichie.

Valeurs et biens durables

Vivant dans ce monde fluide du prêt-à-porter, à penser et bientôt à jeter, des modes évanescents, d'une existence hachée, d'une société instable et non finalisée, on sent vivement le besoin de valeurs plus durables. Il n'est pas vain de se rappeler que les hommes du dernier siècle ont trop unilatéralement privilégié les valeurs qui font progresser au détriment des valeurs qui font durer. Plusieurs redécouvrent les permanences de la vie ordinaire. Le dérèglement de la nature enseigne à rebours la nécessité de respecter une économie de vie plus attentive aux exigences de maturation et d'équilibre vital. Valorisés pour eux-mêmes les changements précipités ont érodé la patience et l'espérance qui animent les tâches et les engagements de longue portée. Sans compter ces caricatures du sens de l'histoire qu'on ramenait au conservatisme des idées reçues, comme s'il n'y avait aucune fécondité à tirer du sous-sol des traditions et des patrimoines. C'était faire le jeu d'une philosophie du court terme borné. Celui-ci a conduit la société à des goulots d'étranglement bien connus. On comprend alors l'émergence de convictions plus soutenues et d'expériences plus durables.

Tendresse pacifique et passion du « pays »

Qui aurait cru à l'escalade des violences dans cette civilisation fière d'avoir inventé des voies pacifiques comme le débat démocratique et le respect des droits de l'homme. En Amérique du Nord, on revient aux sauvageries de la conquête où tout se résolvait en se faisant justice à soi-même, sans aucune autre considération. Peu importe la brutalité des moyens. Loi de la jungle ? Pire encore. En effet, les mœurs animales connaissent une certaine régulation de la violence. L'animal ne tue pas pour rien.

Or, un des aspects les plus inquiétants des violences actuelles, c'est leur caractère gratuit, absurde, incontrôlable, qui défie non seulement l'intelligence, mais même l'instinct. Terrorisme ou pègre ne sont que les phénomènes extrêmes d'un univers social où se pratiquent couramment la manipulation, l'extorsion, le détournement, l'exploitation et le viol des consciences. Quotidiennement, le citoyen est soumis à des stimuli qui exacerbent ses désirs insatisfaits. On ne se rend pas compte de la charge très forte d'agressivité qui en résulte. Un tel fond de violence influence les comportements sociaux, économiques, politiques ou autres. Pensons aux scandales des derniers temps, à la croissance du crime, aux rapt humains qui accompagnent les voies. Mais ce n'est là qu'une expression plus visible d'une violence quotidienne aux mille visages.

Des citoyens de plus en plus nombreux ne veulent plus jouer ce jeu infernal et inhumain. Ils ont le cœur à la tendresse et ils commencent à influencer les comportements collectifs dans le même sens. On a senti cet état d'âme dans les manifestations récentes chez nous : une nouvelle chaleur humaine, une attitude plus ouverte, plus tolérante, bref un goût de paix. Est-ce pure lassitude devant cette vie volcanique faite d'irruptions fréquentes et imprévisibles ? Usure psychique devant ce climat à demeure de ruptures et de conflits ?

Mais il y a aussi un envers. L'homme d'ici et d'ailleurs, du moins en Occident, devient sceptique et blasé. Il est d'autant plus déçu qu'hier encore il croyait au progrès indéfini de sa civilisation. Et le voilà incapable de ces grandes passions nécessaires à une relance historique vigoureuse. Chez nous, par exemple, certains esprits « réalistes » n'ont pas compris que la passion de l'indépendance politique véhicule un vouloir collectif qui fait défaut en bien d'autres sociétés. Un vouloir collectif de belle qualité humaine et politique, malgré les risques inévitables qui l'accompagnent. Il serait dommage que ces deux courants : la passion du pays à construire et la tendresse

humaine, ne se conjuguent pas chez un grand nombre de citoyens. L'une et l'autre nous délivreraient des violences folles en humanisant nos rapports sociaux et en canalisant nos efforts et nos luttes dans des projets collectifs valables.

Pour une éthique de nos aspirations nouvelles

Tant de revendications au nom de la liberté, et si peu de contrôle de soi-même. Combien ont compris que la liberté est terriblement exigeante ? On s'en prend aujourd'hui à la pauvreté du leadership moral des gouvernements. C'est trop facile. Pendant les dernières décennies, à la maison, à l'école et partout ailleurs, on n'a pas tellement développé les valeurs de conscience qui correspondaient à la liberté nouvelle. Et pourtant, il fallait établir clairement que le sens des responsabilités et la qualité du jugement doivent croître avec la liberté. Sinon celle-ci devient erratique et même destructrice. *Nous n'avons pas encore construit l'éthique de nos aspirations.* Il est plus difficile d'exercer une vraie liberté que de se soumettre à une obligation. Bien sûr, la chrétienté ne nous a pas préparés à une telle mutation de la conscience. Mais, raison de plus pour développer un discernement judicieux des enjeux sous-jacents à nos premières libérations.

Que de contradictions en tout domaine ? Rejet d'une morale sociale et conformisme des modes. Appel au respect des hommes et comportement libertaire, agresseur d'autrui. Apologie de la nature vierge ou de l'alimentation naturelle et complicités avec bien des pollutions morales. Tout en fumant le pot, ou en se saoulant la gueule, certains se plaignent de la rareté de l'eau pure ! Comédie humaine. Des citoyens qui se payent des délinquances quotidiennes se scandalisent des injustices sociales, des mœurs politiques ou des grandes fraudes financières. On veut un gouvernement plus démocratique et on défend sans vergogne ses intérêts au détriment du bien collectif.

Heureusement, plusieurs d'entre nous se ressaisissent. Bien sûr, le contexte actuel ne se prête pas à une vision claire des nouvelles bases éthiques à créer. Mais un premier mouvement de conscience vient dénoncer les attitudes d'attentisme ou d'abdication. L'intermède de perplexité ne saurait durer sans provoquer de forts traumatismes individuels et collectifs. Ne doit-on pas miser d'abord sur les conséquences logiques des nouvelles aspirations les plus qualitatives ?

Ce sera la ligne privilégiée de la prochaine reconstruction éthique. On ne devra pas séparer ici la conscience individuelle et la démarche politique, comme on l'a fait trop souvent dans le passé. Mais quelle tâche nous attend ! Ce qu'il y a de sûr, c'est l'importance de la qualité morale chez les peuples qui veulent faire l'histoire, l'humaniser, la transformer justement ; chez les sociétés capables de durer et de se dépasser ; chez les hommes heureux et maîtres d'eux-mêmes. Les révolutionnaires les plus radicaux tout autant que les sages des grandes traditions ont plaidé pour une requalification de la conscience... Socrate, Jésus, François d'Assise, Luther, Montesquieu, Gandhi, Einstein, le Che ou Soljenitsyne. Il faut maintenir vivante cette instance de la conscience. Elle est le sel, le levain et le levier de nos aspirations les plus légitimes et fécondes. Les témoins cités ont des options parfois radicalement différentes, mais ils ont en commun une profondeur et une hauteur de conscience qui ouvrent au dépassement.

3. La révolution invisible de l'individualité

Le primat rarement avoué de l'aventure individuelle

[Retour à la table des matières](#)

Nous mettons parfois beaucoup de temps avant de comprendre certaines réalités profondes de la vie. Surtout celles qui tiennent moins de place dans le cadre de nos références idéologiques. Nous établissons parfois des autocensures pour masquer les contradictions trop vives que nous n'osons nous avouer à nous-mêmes. Combien de citoyens, par exemple, ont un discours très socialisant et un agir très individualisé ?

C'est cette remarque qui m'amène à mettre en relief le phénomène peut-être le plus déterminant non seulement de la révolution culturelle actuelle, mais aussi de l'histoire occidentale. Depuis Socrate, en passant par Jésus, jusqu'aux témoins récents, tel un Soljenitsyne, *l'histoire occidentale a été marquée particulièrement par de fortes tensions entre l'individu et les structures sociales ou encore le système imposé. Aujourd'hui, ce courant a acquis une force révolutionnaire d'impact à cause de sa large diffusion en Occident. L'affirmation et la crise de l'individu tiennent, à mon sens, une place centrale dans notre société, chez des gens de toutes tendances et de tous âges.*

Comment se fait-il que bien peu d'entre nous n'osent l'affirmer dans les débats publics ? Certains réduisent cette question à un schème idéologique simpliste qui oppose le capitalisme et le socialisme, l'initiative privée et le collectivisme. D'autres ramènent tout à la question des rapports sociaux, tout en vivant leur existence sous le mode d'une individuation très poussée. Évidemment, il y a les esprits libéralistes qui ne cachent pas leur enseigne basée sur le pilier de l'entreprise privée. Une autre tendance plutôt culturelle, surtout dans le monde des jeunes, véhicule une sensibilité et une philosophie très individualisées. Ceux-ci s'en prennent même aux vieilles morales

religieuses altruistes. Un néo-solipsisme semble devenir le gabarit de toute conduite.

Je voudrais m'attarder un peu sur cette dernière tendance qui soulève bien des questions. *Affaiblissement ou crise des rapports sociaux et des institutions ? Transposition culturelle du libéralisme économique ? Réaction vitale devant les problèmes d'identité et d'appartenance dans l'univers bureaucratique et urbain ? Aboutissement logique de toute l'histoire occidentale ?* Avant de tenter une réponse ou l'autre, nous devons aller au bout de notre quête des signes qui pointent cette révolution culturelle de l'individualité.

Un *poster* très répandu présente la relation du couple en ces termes : « Je vis ma vie, tu vis la tienne. Je ne suis pas de ce monde pour répondre à tes espérances pas plus que toi pour répondre aux miennes. Nous sommes deux êtres différents et si par hasard, nous nous rencontrons, ce sera merveilleux ». On affirme ici fortement l'individualité. Le rapport n'est qu'un fruit du hasard. Tant mieux s'il tient. Mais il n'est pas essentiel chez celui qui « vit sa vie ». L'institution mariage dans un système social déterminé n'a ici aucune signification.

« Voilà un exemple extrême, me direz-vous, ces hommes et ces femmes ne peuvent nier la réalité de la société et de ses institutions. » Il y a peut-être encore ici une censure qui s'exerce quand de telles choses sont affirmées tout haut. L'idéologie, entendue comme fausse conscience, incite la plupart des adultes à juger cette attitude comme l'expression d'un individualisme condamnable, ou d'une adolescence prolongée. Pourtant, combien mettent leur individualité au centre de leur vie sociale, jusqu'à se permettre des comportements « individualistes » qu'ils dénonceraient chez les autres ? C'est là le biaisement bien connu d'un moralisme qui juge tout à partir d'une morale reçue qu'on ne confronte jamais avec sa conscience et ses comportements vrais.

Mais le problème est encore plus profond. D'une part, la morale traditionnelle a volé en éclat et d'autre part, on n'a pas encore établi de nouvelles bases morales pour appuyer des conditions plus ou moins inédites de l'existence. Il faut se méfier ici d'un autre travers du moralisme, à savoir les schèmes manichéens. Telle cette dichotomie entre l'altruisme vertueux et l'individualisme peccamineux. Un examen historique peut nous montrer que la conscience individuelle a

été peu respectée dans la plupart des morales. Surtout là où l'esprit autocratique et légaliste faisait bon marché des démarches propres de la conscience.

Ces ambiguïtés morales ne sauraient être levées si nous ne revenons pas à l'examen le plus objectif et le plus honnête possible des vécus réels. Le moralisme escamote justement ces humbles étapes pour se réfugier souvent dans le ciel clair des principes inattaquables. L'homme et l'histoire sont plus complexes. Le jugement moral ne devrait jamais être la première et surtout pas l'unique instance. Bien d'autres considérations la précèdent. Tel, par exemple, un examen très attentif du contexte réel des conduites. Il faut sans cesse retourner aux expériences de vie et se laisser interroger par elles. Voilà une démarche souvent télescopée, surtout dans un domaine si souvent marqué par l'idéalisme philosophique ou religieux.

*Des manifestations multiples et profondes
de l'individualité*

Voyons d'abord des comportements largement répandus où l'on réclame une liberté individuelle maximale. Encore là, oublions un moment tout jugement moral. Laissons-nous interroger par cette convergence saisissante des diverses attestations de l'individualité.

- Les partisans de l'avortement sur demande invoquent d'abord et avant tout la décision exclusive et individuelle de la femme. Dans la majorité des débats sur le divorce, la peine de mort, l'euthanasie, le suicide, c'est toujours la libre détermination de l'individu qui est défendue par un nombre grandissant de citoyens.

- Les religieux qui quittent leur communauté, les adolescents qui précipitent leur départ du foyer, les époux qui divorcent et veulent refaire leur vie, le font au nom d'un projet personnel d'existence affirmé en priorité.

- Au travail, à l'école, à la maison, on revendique de plus en plus d'autonomie personnelle face aux structures et aux normes communes, face à l'autorité, et même à ses pairs. On veut pouvoir se retirer, changer de direction, aller ailleurs, prendre des vacances, recommencer à travailler quand on le décide soi-même. Déjà la vie urbaine a préparé cette inclination aux libres choix en offrant une diversité très large de consommation de loisirs, d'emplois, de relations

humaines, d'habitats, etc. Même les plus socialisés défendent jalousement leur liberté individuelle, leur vie privée, leur propre projet de vie.

- La société capitaliste a débordé le champ économique pour fournir des critères d'ordre individuel dans la conduite de la vie. Critères d'évaluation centrés sur la capacité individuelle. Primat de l'initiative privée. Méfiance de l'intervention de l'État, des contrôles sociaux et démocratiques.

- L'univers de la chrétienté et de la société traditionnelle, encore proche de nous malgré son éclatement, a provoqué des réactions agressives devant toute forme de pression collective qui pourrait imposer une unanimité, qu'elle soit morale ou politique. Reconnaissons ici que plusieurs des nôtres, à gauche comme à droite, n'ont pas encore quitté ce vieux réflexe. On ne liquide pas l'histoire aussi facilement. Je soupçonne même que des allégeances indépendantistes ou socialistes « dogmatisées » y empruntent beaucoup. Il y a ici des transpositions parfois très subtiles. Par exemple, on peut se demander si l'indépendance collective, chez certains, n'est pas un raccourci inconscient qui escamote les exigences difficiles de l'indépendance personnelle. D'autres ont bien établi les raccords entre ces deux indépendances qui se renforcent l'une et l'autre. Mais je crois que la plupart n'ont pas fait le lien entre les deux ; d'où une distorsion de leur comportement et de leurs idées politiques. Mais retenons le fait que bien des nôtres ont dû lutter pour se libérer personnellement des rigidités d'hier.

- J'ai mentionné plus haut l'influence du modèle urbain qui favorise l'individualité. Mais paradoxalement, il la menace aussi. Il n'y a pas que le problème grandissant d'un univers bureaucratique anonyme, d'une culture technologique qui instrumentalise l'homme, d'un monde de production et de consommation qui manipule les besoins et les motivations. Dans l'univers urbain moderne, l'homme n'est plus perçu dans sa totalité personnelle. Les solidarités géographiques, professionnelles, affectives et même familiales s'affaiblissent. « Chacun ne connaît plus de son voisin, de son camarade de bureau ou d'atelier ou de vacance qu'un seul aspect ». Ainsi l'individu doit réagir fortement pour s'identifier, s'affirmer et être reconnu comme personne. Il poussera parfois à l'excès son autonomie jalouse.

Une source historique majeure

Nous ne voulons pas nous contenter de cette description contemporaine du phénomène d'individualité. L'examen historique va nous amener beaucoup plus loin. J'ai déjà évoqué plus haut ce conflit constant entre l'individu et le système social dans l'histoire occidentale, malgré l'emprise plutôt collectiviste des sociétés traditionnelles. Après Socrate, Aristote notait l'importance de la révolte ou de la protestation de certains individus contre la puissance excessive du monde politique et culturel. Des philosophes aussi différents que Hegel et Nietzsche ont vu l'aventure de Jésus dans le même sens, même s'ils contestaient d'autres dimensions de son message.

L'Évangile affirme avec force que chaque être humain est absolument original, « irréductible à tout autre être, irréductible à toutes les structures sexuelles, sociales, ethniques ou religieuses ». Évidemment, cela a été peu compris dans l'histoire chrétienne ultérieure. On a toujours eu peur de l'homme libre devant le sabbat. Jésus avait pris à dessein le contre-courant de la loi la plus sacrée. D'ailleurs son procès était dans la même foulée. Le peuple comme les autorités ne supportaient plus cet homme libre devant tous les pouvoirs et devant le système religieux lui-même. Paul de Tarse connaîtra le même défi devant les judéo-chrétiens.

Tout au long de l'histoire occidentale, on verra pareils témoins à chacun des tournants historiques : François d'Assise, Erasme, Luther, Galilée. Le décret de *l'Habeas corpus* a provoqué une sorte de saut qualitatif extraordinaire dans notre monde occidental. En effet, jusque-là, l'individu ne possédait aucun droit en cas de conflit avec l'autorité ou le système en place. L'idée de démocratie et la notion de droit recevaient leur premier sceau décisif. C'était le premier article de la future charte des droits de l'homme.

La montée des bourgeoisies durant les derniers siècles ne comporte pas seulement des passifs. Celles-ci ont remis en cause l'absolutisme des pouvoirs politiques et religieux. Bien sûr, leur idéologie utilitariste a souvent réduit les hommes au statut de moyens pour des fins qui n'étaient pas humaines. Mais un bourgeois comme Kant n'affirmait pas moins qu'il n'y a pas de société vraiment humaine, si les individus ne sont pas capables d'exercer un jugement libre et responsable.

Et combien d'interprètes de Marx ont ignoré une de ses convictions centrales, affirmée tant dans sa vieillesse que dans sa jeunesse. Il a rappelé souvent que l'action révolutionnaire doit aller jusqu'à la libération des individus, de chaque individu. Il a dénoncé l'écrasement, la manipulation et la chosification de l'individu dans tous les domaines... et partant de sa liberté, de ses rapports sociaux ⁶. Évidemment, Marx a défendu aussi la dimension sociale comme un autre constitutif essentiel de l'homme, ce que le libéralisme rejetait.

Au XXe siècle, cette affirmation de l'individu a continué de s'exprimer malgré tous les totalitarismes. Elle est au cœur de la charte des droits de l'homme à l'O.N.U. Mais de redoutables découvertes scientifiques ont peu à peu miné une telle conviction. Qu'il s'agisse des sciences physiques ou biologiques, qu'il s'agisse des sciences humaines. Malgré toutes ses nuances, l'anthropologue Lévi-Strauss affirme « l'incontestable primat des infrastructures » (*La pensée sauvage*). Des biologistes savants l'approuvent, comme J. Monod, dans le Hasard ou la nécessité. Même des philosophes, tel Foucault, le rejoignent en soutenant que l'homme est une invention récente et gratuite.

Dans cette foulée, on conteste que l'homme puisse faire réellement son propre chemin en ce monde ; on considère illusoire tout le courant des changements historiques imaginés, voulus et réalisés par des hommes et des peuples dans leur libération. Courant qui ne cesse de s'affirmer malgré tous ces structuralismes. Ceux-ci, bien sûr, ont démystifié bien des illusions du subjectivisme romantique, existentialiste ou personneliste. Il y aura toujours tension entre le roseau pensant de Pascal et la marginalité galiléenne de la terre des hommes dans l'univers. Ces questions fondamentales traversent les temps. Machiavel, tout en concédant une certaine liberté chez quelques individus, doute de la possibilité d'une vraie politique de liberté. Freud, plus près de nous, ne conçoit pas de civilisation sans de fortes contraintes sur les libertés.

La révolution de l'individualité connaît donc de redoutables obstacles. Elle n'en poursuit pas moins sa route, comme nous allons le voir dans la prochaine étape.

⁶ Marx. L'idéologie allemande. Éd. Sociales, Paris, 1968, p. 481. [Texte disponible dans les [Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

* * *

J'ai essayé de montrer dans un premier temps la force grandissante de l'individualité tout au long de l'histoire occidentale. Une force qui est devenue un phénomène majeur au XXe siècle, malgré l'émergence de nouveaux totalitarismes et l'apparition de techniques inédites de manipulation. Voici que la science entre à son tour dans ce débat gigantesque.

L'homme comme être individuel et social, conscient, libre et responsable, qui veut conduire sa vie, construire une société selon ses aspirations et orienter le cours de l'histoire, cet homme est contesté ou nié par de grands scientifiques tout autant que par des pouvoirs politiques, technocratiques ou économiques de plus en plus puissants. Et pourtant cet homme, particulièrement en Occident, n'a cessé d'aiguiser ses aspirations d'autodétermination face aux déterminismes naturels et aux aliénations politiques, économiques ou religieuses.

Une hypothèse trop vite écartée

Je crois que cette conscience vive d'une individualité devenue sacrée, pratiquement autant qu'idéalement (en Occident), va devenir la force contestante primordiale face aux tyrannies. Les luttes de libération collective, si nécessaires soient-elles, devront mieux assumer cette dynamique historique de l'individualité, sinon elles seront boudées même par les classes exploitées.

L'Occidental, qu'il soit anglo-saxon, latin, germanique, en deçà et par-delà certaines nuances anthropologiques, accède à la socialité par le chemin du droit des individus, du respect inviolable de la personne et de l'exercice de la liberté. Je crains ici certaines presbyties idéologiques incapables de voir ce champ premier de la culture occidentale qui englobe même la conscience de classe. Je voudrais continuer de sonder cette hypothèse sous différents angles.

Diffusion de la révolution culturelle

Envers et contre tout, la révolution culturelle récente réaffirme le primat de l'individu et de sa liberté, le primat du plaisir sur la nécessité. Certains tentent de nouvelles synthèses de l'individuel et du social, tel Marcuse dans *Éros et civilisation*.

Mais ces débats intellectuels ne doivent pas nous faire oublier la longue montée historique de l'affirmation des individus. Elle véhicule un refus viscéral de s'engloutir davantage dans les lois, les coutumes ou les idéologies. À sa fine pointe, elle cherche « la réalisation de l'individu comme être à la fois individuel et social, historique et mystérieux ». La critique scientifique a servi à démanteler les rapports de l'homme avec de faux partenaires : « le monde, les choses, les règles, les principes et les médiations de tout genre ». Les structures elles-mêmes ne peuvent plus être « ni point de repère fixe, ni point de départ absolu »⁷. Seul l'homme est le sujet historique décisif. Son aventure est irréductible à une structure ou à une politique ou à une morale historique. Il échappe à tous les systèmes.

Plusieurs rejettent les transcendances religieuses extérieures qui haussaient l'homme au-dessus de lui-même. La transcendance moderne est plutôt interne à l'homme, à sa conscience, à son individualité. Voilà ce que véhicule tout le courant phénoménologique, qu'il soit européen avec Husserl, ou nord-américain avec P. Tillich, Éric Fromm ou Rollo May. On a trop vite pensé qu'une telle philosophie a été liquidée par les sciences et les techniques récentes du conditionnement biologique, behavioriste ou écologique.

Son sens politique

La « conscience » humaine continue de s'affirmer. Elle s'exprime à travers de nouvelles sensibilités fortement individualisées. Les porteurs de la révolution culturelle occidentale lui ont donné chair autant qu'esprit. Ils lui ont même apporté un sens politique subversif à travers des protestations sociales et des créations qu'on reconnaît particulièrement dans la contre-culture. « Phénomènes marginaux et transitoires, comme ce fut le cas des hippies », diront certains. Je crois plutôt que cette révolution de l'individualité gagne du terrain dans divers milieux et groupes d'âge.

Édith Hamilton, dans *The Greek Way to Western Civilization*, décrit bien le phénomène : « ce n'est pas la cupidité des hommes, ni leurs ambitions, ni non plus leurs machines, ni la disparition de leurs anciens points de repère, qui remplissent notre société actuelle de

⁷ G. Maud. L'enjeu de la crise, in RSR, 1 (1975) pp. 11-34.

trouble et de dissension, mais notre nouvelle conception des revendications de l'individu face à celles de la collectivité ». Dissensions qui au premier regard apparaissent des révoltes libertaires sans cohérence. Limitons-nous au constat.

De plus en plus d'hommes ne supportent plus les énormes appareils complexes des institutions modernes, le gigantisme des villes, les propagandes et les mobilisations imposées. Bien sûr, il y a de nouveaux conformismes subtils. Mais le cœur n'y est pas. Il cherche une vie plus libre, plus personnelle. Pour le moment, la majorité vit cette aspiration sous forme de fuite, de repliement sur la vie privée. On peut constater une forte démobilisation face à la politique et aux autres formes de participation. Les militants en savent quelque chose.

Les passifs de cette explosion du moi

Plusieurs ont déjà noté les dangers de ce néo-individualisme qui fait du petit nid individuel la plus terrible prison. Est-on vraiment heureux dans cette psychologie de célibataire, dans cet environnement de bachelor ? Trop d'individus ont besoin de la clinique psychiatrique pour qu'on idéalise cette explosion du moi. Un tel narcissisme est stérile à long terme. Combien avouent tourner en rond dans une sorte d'angoisse flottante, insaisissable. Maladie proprement occidentale que cette crise de la subjectivité exacerbée, et entretenue avec trop de complaisance ? Régression infantile ? Passage nécessaire de la déstructuration du moi avant d'atteindre une autre cohérence dynamique de la conscience ?

Les statistiques sont inquiétantes : tel ce nombre grandissant de citoyens qui vivent de profonds déséquilibres psychologiques. Est-ce la société moderne qui rend l'individu malade ? Est-ce la nouveauté d'un style de vie plus libre qui n'a pas été encore assumé ? Toutes les sociétés jusqu'ici ont été construites sur des codes aussi rigides que sécuritaires. Certains se demandent s'il ne manque pas de véritables apprentissages pour bien maîtriser une conduite plus libre de la vie. Nous n'aurions pas encore appris à vivre vraiment sous le mode d'une individualité poussée où chacun est renvoyé constamment à son jugement et à son initiative. L'aspiration est là, mais sans les moyens pour la réaliser. D'où ce sentiment de chaos, d'insécurité et de vertige, chez plusieurs.

Une dynamique historique renouvelée

Mais peu à peu cette révolution de l'individualité dépasse les attitudes de résistance passive, d'insécurité malade, de refus sauvage ou de révolte libertaire. Certains commencent à mieux préciser ce qu'ils veulent. Ils proposent ou inventent des façons personnelles de s'éduquer, de travailler, et de vivre. Ils cherchent à maîtriser leur cadre de vie, d'habitat, de travail, de loisirs. Ils canalisent en luttes sociales et politiques l'agressivité qui hier menaçait de les autodétruire. Ils passent du dégoût de leur situation au goût de la transformer. Ils recomposent ce que la cité tayloriste a parcellisé, fragmenté et déshumanisé dans tous les secteurs de vie, même la famille.

Il y a ici une aspiration que beaucoup de militants et d'idéologues de gauche chez nous ne semblent pas comprendre : la socialisation et la politisation chez les Occidentaux passent par des dynamiques individuelles. Cela est plus vrai que jamais. On ne mobilisera pas les hommes d'ici comme on l'a fait dans les cultures communautaires ou collectivistes, telle la Chine par exemple. Toutefois, j'admets que la classe prolétaire ne saurait accéder aux libertés individuelles sans des luttes collectives d'autolibération. Et je suis conscient aussi de la pauvreté sociale de nos sociétés occidentales.

Mais certaines critiques idéologiques de notre régime libéral sont tellement simplistes, par exemple, celles qui identifient toute aspiration individuelle à un phénomène petit-bourgeois. Combien de prolétaires de chez nous vont accepter de remettre aux calendes grecques leurs aspirations et besoins individuels comme un but lointain et secondaire par rapport à la libération collective ? Croiront-ils ce langage surtout s'il est tenu par des gens qui ont déjà accès aux sources d'épanouissement personnel ou familial ? Bien sûr, le monde prolétaire peut porter un projet de société solidaire d'inspiration bien différente de celle du libéralisme capitaliste. Mais c'est un aveuglement historique, culturel et politique de dissocier dans les moyens comme dans les buts la socialité et l'individualité. Voyons bien ce vice idéologique et cette erreur pédagogique.

Pour mieux marquer son opposition à un capitalisme structurellement antisocial et antipolitique, on laisse en veilleuse la dimension de l'individualité. Et ce faisant, on appauvrit celle-ci et on désapprend à la féconder. Or les hommes d'ici, animés par de fortes

sensibilités individuelles, ne se reconnaissent pas dans un langage purement collectiviste qui d'ailleurs est souvent démenti par la vie de ses porteurs. Par exemple, le travail que la classe ouvrière est en train de redéfinir dans ses luttes actuelles, sera aussi marqué par de fortes aspirations de créativité, de responsabilité, de liberté et de compétence personnelles. Ne pas reconnaître ces aspirations chez les travailleurs d'ici, c'est verser dans un socialisme éthéré, désacculturé pour ne pas dire exotique et aliénant.

*Radicalisations inséparables
de l'individualité et de la socialité*

Je veux donner un autre exemple de cette myopie idéologique. On s'accorde sur un premier constat : faute de pouvoir se situer socialement en fonction d'un réseau d'authentiques rapports humains, l'individu de notre société cherchera la reconnaissance sociale par l'accumulation d'objets de consommation, par l'appropriation de choses ou de biens valorisés par la société capitaliste ⁸. Partant de ce constat, on décrète la lutte contre les structures capitalistes, contre leurs pouvoirs et leurs intérêts antidémocratiques. On insistera sur la redéfinition des rapports sociaux dans le sens d'une autolibération collective de la classe exploitée. Mais on ne semble pas avoir grand-chose à dire sur ces rapports sociaux. Pourtant, l'histoire occidentale a développé une philosophie très riche de l'individu et de son originalité, et aussi de la grande diversité sociale des individualités. Un socialisme mal compris (cf. notre rappel de Marx) peut être aussi aliénant que le capitalisme, s'il y a appauvrissement de l'individualité et de ses très riches connotations sociales et relationnelles entre les hommes.

Cette perspective de l'individu socialisé, particulièrement dans les rapports horizontaux de solidarité, est bien loin aussi du groupe, de la classe, de l'institution, du parti : sacralisés, « totalitarisés ». Ce n'est pas là d'abord un jugement philosophique, mais plutôt l'intégration d'une donnée historique et culturelle qui entre dans le processus de socialisation chez les Occidentaux. Dans une culture plus collectiviste,

⁸ J. Attali. La parole et l'outil. Presses universitaires de France, 1975. C'est ouvrage m'incite à signaler ici une double corrélation qui porte en elle-même une dramatique bien actuelle. La propriété renvoie aux choses, la solidarité aux hommes. En Occident capitaliste, on a légitimé le primat de la première par la sacralisation de l'individu propriétaire.

les démarches peuvent être très différentes. Mais n'exagérons pas cette relativité. Il se pourrait bien que cette originalité irréductible de l'individualité soit un progrès pour toute l'humanité.

Ce qu'il faut ajouter ici, c'est la dialectique nécessaire entre l'individualité et les rapports sociaux dans un contexte de solidarité horizontale, impliquant la dignité égale de tous les hommes. L'anthropologie peut nous éclairer ici.

Les recherches anthropologiques multidisciplinaires nous apprennent des choses saisissantes sur certains sauts qualitatifs dans le cheminement de l'hominisation. Celle-ci a commencé de se dégager des mœurs animales quand des rapports communautaires horizontaux vinrent mettre en cause peu à peu les structures verticales de hiérarchie et de compétition entre les mâles. L'apparition d'une certaine diversité horizontale allait dégager la dimension d'individualité. Qui sait si ce dernier saut qualitatif, encore récent par rapport à une si longue évolution, reste à peine amorcé. Si cette vision de l'hominisation est juste, elle vient relativiser la conception collectiviste trop absolue que défendent les partisans d'une lutte structurelle des classes. Ceux-ci perdent de vue le fait que l'affirmation de l'individualité est aussi révolutionnaire que l'autolibération collective, non seulement comme fin mais aussi comme moyen.

Les propriétés individuelles ont fondé des hiérarchies de domination, particulièrement dans le capitalisme. Mais on ferait ici un raccourci inadmissible si, partant de là, on opposait fausement individualité et socialité. Le drame oedipien nous montre déjà dans la première cellule sociale le danger de rapports sociaux non vécus en fonction de l'individualité de l'enfant. Je sais les discussions sur l'absence de l'œdipe en certaines sociétés et cultures. Je sais aussi que le capitalisme occidental a, comme vice majeur, cette dissociation de l'individu et des rapports sociaux, qui se joue particulièrement dans l'exploitation du travail et des travailleurs. Mais j'ai la conviction qu'on opère aussi une dissociation inversée dans des idéologies collectivistes qui conduisent directement au totalitarisme. *Même pour mettre en valeur une solidarité horizontale radicale, il faut une conscience très vive de la dignité irréductible de l'individu.*

Ces exemples peuvent aider à nous faire comprendre que l'éthique et la politique ne pourront être redéfinies socialement sans passer par

cette révolution profonde de l'individualité, non seulement dans le sillage de l'histoire et de la culture occidentale, mais aussi dans l'avenir inédit qui commence à se dessiner devant nous. *On ne vaincra pas le désenchantement social actuel sur le dos de cette dynamique majeure d'humanisation.*

Une philosophie de la vie

Chapitre II.

Le pouls d'une société

1. Inflation et disqualification sociale
2. Des jeux et des spectacles
3. Crise de l'espérance et responsabilités historiques

Trois révélateurs de notre société. Il y en a bien d'autres. Nous procédons ici un peu comme les techniciens qui inspectent l'avion après un long vol. Ils vont d'abord là où il y a surchauffe.

Cette évaluation des points chauds de notre société rejoint en profondeur ce que nous a révélé le pouls de notre conscience. Peu à peu, nous allons découvrir une même dramatique qui appelle à la fois une autre philosophie de la vie et une autre politique. Ces raccords deviendront plus clairs surtout au chapitre des tâches prioritaires.

[Retour à la table des matières](#)

1. Inflation et disqualification sociale

I

[Retour à la table des matières](#)

L'inflation tient une place importante dans les préoccupations de notre société et de ses membres. Que ce soit au parlement ou à la table familiale, dans les rapports financiers ou dans les plaidoyers des grévistes. Chacun met en relief la partie rouge de son budget. Mais n'y a-t-il donc qu'une dimension comptable ou quantitative dans ce problème vital et omniprésent ? Bien sûr, les chiffres apportent les premières évidences visibles. On en reste souvent là. Qu'en est-il des aspects qualitatifs, par exemple, la disqualification sociale d'un nombre grandissant de citoyens ? Je crains ici une myopie politique incapable de pressentir les effets à moyen terme ou à long terme des profonds déséquilibres sociaux provoqués par une escalade soutenue de l'inflation.

Une catégorie sociale-test

Depuis bientôt dix ans, j'essaie de suivre l'évolution des petits salariés de ma région. C'est, à mes yeux, une catégorie-test du pouls social, moral et politique de notre société. À la fin des années '60, on pouvait penser que certains écarts à la base sociale (!) allaient diminuer, grâce à certaines nouvelles solidarités dans les milieux populaires. Les réformes des politiques sociales semblaient aller dans le même sens. L'illusion n'a pas duré longtemps. Depuis le début des années '70, la situation des petits salariés n'a cessé de se dégrader. Aujourd'hui, elle est devenue alarmante. Je n'ai pas besoin de présenter ici une feuille détaillée d'un budget-type pour prouver le caractère dramatique de cette disqualification. L'addition que vous remet la caissière du supermarché en fin de semaine est un repère compréhensible pour tout le monde !

Déséquilibre profond de la structure des revenus

Au Canada, on divise la fourchette des revenus en cinq grandes classes. La cinquième en haut cumule 39% de l'ensemble des revenus et la dernière, 6%. Échelon où l'on retrouve la catégorie qui nous intéresse. Mais tout cela est bien connu. Il y a d'autres coordonnées moins bien évaluées, celles qu'on simplifie abusivement sous l'enseigne des travailleurs de base, de la « classe ouvrière ». Bien sûr, il y a ici une condition commune d'exécutants qui n'est pas sans signification politique. Mais en même temps, comment ne pas reconnaître des écarts de rémunération et de conditions de vie ahurissants et injustes. D'autant plus qu'à ce niveau on pourrait s'attendre à des comportements plus accordés à l'idéologie d'une base sociale plus solidaire, et promotrice de vraie justice.

Je sens monter un désespoir irrépressible chez beaucoup de petits salariés. Leurs voisins : pompiers, policiers, débardeurs, chauffeurs d'autobus, postiers ou employés municipaux, pour ne nommer que ceux-là, ont parfois le double de leur salaire, tout en se disant du même « monde ordinaire ». Je n'ai pas rencontré beaucoup de petits salariés qui croient à ce slogan. Les effets d'entraînement promis tant de fois leur apparaissent un écran de fumée pour masquer des égoïsmes collectifs d'inspiration capitaliste la plus pure. Et ce ne sont pas les miettes de certains correctifs fiscaux qui vont consoler les petits salariés. Ils savent bien qu'ils continuent de contribuer largement à l'ensemble du fardeau fiscal. Le 8% des caisses commerciales, c'est pour tout le monde ! Certaines luttes, au nom d'une base sociale solidaire et unanime, nagent dans des eaux troubles. Comment nier pareilles équivoques qui brouillent la situation réelle des rapports de forces et de classes ? Dans un tel contexte, beaucoup de schémas simplistes ne tiennent plus. Rappelons qu'il y a près d'un million de petits salariés, pour la plupart non syndiqués.

Disqualification sociale contre mobilité sociale

Les petits salariés se sentent plutôt « déclassés », disqualifiés, utilisés par rapport aux conflits d'intérêts qui se déploient au-dessus de leur tête. Pour le moment, j'ai l'impression qu'ils développent un réflexe rageur aussi antipolitique et antisyndical qu'anticapitaliste. Leur appauvrissement dans l'escalade inflationniste et leur disqualification sociale pourraient bien prendre une signification

subversive, si la dégradation se poursuit. Certains dispositifs qui légitimaient la société libérale vont jouer de moins en moins. Par exemple, une mobilité sociale plus difficile, sinon impossible. Voilà un aspect qualitatif trop sous-estimé par de nombreux critiques de diverses tendances. Dans la foulée actuelle des différentes escalades, les petits salariés connaissent une marginalisation globale et pluriforme, autant sociale et culturelle qu'économique et politique. Sera-ce le lieu principal de gestation d'une véritable conscience de classe ? On n'en est sûrement pas là.

Affaissement moral

Je note davantage un profond affaissement moral marqué par le découragement, par le sentiment d'impuissance, par la méfiance, par la colère « rentrée » et l'insécurité. Une insécurité physique, affective, sociale et économique. Indice, parmi d'autres, qui montre les multiples conséquences humaines de la stagflation qu'on réduit trop souvent à l'enjeu d'un rattrapage monétaire illusoire.

Le retentissement politique

Qu'arrivera-t-il quand les petits salariés se rendront compte que leurs efforts de rattrapage tournent à vide dans un cercle vicieux qui les éloigne de plus en plus de cette cible unique des débats actuels ? On retrouve ici, avec plus de crudité, la myopie que j'ai signalée plus haut. La pire est celle qui refuse d'admettre la profonde division du monde des salariés, et les conflits d'intérêts jamais avoués dans des propagandes bien connues. Les petits salariés se plaignent de payer proportionnellement une forte note de taxes pour éponger ce qu'ils perçoivent comme des gains exagérés dans certains services publics. L'un d'entre eux disait dans un groupe : « Est-ce qu'y va falloir commencer la lutte de classes dans notre propre milieu... ce serait trop bête au moment où toute la base sociale devrait se battre solidairement pour changer le cours des choses ? » Cette réunion portait justement sur la question de l'inflation et du chômage. On ne peut plus se payer de mots en un domaine aussi vital et quotidien.

Le cas des petits salariés ne doit pas nous empêcher d'élargir notre regard à la mesure de notre société. D'ailleurs, leurs interrogations sur les effets invisibles de l'inflation nous y incitent.

Je sais qu'il y a bien des façons d'aborder cette question complexe. L'historien de l'économie dira que l'inflation a permis parfois à des gouvernements de neutraliser la révolte de certains groupes revendicateurs, alors qu'en d'autres lieux et circonstances le même phénomène a pu, par exemple, servir la cause du fascisme.

*Contradictions insurmontables
ou simples déséquilibres ?*

Il n'y a ni explication, ni diagnostic unique. Selon certains critiques, le système capitaliste est parvenu à la limite critique de ses contradictions internes. Et l'inflation insoluble n'est qu'un symptôme de l'absurdité d'une croissance aveugle où les critères de « profitabilité » repoussaient toute l'échelle humaine des nécessités. Sans compter un phénomène d'entropie, de dégradation désordonnée des patrimoines collectifs. Le rendement et la productivité décroissent. Des gaspillages gigantesques ne seraient pas étrangers à l'inflation. Mais celle-ci viendrait davantage de la course folle sur tout terrain. Telle une obsolescence voulue des biens produits pour accélérer le rythme de production-consommation. McLuhan ajoute ici la puissance de l'informatique qui a débridé la vélocité de l'argent et des spéculations. En une demi-heure des transactions énormes passent de New York à Zurich pour aboutir à Tokyo. \$525 000 dollars, en moyenne, quittent le Canada à chaque heure. Ce sont les redevances d'intérêts, de dividendes, de *service charges*, dues aux corporations étrangères installées chez nous.

D'autres ne voient ici que des déséquilibres transitoires. Ils anticipent déjà une relance après cette courte récession. Mais leurs calculs à court terme ont été déjà tant de fois déjoués. À plus forte raison, sommes-nous sceptique quand ils s'aventurent dans des prévisions moins proches. Des chefs d'État ont tourné certaines politiques économiques de 180 degrés en moins d'un an... avec le même résultat décevant. Est-ce vraiment un problème transitoire ? Devant la crise, d'aucuns croient qu'il est absurde de tenter une correction de mécanismes sans revoir profondément la logique qui les a créés. La pertinence de celle-ci existe-t-elle encore ?

Je voudrais regarder la situation actuelle d'une autre façon. Il me semble que certains changements culturels, sociaux, politiques et même éthiques chez beaucoup de citoyens commencent à refluer dans le monde économique qui avait été jusqu'à tout récemment une sorte

de variable indépendante. L'économisme des deux idéologies dominantes se fondait sur ce constat : tout découle des rapports économiques. Cette vision unilatérale est partiellement contestée par la révolution culturelle des derniers temps. Même au cœur d'une question économique comme l'inflation, les nouvelles conceptions du travail, de l'éducation, de la politique et des mœurs surgissent comme potentiel subversif. Par exemple, on acceptera de moins en moins la faiblesse des gouvernements face aux forces économiques antidémocratiques. L'aspiration à maîtriser son environnement, son projet de vie, son choix de travail, d'habitat ou de consommation vient se heurter à la disqualification de ses propres moyens financiers (inflation) nécessaires aux nouvelles aspirations de liberté. Bien sûr, il y a aussi des contradictions chez ceux qui veulent des gouvernements plus forts et une liberté individuelle ou collective particulière sans limites. Mais retenons une question clé. *Qu'arrive-t-il quand des hommes jaloux de leur liberté, n'ont plus d'emprise sur leur pain quotidien ?* Cette question « culturelle » plantée dans le « niveau de vie » inverse la façon de voir des libéralistes qui séparent ces deux dimensions indissociables de la vie. Nous serons obligé ici de mieux concrétiser ce problème et les solutions possibles. C'est ce que nous tenterons dans la prochaine étape.

II

Le potentiel subversif de l'inflation - Ses profondes secousses

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'ici, ceux qui discutaient sur la qualité de la vie, étaient habituellement des gens assez libérés du problème des quantités. Ils n'avaient pas à calculer le sou manquant comme chez les petits salariés. L'inflation ramène ces privilégiés aux soucis du pain quotidien. De même, les pouvoirs en place doivent sans cesse revenir à ce sujet brûlant. Oh ! bien sûr, les urgences peuvent servir la cause de ceux qui sacrifient même le prochain avenir à leurs intérêts politiques immédiats. Mais voici que l'escalade inflationniste s'inscrit dans un long processus qui n'est pas prêt de s'arrêter. On a beau noyer le problème dans sa mondialité, il n'en demeure pas moins très

vif, très près de nous. Et en même temps, il nous incite à réfléchir sur les fondements sociaux et politiques de l'économie libérale. L'inflation et ses conséquences sociales heurtent les légitimations idéologiques de notre société, et les mécanismes qui les perpétuent. Pour la première fois peut-être, depuis la crise des années '30, le vieux libéralisme montre, malgré lui, son vrai visage à l'ensemble de la population.

*Les régulateurs de notre société
ne fonctionnent plus*

On pense d'abord à l'inefficacité des mécanismes classiques. Par exemple, le déficit budgétaire ne diminue pas le chômage, la hausse des taux d'intérêt ne décélère pas la croissance monétaire, la dévaluation ne corrige pas la balance de paiements, etc.

La multiplication des conflits et l'impuissance à les résoudre à quelque palier que ce soit laissent entendre que notre société a moins que jamais l'autocontrôle d'elle-même.

L'inflation actuelle restaure et peut-être aggrave des déséquilibres et des inégalités qu'on connaissait avant la récente période de prospérité. Par exemple, le statut économique des assistés sociaux retourne en deçà du minimum vital. De larges catégories d'ouvriers s'éloignent davantage des gros syndiqués. La petite classe moyenne est bloquée dans son fort désir de mobilité. Et les vieux voient s'envoler les épargnes chèrement gagnées durant toute une vie.

Même les groupes les plus forts perdent d'une main ce qu'ils gagnent de l'autre. Les gains de rattrapage aujourd'hui seront vite neutralisés demain par l'escalade des prix et des taxes.

Les correctifs « sociaux » d'un régime bâti sur la loi des plus forts deviennent de moins en moins rentables. Les gouvernements dans les budgets récents sont revenus au vieux libéralisme. Ils connaîtront peut-être à plus ou moins brève échéance, le boomerang d'une conscience politique qui n'est plus celle d'hier.

Les alliances spontanées du régime avec les classes moyennes pourraient bien s'effriter, si les possibilités de mobilité sociale sont de plus en plus bloquées par les effets de déclassement d'une inflation galopante. Qui sait si une forte et même violente opposition ne se

constituerait pas sur cette base nouvelle et élargie des déclassés. L'histoire du XXe siècle compte déjà plusieurs exemples explosifs de ce type. Mais il y a une autre hypothèse qui se vérifie davantage dans l'évolution actuelle. En effet, il se pourrait bien que les pouvoirs dominants, avec la complicité des classes moyennes, prennent les grands moyens pour mater la révolte des espérances (frustrées !) dans les classes populaires. Ce régime autoritaire s'appliquerait avant tout à juguler le syndicalisme et son action politique.

Mais ces deux scénarios ne rendent pas compte du caractère chaotique et des multiples contradictions chez toutes les forces en présence. Les pouvoirs en place, en dépit des apparences, sont loin de s'entendre, précisément parce que la machine elle-même est détraquée. On n'a qu'à se référer ici aux points de vue opposés des experts de service. Par ailleurs, le syndicalisme, principale opposition, cache de profonds conflits d'intérêt et même de classes. On ne pourra mettre longtemps dans le même sac les revendications des prolétaires et des salariés de classes moyennes. *La structure des salaires est aussi aberrante que la structure des revenus.* Dans un tel contexte, plutôt que de chercher un autre système économico-politique lointain, exigeant et même menaçant, la plupart des citoyens vont jouer une carte politique sécuritaire au plan politique, quitte à tirer le meilleur parti possible de la situation.

Mais les contradictions ne seront pas pour cela résolues. Comment concilier le réflexe autoritaire d'un ordre général imposé et le réflexe libertaire d'intérêts particuliers maximaux, peu importe le coût payé par l'ensemble de la collectivité ? Les « petits » paieront encore la note. Massivement, ils pourraient encore traduire leur impuissance dans un vote sécuritaire dont ils ne bénéficieront pas. Comme ce fut toujours le cas. Cependant, le caractère très étendu du désastre inflationniste changera peut-être ce scénario politique bien connu.

La baisse rapide du pouvoir d'achat vient remettre en cause les bases de l'édifice social. En effet, on identifie et on classe les individus et les groupes par leur pouvoir d'appropriation des biens de la société de consommation. Un nombre grandissant de citoyens voient cette assise perdre sa pertinence. Quand ils disent : « l'argent ne vaut plus rien », le nerf vital est touché. Ce qui a le plus d'importance, à leurs yeux, devient tout-à-coup fragile, menacé, vain et vide. Je crains ici de forts traumatismes personnels et collectifs que le discours officiel ignore. Ils alimentent un sous-sol de révoltes qui risquent

d'éclater aveuglément, s'il n'y a pas de vrais projets politiques pour canaliser leur charge dynamique. Je sais que c'est là une possibilité entre plusieurs.

L'aveu d'impuissance chez les chefs politiques

C'est l'histoire de la présentation des budgets gouvernementaux au cours des dernières années. Un constat d'échec et un horizon bloqué. Tout se passe comme si on était au point zéro pour prévenir, corriger ou réorienter l'évolution actuelle. Les sociétés riches apparaissent de plus en plus fragiles, et les États paralysés. La subversion ne vient pas d'activistes. Elle est interne à l'organisation même de l'économie et de toute la société occidentale. On ne saurait tout ramener à la dislocation de l'économie internationale, à l'omnipuissance anarchique des multinationales. Car là aussi, il y a éclatement. Pensons à la bombe à retardement du système des eurodollars. On se demande vraiment ce que pourrait bien être la nouvelle civilisation dont parle Toffler dans *Eco Spasm*, sans même la nommer. Nous sommes donc renvoyés sur notre propre terrain où nous vivons en petit les mêmes phénomènes de dislocation.

Le ministre le plus intelligent du salon de la nation tenait ce langage : « Le patronat et les syndicats n'ont accepté ni les restrictions volontaires, ni les mesures de contrôle. Il ne nous reste plus qu'à laisser le problème s'envenimer au point où tout le monde sera obligé de mettre de l'eau dans son vin ». Les uns y ont vu démission, d'autres irresponsabilité du leadership politique. Aujourd'hui la poussée sécuritaire-autoritaire compte sur de fortes et rigides législations pour restreindre des libertés et des droits acquis. Mais le contexte libéral qui favorise les plus forts et les mieux équipés, demeure. Ces derniers trouvent toutes sortes d'échappatoires. Le régime fiscal en témoigne : beaucoup plus de possibilités de fuites, de récupérations à mesure qu'on monte dans l'échelle socio-économique. Les règles officielles masquent ces énormes zones grises qu'utilisent les nantis.

Mais le problème me semble être plus large et plus profond. Notre société est en train de s'épuiser dans des régulations de plus en plus difficiles et inefficaces pour contrôler, limiter ou même camoufler ses contradictions. C'est relativement facile au plan idéologique. Mais l'inflation est une question concrète et visible. Elle affecte ce qu'il y a de plus évident dans la vie courante. Il suffit de penser au prix du pain

ou du lait. Et le lien se fait rapidement avec l'ensemble de la société. Voilà ce qui est explosif. Beaucoup plus que la querelle du câble ou même le rapatriement de la constitution. La première souveraineté, celle de sa vie et de son pain quotidien, est maintenant en danger. Un nombre grandissant de citoyens commence à s'en rendre compte.

Intervention sélective et volonté politique

L'économiste Rodrigue Tremblay présentait récemment une étude sérieuse sur l'inflation. À la suite de son relevé statistique très éloquent, il faisait remarquer que l'inflation avait profité aux gouvernements, aux grandes entreprises, aux gros syndicats, bref aux plus forts. D'énormes transferts se sont produits au détriment de la masse des salariés et des épargnants. « La stagflation actuelle ne peut venir uniquement de la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie, mais reflète en partie une résistance des pays et des groupes aux transferts de revenu réel. »

On sait l'échec des appels gouvernementaux à une discipline volontaire. Quand la part des revenus totaux des gouvernements dans le revenu national au Canada, est passée de 36.2% en 1954 à 64.9% en 1974, on comprend le scepticisme des uns et des autres devant cette incitation des autorités gouvernementales. Les derniers budgets fédéraux, malgré certaines restrictions, continuent dans le même sillage inflationnaire. Et que dire des politiques budgétaires du Québec, grevées par des projets pharaoniques et par les revendications abusives de certains groupes.

Devant l'échec de cette alternance presque semestrielle entre des politiques expansionnistes et des politiques restrictives, certains économistes nord-américains suggèrent des interventions plus sélectives en matière de revenus et d'indexation surtout pour éviter la transflation au profit des plus forts. Mais y a-t-il une véritable volonté politique en ce sens ? Les correctifs mineurs ne font pas le poids avec les positions libéralistes maintenues. Celles-ci misent sur les gros bénéficiaires de la transflation pour relancer l'économie. Et le cercle vicieux se resserre. Plus de capitaux étrangers et plus de dépendance chronique. Plus de concentration des richesses et plus de disparités entre les classes, entre les régions.

M. André Raynauld, ex-président du Conseil économique du Canada, a suggéré une surtaxe sur les hausses excessives de salaires et

de profits, tout en « excluant les classes inférieures de revenus et les petites sociétés du champ d'application de la surtaxe ». On lui a objecté le danger d'un « labyrinthe de contrôles et de règlements ». A. Raynauld rétorque qu'un contrôle total ou un gel plus ou moins temporaire constitueraient une opération lourde. Alors que la surtaxe précitée aurait valeur de dissuasion chez ceux qui entreprennent une escalade. Bien sûr, il y a ici encore un autre transfert de revenus aux gouvernements. Mais on peut réduire plus facilement la portée inflationniste à ce niveau !

Ce jeu de transferts résout-il les problèmes de fond ? Dans une société qui a poussé si loin le self interest, les individus ou les groupes n'acceptent pas volontairement le partage, encore moins l'austérité. Nous n'avons pas la philosophie et la pratique sociales correspondantes à une autorégulation démocratique juste des biens et des services. Le drame de l'inflation a mis en scène, comme jamais, l'économie bien peu humaine des plus forts. Dans un tel contexte, les expédients du genre « surtaxe » manifestent la vue bien courte du pragmatisme libéraliste face aux contradictions et aux déséquilibres actuels. Ce pragmatisme a eu ses heures de gloire, mais il semble incapable d'ouvrir de nouvelles pistes d'avenir. C'est dans ce questionnement qu'il faut situer les mesures de contrôle des salaires et des prix que le gouvernement fédéral a instaurées avec un accord mitigé de la plupart des provinces. Nous allons évaluer cette politique dans la prochaine étape, mais toujours en considérant les aspects qualitatifs par delà les questions de quantité.

III

Un contrôle ne fait pas une politique

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à tout récemment, les chefs politiques au pouvoir, à Ottawa et à Québec, avaient refusé toute politique de contrôle des salaires et des prix. À leurs yeux, une telle intervention aurait été inefficace, inappropriée et antilibérale. Ils viennent de s'y résoudre. « Trop tard », disent les uns. « Une politique inapplicable et erratique », soutiennent d'autres. Même les porte-parole gouvernementaux tiennent des langages différents. Faut-il donner chance au coureur,

précisément à cause des graves problèmes qui vont s'accumuler, si on en reste dans la foulée du laisser-faire actuel ? Par ailleurs, on peut se demander si des questions majeures ne restent pas entières, par-delà ce train de mesures plus ou moins provisoires. Marchera-t-on encore longtemps à coup d'urgences ? Un contrôle ne fait pas une politique, encore moins une dynamique de dépassement. Cette réponse, peut-être nécessaire, est bien en deçà du défi qualitatif que sous-tend l'inflation.

Ce n'est pas mon objectif de reprendre et d'analyser ici chacune des mesures de contrôle. Elles sont d'ailleurs bien connues. Retenons ce qui touche davantage les aspects « disqualifiants » de l'inflation.

Des lapsus révélateurs

Par exemple, le fédéral a décrété que les hausses de salaire ne devront pas dépasser 10 pour cent dans les catégories qui s'échelonnent de \$7 000 à \$24 000. Toute une large couche de petits salariés ne pourront songer à un rattrapage nécessaire, en dépit des avantages fiscaux qu'on leur a accordés. Des hommes politiques, des experts et même des syndicalistes ont une étrange façon de manipuler les statistiques. On ne peut pas forcément traverser une rivière à gué, parce qu'elle a trois pieds de profondeur en moyenne. Je pense à cet économiste de McGill qui nous a servi récemment une argumentation de ce genre pour prouver la situation avantageuse des groupes à faibles revenus, grands bénéficiaires des transferts de 1955 à 1973. Mais justement, durant les dernières années, des écarts tragiques se sont produits. Qu'à cela ne tienne, cet expert de service ajoutera sérieusement : « Les pauvres endettés bénéficient de l'inflation qui diminue la valeur réelle de leurs remboursements. Après une période prolongée d'inflation, le coût réel de l'endettement initial est, sinon totalement, du moins en grande partie éliminé ». Voilà un raisonnement spécieux, apparemment objectif, mais révélateur d'une fausse conscience idéologique. Très utile, en effet, pour justifier ou faire oublier la position des vrais privilégiés de l'inflation.

Deux poids, deux mesures

Le contrôle des salaires est plus accessible que le contrôle des prix dans une économie libérale où les pouvoirs financiers ont su développer légalement une foule d'échappatoires aux contrôles de l'État et au jugement démocratique de la population. Dans des régimes

semblables aux nôtres où l'on a expérimenté ce genre de contrôle, une telle constatation a été faite pratiquement dans tous les cas. Les travailleurs, en acceptant ou en refusant, ont porté tout l'odieux des politiques restrictives. Certains éditorialistes ont demandé à la population de faire confiance aux gouvernements qui auraient aujourd'hui des mécanismes beaucoup plus raffinés pour connaître et contrôler l'activité économique. Encore un langage idéologique bien maquillé derrière cette prétendue objectivité.

Comment nous faire avaler pareille argutie quand les gouvernements avouent eux-mêmes leur peu de prise sur les mécanismes économiques actuels ? Les échecs nombreux et les grèves des dernières années en témoignent. Est-il un seul mécanisme de correction ou de solution qui a fonctionné ? il ne s'agit pas de rejeter globalement l'effort actuel. Mais quant à demander aux citoyens un chèque en blanc pour laisser les gouvernements procéder à ces contrôles que le public ne pourra jamais vraiment vérifier, c'est mal cacher un mépris de la pauvre plèbe incapable de comprendre et d'influencer la gestion élitiste de l'État libéral.

Toujours la logique du plus fort

Le gouvernement central fait appel à la modération. « Il faut réapprendre à vivre selon ses moyens. - Qui peut lui reprocher de présenter une cible que tant de citoyens à tous les niveaux ont gravement ignorée ? Évidemment, la croissance exponentielle des dépenses publiques vient minimiser la portée éthique de cette convocation à la vertu. Mais les gouvernements sont-ils les seuls à véhiculer une telle contradiction ? Combien d'individus et de groupes sont prêts à aller chercher la plus grosse part possible du gâteau en fonction de leurs intérêts particuliers, sans tenir compte des exigences minimales de justice ?

En pareil contexte, les plus faibles, toujours moins organisés, sont « déclassés » au sens fort du terme. Et un certain langage idéologique voudrait mettre dans le même sac une classe ouvrière qui regrouperait les assistés et les petits salariés avec des groupes au salaire double et plus. Je n'ai jamais vu autant d'équivoques masquées par des rationalisations comme « des effets d'entraînement », ou une certaine « égalisation par le haut ». Comment tenir ce langage dans une période soutenue d'inflation galopante ?

Car le fait brutal demeure : les petits salariés ne peuvent attendre longtemps les retombées des victoires payantes que remportent les gros syndiqués. Ceux-ci, comme les pouvoirs financiers, ont la force de « prendre de l'avance », de surcompenser en fonction du pire taux d'inflation prévisible. D'où une escalade des grands et des puissants, qui laisse loin derrière ceux qui marchent au rythme ralenti du salaire minimum ! On veut bien les aider, à la condition de ne pas compromettre sa capacité de traire pour soi au maximum la vache nationale !

Encore le recours à l'État-Providence

Sur un plan proprement politique, on ne peut réprimer le sentiment d'assister à un virage « improvisé ». Comment accrocher à une commission de surveillance, une politique qui prétend entreprendre « une lutte longue et ardue », selon les termes du premier ministre. Est-ce vraiment le premier coup de barre décisif d'une société qui n'a plus le contrôle de ses principaux mécanismes ? Réussira-t-on à vaincre une longue habitude de laisser-faire, de gaspillage, d'endettement privé et public ? La réponse actuelle à l'inflation, toute centrée sur des contrôles extérieurs, est bien minime par rapport à la vaste démission devant les exigences d'un autocontrôle responsable et démocratique dans l'usage des biens et des services. Il y a ici des complicités qui conditionnent, dans une certaine mesure, la faiblesse du leadership moral et politique actuel. La démocratie exige à la fois des leaderships et des memberships forts. La mollesse des uns entraîne celle des autres. C'est le paradoxe de la démocratie. Elle peut engendrer de terribles médiocrités tout autant que de merveilleux progrès.

Dans les commentaires récents, on a dirigé toute la critique sur la tête gouvernementale. Mais l'évaluation des attitudes du corps politique comme tel reste bien vague. Comment ne pas s'inquiéter de ce recours presque automatique aux plus hautes instances de l'État pour résoudre le moindre problème ? Ne doit-on pas s'inquiéter de l'impossibilité, trop fréquente, de résoudre les questions au niveau où elles se posent ? Que de requêtes contribuent directement à provoquer une hypertrophie des responsabilités de l'État, de la centralisation, de la lourdeur administrative ! Les structures intermédiaires, à peine expérimentées un moment, marchent à vide. Et la base sociale devient de plus en plus une immense plate-forme anonyme d'individus et de groupes disparates qui se défendent sur le tas.

Les plaidoyers publics restent dans l'aire des jeux de masses monétaires. On s'en tient à l'étalon des chiffres que les groupes sélectionnent au gré de leurs intérêts. Les aspects humains perdent souvent leur statut de fins pour devenir de simples moyens de pression au service d'intérêts financiers particuliers. Que d'exemples le lecteur pourrait donner lui-même, tout en oubliant très souvent la démarche idéologique de son propre groupe. Ce débat autour de l'inflation révèle un faible coefficient d'autoévaluation chez les diverses forces en présence. Sans cette autocritique, je doute de la pertinence des problématiques de « classe » à gauche comme à droite. Nous nous en prendrons longtemps et vainement aux multinationales, si nous ne contrôlons même pas ce qui reste à notre portée. L'inflation ne vient pas seulement d'une macro-croissance économique sauvage et ploutocratique. Elle est aussi un mode de vie, de penser et d'agir partagé par la majorité des citoyens. Je comprends la tentation de démissionner face à cette dévaluation constante du pouvoir d'achat. Une enquête récente sur l'inflation dans les pays occidentaux a révélé que cette démission explique le fait qu'on continue d'acheter, de consommer toujours plus, malgré la cherté des biens. Précisément, parce qu'on a perdu confiance en toute stabilité monétaire. « Le gouvernement s'occupera de nous, quand on n'aura plus d'argent. »

Une philosophie de base et ses pratiques

Ce qui m'inquiète davantage, c'est la diffusion très large d'une telle philosophie de la vie dans la population. Combien de citoyens sont prêts à accepter les conséquences des contrôles ou même des politiques qu'ils exigent ? Comment concilier une philosophie quotidienne de *self interest* immédiat et une politique, à plus longue portée, de l'intérêt collectif dans le partage des responsabilités et des richesses ? Il faut tout autant une nouvelle philosophie de base que des changements structurels. D'aucuns doutent de la volonté politique des gouvernements. Celle des citoyens est-elle si évidente ?

Les comportements véhiculent des contradictions et des inconséquences qu'on doit identifier concrètement. Le recours exclusif et rapide aux grands cadres idéologiques ; néo-capitalisme, social-démocratie, communisme, ou encore fascisme, sert trop souvent d'écran à l'auto-évaluation critique de soi-même et de ses groupes d'appartenance. L'inflation a l'avantage de manifester concrètement les comportements réels en deçà et par delà les discours capitalistes ou

socialistes. Et c'est à ce niveau qu'il faut sonder la situation actuelle et les démarches possibles. Voilà l'objet de la prochaine étape.

IV

Des démarches possibles

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir montré les déséquilibres sociaux provoqués par l'inflation, j'ai tenté de saisir J'amont et l'aval de cette destruction. Dans une dernière étape, je voudrais m'acheminer vers quelques orientations d'action. Certaines d'entre elles m'apparaissent traduisibles dans l'immédiat.

Un faux choix

Un de nos chefs d'État résumait toute sa politique libérale en dramatisant le choix entre culture et niveau de vie. Jamais le caractère primaire de cette politique ne m'est apparu aussi évident. Peut-on séparer aussi simplement le sens et le pain ? Une question concrète comme l'inflation vient à rebours nous interroger sur les fondements et les finalités de notre organisation socio-économique, sur les nouveaux défis éthiques qui accompagnent le bouleversement de tous les rapports sociaux. Le slogan de la souveraineté culturelle est décroché de son contexte réel où un peuple veut produire et manger son propre pain, habiter son territoire, être maître de ses institutions économiques aussi bien que sociales et culturelles. Comme si on pouvait dissocier chez un homme ses motifs de travailler et les fruits de son travail. L'inflation est perçue vivement par bien des citoyens comme une dépossession et un viol qui ont une signification aussi culturelle qu'économique, aussi morale que politique. Les solutions que nous avons à trouver ensemble ne sauraient séparer ces dimensions qui prennent une unité vitale dans tout homme comme dans toute société.

Notre monde marchand ne fournira jamais aux individus comme aux collectivités le goût de se dépasser dans des projets humains libérateurs et épanouissants. Mais voici qu'une révolution culturelle des manières de vivre commence à refluer au cœur d'un univers économique libéraliste qui avait pu frayer sa route indépendamment de la démocratie. Des changements invisibles de mentalité se sont

diffusés non seulement chez les jeunes, mais dans l'ensemble de la société.

Il y a là un potentiel explosif qui pourrait bien éclater un jour. L'inflation sera-t-elle le déclencheur ? C'est pour le moins une perspective à considérer avec un sens aiguisé des responsabilités. La réaction de dégoût devant le feu d'artifice inflationnaire des Olympiades est peut-être un prodrome d'octobres de plus en plus chauds. Le *to be or not to be* se fait violent quand il prend le langage du pain. Nous n'en sommes plus à la résignation d'hier. Des aspirations neuves sont nées entre le disponible et le potentiel. Évidemment un leadership politique électoraliste ne peut voir ces vagues de fond.

Marier une éthique et une politique neuves

Je ne veux pas me servir de ce fer de lance pour défendre mes idées et mes options ou pour contrecarrer des adversaires. Bon gré mal gré, nous sommes tous impliqués dans ce grave tournant qui commande une mobilisation énergique de toutes les responsabilités. Ce que nous refusons de faire librement, sera bientôt exigé par nécessité. Vaut-il mieux attendre, comme nous le suggère un ministre ?

Déjà une politique d'austérité efficace s'impose, c'est « la maximisation de la valeur d'usage globale des biens existants sur notre territoire ». Chacune des revendications devrait être jugée en fonction d'un autodéveloppement dynamique de notre base sociale. Il existe encore un gaspillage inouï, à tous les niveaux, comme si nous étions en pleine prospérité. On peut jouer les faux riches de bien des façons, par exemple, en exigeant de réduire des heures de travail dans des services déjà considérés comme inefficaces par l'opinion publique. Tous les abus ne sont pas du même bord.

La base sociale pour devenir le vrai centre de gravité politique et démocratique devra donner des mains alertes et un visage vrai à ce que d'aucuns appellent les intérêts communs du monde ordinaire. Une politique plus juste, un partage judicieux des biens et des responsabilités, une dynamique d'autodéveloppement commencent là. On sera mieux en mesure de préciser ce qu'on veut comme gouvernement. Celui-ci restera longtemps un bouc émissaire-fourre-tout, si des groupes de citoyens ne cherchent qu'à le plier à leurs

intérêts particuliers. Il y a ici une éthique et une politique à inverser. L'inflation a l'avantage de révéler les vrais comportements, par delà toutes les fausses consciences idéologiques.

*Un nouveau champ de responsabilités
à la base de nos institutions*

Je me demande si on explore assez les stratégies susceptibles d'amener les divers acteurs sociaux à résoudre leurs problèmes au niveau où ils se posent, et à répondre de leurs actes dans un cadre politique plus cohérent et exigeant. En deçà des inévitables rapports de forces et d'intérêts, n'y a-t-il pas certains aménagements de consensus minimal qui devraient s'imposer de par les exigences même de la démarche démocratique que toutes les parties acceptent en principe ? Des régimes semblables aux nôtres se sont donné des règles minimales de concertation. C'est ce qui a permis, par exemple, au Japon, à l'Allemagne et à la Scandinavie, des ententes bénéfiques pour assumer des défis à l'échelle de toute la société. Telle l'inflation.

Au point de départ, ne doit-on pas reconnaître que, dans la foulée actuelle, nous allons vers des culs-de-sac où tout le monde y perdra ? Sans un cadre politique qui précise mieux les responsabilités des forces et des groupes en présence, on aboutira toujours à remettre dans les mains de l'État pratiquement tous les problèmes. Ce qui nous amène loin d'une démocratie qui s'appuie sur l'autoresponsabilité des citoyens et des divers groupes sociaux.

Si on n'arrive pas à définir un champ démocratique de responsabilités dans les unités locales des institutions, comment pourra-t-on trouver des solutions dans les grands jeux et enjeux à la dimension d'une société de plus en plus complexe ? Je crains une société où il n'y a que de vastes organisations impersonnelles qui se battent entre elles pour s'imposer à tout le monde. Les groupes humains à la base des institutions n'ont plus alors de poids véritable. D'où un désintéressement radical de la masse des citoyens.

Les diverses responsabilités d'un groupe humain prennent un tout autre sens quand elles ont à se situer et à se confronter quotidiennement et horizontalement sur un terrain concret et autour d'un projet qui tient à coeur à tous les commettants. Au fond, c'est une application concrète de la démocratie. J'ai pu le constater dans

certaines expériences de ce type. La maximisation de la valeur d'usage des biens, des ressources humaines, au profit de tous les intéressés, devient alors possible, plus humaine et peut-être plus efficace pour un avenir libérateur. Déjà l'éthique et la politique des uns et des autres ne sont plus les mêmes. De toute façon, ces expériences nous incitent à faire démarrer avec intelligence et courage d'autres solutions. On ne saurait rester passivement dans les ornières actuelles.

Un banc d'essai, les services publics

Par exemple, il faut d'abord apprendre à maîtriser démocratiquement et judicieusement la maximisation de la valeur d'usage des services publics qui dépendent entièrement de nous. Il y a déjà en ce domaine des gaspillages et des irresponsabilités inflationnaires auxquels participe à peu près tout le monde de diverses façons. Sur des terrains circonscrits comme ceux d'une commission scolaire, d'un centre hospitalier, d'une administration municipale, etc., on devra très sérieusement réévaluer et réorganiser l'institution en fonction de critères précis d'utilisation maximale des ressources matérielles et humaines. Est-ce que les administrations, les syndicats et les « usagers » veulent vraiment aller au bout de ce processus ? Plusieurs se sont arrêtés en chemin. Et pourtant, c'est le premier banc d'essai, à notre portée, d'une lutte anti-inflation. On verra peut-être plus clair sur les autres démarches à entreprendre.

Je nous souhaite des comportements, une éthique et une politique qui correspondent davantage aux critiques que nous formulons et aux valeurs que nous défendons ⁹.

⁹ Je reviendrai en conclusion sur cette question clé de l'inflation et de ses dessous invisibles.

2. Des jeux et des spectacles commercialisés

I

Quand le jeu sert une politique

[Retour à la table des matières](#)

Face à l'inflation, nous nous sommes interrogés sur la qualité de notre pain. Voilà une façon bien concrète d'évaluer le pouls de la société actuelle... En effet, les luttes autour du pain, politiques et quotidiennes, nous remettent les pieds sur terre. Nous avons cru faussement que la société prospère allait durer sans fin. Cette corne d'abondance révèle tout à coup en son creux un vide d'humanité, un appauvrissement spirituel navrant. Le sens du pain disparu, c'est le sens tout court qui se brouille, s'estompe. Le sens de la vie et des rapports sociaux fondamentaux.

Il faudra bien songer à établir de nouveaux raccords entre le pain et le sens. Les temps difficiles dans l'histoire ont été des creusets propices à de nouveaux sauts qualitatifs. Il y a donc un envers positif aux pénuries et aux crises partagées, surtout celles qui rejoignent l'aventure humaine au plus profond de la tripe et de la conscience. Par exemple, la faim dans le monde va prendre des proportions inouïes et inédites au cours des prochaines décennies, et on peut s'attendre à ce que les grands combats politiques s'engagent autour de cet axe. Il en naîtra peut-être une solidarité inédite de la communauté humaine.

Certains me diront que nous sommes loin de cette prise de conscience. Mais le fait brutal demeure. Il nous interroge radicalement. Je le mets en évidence par rapport à une autre réalité qui se situe à l'opposé : la société des jeux et des spectacles. Dans la Rome décadente, on avait associé le pain et les jeux pour satisfaire et tranquilliser la plèbe. Est-ce le même scénario aujourd'hui ? Avec le revenu garanti et le spectacle continu, le pouvoir en place tranquillise les esprits et assure une dépendance toujours plus passive. La masse

des citoyens hésiterait alors à compromettre cette sécurité dans des combats difficiles qui exigent risques et dépassements.

Pourtant, vous ne pouvez arrêter très longtemps la montée des aspirations chez ceux qui ont connu un certain confort. À moins qu'on invente de puissants mécanismes de diversion. Voilà où entre en scène (!) la stratégie des jeux et des spectacles. Il y a trop de complicités massives pour y voir une simple manœuvre des pouvoirs établis. Mais celle-ci n'en demeure pas moins évidente dans notre propre société. Comment nier que Montréal s'est orienté socialement, économiquement et politiquement vers une société des jeux et des spectacles. Est-ce le choix exclusif d'un maire élu à forte majorité au cours des quinze dernières années ? Du pain et des jeux ? Pire encore, Montréal a dissocié l'un et l'autre. À témoin, le formidable problème d'habitation qui a été gravement négligé. Ainsi se poursuit, sur les deux tableaux, une certaine prolétarianisation. Qu'à cela ne tienne, la majorité est silencieusement ébahie par les spectacles offerts. Des spectacles parmi les plus dispendieux sur la terre des hommes !

Pour financer ces réalisations fabuleuses, on fera du « jeu » un style de vie et une politique. Il faut s'arrêter un moment sur cette extension phénoménale des jeux du hasard chez nous. Je voudrais donner ici quelques exemples révélateurs.

Les cinq loteries en marche ont rejoint la majorité des citoyens. Pour la plupart, ils achètent régulièrement un ou plusieurs billets hebdomadaires. Cet investissement calculé depuis le début, représente une moyenne qui varie entre \$1 250 et \$2 000. Bien sûr, il y a les gagnants chanceux. Mais, c'est une perte sèche chez le grand nombre. Dans notre sondage, nous avons découvert qu'aucune des personnes interrogées n'avait fait ce calcul. Plusieurs disaient même qu'elles n'osaient y penser.

On m'accusera de céder à l'esprit chagrin. Après tout, la loterie existe dans bien des pays. Et puis, personne n'est obligé d'en acheter. D'ailleurs, souvent les profits sont utilisés à des fins humanitaires. Chez nous, par exemple, on en a fait une forme de taxation pour combler certains déficits gouvernementaux. Comment tenir un tel raisonnement devant la loto olympique ? Voyez le cercle vicieux de l'absurde : des jeux gratuits (sport amateur) financés par des « jeux à l'argent ». Pour rencontrer les dépenses folles de ces spectacles, on va maquignonner le rêve et l'espoir, surtout des classes populaires. Car

chez elles, il ne reste que ce genre de chance et de hasard pour se sortir du trou, dans la mesure où il n'y a pas à leur niveau une dynamique collective d'autolibération et d'autodéveloppement. Voyons un exemple révélateur.

Je travaillais à la réorganisation d'une entreprise de textile en difficulté. On sait que les ouvriers de ce secteur industriel sont pratiquement tous des prolétaires à cause des bas salaires. La perspective d'une fermeture avait accru le sentiment d'insécurité. Arrive la lotto. Réponse massive à l'appel et déclenchement d'un processus qui va prendre plusieurs formes. Au lunch le matin, comme à l'heure du dîner, on « joue à l'argent » pour reprendre l'expression des travailleurs eux-mêmes. Un sandwich vite engouffré et l'on sort les cartes. Après enquête, je découvre que cette pratique est assez récente. Comme ailleurs, le jeu du hasard était resté un phénomène marginal. Mais maintenant, c'est un mode de vie. Or, voici que ces travailleurs se ressaisissent et élaborent un projet collectif d'autogestion. Après un long et difficile cheminement, les voilà propriétaires de l'usine. Depuis le début de ce projet, je n'ai plus revu ces « jeux à l'argent », à la cafétéria de l'usine. Hier la lotto rencontrait à la fois leur désespoir et son envers d'espérance magique. Vous savez ce rêve des pauvres qui ne peuvent faire leur avenir. Ils s'en sont sortis quand ils ont commencé à miser sur eux-mêmes, sur leur travail, sur des projets libérateurs et créateurs.

Cet exemple montre bien l'enjeu de fond que refusent de voir des leaderships politiques irresponsables et beaucoup de citoyens inconscients. Un premier ministre évoquait récemment la « révolte des espérances ». Sur un ton moralisateur, il reprochait à ses concitoyens de vivre au-dessus de leurs moyens. On aurait souhaité ici un jugement moral et politique plus cohérent, plus juste. En effet, comment des autorités politiques peuvent-elles utiliser des mécanismes de manipulation qui entretiennent de fausses espérances chez la majorité des citoyens ? La lotto, c'est en quelque sorte le jeu-spectacle de l'inflation portée à sa limite la plus folle. Eh oui, vous pouvez devenir millionnaire en un instant. *From rags to riches*, des guenilles à la richesse, dit le vieux mythe américain. Évidemment, on enlève ici la dimension du travail opiniâtre que suggérerait ce mythe. La lotto, c'est aussi la promesse publicitaire hypertrophiée.

Le citoyen absorbe 1200 messages publicitaires par jour, On sait la force des procédés subliminaux qui mettent à profit l'énorme capacité

d'enregistrement de l'inconscient. Déjouant ainsi toute conscience critique. La société marchande s'empare de ce riche potentiel pulsionnel pour s'approprier la dynamique du désir, fabriquer des besoins, créer des goûts, téléguider l'opinion, façonner des comportements stéréotypés et manipuler la conscience. Et l'on essaie encore de nous convaincre que les media sont au service des goûts du public. Il suffit de penser que la plupart des media tirent 80% de leurs revenus des sources publicitaires. Plusieurs études sur les programmes nord-américains de télévision indiquent une dégradation constante depuis vingt ans vers le divertissement insignifiant et l'anesthésie sociale.

Au Québec, les jeux et les spectacles ont pris une ampleur incroyable depuis quelques années. On dit même que nous détenons un record par tête de pipe ou par pied carré ! Je voudrais bien me faire comprendre ici. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'extraordinaire créativité culturelle des nôtres, surtout au cours de la dernière décennie, en littérature, en cinéma, en théâtre. Cet élan symbolique a joué un rôle critique très libérateur. Il s'est même prolongé dans une conscience sociale et politique de plus en plus alerte et engagée. On sait l'importance des grandes symboliques culturelles dans l'histoire des peuples. Ce qui est visé ici, c'est précisément la pollution de ce rôle symbolique par des drogues quotidiennes qui n'ont rien à voir avec la culture et le pain des Québécois. Ces opiums renforcent notre condition de colonisés consentants, nourris et divertis.

II

Le spectacle omniprésent

[Retour à la table des matières](#)

La coupe Stanley, la Grey Cup, les séries mondiales, le Superbowl, la course d'Indianapolis, l'omnium de golf et que sais-je encore...

La foire millionnaire de la loto, le plus bel homme du Canada, la collation des oscars...

L'expo permanente, les Olympiades des superchampions, les voyages à la lune et même les spectaculaires greffes du cœur...

Hypertrophie du voyeurisme assis
solitaire au logis
anonyme au stade ou ailleurs.

Politique pharaonesque de pyramides
pour faire oublier le tragique vide
d'une société sans but, sans saveur.

Et voilà le flottant casino
pour éponger d'invisibles déficits !
Importons de Las Vegas et Monaco
et leurs crimes et leurs rites.

Le « kit » des paris est complet
pour « gambler » nos taxes et nos frais
à même nos pauvres goussets.

Des jeux et du pain
Des spectacles coûteux
Et moins de pain.

Les inégalités réelles s'effacent
dans la pseudo-démocratie du spectacle.

Les amuseurs nous démobilisent
les pouvoirs nous « divertissent »,
La télévision nous immobilise
Et les publicités nous investissent.

Spectateurs
Joueurs
et consommateurs.

Serions-nous à ce point complices ?
Notre destin fixé par les mages
Nos appétits guidés par les commerçants
Nos décisions orientées par les sondages
Nos objectifs alignés sur les modes du moment.

Le tout traduit en spectacles.
Ainsi les enjeux dérivent en jeux.

Il y a des joutes pour tous les goûts,
joutes politiques, judiciaires,
sportives, scolaires,
syndicales, patronales,
loteriques ou pornographiques.

Vous les vivez par procuration
bien calés devant la télévision.
Vous voilà au courant
de tous les événements
sans aucun dérangement.

On vous offre des rêves bien fabriqués.
Vous battez les records.
Vous savez les secrets des enquêtes menées.
Vous accédez au monde des forts.
Vous devenez célèbre acteur,
maître-chanteur, grand buteur

Qu'en est-il de nous-mêmes
et de notre vie ?
Nous n'avons pas le temps ni le goût
d'y penser.
Tant de choses à ne pas manquer !

Nous nous disons trop fins critiques
pour croire à la scène hypocrite,
mais c'est grâce aux sagaces reporters
qui entrent dans la chambre des joueurs
pour révéler la coulisse au public.

Les dessous des tréteaux,
l'antichambre du tribunal,
les caucus secrets des partis,
la vie privée des artistes,
ajoutent un piquant dramatique
à ce mode de vie symbolique.

On confond les « combats d'images »
avec les « débats d'idées ».
On se plie à une commune médiocrité
pour rester à la page.

On parie, on spécule, on mise,
on se hasarde, on gage
sur l'issue des crises
si bien théâtralisées.

Alors nous comprenons mieux pourquoi
la querelle du câble et des communications
met tous les pouvoirs aux abois,
chacun veut contrôler les spectacles de la nation.

Je pourrais ajouter des exemples sans fin.

Mais on m'accusera de cultiver un esprit chagrin.
Je vais donc m'expliquer...

III

Assis devant la télé

Une drogue quotidienne

[Retour à la table des matières](#)

Je cède d'abord à la manie bien connue de tout prouver par des enquêtes. En Angleterre et en Allemagne, des experts ont recruté des volontaires pour vivre une expérience d'abstinence pendant six mois. Privation absolue de télévision. On paiera les cobayes quinze dollars par jour. Pauvres bougres, ils auront à occuper leur vie pendant de longues soirées, L'enquête révèle qu'ils en ont été malades, comme des drogués subitement sevrés de leur ration quotidienne... de spectacles.

Nous qui battons les Allemands et les Anglais aux heures d'antenne, qu'est-ce qui nous serait arrivé ? McLuhan vient d'y

répondre récemment. Une vraie volte-face du chantre de l'électronique ! « Nous sommes en danger de mort, si nous ne nous débarrassons pas de la télévision. » Il exagère. « Non, dit-il, j'estime que la télévision est en passe d'éliminer les unes après les autres les institutions sur lesquelles est fondée notre civilisation. La télévision est le medium le plus captateur, un filet qui nous tiendrait captifs dans ses mailles très fines. » *J'ai le goût d'ajouter ici un commentaire québécois : la télévision nous a peut-être davantage assis que le clergé d'autrefois.*

McLuhan a d'autres préoccupations : l'école, le parlement et pratiquement l'ensemble de la vie sont disqualifiés au profit du spectacle. « Le medium engendre à la fois la médiocrité et la violence, parce que le téléspectateur a tendance à perdre son identité. Celui-ci s'intègre dans la communauté des joueurs... de ceux qui entrent dans le jeu irrésistiblement. » Et McLuhan d'avouer qu'en étudiant le medium, il avait oublié le drame du public. D'autres l'ont précédé.

Ils ont montré comment beaucoup de familles organisent leur temps et leur espace en fonction de la télé. Ce n'est pas un simple meuble, mais le maître tout puissant qui fait taire les époux, les parents ou les enfants. Il contrôle même les rapports avec le monde extérieur. Que la ville entière soit à son heure, cela arrange les choses pour tous et chacun.

Un rituel décroché

Pourquoi ne retenir que la télévision pour décrire la société du spectacle ? C'est que ce medium universel transmue tous les événements en un rituel symbolique, plus ou moins décroché des « fidèles ». Oui, décroché, parce que le public n'y est pas vraiment présent. Le spectacle est d'autant plus mystificateur, et aussi très démobilisateur. On ne connaît des auditoires que les cotes d'écoute. C'est abuser des mots que de parler de place publique, de forum démocratique ou de village planétaire. Même au stade ou au théâtre, vous êtes moins anonyme et solitaire. Il y a un minimum de communion ou de chaleur humaine.

Je reviens au téléspectateur, à sa vie, à son milieu réel. À ce niveau, de redoutables questions éthiques, psychologiques et politiques se posent par rapport à l'omniprésence de la télévision chez tant de citoyens. Par exemple, je peux inverser l'affirmation faite un

peu plus haut et me demander si le téléspectateur sait mieux recomposer sa vie réelle après avoir vu les montages faits par d'autres, sans lui. Cette absence presque totale des téléspectateurs à la production elle-même, à la logique de ses orientations, fait du medium un rituel trop souvent déconnecté. Mais sa force symbolique est tellement captatrice qu'elle rend insignifiante la vie réelle du téléspectateur, sa responsabilité, sa liberté, ses convictions ou sa participation. D'où une aliénation profonde de lui-même et une dépolitisation invisible, masquée par le sentiment d'être bien informé. Remarquez encore ici la forme passive.

Le téléspectateur se croit illusoirement libéré des démarches que le citoyen doit accomplir pour s'informer ou s'exprimer, participer ou contester, contrôler ou assumer selon un mode démocratique responsable. Une poignée d'acteurs s'en chargent. À la limite, le spectateur paie pour que certains privilégiés jouent ce qu'il ne veut ou ne peut faire. Il paie pour qu'ils « représentent » la vie qu'il a peine à vivre. Bien plus, grâce au medium, nous voilà présents à tous les drames, à toutes les luttes... sans effort et même très confortablement. Les ministres nous parlent personnellement. Les publicistes nous disent quoi acheter, les experts quoi penser et quoi faire.

Le spectateur à la télé est même plus passif que le consommateur au centre d'achat. Il n'a pas l'aiguillon psychologique du choix et de la décision. Il est rivé sur un appareil, sur une image. Sur un montage qui lui est imposé, et cela d'une façon captive et quasi hypnotique. McLuhan semble faire machine arrière quand il met maintenant en doute la démarche supposée active du téléspectateur.

Après la nature, l'homme agressé

On pourrait faire ici un rapprochement. Il a fallu des preuves tragiques avant d'admettre les effets désastreux d'une certaine technologie sur la nature. Les bienfaits de la première faisaient oublier les blessures de la seconde. Aujourd'hui les déséquilibres de la nature ont atteint une ampleur très inquiétante. Rappelons-nous comment les critiques de la technologie, telle qu'utilisée, étaient moquées par les experts et les hommes politiques. Et cela, jusqu'à tout récemment. La pollution a eu l'avantage de sa visibilité. On n'a pas tellement évalué les influences morales, psychologiques et sociales de la technologie électronique, de même inspiration. Si la cité industrielle n'a pas respecté la nature dans son économie propre, la cité électronique, plus

encore, violente l'homme dans sa nature comme dans sa culture première. Le malaise de notre civilisation n'est pas étranger à l'absence d'économie humaine et sociale dans l'utilisation de ces moyens électroniques gigantesques et très puissants. Des moyens qui véhiculent le meilleur et le pire. Or nous connaissons à peine ce « meilleur » et ce « pire ».

J'ai voulu attirer l'attention sur cette réduction de la vie à un univers de spectacle qui occupe presque toute la place non seulement pour symboliser l'existence mais aussi pour l'organiser, la rythmer. Il n'y a pas que les pouvoirs économiques et politiques qui utilisent ce spectacle permanent à leurs fins. Le « quatrième pouvoir » des agents de diffusion échappe tout autant au contrôle démocratique et à l'intervention des citoyens eux-mêmes. La télévision est au centre de ce monde du spectacle qui impose ses scénarios à tout le monde.

Y a-t-il quelques solutions nouvelles à l'horizon ? Peut-être faudrait-il d'abord assurer des conditions plus favorables à une réorientation des media, à partir d'une conscience et d'une action collective plus vigoureuse.

IV

Une force à se réapproprier

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu comment la société du spectacle est l'expression la plus poussée de nos aliénations. Loin de moi la tentation de minimiser l'importance de la dimension symbolique. Celle-ci peut traduire, communiquer, figurer ce qu'il y a de plus profond dans nos aventures humaines. Mais comment ne pas reconnaître que les media actuels constituent trop souvent un monde en lui-même, une sorte de rituel omniprésent qui laisse peu de place aux dynamismes d'autoexpression et d'autodétermination. Le medium se fait message. Il fabrique notre langage, nos opinions, nos images intérieures, nos références, bref notre philosophie de la vie.

Je sais qu'il faudrait nuancer ces affirmations. Mais s'inquiète-t-on assez de la situation aliénante des consommateurs-spectateurs face à

cet énorme magma quotidien qui noie la conscience dans un torrent de slogans, de sons et de lumières, d'instantanés qui se chassent les uns les autres. La dispersion mentale actuelle révèle en creux le tohu-bohu quasi hystérique des media qui agressent tous nos sens plusieurs heures par jour.

Du spectacle aux actes

Je le répète, il peut en être tout autrement. L'évolution technétronique permettra bientôt au téléspectateur de programmer lui-même l'utilisation de cette richesse culturelle indéniable. On commence à le faire dans les écoles. L'étudiant peut choisir ses sources selon ses objectifs et ses centres d'intérêt. Mais, après une si longue habitude de passivité, combien de citoyens vont accepter l'effort d'apprentissage que requiert une pareille maîtrise de sa propre démarche culturelle !

Peu à peu, on est passé de l'acte au spectacle. Le mouvement inverse sera extrêmement difficile. Il implique un tout autre style de société, et qui sait, une autre philosophie de la vie, de l'éducation et de l'homme. Par exemple, le passage d'une éthique d'opinion à une éthique de conviction, d'une mentalité de spectateur à une dynamique d'acteur.

Dans une certaine mesure, la société du spectacle est un miroir qui renvoie notre propre image. L'illusion d'optique, c'est de croire que la réalité se situe désormais dans le miroir lui-même. D'où cette aliénation radicale de la vie. Si le medium occupe toute la place, on n'a plus de prise directe sur soi, sur son milieu, sur sa société. Le medium fait alors écran parce que l'amont et l'aval humains qui conditionnent sa qualité sont trop pauvres. Il faut donc s'interroger, peut-être davantage, sur l'avant et l'après de cette théâtralisation qui sera toujours une médiation culturelle nécessaire.

Certains voient les media comme la nouvelle place publique de la vie démocratique. Mais ils raisonnent comme si les appareils créaient d'eux-mêmes le style de vie correspondant. Voilà la chimère. Les expériences si difficiles de télévision communautaire témoignent de l'énorme chemin à faire. Ici plus qu'ailleurs, on a reçu la télévision comme une sorte de religion révélée avec ses rituels imposés. Jamais

n'a-t-on connu une liturgie aussi enroulée sur elle-même, où le spectacle se substitue à l'acte chez la majorité des fidèles. L'enquête citée plus haut devrait nous effrayer : des hommes ne savent pas quoi faire d'eux-mêmes quand ils ne sont plus téléguidés par l'appareil. Prolongement parfait du travail programmé pour une masse d'exécutants. Taylor nous a rejoints jusque dans notre vie privée.

Faudra-t-il briser les instruments programmes qu'on hypostasie dans le spectacle continu ? Devrons-nous plutôt nous attaquer aux pouvoirs en amont et aux intérêts en aval, tout aussi étrangers les uns que les autres à nos vraies aspirations ? Mais je soupçonne que la foulée actuelle se poursuivra, malgré les épisodiques contestations, si nous n'éveillons pas chez la majorité des consommateurs-spectateurs une conscience vive de leur complicité et de leur aliénation. Fascinés par le spectacle, ils oublient que d'autres se réservent les actes. Je me demande même si l'intelligence de cette dépossession n'est pas une première étape avant la perception des autres expropriations au travail ou en politique là où on garde encore l'illusion d'exercer une influence importante. L'univers du spectacle a l'avantage de manifester brutalement, particulièrement à la maison, la négation de nous-mêmes et de notre vie la plus familière.

Un test personnel

À titre d'expérience, je suggère de ne pas regarder la télévision pendant quinze jours. Histoire de tester notre capacité d'aménager par nous-mêmes notre propre espace domestique. Durant cette mini-quarantaine nous pourrions procéder à une première évaluation autour de certaines questions sur notre vie quotidienne.

Combien de temps réserves-tu habituellement à la radio, à la télévision et aux journaux ?

Est-ce que tu consacres un temps particulier à la réflexion personnelle ?

Est-ce que tu tiens à libérer certains moments privilégiés pour des rapports gratuits avec les proches ?

Y a-t-il quelques minutes réservées à la culture physique ?

Quels loisirs actifs pratiques-tu régulièrement ?

Compare le temps consacré aux media et le temps consacré à de véritables participations sociales.

Un petit test apparemment inoffensif. Pourtant chacun y trouvera un riche matériau pour évaluer sa façon de vivre, et plus particulièrement son rapport réel avec la société du spectacle.

Si effectivement nous n'arrivons pas à libérer notre espace domestique de l'emprise quasi omnipotente des media, et cela durant une aussi courte période, c'est que notre coefficient d'autonomie reste bien pauvre. Je doute alors de la portée des solutions politiques plus larges que nous pourrions imaginer, que ce soit le contrôle démocratique des grands appareils collectifs, l'auto-organisation ou l'autogestion institutionnelle, ou encore l'indépendance politique.

Consommateurs-spectateurs-parieurs

On nous aura eus par le spectacle continu et gratuit, privé et public. Un spectacle omniprésent qui nous donne l'illusion d'être présent à toute la société, sans le moindre investissement de notre part. Nous saurons tout par les autres, mais nous ne pourrons rien par nous-mêmes. Sauf peut-être une propension obsessionnelle à prolonger le rituel des spectacles dans les jeux et paris organisés pour nous. De la fiction au hasard, il n'y a pas loin. Et pourquoi ne pas brancher le prochain casino sur le câble pour créer une immense société de parieurs-spectateurs ? New York en faillite n'y a pas pensé. Pourquoi des maisons de jeux quand le jeu et le spectacle sont à la portée dans nos maisons ?

La Rome décadente ne pouvait pas se payer un tel luxe. À nous d'en profiter ! Nous pouvons créer la première société intégralement consacrée aux jeux et spectacles. Le terrible problème des taxes serait résolu. Nous aurions pour la première fois une unanimité politique des citoyens-parieurs-spectateurs et consommateurs. Comme dit le maire de notre grande ville, le monde entier viendra danser dans notre île. Mais que diable, qu'est-ce qui convaincra le peuple d'ici de son inconscience face à pareilles folies ?

3. Crise de l'espérance et responsabilités historiques

I

La dramatique actuelle

[Retour à la table des matières](#)

En dessous des forces antagonistes en présence, il semble y avoir un fond commun de désespoir qui affleure constamment dans les débats publics. Mais malheur à ceux qui osent expliciter pareil sentiment ! On les accuse de céder à un pessimisme stérile. Bien sûr, il y a de « gros problèmes ». Sont-ils pour cela insolubles ? Pourquoi cultiver l'obsession morbide de l'échec, du chaos, de la mort ?

Les hommes ont toujours connu une telle tentation au moment des grands tournants historiques. Le langage actuel en témoigne : crise, fin de civilisation, pollution irréversible, suicide de l'Occident, hécatombe nucléaire, etc. Cette conscience apocalyptique étreint l'humanité entière. Elle se traduit chez nous en termes de « société cassée », de « système à abattre », de « peuple sans avenir ».

S'il reste un certain espoir, on le reporte très loin tout en se disant très inquiet face au présent, et surtout face à son propre avenir. Des citoyens de tous âges, d'appartenances sociales ou idéologiques les plus diverses partagent la même crise de l'espérance. Celle-ci avance comme une vague de fond qui bouscule les esprits satisfaits, les réformistes optimistes et même les militants radicaux.

La crise de l'espérance se décèle aussi en dessous de l'idéologie du bonheur immédiat. « Je vis dans le présent... le reste ? » Autrefois, on se sentait coupable d'anticiper un bonheur réservé à l'au-delà. La recherche d'une vie heureuse, ici et maintenant, marque une réaction de santé et une certaine humanisation. Par ailleurs, il y a un envers

révélateur, bien marqué par une angoisse beaucoup plus forte et généralisée face à la maladie, et aux diverses épreuves de la vie.

L'homme actuel est moins doloriste, mais plus fragile et désespéré devant la douleur. « Être bien dans sa peau » devient le grand repère actuel des thérapies comme de la vie courante. Encore ici, il y a un envers symptomatique : d'abord la difficulté de supporter les « anormaux », ceux qui ne sont justement pas bien dans leur peau. Les handicapés en savent quelque chose à la maison, en classe, dans la rue. Je soupçonne derrière cette idéologie du bonheur immédiat, à tout prix, une sorte de refus, de fuite ou de peur face à l'avenir, aussi une certaine incapacité morale et psychique d'assumer les malheurs qui arrivent dans la vie de la plupart des hommes, et enfin une obsession déguisée de la mort. On trouve un phénomène semblable dans la montée actuelle de l'avortement, de l'euthanasie.

Le bonheur chromé de classe moyenne ne supporte pas non plus les petites et grandes misères de la « populace ». Il se protège dans des zones résidentielles réservées. Il demande aux gouvernements de régler anonymement le problème de la pauvreté pour ne pas avoir à souffrir cette présence gênante... tarée... menaçante. Ce bonheur de consommation immédiate vit selon le rythme et les certitudes de la publicité. Quand il passe de la chose à l'homme, il apparaît davantage provisoire, évanescent. Le doute fait surface. Mais il y a tant de moyens pour colmater les pores d'inquiétude et de questionnement. Telle la fête permanente des media et de la publicité. Et puis si l'anxiété monte, on trouvera mille et un spécialistes pour la calmer. Mais combien reconnaissent l'absence d'une dynamique de l'espérance, et inversement le rôle capital de celle-ci chez un individu, une classe, un peuple ? Peut-être faut-il sonder la désespérance actuelle là où le bât blesse davantage ?

La référence économique reste majeure. Prospérité menacée pour les uns, prospérité inaccessible pour les autres. Une société matérialiste bâtie sur l'argent est forcément très secouée quand son assise principale se désagrège. Par ailleurs, l'inflation actuelle entretient peut-être les dernières illusions. En effet tant d'argent en circulation laisse croire qu'on est riche. Il faut un second regard pour saisir l'appauvrissement réel. L'endettement collectif commence à connaître une croissance exponentielle. Ce sera bientôt le backlash. On ne pourra pas maintenir longtemps cette escalade folle et aveugle.

Vous n'hypothéquez pas l'avenir sans que celui-ci vous demande des comptes. Il y a ici une conspiration du silence chez les gouvernants comme chez les gouvernés. On dira que malgré tout la situation présente n'est pas si tragique. Mais dès que le regard se porte sur l'avenir, l'inquiétude naît, la réalité se noircit. Voilà le hic : aussi longtemps qu'on s'en tient à l'immédiat, les problèmes apparaissent des accidents de parcours. Mais la vraie crise profondément ressentie, aveuglément reportée ou simplement inavouée, c'est celle de l'espérance impossible, de l'avenir bloqué.

Or les grandes réalisations individuelles ou collectives ont toujours originé dans une dynamique de l'espérance, du possible libéré. Les hommes ne vivent pas vraiment sans espérance. Même dans les pires misères, ils la réinventent sans cesse. La philosophie de l'absurde n'a jamais été populaire ! Mais ce qu'il faut comprendre ici, c'est que les crises les plus profondes se réfèrent toujours à l'espérance. Il n'y a de pires tueurs que les éteignoirs de l'espérance.

N'est-ce pas le cas classique de l'œdipe ? L'espérance brisée du fils incite au meurtre du père. Nous assistons peut-être chez nous à une dramatique semblable dans la mesure où l'espoir du « pays » à bâtir est étouffé dans les générations montantes. Il s'ensuit une réaction en chaîne de violences internes. Et si cette hypothèse était vraie ou le devenait de plus en plus...

Mais il y a bien d'autres façons de briser l'espérance. Par exemple, quand une société s'aliène dans ses instruments, quand elle prend ses moyens pour des fins, quand elle refuse de se jauger à l'aune de vraies finalités humaines. Qu'offre-t-elle aux générations montantes ? L'auto de l'année, le spectacle continu, le pain garanti. Y a-t-il des objectifs susceptibles de créer un goût d'excellence, de dépassement, de chantier collectif, bref des mobilisations concrètes de l'espérance ?

Vue sous cet angle, notre société apparaît exsangue et sans passion. Elle sécrète l'apathie et l'angoisse à vide. *Nos débats idéologiques semblent aussi creux. Il y manque une touche humaine, une tripe chaleureuse, une intériorité riche, un horizon constructif.* Des esprits « réalistes » moquent ceux qui parlent de projets collectifs ; ils les considèrent comme des utopistes naïfs. Je trouve ce réalisme bien superficiel. Sans projets valables, les collectivités comme les individus, après un moment d'apathie, cherchent violemment des issues à leur grisaille. On dit même que bien des guerres sont nées

dans un pareil climat. Je soupçonne que l'hyper-critique actuelle, les violences aveugles, les conflits artificiels ou les rituels politiques vides y doivent beaucoup.

Nos sociétés occidentales, y compris la nôtre, s'asphyxient dans un pragmatisme bête, sans horizon humain. Étrange phénomène dans ce monde qui parle tant de prévision et de planification ! On a plutôt l'impression d'une vie, d'une politique improvisées. À témoin, l'univers consommatoire des besoins errants et un style pompier de gouvernement, sans compter les mises en échec imprévisibles, sauvages et fréquentes de la société par des groupes qui se font tour à tour justice en dehors de toute considération d'intérêt général.

Quand il n'y a pas d'objectifs sociétaux, on laisse toute la place à la bataille des revendications immédiates et des grands égoïsmes concurrents, au grand dam des petits, des classes populaires. « Il n'y a plus de consensus, répète-t-on sur tous les tons, on ne respecte plus la loi, les règles du jeu, la moralité. » Mais bien peu soulignent l'absence de projets collectifs valables, susceptibles d'amener les forces antagonistes à se confronter dans une ligne plus constructive. *Le problème, ce n'est pas le conflit comme tel, mais l'absence de positivité, de créativité et de finalité chez ceux qui se battent. Tout se passe comme si le réflexe colonial dominait toujours. Dans sa foulée, il n'y a de solidarité que dans le refus ou la pure résistance. La crise de l'espérance a donc des réfractions particulières dans notre propre contexte historique et culturel.*

On ne saurait donc chercher à surmonter l'absence de consensus dans une sorte de « réarmement moral ». Certains pouvoirs ont d'ailleurs commencé à utiliser la corde moralisatrice d'une façon tellement pharisaïque qu'ils ont miné toute la crédibilité des démarches purement éthiques. Je ne nie pas l'importance de celles-ci, mais nous ne pouvons les isoler de d'autres démarches nécessaires : politiques, socio-économiques, culturelles et prospectives. Autant de composantes essentielles à une authentique responsabilité historique vraiment mise en œuvre. C'est à partir de là qu'il nous faut d'abord discarter les fausses pistes qui masquent, biaisent, nient ou anesthésient la crise de l'espérance et son dépassement.

II

Les fausses pistes

[Retour à la table des matières](#)

1. Je viens de lever le piège du moralisme. Très près de lui se situe *le mythe sauveur du scientisme*. On l'a bien vu dans le plaidoyer de certains scientifiques, tel le biologiste Jacques Monod qui veut imposer un consensus universel autour de son « éthique de la connaissance ». Étrange plaidoyer à vrai dire puisqu'à ses yeux, il n'y a d'espérance que dans les brèches du hasard. Ainsi l'homme ne serait qu'un accident, un trou dans les rets des nécessités biologiques. À la limite, la conscience n'a de liberté que celle de se soumettre lucidement à la téléologie (orientation finalisée) de la nature, tout en escomptant d'heureux hasards et des sauts qualitatifs imprévisibles. Je caricature à peine.

Qui aurait cru au regain du scientisme après tant d'erreurs des experts, et surtout si peu de sagesse ? Croissance économique aveugle, villes monstrueuses, pollution quasi-irréversible et quoi encore ? Il ne s'agit pas ici de boudier la science, mais plutôt de dénoncer ces scientifiques qui veulent enfermer la conscience humaine et la vie dans une rationalité étroite de biologiste ou de sociologue. C'est plus grave dans le cas des sciences dites humaines qui se sont vidées progressivement de toute instance philosophique critique. Là où l'homme conscient, libre et responsable se dégage de ses conditionnements naturels et culturels ; là où il peut juger le réel à partir des finalités qu'il a définies lui-même ; là où il fait l'histoire, invente son chemin, crée son avenir ; là où il affirme la transcendance de la condition humaine et son ouverture à des espérances librement imaginées et réalisées.

Le scientisme ramène l'homme à son héritage biologique ou à ses conditionnements sociologiques, et la société à ses infrastructures économiques ou à quelque autre système infra ou extra-humain. Pourtant nous sommes « autre chose et plus que l'ensemble des conditions historiques » qui nous ont engendrés. En ce sens, *l'espérance fait émerger l'homme caché, l'initiative historique,*

l'invention scientifique, la création artistique, l'amour et la liberté. L'espérance ouvre constamment le code, l'ordre, le système, le savoir établis pour les mettre au service de nouvelles expériences et aspirations conçues, voulues et promues. Parfois, elle opère des ruptures et des dépassements radicaux, des risques et des choix qui échappent à la science. Elle fait de l'homme un faisceau de questions libératrices et créatrices alors que l'animal est un faisceau de réponses. Elle conteste non seulement les déterminismes naturels érigés en absolu, mais aussi les dogmatismes théocratiques ou laïcisés, conservateurs ou révolutionnaires, pseudo-scientifiques ou moralisateurs. Rappelons ici la remarque de Gide : « Il n'est pire conservateur qu'un révolutionnaire au pouvoir ». Dans la mesure, évidemment, où celui-ci fige le dynamisme de l'espérance dans ses mains, dans son « nouvel ordre ».

J'insiste sur le scientisme parce qu'il sert souvent de légitimation objective, neutre, pour justifier d'autres fausses pistes comme l'évangile technologique : « tout ce qui est techniquement possible est nécessaire et souhaitable » ; comme l'économisme qui réduit l'homme à sa condition de producteur-consommateur ; comme le politisme qui emmure le citoyen dans sa cité, dans son idéologie, dans son système sans laisser place à d'autres expériences possibles. Voir R. Garaudy, *Le projet espérance*, Laffont, 1976.

2. Je trouve d'autres fausses pistes dans la séquence : individualisme-anarchisme. Ce n'est pas sans raison que je rapproche ces deux travers. Ils nous menacent davantage que le totalitarisme collectiviste qui s'est développé à l'Est. Nos sociétés occidentales sont plutôt minées par l'individualisme anarchique poussé à l'extrême par un capitalisme foncièrement antisocial. Au fond, les fils libertaires reproduisent culturellement la jungle économique créée par leurs pères. Bien peu de critiques ont su voir le rapport entre la croissance économique aveugle, la contre-culture, les conflits sauvages dans le zoo urbain.

Nos violences, nos révoltes ne sont pas du même type que celles des citoyens dans des contextes totalitaires de droite ou de gauche. Sans finalités identifiables, proprement humaines et sociales, la société capitaliste prête flanc à une liberté sans but, puis à une permissivité sans responsabilité et enfin à une révolte à vide. Ce qui amène toutes sortes de comportements antipolitiques, à gauche comme à droite. D'où cet anarchisme très déshumanisant dans la

mesure où il incline certains contestataires à ne vivre que dans, avec, par et pour le conflit. Un conflit sans finalité, ni projet.

Voyez nos batailles politiques, idéologiques, syndicales aussi Imprévisibles que l'ouragan ou l'irruption volcanique. C'est un euphémisme que de parier de « règles du jeu non respectées ». Le problème est plus profond. On l'admet sans peine quand on avoue son incapacité à comprendre les enjeux de la plupart de ces combats si artificiels. Souvent, il ne reste que l'anarchie du *self interest*, comme seul déterminant caché en dessous des discours socialisants que chacune des parties utilise pour se légitimer. Des deux côtés de la barricade, on évoquera le bien du public, la qualité du service, et même la défense des plus pauvres. Par exemple, on exigera des normes uniformes pour tout le corps enseignant, tout en défendant une pédagogie plus individuée dans l'éducation de l'enfant. On plaidera la permissivité totale tout en demandant le contrôle de la publicité mensongère ; l'avortement sur demande et le droit absolu d'être respecté. On ne compte plus les contradictions qu'accumule cet individualisme anarchique. Peu à peu l'incohérence mentale et sociale brouille les conduites individuelles et collectives. Et l'on se retrouve sans philosophie, sans éthique et sans politique pour baliser des itinéraires qui vont en tous sens.

Une telle liberté errante et sur le tas s'accompagne des conformismes les plus superficiels. On emprunte alors son langage quotidien aux formules publicitaires (un phénomène de plus en plus frappant). On comble son vide intérieur par la radio et la télévision permanentes. On court les experts pour le moindre problème. Étrange paradoxe dans un prétendu monde libre qui idéalement (!) repose sur la liberté critique, consciente et responsable. Ici la crise de l'espérance revêt d'autres modalités. En effet, il est difficile d'espérer quand on vit dans la contradiction, dans l'improvisation et dans l'asocialité.

3. Une troisième séquence vient saper l'espérance ; c'est la brisure de l'économie du temps vraiment humain, de l'histoire comme telle. Il y a ici trois travers principaux : *l'immédiatisme, le passéisme (retour au passé), le futurisme.*

Le premier est évident. Combien de gens ne vivent que dans l'immédiat ? On a même idéologisé récemment la vie instantanée. « Je vis dans le moment présent, le reste je m'en fous, il n'y a que ça de vrai, de palpable, d'intéressant. » Je soupçonne là-dessous un fond de

désespoir inavoué, maquillé. Et aussi une inconscience navrante devant la transposition bête du stimulus publicitaire et de sa satisfaction instantanée. L'écart de la promesse réduit au minimum ou aboli. On ne laisse plus de place à l'horizon de l'espérance, à sa distance critique, à ses ouvertures de dépassement. Je devrai revenir sur cet univers de relations courtes que constitue la trame de notre vie urbaine. Je me limite ici à quelques indices : l'achat à crédit, les produits obsolescents, la solution pilule, la rotation rapide des modes, la cuisine-minute, la course contre la montre, etc. On *calque sa vie et ses rapports humains sur le rythme de la consommation, de la circulation monétaire, de l'échange des choses, de l'instantané électronique, de la médecine pharmaceutique*. Au bilan, une philosophie de l'homme sans avant ni après. L'espérance ne peut sûrement pas y trouver une sérieuse prise d'élan ou un souffle durable.

Le retour au passé (passéisme) marque une première réaction. On se lasse vite de vivre par à-coups. On cherche des racines, seules capables de puiser constamment les sucres du sol. Pour ce faire, on retourne à la campagne idéalisée, au folklore, aux antiquités, à l'école d'hier, etc. Plusieurs n'ont pas compris que ce sont là des racines mortes. La conscience et l'expérience historiques ne se confondent pas avec cette psychologie de musée, cette nostalgie naïve de l'âge d'or, du bon vieux temps. L'économie des racines est tout autre. Par exemple, une tradition n'est pas la répétition d'un modèle idéal, mais une certaine manière de se situer dans le temps, d'habiter un espace, de vivre les rapports sociaux, et aussi de renouveler une fécondité. Voilà ce qu'est une économie historique par rapport à un conservatisme figé, par rapport à un passé faussement idéalisé. Il en va tout autrement quand on renoue avec la genèse qui a fondé hier une nouvelle expérience ; quand on retrace l'élan qui a fait ce qu'on est, le vœu initial, la promesse anticipée, l'espérance quoi !

Le futurisme, c'est la fuite en avant. C'est un peu la projection pseudo-scientifique. M. Butor a noté finement comment la science-fiction tournait autour de la maison. Il y manque la vraie transmutation de l'espérance humaine qui amène une nouvelle qualité de vie, un registre supérieur de conscience et d'expérience. Un peu comme le passage de la chenille au papillon. Notre époque fabrique les utopies à la tonne. Certains y voient l'expression d'une conscience malheureuse et d'une vie insipide. Le futurisme, lui aussi, cache la désespérance de changer la vie. Il ne porte pas un homme nouveau, une société nouvelle. Il cherche plutôt d'autres mondes, d'autres êtres

extra-terrestres. Comme s'il n'y avait pas d'espoir pour les hommes d'ici, pour la terre des hommes. J'entends un espoir interne à une liberté créatrice et à une responsabilité lucide de dépassement. Le futurisme ne veut pas faire l'histoire, la hisser au-dessus d'elle-même ; il la fuit, l'abolit, l'oublie.

4. *L'irénisme* et le *mysticisme* présentent d'autres formes d'abolition ou de substitution de l'espérance. Ces démarches ne sont pas exclusivement rattachées à une dramatique individuelle. Elles s'inscrivent dans des courants collectifs parfois très intenses. C'est le cas particulièrement du mysticisme. Il y a ici de forts enracinements historiques, des plus lointains jusqu'à l'expérience récente de la chrétienté québécoise. Devant un avenir collectif menacé ou incertain, devant la société impossible, les voies iréniques et mystiques se présentent comme des chemins directs et rapides pour s'élever au-dessus des angoisses intérieures et des tempêtes extérieures. Bien sûr, il s'agit d'une certaine mystique gnostique qui veut transcender le monde réel et l'homme historique.

L'irénisme du bon sauvage, de la nature vierge, de l'ordre cosmique, c'est l'apaisement de l'angoisse et l'esquive de l'espérance difficile, exigeante, parfois tragique. Il n'est plus nécessaire de se battre, de travailler. Le mai n'est qu'un accident passager, un révélateur du bien qui l'enveloppe. Cela rappelle Plotin. Plus tard Hegel soutiendra que même la guerre fait le jeu du « génie de l'univers », de la Raison gagnante, de l'Esprit convergent. Teilhard à son tour séduira les chrétiens avec sa théologie cosmique d'une espérance quasi naturelle, inscrite dans l'évolution de la matière, de la vie, de l'homme. Plus récemment, la vogue de l'orientalisme est venue offrir un nouvel apaisement. Le Karma nous sauve dans le grand Tout.

Les esprits iréniques cherchent peut-être à fuir notre monde dualisant, manichéen, dionysiaque. Un monde de luttes exacerbées de concurrences égoïstes, de désirs insatiables et insatisfaits. Mais même là, il existe des formes iréniques subtiles. Tel ce credo qui promet par-delà et à travers la lutte des classes une société parfaite. Au plan mystique, cette mécanique dite scientifique agit comme un *deus ex machina* irréfutable.

Le mysticisme va combiner l'apaisement et la fuite. Il a pris une ampleur inédite. Qui aurait cru, encore hier, à cet éventuel regain des religiosités les plus folles en plein monde rationnel, sécularisé,

pragmatique, matérialiste ? À bien y penser, on comprend que les hommes se cherchent désespérément une âme dans un pareil univers de plastique, dans ce corridor métro-boulot-métro-dodo. *Stop the world, I want to get off*. Partir, s'évader, s'abstraire. Dieu n'a pas voulu ce monde. Il a quitté celui-ci depuis bien longtemps. Il faut le rejoindre ailleurs, dans le Tout Autre, dans cet eden des esprits libérés, délivrés d'un monde insensé et infernal !

Le néo-mysticisme se présente sous mille et un visages. De l'occultisme jusqu'aux quêtes spirituelles les plus pures. Parfois on y trouve une sorte de messianisme impérial porteur de l'unique solution. Le Maharishi, avec la méditation transcendantale, promet d'éliminer « dès cette génération les problèmes séculaires de l'humanité », d'apporter « un état permanent de paix mondiale », de « produire une influence qui domine le comportement du système tout entier ». On trouve ces affirmations modestes dans le credo officiel : Fondements du progrès. Ni plus, ni moins ! On n'a plus besoin d'espérance, le Royaume est arrivé.

5. Un autre courant va prendre le contre-pied du précédent pour briser à sa racine tout mouvement d'espérance. Lui aussi remonte une longue tradition historique, celle du fatum (fatalité) gréco-romain. L'univers de la tragédie grecque, quoi ! Le cynisme le dispute ici au fatalisme, tantôt sous forme épicurienne, tantôt sous forme stoïcienne. On récupérera l'éternel présent de la mystique orientale, dans le plaisir immédiat. La « Grande bouffe » déploie son orgie sur fond religieux, tout en rejoignant la philosophie de l'absurde. Il y a ici des convergences invisibles souvent mal perçues. Le désespoir existentialiste de certains intellectuels se transmue en fatalisme dans la conscience populaire et en épicurisme chez les nantis. « C'est une absolue perfection et comme divine de savoir jouir » disait déjà un disciple d'Épicure. Et un témoin moderne d'ajouter : « c'est le jouir, non le posséder, qui nous rend heureux ». L'absolu de la propriété dans le capitalisme père devient l'absolu du plaisir dans la contre-culture fille.

Pourtant l'histoire occidentale ne tire-t-elle pas sa dynamique à la fois dans la croyance au progrès et dans la défatalisation du monde et de l'aventure humaine ? On inverse la critique d'hier. C'est maintenant le mythe du progrès qu'on prétend démystifier. Science et technique ne nous auraient pas rendus heureux, bien au contraire. Elles nous ont tout autant aliénés que les mystiques de fuite, les guerres de conquête

ou les idéologies conservatrices de l'Ordre. Un nouveau cynisme émerge. Ce n'est pas celui de l'Écclésiaste : « Rien de nouveau sous le soleil », mais plutôt la conviction brutale d'une « vie absurde ». À quoi bon ces stériles regrets du passé et rêveries creuses sur l'avenir. La liberté est aussi bête que l'autorité. On n'est sûr que des pulsions du plaisir pour lui-même. Le principe de réalité n'est qu'un principe ! L'homme moderne a amélioré la culture des fruits, mais il ne sait pas en profiter. Il court plus vite on ne sait où et pourquoi.

Ce cynisme est peut-être l'état d'une fin de civilisation. À moins que le vieux philosophe ait toujours raison : « la fatalité, c'est ce que nous voulons ». J'incline à penser, comme beaucoup d'autres, que l'espérance est tout aussi radicale. Je préfère une crise de l'espérance au réflexe fataliste qui discarte l'avenir et nie les luttes libératrices, les aspirations créatrices. On parle beaucoup de la dépolitisation actuelle des masses. Elle s'alimente peut-être à la vieille tentation du fatum païen, plus déshumanisante que les révoltes les plus folles. Certains sondages dans divers pays occidentaux font état de ce décrochage invisible et quotidien qu'on ne voit ni sur les écrans, ni sur les tréteaux politiques. Je retiens cette remarque des chercheurs : « *plus on est instruits et informés, plus on semble ignorer ces sentiments pourtant très répandus de scepticisme, de fatalisme, d'agnosticisme politiques* ». Voilà une autre facette mal connue de la crise de l'espérance.

6. L'apocalyptisme est plus qu'une variante de la tendance fataliste que nous venons de décrire. Plus que cette angoisse qui a étreint le monde occidental au seuil de l'an mille. Les inquiétudes actuelles dépassent le sentiment vague et mystique de la « fin du monde ». Elles s'appuient sur des prévisions scientifiques, sur des centres de recherches, sur le témoignage des plus grands savants. On ne compte plus les ouvrages du genre : « Sauver la planète ». Robert Lattès nous donne un exemple très simple de ce langage apocalyptique à fondement scientifique. Il s'agit du concept de la dégradation ou de la croissance « exponentielle » à tous les plans : écologiques, démographiques, économiques et autres.

« Un nénuphar sur un étang double sa surface tous les jours. Sachant qu'il faut trente jours pour couvrir tout l'étang, étouffant toute forme de vie aquatique, quand en aura-t-il couvert la moitié, dernière limite pour agir ? La réponse, pourtant évidente, est troublante : c'est le vingt-neuvième jour. Le temps joue ici un rôle critique et très

particulier : il faut prévoir convenablement et suffisamment à l'avance les risques et les effets d'une croissance exponentielle, si on veut la juguler et l'infléchir... Dans le cas du nénuphar, lorsque la moitié seulement de l'étang est couverte, il est trop tard pour agir, car on ne dispose plus que de vingt-quatre heures. » (R. Lattès, Pour une autre croissance, Seuil, 1975, p. 33.)

On peut appliquer cet exemple dans une foule de domaines vitaux qui engagent l'avenir. Pour arrêter l'entropie irréversible de l'écosystème, il resterait 25 ans à peine. Durant la même période la croissance démographique exigera de doubler tous les équipements de base, par exemple le nombre de maisons. Ainsi « l'humanité doit accomplir en ces 25 ans autant qu'elle a accompli depuis le début de son histoire » (R. Garaudy).

Mais il faudrait un tout autre modèle de croissance. Les prévisions les plus optimistes n'envisagent pas la possibilité d'un tel changement en si peu de temps. D'ailleurs, on ne trouve pas une volonté politique assez déterminante pour opérer ce virage radical, sauf en Chine peut-être. Notons ici que les scientifiques, jadis porteurs des promesses de progrès, deviennent dans de nombreux cas les prophètes noirs de l'entropie physique, biologique et sociale. Ils rencontrent sur leur route plus de résistance passive que de critique sérieuse. Évidemment, l'accord sur les échéances planétaires est loin d'être unanime. Il y a même des contre-thèses moins pessimistes.

Trois économistes américains, Hardesty, Clément et Jenks ont montré que « l'on pouvait diminuer de plus de la moitié le produit national brut américain sans porter préjudice aux conditions de vie du peuple américain ». D'autres experts soutiennent qu'on a tous les moyens pour une optimisation judicieuse et rationnelle des ressources planétaires et pour établir un équilibre dynamique à long terme. Mais qui prendra ces décisions pratiques ? Dans quel cadre ? Sera-ce en maintenant les rapports actuels de domination et les écarts grandissants ? Rien n'indique ici le moindre acheminement de réponse. Les optimistes n'ont que des vœux pieux au plan politique, alors que les chiffres et les faits illustrent la thèse contraire.

D'année en année, des décomptes de plus en plus rigoureux semblent donner raison à ces fondements scientifiques de la crise de l'espérance. Le mal devient visible et palpable dans le plus proche

environnement. Telle une pollution galopante. On annonce même, preuves en main, la famine prochaine dans vingt-cinq pays pauvres.

Ce n'est donc pas une crise purement métaphysique ou culturelle. *L'utopie ou la mort* clame le savant R. Dumont... et tant d'autres. Aucune dimension n'échappe au diagnostic. Mais la plupart des hommes préfèrent ne pas y penser. Comme la grande majorité des gouvernements, d'ailleurs.

Dans un ouvrage récent, j'ai présenté huit scénarios d'avenir sous un autre angle (*Le privé et le public*, t. 2, pp. 500-510). On y trouvera d'autres aspects aussi actuels sur cette question majeure. J'utilise encore ce cadre pédagogique et dramatique comme schéma d'échanges dans divers groupes. Et la démarche est toujours féconde. Pour ne pas alourdir ce travail, je renvoie le lecteur à la source précitée.

Les six pistes décrites plus haut ne couvrent sûrement pas l'éventail des nombreux cheminements de la crise de l'espérance. Je voudrais en présenter une autre qui me semble plus large. Elle est davantage politique et constitue peut-être la principale dramatique contemporaine. Il nous faut la cerner pour mieux dégager les possibilités de dépassement et les responsabilités historiques correspondantes.

III

Une responsabilité historique face à deux tyrannies

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs citoyens de chez nous ont l'impression de vivre dans une société bloquée. Luttas et débats ne semblent mener nulle part, dans la mesure où les uns et les autres, nous ne savons vraiment pas quoi faire. La plupart des diagnostics restent internes à notre société. Mais des questions de plus en plus radicales débordent le « pays » pour rejoindre les grandes dramatiques de l'humanité actuelle. Telle cette crainte d'un totalitarisme qui est en train de gagner la planète. En-dessous des grands événements : Helsinki, conférence Nord-Sud, etc.,

en-dessous des alliances comme des concurrences entre les nations, entre les blocs, on trouve partout la même logique souterraine d'un pouvoir militariste aussi important que l'autre monstre mondial qu'est le puissant club des multinationales.

Machiavel aura-t-il toujours raison ? La liberté n'accédera-t-elle jamais à un véritable statut politique ? Pourtant jamais dans l'histoire de l'humanité cette aspiration n'a été aussi vive. Elle n'est encore souvent qu'un vœu. Les vrais choix proposés sont ailleurs. Et bien des contemporains ne sont pas conscients de cette réalité brutale. L'alternative offerte dans la plupart des cas n'est pas l'esclavage ou la liberté, mais la corruption ou la tyrannie ; ou encore celle de deux totalitarismes : le monstre militariste et le monstre financier, tantôt opposés et tantôt alliés.

Cinquante coups d'état, un même scénario

Depuis une dizaine d'années, le monde a connu une cinquantaine de coups d'État. Ce qui me frappe, c'est le scénario commun en deçà des catégories reçues qui classent avec nuance la gauche et la droite. Un groupe d'hommes, le plus souvent militaire, dénonce le désordre, la corruption de l'ancien régime démocratique ou non. Pour résoudre le problème, il faut un pouvoir fort, total et pur qui puisse contrôler toute la situation de A à Z. L'alternative proposée au peuple se traduit dans les termes de l'ordre et du désordre. Mais de fait, c'est celle de la corruption ou de la tyrannie. La liberté, en dehors du discours officiel, ne joue pas de rôle effectif. Elle n'entre pas dans ces marchés faustiens sur fond de tragédie grecque.

Nous devons mieux comprendre cette logique militariste souterraine parce qu'elle est présente, aussi, dans ce qu'on appelle le monde libre. L'esprit « policier » joue les mêmes notes en ton mineur. Devant les désordres croissants dans les sociétés occidentales, le réflexe policier vient hanter autant les masses que les pouvoirs. L'esprit libertaire, plus diffusé qu'on ne le pense, pave le chemin des solutions autoritaires. Tous les fascismes ont su utiliser à leur avantage la corruption des libertés folles et irresponsables.

Un problème aussi moral que politique

À la conférence paneuropéenne d'Helsinki, on parlait davantage de sécurité que de coopération. Une sécurité de type militaire, bien

entendu ! On a troqué quelques miettes pour l'équilibre de la terreur sur un territoire où gîtent 10 000 bombes nucléaires. Les entretiens SALT sur le désarmement ont un drôle de petit sens absurde quand on songe à la suprématie militaire toujours convoitée de part et d'autre, aux pratiques courantes d'espionnage et aux 300 milliards de dépenses annuelles pour le champ de Mars. Tout cela au grand profit de la grande finance internationale qui n'a ni cœur ni patrie, mais seulement des intérêts monétaires.

Ici les deux monstres militaire et financier se renforcent mutuellement. La liberté de la conscience, de la vie ou du pain, la liberté des individus ou des peuples font figure de parent pauvre. Même les sciences renvoient nos prétentions de liberté dans le pays utopique de nulle part, tellement nous serions conditionnés de toute part. L'histoire contemporaine pousse donc à la limite cet éternel drame de la liberté et de la tyrannie. Mais ne perdons pas de vue les chemins concrets qu'il emprunte aujourd'hui, chez nous ou ailleurs.

Des fins contredites par les moyens

Le Chancelier de l'Allemagne fédérale évoquait récemment la possibilité d'un « effondrement des systèmes politiques et sociaux occidentaux ». Il n'y a donc pas seulement le danger des deux monstres militariste et financier évoqués plus haut. Par exemple, la crise interne des États-Unis apparaît plus profonde que leurs échecs militaires et diplomatiques récents. La même logique souterraine qui explose en coups d'État ailleurs fraie sa route chez nous au milieu des scandales de tous ordres. Mais on n'ose y croire. Pourtant l'histoire ne manque pas d'exemples de sociétés qui se sont autodétruites.

Malgré toutes leurs inquiétudes, la plupart des nôtres ne croient pas à la possibilité de telles cassures. Ils ne semblent pas voir l'érosion psychique et morale en train de se produire. Ils sont plutôt superficiellement insatisfaits. « Nous sommes jeunes, riches... il y aura toujours moyen d'en sortir. » C'est le raisonnement sous-jacent à bien des luttes égoïstes où les gains exorbitants des plus forts appauvrissent la société comme telle. Mais ce qu'il faut noter ici, c'est le caractère infantile, irresponsable, inconséquent, artificiel de notre conscience politique, sans compter les énormes contradictions entre la critique idéologique et les comportements réels. Des témoins extérieurs nous interpellent... par exemple le Liban qui semble un

pays irrémédiablement brisé. Il faut lire *Le suicide des démocraties* de Claude Julien.

Soljénitsyne a raison dans sa critique, même s'il est erratique et inconséquent dans sa politique. Quand il appelle plus de fermeté de la part de l'Occident, on se demande si son plaidoyer ne nous mènerait pas directement à la guerre. Lui aussi, comme l'URSS et les USA, s'enferme dans la même logique quand il s'agit des moyens. Nous touchons ici une des plus grandes ambiguïtés des politiques contemporaines : des fins contredites par les moyens. Essayons d'y voir clair, en partant d'exemples manifestes qui nous révèlent nos propres attitudes cachées.

Carvalho, un général du Portugal, se disait prêt à enfermer tous les opposants au régime militaire dans les arènes de Lisbonne. Voilà un général de gauche qui imite le général de droite Pinochet, au stade de Santiago. Tous deux ne croient pas aux élections, à la démocratie parlementaire, bref à toutes ces formes concrètes de la liberté que l'histoire moderne a inventées. Deux politiques au nom du peuple... mais sans le peuple. Deux politiques de libération... avec des moyens totalitaires qui les nient. Le pouvoir de type militariste ou policier ou terroriste a une importance énorme dans le monde. Il nous faut bien le comprendre.

Le pouvoir militariste... et policier

- C'est un pouvoir total *concentré en quelques mains*, très propice à l'anarchie des conflits de personnalité et des instincts de domination. Il a les mœurs légendaires des loups.

- Un pouvoir *isolé de toutes les autres valeurs humaines*. Que ce soit la liberté, l'égalité ou la fraternité, que ce soit la justice, l'amour ou la vérité.

- Un pouvoir à demeure *sans correctifs internes* comme la séparation des pouvoirs dans la démocratie moderne.

- Un pouvoir *fou et violent* dans la mesure où toutes les raisons, même la raison d'État, n'ont de sources qu'en lui-même. Ici la force fait le droit et la vérité.

- Un pouvoir *bureaucratique* qui bénéficie de tous les apports technocratiques modernes. Il peut ainsi porter son contrôle jusqu'à des sommets inédits de raffinement et amener les hommes à oublier leur conscience. S'il a été longtemps stérile, il n'en commence pas moins à compter des succès dans la mobilisation forcée pour une production intensive, comme c'est le cas en certains pays totalitaires. Alors que les sociétés libérales s'enlisent dans leur incapacité de se discipliner librement et efficacement.

- Un pouvoir aux *frontières fermées*. Brejnev ne se cache pas pour affirmer à la fois un contrôle intérieur de plus en plus fermé et une ouverture diplomatique. La conférence d'Helsinki ne laisse pas de doute sur cette politique des frontières formées qui va à contre-courant d'une évolution historique ouverte à toutes les formes de communication culturelle, scientifique, technique, économique ou autre. En l'occurrence, le pacte de Varsovie permet au pouvoir militaire dominant de l'URSS de tenir en tutelle les pays européens de l'Est. L'Otan joue peut-être un même rôle, mais d'une façon plus déguisée et souterraine. On l'a vu dans le cas de l'Italie.

Fragilité des alliances démocratiques internationales

La grande et première fragilité qui en découle se situe au plan de la communauté internationale. La crainte de l'effondrement joue encore. Même les Arabes jouent serré pour ne pas précipiter la dislocation d'une économie mondiale déjà très secouée. L'Organisation de l'Unité Africaine recule devant la tentation d'exclure Israël de l'O.N.U., parce que celle-ci pourrait bien disparaître.

La conférence paneuropéenne (de Vancouver à Vladivoslok) est apparue au tiers-monde comme une nouvelle concertation des riches de l'Est et de l'Ouest pour mâter cette nouvelle poussée du tiers-monde à l'O.N.U. Le dialogue Nord-Sud, à son tour, est venu rappeler l'impossibilité d'envisager un nouvel ordre économique international, du moins pour le moment.

Et que dire de l'inconsistance des alliances plus ou moins volontaires ? Beaucoup d'absents et de dissidents aux dernières réunions de l'Organisation de l'Unité Africaine, sans compter la quasi-rupture des regroupements sur la côte Est comme sur la côte Ouest.

Sur notre continent, nous savons la fiction démocratique de l'Organisation des États Américains.

Toutes les alliances volontaires sont donc d'une fragilité déconcertante. L'Otan en témoigne. Les pressions des Turcs sur les bases américaines de leur territoire mettent en cause tout l'équilibre de la terreur, entre l'Est et l'Ouest, ou dans le foyer incendiaire du Moyen-Orient. On négocie, mais c'est toujours avec une politique de guerre. On veut la paix, mais avec des moyens militaires, « au bout du fusil », pour reprendre l'expression de Mao. Les dernières Olympiades ont été marquées par cette psychologie de guerre permanente.

Chacun tire ses ficelles

Pendant ce temps, un peu partout dans le monde, chacun des pays tire ses propres ficelles économiques et politiques (pensons au Canada qui vendait ses réacteurs nucléaires et tenait en même temps un discours de paix dans les enceintes internationales). Ce sont quand même d'étranges ficelles, très liées à celles de la finance internationale. *La majorité des pays ont davantage de rapport avec les multinationales qu'avec leurs voisins.* Cela ne vaut pas seulement pour le tiers-monde. Aucun pays occidental n'y échappe. Même des pays du bloc socialiste entrent dans ce type de rapport colonial-impérialiste. N'y aurait-il donc comme réponse que la logique militariste, au service d'intérêts financiers dominés par le club des multinationales, et par deux impérialismes qui se battent par pays sous-développés interposés.

L'impérialisme n'est pas un mythe. « Dans un monde qui aura de plus en plus froid et faim, le presque monopole des États-Unis (et du Canada, sa succursale) comme exportateur d'aliments peut faire atteindre aux USA une puissance jamais connue jusqu'ici... probablement une domination économique et politique plus grande que celle qui a suivi la seconde guerre mondiale... La vraie puissance à l'avenir ne sera pas d'origine nucléaire ni même énergétique, mais elle appartiendra à qui possède les sources d'alimentation. » Kissinger confirmait ces propos en menaçant les pays du tiers-monde, dans le cadre de la Conférence Nord-Sud : « Nous saurons à qui distribuer notre blé. » Durant la crise du pétrole, on a vu les USA vendre leur blé à l'URSS en échange de pétrole. Les deux impérialismes s'entendaient ainsi pour bloquer les percées de libération dans le tiers-monde.

Savons-nous être libres ?

Voilà donc une humanité coincée entre deux monstres totalitaires, économique et militaire, qui étreignent la planète comme deux pieuvres chevauchant leurs tentacules. Schlesinger, chef du Pentagone, et son homologue du Pacte de Varsovie plaident pour la suprématie militaire, SALT ou pas. La Chine tient le même langage. Un peu partout la force militariste siphonne la vie, les hommes, l'argent, la politique pour imposer sa loi aveugle. Le plaidoyer généreux du secrétaire de l'ONU pour une communauté internationale plus libre est aussi précaire que les écarts de liberté du Canada ou de la Roumanie. À tout cela s'ajoutent les nouvelles guerres économiques mondiales commencées avec la bataille du pétrole. David Rockefeller veut que les États jouent franc jeu avec les multinationales. On souhaiterait la réciproque ?

Le corridor de la liberté n'a jamais été aussi étroit. Sera-t-il toujours sacrifié le premier, comme le prétend Machiavel ? Et pourtant, c'est à la fois le chemin et le but, le critère initial et dernier qui permet à des hommes et à des peuples de juger et de maîtriser leur expérience morale et politique. Ceux qui ont perdu toute liberté, désespéreront si des hommes ou des peuples plus libres ne savent pas utiliser la leur pour être plus justes, solidaires et heureux.

IV

Le deuxième saut à risquer

Des valeurs et des responsabilités plus difficiles

[Retour à la table des matières](#)

Ces dramatiques internationales se réfractent chez nous. Tout se passe comme si nous avions à redéfinir notre structure sociétaire : ses institutions, ses leaderships, ses bases sociales, ses objectifs. Le débat se resserre. On voit poindre à la fois et d'une façon plus claire, une droite et une gauche. La première veut restaurer l'école traditionnelle, enlever le droit de grève dans les services publics, mater d'autorité

« une liberté devenue folle et sauvage ». La seconde veut amener le système à sa limite critique tout en remettant à plus tard la définition du projet socialiste qu'on pourra esquisser seulement après le renversement du pouvoir par les travailleurs. Jusqu'ici, ces forces opposées apparaissent minoritaires. Les deux principaux partis en selle, libéral et social-démocrate préfèrent des réformes graduelles.

Mais je me demande si ces divers scénarios politiques mordent vraiment sur l'état de conscience des citoyens. Combien ont perdu confiance dans les médiations institutionnelles, politiques ou autres ? Nous sommes renvoyés ici aux problèmes sociétaux comme tels. En effet tout se passe comme si la société devenait de plus en plus incompréhensible, incontrôlable en dépit des grands moyens disponibles. *La crise de l'espérance est donc tout autant structurelle que culturelle.*

Un peu tout le monde (y compris les experts) se demande quoi faire. Même dans une perspective centriste et réformiste, on appréhende l'inefficacité des correctifs jugés nécessaires. Comment passer d'une économie de gaspillage à une économie de recyclage ? Il faut une autre technologie, un autre système de marché, une autre politique et pratiquement une autre culture et une autre philosophie. Combien sont prêts à vivre *les nouvelles valeurs austères reliées à ces objectifs* ? Par exemple, une autodiscipline et un contrôle démocratique sévères dans l'utilisation maximale des ressources, dans une plus juste répartition des biens et des responsabilités. Toutes les entreprises collectives deviennent de plus en plus complexes, parce qu'elles ont à rencontrer non plus seulement des critères de rentabilité, mais aussi des exigences écologiques, culturelles, démocratiques et éthiques, etc.

Si on allait au bout de la logique de plusieurs débattants actuels, on aboutirait à un étatsisme autoritaire. Étrange issue que ni les uns ni les autres, à partir de points de vue opposés, n'accepteraient. Ce qui désespère les esprits les plus lucides, c'est l'incohérence des plaidoyers et des luttes. Mais peut-il en être autrement dans une situation aussi brouillée et compliquée ? Car, avouons-le, nous sommes tous très démunis dès qu'il s'agit de stratégies d'action qui débordent notre champ immédiat d'appartenance et d'intérêt. Dans une prochaine étape, je vais essayer de cerner un ensemble de tâches prioritaires tout en étant bien conscient des limites de ma démarche. Mais je soupçonne que nos confrontations autour de ce qui est à faire

sociétairement seront plus fécondes que la cacophonie des procès actuels et l'irréalisme de critiques rarement mises à l'épreuve dans des actions innovatrices concrètes.

Les bases philosophiques

Mais auparavant je voudrais prendre un point de vue plus philosophique pour rejoindre ce que j'ai appelé la crise de l'espérance chez nous et son dépassement. Bon gré mal gré, nous devons nous remettre à la philosophie pour juger nos propres polarisations idéologiques qui véhiculent tant de contradictions. J'en ai mentionné plusieurs tout au long de cet ouvrage. Ici je m'en tiens plus immédiatement à ce qui touche la crise de l'espérance.

Je ne crois pas que la critique idéologique suffise pour donner une cohérence dynamique au débat sur les valeurs, les fins et les priorités. Pensons à certaines questions majeures que ce débat sustente. Par exemple les rapports complexes entre l'individualité et la socialité, les libertés individuelles et les libertés collectives, l'initiative privée et l'instance publique, la conscience et la loi, etc. « Autant de problèmes philosophiques qui se posent dans toutes les sociétés, et qui n'ont jamais été résolus » m'objectera-t-on. Notre pragmatisme nord-américain nous a joué de mauvais tours... jusqu'à faire de nous des analphabètes non seulement de la conscience historique, mais aussi de la démarche philosophique. Aucune société, aucun groupe idéologique, aucun individu ne peuvent faire l'économie de ces questions de fond sur lesquelles on débouche quand la science, la technique, l'économie, la culture, la politique en arrivent aux délibérations, aux choix et aux décisions, en amont et en aval de toutes leurs démarches. Il suffit de penser ici à l'inconsistance des discours privés et publics sur les problèmes éthiques individuels ou collectifs. J'ai abordé ailleurs dans d'autres ouvrages ce défi philosophique.

En relation avec une philosophie de l'espérance humaine, je voudrais signaler des raccords que nous avons à réinventer entre le court terme et le long terme, entre les moyens et les fins. J'entends souvent des gens qui disent : « on n'est pas d'accord sur les moyens, c'est à ce niveau qu'il faut s'entendre ». Or, je pense plutôt que la grande faiblesse commune aux divers camps en présence, est cette dissociation à la fois théorique et pratique des fins et des moyens. Il y a ici une dialectique qui devrait être constante. La fin suggère, oriente,

corrige les moyens. Ceux-ci précisent, actualisent et testent une finalité, sa pertinence et sa viabilité. Mais ce qu'il faut noter surtout ici, c'est le fait que malgré tant de moyens, on soit si impuissant. Je crois que cela vient en partie de la pauvreté des démarches propres à la finalisation. Tout au fond, savons-nous vraiment ce que nous voulons ? C'est à partir de cette positivité qu'on prend des engagements durables et féconds. Or l'horizon de l'action est loin d'être net dans chacun des groupes idéologiques et chez la plupart des individus. Du coup, réapparaît la pauvreté de l'instance philosophique qui aide à préciser quel homme, quelle société, quelle éducation on vise. Mais il y a plus.

Une économie de l'espérance

La crise de l'espérance doit beaucoup aussi à la disproportion entre le coefficient critique et le coefficient d'engagement créateur. On parle beaucoup d'action, de decision-making, mais on doit admettre la baisse de productivité, - particulièrement ces derniers temps - de nos organisations, de nos appareils, de nos techniques et de nos milieux de travail. La grande part des énergies passe en investissements critiques et en luttes internes. On investit relativement peu dans des chantiers prospectifs qui donnent des mains à l'espérance qu'on porte. On en reste aux luttes de dénonciation, d'insatisfaction. On cherche davantage les failles de l'autre que l'apport positif à promouvoir. Insatisfactions et revendications apparaissent alors comme des lieux exclusifs d'autodéfense et de *self interest*.

Or l'espérance humaine a une autre économie. Sa radicalité veut rejoindre les sources les plus profondes pour de nouvelles fécondités. Elle exige un amour capable de solidarité gratuite, une intelligence assez libre pour réviser ses jugements et redéfinir ses options. Une volonté d'atteindre des niveaux supérieurs d'existence. L'espérance humaine est paradoxale. Il lui faut autant de profondeur que de hauteur. Profondeur pour retrouver l'homme nu : l'anawin de Jésus, le prolétaire qui n'a que sa condition d'homme à mettre dans la balance (Marx), le « je ne suis pas libre, si les autres ne le sont pas » (Sartre). En même temps, l'espérance se situe à la pointe des aspirations culturelles, des projets libérateurs et créateurs, des originalités historiques, et aussi de l'homme transcendant qui sera toujours plus que son pays réel ou son pays rêvé.

Un pragmatisme qui a tué l'espérance

Chez les marxistes comme chez les libéralistes de notre milieu, on retrouve parfois le même pragmatisme obtus qui se refuse à intégrer toute instance philosophique dans ses démarches. Il n'y a pas de confrontation à ce niveau. Cette instance est pourtant bien précieuse pour amener son idéologie et celle des autres à leurs dernières visées et vérités. Ce serait déjà beaucoup de s'imposer la tâche de mieux préciser l'espérance qui nous habite. Peut-être saurions-nous mieux qualifier cette fameuse « société nouvelle » dont tout le monde parle. Les discours ici ont le souffle et l'horizon très courts. Chacun s'arrête à

son idéologie. Le pire, c'est que la plupart d'entre nous croient que nous ne pouvons pas faire autrement sans risquer de verser dans la mythologie transhistorique. Mais que diable, il faudra bien se demander pourquoi tant de citoyens cherchent désespérément une espérance dans les voies folles de l'ésotérisme, du parapsychologique et de la religiosité primitive !

Les idéologies sans philosophie ont tué l'espérance historique, à niveau d'homme, tout autant que la société taylorienne a pu le faire. Si l'idéologie n'est qu'un outil, il faudra bien chercher ailleurs une instance critique des finalités décisives. On instrumentalise tout dans ma société nord-américaine, même l'homme, et cela à gauche comme à droite.

Combien de citoyens ont l'impression d'être utilisés non seulement par les pouvoirs établis mais par de nouvelles élites réformistes ou révolutionnaires ? Ce sentiment est profond chez les petits salariés qui servent de mécanismes légitimateurs dans certaines luttes syndicales où d'autres classes savent miser à leur avantage cette alliance ambiguë. La manœuvre est d'autant plus grave qu'il s'agit ici de l'institution la plus importante pour la promotion collective des classes populaires.

L'impérialisme des intérêts immédiats et particuliers tourne toujours à l'avantage des plus forts. Certaines grandes corporations professionnelles ou syndicales n'ont rien à envier aux corporations financières. Ceux qui voient dans ce jugement une attitude antisyndicale sont complices de pouvoirs dominateurs et ennemis des vraies luttes de partage. Le refus de ce débat intra-syndical est vicieux parce qu'il rejette la responsabilité d'anticiper dans l'institution syndicale la politique sociétale visée par le mouvement ouvrier historique. *En légitimant n'importe quelle revendication, n'est-on pas dans la foulée la plus pure du capitalisme ?* Voilà un exemple, entre plusieurs, de la prostitution de l'espérance.

Le prévisible et le désirable

Il y a d'autres distorsions et dissociations plus subtiles. Les réformistes se limitent au « prévisible » dans le sillage de ce qui existe déjà. Ce réalisme est mis en cause par les culs-de-sac actuels. N'y a-t-il pas d'autres possibles en dehors des extrapolations présentes ou des sentiers battus ? il faut une dialectique constante entre le prévisible et

le désirable, entre le pro-jet et les autres possibles, entre la topie (Ordre) et l'utopie (révolution, rupture, saut qualitatif, etc.). On ne fait pas une politique uniquement avec le désirable, l'utopique, pas plus qu'avec la planification ou la direction par objectifs. « L'Utopie » de Thomas Moore avait un sens politique parce qu'elle était bien située dans la réalité historique de l'Angleterre contemporaine, parce qu'elle portait une praxis de la cité à construire, parce qu'elle dénonçait l'irrationalité du statu quo et annonçait en même temps le saut qualitatif à viser. Sur un autre registre, une planification atteint sa maturité politique quand elle présente une « vision » aussi expressive qu'instrumentale de ce qu'elle anticipe.

Notre société a dissocié ces deux pôles de l'espérance humaine qui ne loge ni chez les utopistes de nulle part ni chez les réalistes arrivés. La Bible maintient constamment la tension entre l'être (occuper un lieu) et l'avenir qui a toujours un sens de rupture, de libération, de création inédite. Dans la tradition judéo-chrétienne authentique, l'espérance est acte conscient, initiative historique, transcendance de la situation. Il y a ici un sens aigu de la dramatique historique et un élan confiant de l'homme plus fort que tous les destins et les babels. Une sorte de négentropie qui vainc tous les ferments de mort. Cette espérance comme initiative historique de dépassement ne se déduit pas de la simple expérience présente. Ma démarche ici ne se veut pas théologique. Je cherche plutôt à faire ressortir cette transcendance humaine libératrice et créatrice qu'est l'espérance humaine. Une transcendance qui crée un avenir inédit par des initiatives historiques jamais étrangères au « pays réel ».

Un deuxième saut qualitatif

J'ai le goût ici de faire appel à notre propre expérience individuelle. Nous n'avons pas pris nos décisions les plus importantes sans une part importante de risque qui transcendait nos calculs rationnels. Par exemple, faire un enfant représente une aventure qui déborde les rationalités biologiques, psychologiques, sociales ou autres. C'est un geste au plus profond du « je », du « nous » ; c'est aussi un saut dans un avenir marqué par l'inédit irréductible de chaque personne et par l'originalité de toute solidarité humaine particulière. Notre civilisation a eu le mérite de dégager le spécifique humain des déterminismes qui jadis retenaient souvent l'homme au seuil d'une espérance rêvée, pensée, voulue et agie d'une façon libre et responsable.

En ce sens, la crise de l'espérance est l'envers de ce qui est devenu plus possible, Nous n'avons pas encore la culture et la politique de cette espérance. Nous sommes passés des nécessités extra-humaines aux nécessités rationnelles. Serions-nous au fond aussi sécuritaires que nos prédécesseurs ? Pourtant l'Occident a fait preuve d'audace scientifique et technologique. Mais sans culture de l'espérance humaine, il s'est enfermé dans de nouveaux systèmes parfois aussi contraignants. Après avoir fait le saut rationnel, l'Occident hésite devant le deuxième saut, celui de l'espérance. J'ai la conviction que l'avenir à faire ne peut être le simple prolongement de programmations plus rationnelles et plus efficaces, même avec un souci de plus grande justice. Il vient des moments dans la vie d'un homme, d'un peuple, d'une civilisation, où l'on avance davantage à partir du possible risqué qu'à partir du calcul le plus audacieux.

Je ne veux pas sous-estimer l'instance rationnelle et ses acquis, mais plutôt en souligner les limites. *Or, c'est une philosophie qui permet de relier une espérance, une politique et une stratégie ; un pays réel, un rêve et un projet ; une conscience critique, une idéologie et une action historique ; une originalité culturelle, une anthropologie et un dessein civilisateur.* Tous les grands mouvements historiques comportaient ces coordonnées philosophiques. Mais à leur fine pointe, ils se définissaient par leur espérance particulière qui précédait, accompagnait et dépassait toutes les autres démarches. Le creux actuel de notre civilisation est précisément cette difficulté chez les uns et les autres de qualifier leur espérance, d'y croire vraiment, de la risquer effectivement, de l'anticiper ici et maintenant.

Deux défis

Tout se passe comme si nous étions confrontés aux extrêmes : inventer un avenir inédit et requalifier humainement l'expérience quotidienne. Encore là, une authentique philosophie peut conjuguer ces deux défis. Elle ne saurait jouer son rôle sans se situer prioritairement dans ce qu'on pourrait appeler les principales expériences de base des individus, des groupes et de la société elle-même. Tels les rapports sociaux quotidiens, le travail, l'éducation, l'habitat, etc.

En regardant de plus près les grandes réformes récentes et les débats publics, on découvre que ces lieux et actes fondamentaux ont été négligés au profit de toutes les instances secondes : structurelles,

idéologiques. Par exemple, l'acte et la relation de base en éducation ont été trop souvent absents de l'écheveau des rationalités technocratiques, administratives, syndicales ou professionnelles. Et les divers experts savaient mieux leurs techniques instrumentales que leur philosophie de base. Nous voilà aujourd'hui passablement démunis pour confronter nos diverses philosophies de l'éducation, pour débattre nos pratiques quotidiennes. Les débats et les luttes se sont situés entre ces deux défis.

Je me demande s'il ne faut pas d'abord nous tourner davantage vers les tâches prioritaires des pratiques quotidiennes pour élaborer et confronter nos philosophies de base, pour retrouver la touche humaine, sa radicalité, son potentiel très riche. Nous avons besoin de réinventer une nouvelle intelligence de la vie dans les actes humains les plus familiers. Nous aurons ainsi plus de chance de générer des solutions où la majorité des citoyens seront partie prenante. Il manque à nos grandes références scientifiques, idéologiques et politiques des bancs d'essai sur des terrains plus circonscrits, plus familiers. On n'invente pas l'espérance en laboratoire, ou en clinique, pas plus d'ailleurs dans un bureau d'études. Nous avons besoin d'une espérance pour la vie en semaine. Là où les aliénations les plus tenaces réclament des libérations et des dépassements incessants.

Le deuxième saut à risquer, celui de l'espérance, sera alors paradoxalement plus près de notre expérience humaine concrète que ne le fut le saut rationnel de nos réformes savantes. Mais cette espérance, levain du pain et de l'homme quotidiens, levain d'un nouveau style de vie sociétairer doit entrer en dialectique avec les sauts qualitatifs visés. L'homme est plus que chacune de ses réalisations historiques. Il a en lui un ferment de libération, de création et de dépassement permanents. Une sorte d'insatisfaction subversive alimentée par la quête d'horizons inédits. Cette dynamique est à la fois intérieure et politique, transcendante et historique. « Il importe de se demander ce qu'on serait si chaque époque précédente n'avait pas été traversée par cette idée » (F. Jeanson). Plus qu'une idée, dans la mesure où il y a effectivement protestation et lutte contre les aliénations réelles du présent, exploration des possibles, anticipation du saut qualitatif visé. Donc dialectique d'un vécu et d'un inédit, d'une mystique et d'une politique.

C'est une philosophie qui peut fonder le rationnel d'une espérance au sein d'une expérience et de sa compréhension scientifique.

L'espérance établit des connivences renouvelées entre le coeur, la raison et les mains ; entre le vécu, la science et l'utopie. Cette espérance se fait politique dans une pratique historique « prête à franchir résolument tous les obstacles », comme le suggère E. Bloch.

Dis-moi ce que tu espères, et je te dirai qui tu es. Il faut donc pouvoir qualifier son espérance. Voilà peut-être la difficulté majeure des contemporains... et aussi le défi que j'essaie timidement de relever dans cet ouvrage ¹⁰.

¹⁰ En écrivant ces dernières lignes, je me rappelle la conclusion d'un article écrit par un porte-parole de la gauche radicale chez nous : « Il faut des convictions sans espoir ». Peut-on mieux exprimer la crise actuelle de l'espérance ? Quel homme, prolétaire ou non, trouverait dans cette philosophie politique le goût de vivre, de lutter, d'aimer ? Voilà où mène le matérialisme de gauche ou de droite.

Une philosophie de la vie

Chapitre III.

Les tâches prioritaires

1. Retrouver le goût de s'éduquer et d'éduquer
2. Le travail est encore le test d'humanité de notre société
3. Famille et révolution des rapports sociaux
4. Requalifier la démocratie et ses démarches de base

Encore ici, nous essayons de respecter une certaine progression pédagogique qui permettra de dégager nos principales orientations de pensée et d'action dans la quatrième partie de ce chapitre qui porte sur les démarches démocratiques prioritaires.

[Retour à la table des matières](#)

1. Retrouver le goût de s'éduquer et d'éduquer

Un bateau ivre

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir suscité tant d'espoirs, les réformes de l'éducation, chez nous et ailleurs, deviennent cibles d'une critique parfois acerbe. Certains y voient même le lieu d'un traumatisme collectif. Combien de critiques laissent entendre qu'il y a loin entre les intentions et les réalisations ? Que s'est-il passé au juste ? Quelles sont les solutions possibles ? N'est-ce pas opérer un court-circuitage dangereux que de situer pareilles questions dans une démarche à la fois pédagogique et philosophique comme la nôtre ? Mais qui sait, celle-ci pourrait bien être un révélateur, parmi d'autres, des enjeux les plus profonds dans le champ actuel de l'éducation. Il a fallu d'abord explorer la situation réelle des expériences et des débats avant de formuler des diagnostics. Je ne voudrais pas reprendre ici tout l'itinéraire critique des nombreuses évaluations faites par les experts et les profanes, par les intervenants et les commettants. On ne compte plus les enquêtes, les expertises et les débats publics sur ce point chaud de l'existence collective. On peut même parler d'une véritable dramatique sociale et politique. Une dramatique qui rejoint la crise de l'espérance et appelle des responsabilités inédites. Y faire écho, c'est inviter à l'exploration des autres démarches possibles.

Au gré des vagues

Les critiques sont à la démesure des investissements matériels, financiers et humains, qui ont été engagés dans une réforme gigantesque. Aux yeux des uns, la démocratisation massive et précipitée de l'éducation a débouché sur la médiocrité, le gigantisme et le chaos. D'autres, en rappelant les critères sélectifs et élitistes qui limitaient jadis l'accessibilité aux études supérieures, voient dans

l'expérience récente une étape difficile, mais nécessaire, avant de viser une nouvelle qualité.

Ce débat éclate en toutes directions. Nostalgie du passé. Retour aux écoles privées. Fausse égalité de chances qui masque les inégalités réelles de classes et de milieux. Revalorisation du secteur public jusqu'au monopole total et exclusif. Politisation de l'école. Déscolarisation de la société. Reproduction de la classe dominante et du prolétariat et que sais-je encore.

Bien équipé, mais sur une mer déchaînée

Les diagnostics sont globalisants, de part et d'autre. Mais n'y a-t-il pas certains progrès identifiables, tels un style d'éducation plus créateur, des moyens plus riches et plus diversifiés, des pédagogies plus propices à l'autodéveloppement individuel et collectif, des démarches plus libres et plus fécondes ? Bref, beaucoup plus de possibilités qu'autrefois. On ne serait qu'au début d'un processus prometteur. Mais comme en toute situation de changement plus ou moins radical, il y a inévitablement une période de tâtonnements, de recherche, d'expérimentation marquée d'erreurs, de reprises et aussi d'insécurité.

Devant de tels propos, la réaction se fait vive : « À quel prix ? Une génération sacrifiée. Vous ne savez pas vraiment où vous allez ». À ce niveau, l'école ne peut guère faire mieux que la société. Une société trop lourde et trop complexe, incapable de s'autocontrôler. Une société tiraillée par des conflits apparemment sans issue. Une société déshumanisée dont la ville monstrueuse témoigne. Toutes les instructions, l'école comprise, écopent de ce contexte global chaotique, non finalisé, et dominé par des forces non démocratiques. Il faut donc un combat politique total à l'échelle de tout le système social.

Conflits à bord

D'autres essaient de ramener les questions de l'éducation dans son aire propre. Ils ne nient pas les énormes difficultés actuelles. Pourquoi ne pas d'abord évaluer le chemin suivi dans les réformes récentes, bien identifier les passifs et les actifs, les erreurs et les acquis ? Par exemple, dans quelle mesure a-t-on permis une maturation suffisante des expériences nouvelles avant de les combattre, de les rejeter ou de

les changer ? Souvent ces expériences nécessitaient une plus longue période de rodage pour vraiment faire leur preuve. Y aurait-il eu ici un manque de sens politique chez la majorité des acteurs sociaux de quelque tendance qu'ils soient ? Dans cette cacophonie de critiques et de blâmes, on a entendu bien peu d'autocritique gouvernementale, patronale, syndicale, parentale ou autre.

Des vents plus forts que la voile

En deçà de ces procès, il serait bon d'attirer l'attention sur des phénomènes de pointe, souvent mal élucidés.

Tout se passe comme si l'école, après avoir été le lieu de transmission d'une culture formalisée dans le passé, devient le terrain d'envahissement des débats idéologiques et politiques actuels, le lieu critique de la société, de la culture et de l'avenir. La première réforme a laissé croire que tout devait sortir de l'école, même la richesse matérielle. Voici que tout y est entré en vrac : la révolution technologique, la révolution culturelle, la contestation sociale et politique. L'État y a vu son premier essai de gestion moderne ; les citoyens en ont fait le laboratoire-test de la participation et du contrôle démocratique ; une nouvelle classe de fonctionnaires et d'administrateurs a fait ici ses premières armes ; le syndicalisme du secteur public allait se définir dans la foulée des enseignants syndiqués. Et enfin la jeunesse, un peu comme une nouvelle classe sociale différenciée, devenait un acteur important sur cet échiquier inédit.

Comment ne pas comprendre alors que l'école soit un lieu de profonds tiraillements, un bouc émissaire de toutes les critiques ? Que de choses s'y sont passées en même temps, d'un automne à l'autre, depuis quinze ans.

Trop accroché aux étoiles

Les questions les plus litigieuses ont été constamment reportées en haut, au palier de l'État, telles les batailles de la laïcité, du syndicalisme enseignant, de la langue, de la politisation (nationaliste, puis socialiste), des incessantes réformes administratives et pédagogiques, etc. On a discuté et débattu au niveau supérieur du fonctionnarisme et du syndicalisme. Pendant ce temps, d'énormes problèmes s'accumulaient au plan local, dans les unités de base de

l'éducation. L'insatisfaction des étudiants comme des parents en témoigne. Des enquêtes aussi. Pensons à la plus célèbre sur l'appauvrissement de la langue. Mais c'est toute la quotidienneté de l'activité éducationnelle qui semble être désarticulée.

L'équipage a-t-il oublié ses passagers ?

S'est-on assez inquiété des conséquences graves qu'a fait peser cette situation chaotique sur une psychologie d'enfant et d'adolescent ? Beaucoup de batailles d'adultes ont manifesté ici une irresponsabilité navrante et laissé en veilleuse les implications humaines et éthiques de ces bouleversements précipités. Il n'est pas exagéré de parler ici de traumatisme (plus ou moins manifeste) amené par l'effet cumulatif de crises successives sur tout terrain. Un certain bon sens populaire a sa part de vérité quand il évoque le drame d'une génération sacrifiée et « cobaye ». Il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître la rumeur grandissante d'une masse de citoyens qui disent en avoir plein le dos.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un des domaines qui touchent les aspirations les plus vives et les plus profondes. De tous les lieux de l'homme, l'école et la famille restent encore aujourd'hui des institutions où la plupart des gens attendent le plus d'humanité, de qualité morale et sociale, d'épanouissement personnel. D'où de très forts sentiments devant les injustices ou les échecs à ce niveau. On a transposé bêtement des batailles politiques, administratives ou syndicales, des intérêts de statuts, de professions et de pouvoirs, des réformes de structure et de fonctionnement, dans l'institution scolaire. Une institution qui exigeait, pourtant, une sensibilité maximale aux aspects humains.

Et le voyage lui-même ?

Me trompais-je en refusant un décalque scolaire des grands rapports de forces sociétaux ? On me dira que l'école doit être, ou est en fait partie prenante des combats de la cité. Est-elle oui ou non au service de la classe dominante, ou un monopole des classes moyennes ? Je ne nie pas l'importance de telles questions. Mais isolées de toute considération pédagogique, elles soumettent les enfants et les jeunes adolescents à des délibérations d'adultes. Or, avouons-le, ceux-ci ne font pas toujours preuve d'une culture et d'une conscience politiques bien évoluées. La politisation et l'idéologisation comme processus de conscience critique, sont récentes, peu profondes

et peu diffusées chez nous, malgré un progrès indéniable. Elles deviennent vite relais du dogmatisme d'hier, s'il n'y a pas de vrais cheminements de maturation.

Le mal de mer

On livre alors en vrac aux jeunes toutes ses perplexités politiques, ses raccourcis idéologiques, ses critiques mai digérées. L'indifférence, le retrait, le dégoût, le sentiment d'impuissance de bien des jeunes devant la chose publique ne sont pas sans relation avec l'inconsistance de nos combats collectifs d'adultes. Des enquêtes récentes ont décelé une sorte de néo-conservatisme chez les jeunes. N'est-ce pas un effet, parmi d'autres, de l'absence de pédagogie, de « sens éducatif » dans nos propres démarches psychologiques, sociales, culturelles, idéologiques et politiques ? Que de fois j'ai constaté derrière l'esprit hyper-critique qu'on a développé, de l'école à l'université, une paralysie de l'action et de l'engagement. L'adolescent, particulièrement, vit déjà un itinéraire psychosociologique très critique et voilà qu'on l'associe, souvent sans discernement, à toutes les crises actuelles de la société et du monde adulte. Cette politisation bête et échevelée obtient l'effet contraire : la dépolitisation. Combien de jeunes, avec raison, sortent de tous les circuits collectifs actuels, pour vivre leur vie, pour s'inventer un art de vivre qu'ils ne trouvent pas chez les adultes et dans les institutions ? Mais ce refuge dans des sous-cultures et des sous-systèmes marginaux, pendant une assez longue période, rend difficile la rentrée dans le pays réel quand ils intègrent le marché du travail. Le problème demeure donc entier.

Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de restaurer l'école-enclos de la culture passée. Je ne conçois pas l'éducation sans prise sur la vie réelle d'aujourd'hui. Mais je m'attends à ce qu'on respecte l'économie propre de cette institution, à savoir une démarche pédagogique qui assure les exigences d'une maturation individuelle et collective. Une démarche pédagogique capable de conscience historique, de formation éthique et de sens politique. Toutes qualités trop peu présentes dans l'évolution récente. On peut en juger par des résultats qui démentent les objectifs de certaines stratégies technocratiques, syndicales ou autres ¹¹. Tant parler d'apprentissage

¹¹ Certains experts, avec une naïveté déconcertante, proposent une stratégie pédagogique qui accorde à l'adolescent un statut d'adulte. Je me demande si on

dans la pédagogie académique, dans l'initiation aux connaissances et aux techniques, et avoir si peu de pédagogie dans l'éducation humaine, individuelle et collective ! Car tel est bien le cas. Dans toutes ces luttes et changements du monde de l'éducation, on a bien peu investi, au bilan, sur l'éducation elle-même : son contenu, ses relations de base, ses finalités proprement humaines. Il suffit d'inventorier les discours et les pratiques des instances gouvernementales, des administrations et des syndicats pour se rendre compte de la pauvreté des références pédagogiques et philosophiques sur l'éducation elle-même.

Les uns et les autres nous ont servi des considérations vagues et générales sur les « valeurs », sur le bien de l'enfant. Par exemple, la bataille incessante du « ratio » a servi récemment de fer de lance pour assurer la sécurité d'emploi, d'une part et d'autre part, pour affirmer le pouvoir de l'employeur, grâce à la pseudo-logique neutre de critères technocratiques, Bataille de contenants au détriment des contenus et des fins de l'éducation. Combats de groupes professionnels et de pouvoirs au grand dam des jeunes eux-mêmes. Il ne faut vraiment pas aimer la vie pour laisser aller une telle dérive. Les jeunes auront beau s'organiser des jeux et des fêtes dans un coin du bateau ivre, ils appréhendent au fond d'eux-mêmes le sort du prototype Rimbaud.

Retrouver le goût de la mer

Dans un tel contexte, je ne crains pas de parler « éthique », pour nous interpeller sur notre fibre morale. J'évoque à la fois le métier rude et le goût de la mer pour bien marquer qu'il ne s'agit pas de retourner aux sécurités de la rive. Mais de là à jeter la boussole en prenant le large ! Si on ne cultive pas le sens du voyage, les aptitudes de la vie en mer, l'intelligence de l'horizon et l'espérance du port, on sabordera les meilleurs bateaux. Il faut renouer des solidarités

ne contribue pas ainsi à ce vieillissement précoce déjà constaté par plusieurs critiques de différentes sciences humaines. Par exemple, ayant été moi-même impliqué dans la mise en place de stages d'étudiants dans les milieux de travail, je me rends compte des énormes exigences de pédagogie sociale d'initiation. Beaucoup d'experts du monde de l'éducation me semblent avoir une idée bien superficielle des milieux de travail où ils envoient les stagiaires. Il y a donc beaucoup à faire en amont et en aval d'un tel processus. D'où l'importance d'une pédagogie progressive pour maîtriser l'alternance : éducation récurrente et travail.

d'équipage, une itinérance commune pour mieux larguer les nouvelles voiles et mieux maîtriser le gouvernail. Je soupçonne qu'une requalification éthique peut jouer un rôle important dans cette réorientation pédagogique, politique et philosophique de l'aventure passionnante de l'éducation.

Il faudra que les intervenants vivent eux-mêmes le projet éducatif qu'ils offrent aux commettants, à savoir l'autoéducation, l'autodéveloppement. Car les « éducateurs », (j'entends tous les intervenants : enseignants, parents, fonctionnaires, administrateurs ou autres professionnels) ont fait relativement peu pour s'éduquer eux-mêmes. Combien ont une philosophie approfondie et judicieuse du contenu de l'éducation ? Combien peuvent l'exprimer, la confronter, la transmettre ou la partager et surtout la vivre ? Il n'y a pas si longtemps, on a prétendu que l'école devait bien instruire et laisser à d'autres instances la responsabilité de l'éducation. Nous en récoltons les fruits amers aujourd'hui. Cette question fréquente en témoigne : « éduquer, c'est quoi » ? Nuits et brouillards ? Pas de phares à l'horizon. L'astrologie devient inutile. On redécouvre l'importance d'une bonne boussole pour soi-même comme pour le bateau, l'importance aussi du cœur au ventre pour continuer la route. On a trop négligé le rôle d'une juste philosophie dans l'élaboration d'une politique d'éducation bien articulée, bien finalisée et efficiente. Est-il un domaine qui exige plus de qualité et de force spirituelle ? Plus qu'ailleurs, les compétences en éducation doivent être des « experts d'humanité ». Malheureusement, elles sont trop souvent des nains spirituels, des illettrés en philosophie de la vie et de l'homme.

À vau-l'eau

Je charge à dessein pour mieux « nous » interpeller. Après avoir discuté structures et pouvoirs, nous voilà aux idéologies. Ce sera encore la foire d'empoigne au sommet des voiles, en haut, loin du vécu des passagers, du bateau lui-même, des humbles boussoles, de la vague à maîtriser, de l'orientation de base à assurer. Loin d'un consensus minimal qui exprime l'intérêt général. Loin d'une philosophie de base à la portée de tous. Loin d'un lieu démocratique qui implique tous les commettants. Se limiter à l'alternative politique du babord ou du tribord, c'est oublier que le bateau lui-même risque de ne plus tenir le coup, s'il pourrit sous sa ligne de flottaison ; c'est aussi oublier que bien des intervenants et des commettants sont « à fond de cale ».

D'où cette requête qui nous invite à reprendre certaines tâches simples et communes à vau-l'eau. Qui sait, si on n'y réapprendra pas le goût de vivre ensemble des aventures au profit de tous, le goût du pain quotidien, d'une convivance plus confiante en l'homme, en la vie. Il y a dans la symbolique de la mer évoquée ici, un sens de l'essentiel, de la solidarité radicale, de l'ouverture aux divers possibles, et de la responsabilité non négociable. Parenté évidente avec l'univers éducationnel.

Pendant que les bateaux font l'amour et la guerre
avec l'eau qui les broie
Moi, moi, je t'aime.

Le bateau de l'éducation aura toujours à se battre avec la mer. Il lui faut être à la fois souple et fort Mais il ne vaudra jamais mieux que l'amour qui l'habite et les hommes qui le conduisent.

L'éducation est aussi vaste et profonde que la mer. Elle séduit et menace en même temps. Mais elle se livre à ceux qui en savent l'économie. Sa fécondité et ses horizons sont illimités. Mais on doit quand même jouer serré avec elle ; trop de passions folles et d'équipées improvisées y ont succombé. En mer, on doit savoir conjuguer la précision du geste et l'ouverture du regard, la maîtrise de la vague et l'orientation vers le port. S'impose-t-on pareilles exigences en éducation ? Et l'histoire du Titanic ! Il devait vaincre toutes les tempêtes d'en haut. C'est d'en bas qu'est venu l'obstacle non prévu. Et s'il fallait qu'on ne sache même plus manœuvrer les barques de sauvetage ! Combien ne peuvent plus faire en petit ce qu'ils planifient en gros ?

Cette contradiction a d'énormes conséquences en éducation. Peut-être devons-nous accorder plus d'attention à certaines tâches plus humbles qui rejoignent davantage l'expérience vécue. Les appareils sophistiqués qui nous évitent une cuisine fastidieuse, ont peut-être appauvri des arts domestiques bien précieux dans la vie. Ces savoir-faire-vivre et penser qui permettent la maîtrise de la barque quotidienne. Les profondes perplexités de l'homme actuel ne viennent pas seulement des grandes erreurs « structurelles,>. Il ne s'agit pas de s'en prendre au génie du Titanic, mais à la perte du sens de la mer (de

la vie)... et aussi de l'homme qui habite l'un et l'autre. Un homme qui, en définitive, doit rester le maître à bord.

Un homme capable d'inventer son chemin, de faire son histoire... et l'histoire. Un homme « situé » dans un milieu, une classe, un peuple, et « distancé » pour une critique lucide et une action judicieuse sur le « pays réel » de la société. Un homme qui ne sépare pas la mémoire historique, la conscience contemporaine et l'avenir inédit à créer. Chez lui, la libération et l'autodéveloppement, individuels et collectifs, sont en synergie.

Cet homme se juge d'abord par la qualité de sa liberté responsable, de ses solidarités réelles, de son courage lucide et entreprenant. Toutes qualités qui se développent autant dans une vie intérieure intense que dans les combats de la cité. La « formation humaine » restera toujours la pierre de touche du système scolaire. Ne l'a-t-on pas négligée, au point de ne plus savoir définir une philosophie de l'éducation ? Même les experts pédagogues, administrateurs ou planificateurs marginalisent cette question fondamentale qui sous-tend toutes les autres. Est-ce naïveté de notre part que de formuler en terminant l'abc de notre propre philosophie ?

Notre philosophie de l'éducation

Le goût de s'éduquer et d'éduquer

porte une passion de vivre avec cœur et intelligence

fait appel aux motivations les plus profondes et les plus nobles en nous

déclenche une dynamique intérieure et fondamentale d'autodéveloppement.

Le goût de s'éduquer et d'éduquer

s'alimente à une philosophie de la vie confiante en l'homme libre et responsable

s'articule de bout en bout à tout l'itinéraire de l'existence

se ressource à même les richesses d'un peuple et de tout le patrimoine humain.

Le goût de s'éduquer et d'éduquer

renouvelle les manières de vivre, de dire, de penser,
de partager et de transformer un vécu original

refuse les systèmes clos, mentaux ou politiques, qui
sacrifient le jugement critique, l'initiative individuelle
et la libération collective

investigue tous les possibles, fait des choix mûris
et ouvre constamment la vie quotidienne comme l'histoire.

Le goût de s'éduquer et d'éduquer

ne mesquine pas son temps, son travail, ses ressources,
ses talents

allie les valeurs qui font progresser aux valeurs qui
font durer, par exemple le risque à la sécurité

établit avec courage et lucidité des rapports sociaux
plus justes et plus fraternels.

Le goût de s'éduquer et d'éduquer

précède, accompagne et dépasse les critères administratifs,
professionnels et syndicaux

ne se ramène pas à l'instrumentalité des techniques
et des connaissances

sait autant faire jaillir les sources que construire
les aqueducs.

Le goût de s'éduquer et d'éduquer

dénonce une politique qui promeut l'autodéveloppement
à l'école et le nie ailleurs

conteste une société qui ramène la vie aux expériences
courtes : modes évanescences, crédit immédiat, budget
trimestriel de l'État, etc., et néglige les expériences longues :
éducation, rapports humains durables, écologie, etc.

condamne une économie des plus forts, sans échelle de valeurs, sans véritable contrôle démocratique, sans respect des patrimoines collectifs.

Le goût de s'éduquer et d'éduquer
fonde la qualité d'une culture et la capacité
de se régénérer

humanise les structures, les équipements,
les techniques, les statuts et les fonctions de toutes les
institutions

rend inséparables les promotions culturelle,
économique et politique dans une même foulée
démocratique.

Le goût de s'éduquer et d'éduquer doit
se régler par la justice, avec la priorité des plus faibles
se dynamiser par l'amour inconditionnel de l'homme
se déployer dans la liberté et le nécessaire pour tous
se fonder dans la vie vraie et la vraie vie.

Il n'y a pas d'éducation
sans confiance en l'homme
sans confiance entre les hommes
sans confiance en l'avenir.

Une authentique éducation va donc développer
une prise réaliste sur le contexte de vie
une aptitude à exprimer son expérience
une conception critique de l'homme et de la société
une assumption des solidarités réelles
une capacité d'agir effectivement
une ouverture sur tous les possibles
une volonté de dépassement
et surtout un amour de l'homme et de la vie.

Comme source et projet,
l'éducation est aussi spirituelle qu'humaine ;

comme moyen et fin,

elle est aussi politique que personnelle ;

comme pratique,
elle est aussi sociale qu'économique.

Mais toujours elle nous renvoie
à la qualité de nos espérances
et au courage de les réaliser.

2. Le travail est encore le test d'humanité de notre société

Trois diagnostics à rapprocher

[Retour à la table des matières](#)

Les conflits de travail occupent une place majeure dans la trame de notre vie collective. Certains y voient une lutte de classes à finir. D'autres s'inquiètent de la fragilité actuelle du compromis libéral entre les trois grands partenaires : État, patronat et syndicalisme. Mais plus nombreux encore sont ceux qui appréhendent un chaos grandissant.

Est-ce d'abord un problème politique ? Beaucoup d'attitudes et de diagnostics vont en ce sens, même si les perspectives diffèrent : réclamer l'autorité du gouvernement ou briser le pouvoir en place. Mais s'interroge-t-on assez sur le fait que la moindre question soit si vite référée à l'État, qu'on arrive de plus en plus rarement à régler les problèmes là où ils se posent avec les gens concernés ?

« Le secteur public doit s'ajuster au secteur privé » soutient le patronat. « L'État doit être le meilleur employeur » rétorquent les syndicats. Mais ni l'un ni les autres n'ont vraiment précisé la philosophie de base qui fonde de telles affirmations. Autre problème que celui de faire jouer trois équipes en même temps sur la même patinoire. On aura beau changer les règles du jeu, par exemple, le type

de négociation collective, la difficulté reste entière au plan des acteurs sociaux.

L'État employeur-législateur-arbitre. Le patronat privé, mais de plus en plus subventionné de diverses façons par des ressources publiques. Le syndicalisme politisé et en même temps défenseur d'intérêts particuliers et souvent divergents d'un groupe à l'autre. La magistrature coincée entre sa fonction légale neutre et des pressions qui relèvent de décisions politiques, comme le signalait récemment le juge Deschêne. L'opinion publique, tantôt spectatrice sur les gradins, tantôt combattante soit avec les arbitres, soit avec un camp ou l'autre, tantôt otage impuissant et exaspéré. Il faut aussi mentionner le rôle de plus en plus ambigu des forces de l'ordre, particulièrement les policiers. Enfin, il y a le « quatrième pouvoir », celui des media. Voilà des intervenants dont on n'a pu encore cerner les fonctions nouvelles et complexes. Quelles influences jouent-ils vraiment ? Tout cela constitue un écheveau inextricable d'acteurs empêtrés dans des appareils énormes et de plus en plus compliqués.

Faut-il transformer radicalement les structures de cette société qui a perdu le contrôle d'elle-même ? S'agit-il d'inventer de nouveaux mécanismes, puisque les institutions actuelles ne peuvent assumer les nouveaux défis ? Doit-on changer le contrat social jusque dans ses fondements économiques déterminants ? D'aucuns, à gauche et à droite, pour des raisons fort dissemblables ou opposées, ramènent les problèmes politiques précités aux enjeux économiques, là où se révèlent les vrais intérêts et les pouvoirs décisifs ; là où les uns défendent et les autres attaquent le capitalisme qui fonde et oriente notre société. Ici la question économique prend le pas sur le reste.

Aux yeux d'une troisième catégorie de citoyens, nous faisons face, plus profondément, à une crise morale, et surtout à la dégradation de notre base humaine. Démission de la majorité, absence de leadership vigoureux, confusion de la liberté avec une permissivité irresponsable, qualité piètre du travail et de l'éducation, dislocation des rapports humains fondamentaux, érosion du sens moral et de l'honnêteté, etc.

Cinq contradictions majeures

En deçà de ces diagnostics, il y a des tendances souterraines qui piègent le discours des acteurs sociaux, des analystes ou des commentateurs.

1. « Il n'y a plus de consensus. »
 « Remise en cause du système de valeurs véhiculé par les détenteurs du pouvoir économique et politique. »
 « N'est-ce pas tout le contrat social qui doit être renégocié ? »

Je reviendrai sur la part de vérité qu'on doit reconnaître dans ce jugement global. Mais je crois que l'hypothèse contraire pourrait nous révéler les contradictions d'une réalité qui ne suit pas pareille logique de surface. Dans ses pratiques concrètes et ses orientations quotidiennes, la très grande majorité partage le même système de valeurs. C'est la meilleure part du gâteau que les uns et les autres tentent d'obtenir. Ici, les classes moyennes donnent le ton autant dans leurs luttes syndicales que dans leur identification, avouée ou pas, aux principaux modèles de comportement largement diffusés. Telle l'accessibilité maximale aux biens de consommation et aux modes de l'heure.

Ignorer cet état de chose, c'est écarter une donnée majeure de la situation actuelle. En dépit des apparences contraires, il y a une homogénéisation des besoins et des aspirations qui conditionne un consensus souterrain, quotidien. Un consensus culturel et structurel drôlement absent des langages idéologiques, légitimateurs ou contestataires, des luttes syndicales, politiques ou autres. Tout se passe comme si on perdait de vue ce substrat dans la majorité de nos débats publics. L'erreur est plus grave chez ceux qui, à partir d'un schéma simpliste de classes sociales, ignorent pareille homogénéisation. À leurs yeux, tous les syndiqués sont dans les mêmes « conditions objectives » de lutte contre la classe dominante. D'où l'objectif d'un front commun permanent... et aussi d'un parti ouvrier. Est-ce que l'homogénéisation des besoins et des aspirations calqués sur notre type de société fait partie aussi des « conditions objectives » ? Est-ce que la recherche de la meilleure part possible du même gâteau entre dans ces conditions objectives ? Ne pas tenir compte de cela relève pour le moins d'une idéologisation schizoïde.

2. Les forces patronales exigent de l'État un contrôle sévère des groupes syndiqués, tout en réclamant une indépendance maximale (jamais dite « non démocratique ») dans la poursuite de leurs objectifs et intérêts.

Ces mêmes forces patronales tirent la corde de la « morale sociale », uniquement pour dénoncer les abus des autres, alors qu'il y aurait amplement matière à une autocritique sur tant de manœuvres frauduleuses, de tripatouillage fiscal, d'exploitation irresponsable et égoïste du patrimoine collectif. Ces jeux souterrains échappent en grande partie à l'opinion publique. Tandis que les syndicats doivent mettre leurs cartes sur la table. Les nuances à apporter ici restent bien mineures par rapport à cette dominante adémocratique des pouvoirs financiers.

A-t-on vu le Conseil du patronat s'inquiéter des énormes profits, transferts et ponctions que les banques ont accumulés dans l'escalade de l'inflation ? D'autres silences sont révélateurs. Par exemple, les milieux financiers n'admettront pas que pour la première fois les syndicalistes ont compris que les chocs inflationnistes d'hier étaient absorbés par une réduction « invisible » du salaire réel. Le leadership de cette prise de conscience s'est exercé dans le syndicalisme du secteur public. La riposte patronale a été d'autant plus forte qu'elle se savait devant la première percée historique majeure d'une force qui échappe à son contrôle gestionnaire. Quand on a réussi à s'asservir même l'État, on se console difficilement de voir surgir un concurrent dangereux sur le marché du chantage.

Je dis « chantage » pour qualifier un certain jeu économico-politique qui déborde les stratégies patronales. Particulièrement dans le secteur public, on a l'impression de plus en plus fondée que la part de gâteau est en corrélation avec la puissance de chantage de tel ou tel groupe syndiqué. Cela aussi, il faut le dire. Surtout face à un discours idéologique qui veut donner des leçons de justice sociale à tout le monde, et qui bénit inconditionnellement toutes les revendications. Là aussi, il y a des exactions exorbitantes de la richesse collective, des comportements peu démocratiques et des manipulations immorales de la collectivité impuissante. *Certains groupes syndiqués se comportent exactement comme les tenants du pouvoir libéral qui traitent le bien*

public comme sa propriété exclusive. Qu'il s'agisse d'un hôpital, d'une école ou d'un autre service public.

3. Je voudrais signaler des tendances souterraines qui contredisent les visées démocratiques, libératrices et progressives d'un mouvement historique qui me tient à cœur.

Tendance *néo-conservatrice* dans les pratiques et objectifs réels de certaines luttes syndicales récentes. Le verbe politique de gauche a trop souvent servi d'écran pour masquer un esprit sécuritaire et mesquin de fonctionnarisme burlesque. Certaines revendications défiaient la disponibilité minimale dans un service public. Identifier pharisaïquement pareils objectifs à la qualité du travail relève d'une imposture grave. Tel le refus de toute forme de mobilité dans les hôpitaux.

Derrière les raisons professionnelles évoquées, se cache un *néo-taylorisme* incroyable, aussi déshumanisant que l'ancien. Plus grave dans des institutions qui appellent un maximum de touche humaine : soin des malades, éducation des jeunes, etc. Une définition très rigide, limitative et figée des postes et des tâches a appauvri l'expérience humaine du travail, brisé la solidarité quotidienne et identifié l'exécutaire à l'appareil. Or voici qu'un certain syndicalisme emprunte cette logique techno-administrative.

À force de se battre sur le terrain de l'adversaire, on a fini par lui ressembler. On a même laissé en friche les richesses existantes et possibles de son propre terrain. On ne sait plus construire à partir de soi, de son expérience, de son identité, de son histoire propre. Ainsi un mouvement ouvrier historique bâti d'abord sur la dignité du travail et sur le rôle majeur des travailleurs est contredit quand ses porteurs ne cherchent plus en priorité à prendre les devants dans l'organisation quotidienne du travail. Pourtant, n'est-ce pas le premier terrain immédiat de libération collective et de créativité sociale, économique et politique ? S'il y a des « nous » de classe possible, c'est bien davantage sur ce terrain permanent que sur des plates-formes épisodiques d'assemblées syndicales ou de manifestations bruyantes.

Tendances technocratiques et centralisatrices. Bien sûr, il fallait dépasser le syndicalisme privatisé des unités locales. On l'a fait beaucoup trop au profit d'une centralisation excessive en certains cas, et d'un technocratisme qui a réduit des luttes syndicales majeures à des batailles d'experts dans les superstructures. « Tout à l'heure, nous ne pourrions pas faire un pas sans un expert de la centrale, sans un avocat qui nous explique la convention collective. » J'ai entendu cette remarque plusieurs fois chez des travailleurs de la base. Les groupes locaux se sentent noyés dans d'aussi vastes ensembles où ils sont confinés de plus en plus à la boîte de scrutin comme dans la démocratie libérale. Les velléités récentes de retour à la base (quel paradoxe !) sont loin d'avoir inversé ce siphonnage d'en haut.

Tendances corporatistes. Certains syndicats sont en train de devenir des « ateliers fermés ». Inaccessibles pour les jeunes. Un professionnalisme étroit refuse ici toute solidarité inter-professionnelle et veut imposer unilatéralement ses règles du jeu et « son autorité » à tous les autres groupes syndiqués de la même institution. Certains chantages récents avaient un drôle d'arrière-goût fasciste dans la mesure où un groupe particulier mettait à ses pieds la société entière. La domination de classe n'est pas réservée à la haute bourgeoisie. Elle existe au sein du monde des salariés. Ce crypto-capitalisme inavoué, invisible, fausse le discours idéologique sur la lutte des classes, et plus gravement la vocation syndicale elle-même. Pareille ambiguïté provoque des attitudes anti-politiques et antisyndicales dans la large couche des prolétaires et des petits salariés qui se voient perdre sur tous les fronts.

Je dis ces choses avec regret, et au nom même du mouvement historique de libération collective dont le syndicalisme est un véhicule privilégié. Accepter aveuglément ici ces fausses enseignes et surtout ces tragiques contradictions, est une complicité plus grave que certains péchés stigmatisés par des clichés de gauche : tels le réformisme, la résignation sécuritaire, la peur de la démocratie, etc. Cet aveuglement dénature des combats politiques nécessaires et empêche le façonnement d'une base sociale capable de faire émerger un autre style de société dans des projets démocratiques anticipateurs. Mais il y a aussi un envers positif que je signalerai plus loin.

4. Le débat actuel autour des conflits de travail accorde donc

trop peu d'attention au travail lui-même et à son organisation quotidienne. La réduction de l'enjeu à la redéfinition d'un instrument (parmi d'autres) qu'est la convention collective, en témoigne. Comble de logique instrumentale, on veut renvoyer pareille tâche à une commission d'étude. Toujours le même rituel technocratique ! Toujours la même soupape artificielle à l'opposé d'une pratique démocratique susceptible d'assumer problèmes et solutions là où ils se posent, avec les gens concernés.

Or, c'est précisément une des difficultés majeures du système de travail que d'être défini de plus en plus dans des tuyauteries parallèles : organismes de consultants, centrales syndicales, commissions gouvernementales. Et en périodes de conflit aigu, on ne voit pas d'autres solutions que l'intervention de médiateurs extraordinaires, de juges réquisitionnés ou de décrets gouvernementaux.

Quant à la convention collective comme telle, d'aucuns croient résoudre les problèmes en rendant permanent le rituel provisoire de la négociation. Dans le cadre actuel, autant parler d'une guerre à demeure puisqu'on a cessé d'envisager la possibilité de toute forme minimale de concertation, même dans les services publics. On parle, sans trop y croire, de compromis au sein du fatal rapport de forces. Celui-ci existe bien sûr, mais sans une *pratique démocratique et une culture politique qui donneraient cohérence à la confrontation des intérêts, à l'évaluation des enjeux et à des démarches conflictuelles « civilisées »*.

Il faut avouer ici le caractère primaire de bien des comportements gouvernementaux, syndicaux et patronaux. Le peu de touche humaine. Dans une société fière de sa rationalité, nous nageons constamment en eau trouble. À preuve, l'impossibilité chez la majorité des citoyens de rejoindre le fin fond des enjeux disputés. Bien sûr, on craint de créer la panique en faisant trop ressortir ce contexte d'aveuglement. Même les critères quantitatifs, telles les statistiques, subissent les traitements les plus contradictoires. Il ne reste alors que la condamnation morale globale de part et d'autre : mauvaise foi, malhonnêteté... ou encore manipulation machiavélique de l'information.

La difficulté de faire fonctionner ces grands mécanismes et rituels fait oublier la désorganisation quotidienne des institutions et l'atmosphère permanente de milieux de travail peu vivables, inefficaces et déshumanisés. Les forces en présence, tellement préoccupées par leurs super-luttes idéologiques et politiques, n'ont pratiquement rien investi pour l'élaboration de projets de rechange. Mises à part les grandes commissions d'enquête !

Peut-être faudra-t-il jouer la carte d'initiatives dans des aires plus circonscrites, sans nier pour cela la nécessaire politisation qui accompagne la démocratisation des institutions. Quand les verbes idéologiques auront des mains, même les conflits seront mieux identifiables, et plus en mesure de déboucher sur des entreprises concrètes, fussent-elles d'une tout autre inspiration politique. J'y reviendrai.

5. Il ne suffit pas de se donner des mains à la base sociale des institutions. Certains propos idéologiques à la mode, diffusés dans l'opinion publique, méritent qu'on s'y arrête. Par exemple, la contestation de la valeur travail. Étrange plaidoyer dans une dramatique politique où l'on se bat au nom du travail et des travailleurs. Cette distorsion reste invisible, ou pour le moins peu clarifiée, dans le contexte actuel. Elle appelle une certaine philosophie critique qui fait peur aux uns et aux autres, parce que celle-ci exige aussi une lucidité sur soi-même.

Voyons d'abord ces repères idéologiques : civilisation des loisirs, éthique puritaine, jansénisme du « travail à la sueur de ton front », déconnexion travail-revenu, « travail, comme critère de vie normale » (Quel crime !), « politique de création d'emplois bientôt inutile pour l'économie et indésirable pour l'écologie », « croissance zéro », « En l'an 2000, 90% d'Américains non actifs et une petite élite surqualifiée et suroccupée ». « L'automation absorbera la grande partie de l'activité laborieuse. » « Déjà, il faut songer à des solutions comme le travail à la carte, la semaine comprimée, les heures flexibles. » Bien sûr, dans la nouvelle culture le travail n'a plus la même importance qu'autrefois.

Mais ces slogans qui contestent le travail ou annoncent sa disparition, laissent de côté de grands pans de réalité, fût-ce le lot d'une majorité de citoyens qui travaillent, et y trouvent une de leurs identités fondamentales. Face aux défis internes à cette activité quotidienne, les gadgets du « travail à la carte » ne paraissent pas très sérieux.

Voilà un premier tour d'horizon critique. Mais cette démarche ne nous achemine pas vers des solutions constructives. Il faut pousser plus loin notre regard dans l'expérience actuelle. Comment passer à côté, en l'occurrence, du test le plus révélateur : les grèves.

Rôles invisibles de la grève

On ne retient des grèves que les enjeux de quantités : les revendications salariales, les bénéfices marginaux, les heures de travail, les équipements nécessaires à la sécurité physique, etc. Beaucoup de gestionnaires se plaignent d'être acculés à accepter des revendications « non administrables ». Les syndicalistes rétorquent : « d'une part, vous nous tenez en dehors de vos programmations et de vos décisions administratives et d'autre part, vous nous reprochez d'exiger des choses non administrables. Ce n'est pas nous qui avons créé ce système vicié au départ ». Combien vont au fond d'un pareil débat qualitatif ? Au premier regard, le patronat défend son « droit absolu » de gérance et un certain syndicalisme passe des contrôles extérieurs à la lutte pour un pouvoir intérieur. Mais il y a plus. La grève nous aide à la comprendre.

Je me limite ici à formuler quelques hypothèses sur lesquelles je reviendrai plus loin, étant donné leur importance pour comprendre ce qui arrive actuellement dans la plupart de nos institutions.

Certains grévistes, plus ou moins consciemment, en deçà et par-delà des revendications quantifiables, tentent de nouer des rapports sociaux dans des organisations de plus en plus réduites à des rapports de choses, à des processus technico-administratifs. Le modèle tayloriste, toujours prévalent malgré certains correctifs, a divisé le travail en tâches parcellaires, en postes plus ou moins isolés. Le sens global de l'activité trouve sa seule logique dans l'ensemble du processus technique.

L'expérience humaine comme telle, personnelle et collective, est en quelque sorte évacuée de l'exercice du travail. Or, on sait que celui-ci, pour être une expérience vraiment humaine, doit être un lieu de connaissance, d'appartenance sociale, de véritable responsabilité, de projet. Toutes ces dimensions existent très peu chez la majorité des acteurs dans la plupart des milieux de travail. Même les cadres moyens et supérieurs ont peine à vivre leur travail comme une authentique expérience humaine, dans la mesure où la programmation instrumentale devient le principal définisseur de l'organisation. Mais un tel appauvrissement est ressenti davantage par ceux qui sont de purs exécutants. C'est ce qui me frappe dans l'enquête que nous

menons au sein de cinq milieux de travail soumis à la programmation informatique.

La grève constitue alors un moment où le groupe humain cherche à se retrouver, à s'exprimer et même à se sentir vivre, parce qu'on vit de moins en moins sa vie au travail. La grève permet aussi une évaluation systématique et collective de l'ensemble des conditions de travail ; évaluation impossible ou refusée dans le milieu de travail lui-même. On me dira que le syndicat est pourtant une plate-forme permanente pour soutenir une telle démarche. Je rappelle trois limites qui affaiblissent cette objection.

a) Notre régime de relations ouvrières est bâti sur deux rails parallèles. Les travailleurs peuvent exercer des contrôles extérieurs, mais peu de responsabilités intérieures importantes, encore moins un pouvoir interne valable.

b) Ce ne sont pas les assemblées syndicales périodiques qui vont faire le poids par rapport à une organisation quotidienne et permanente, pensée et dirigée en dehors du champ de responsabilités individuelles et collectives des travailleurs.

c) Une organisation administrative de plus en plus complexe et technicisée échappe aux moyens traditionnels du syndicalisme. Qu'on songe aux culs-de-sac nombreux et grandissants des processus de griefs.

Tout ce contexte rend de plus en plus difficile la solution des conflits au niveau où ils se posent. Il ne reste alors, après des épreuves de forces sans issue, que le recours à l'État, à un ministre pompier, et maintenant au premier ministre. Mais a-t-on vraiment identifié les sources profondes d'un pareil « court-circuitage » ?

Un renversement de perspective

Le fameux rapport sénatorial *Work in America* sur le monde du travail en Amérique du Nord pointe des phénomènes qui existent aussi chez nous : un niveau élevé d'absentéisme, un taux excessif de rotation du personnel, une mauvaise qualité du travail, un déclin de l'habileté dans l'exercice du métier, et une réduction de la productivité.

Mais ce diagnostic me semble « prendre des effets pour des causes », sans faire état du renversement de perspective qui est en train de se produire. Voilà ce que je veux explorer.

La société capitaliste a démarré avec l'indépendance de la fonction économique par rapport au système socio-culturel et politique de type médiéval. Peu à peu l'évolution techno-économique a joué le rôle déterminant dans l'organisation sociale globale. L'État, la science, l'école, la ville se sont mis à la remorque de cette orientation particulière, au point d'être définis presque exclusivement par elle.

Or, voici que des changements culturels, sociaux, politiques et économiques d'une autre inspiration refluent, et se heurtent contre ce modèle dominant. On peut le constater sur le terrain du travail lui-même. J'ai traité longuement de la question dans deux ouvrages récents ¹². Restons-en à quelques traits majeurs.

Changements culturels

Le travail ne tient plus la même place dans l'échelle de valeurs de l'homme occidental.

- L'éducation développe des démarches qui amènent les nouvelles générations à refuser les pratiques souvent contraires dans l'organisation du travail. Déjà cette double séquence en témoigne :

Éducation	---	autonomie - créativité - être - homme - aspirations internes
Travail	---	dépendance - automatisme - avoir - produit - objectifs externes

- Une culture plus critique (meilleure scolarisation, vulgarisation scientifique, information intensive des media) éveille une conscience que les ouvriers d'hier « sentaient » sans pouvoir

¹² Des milieux de travail à réinventer et Une tentative d'autogestion. Presses de l'Université de Montréal, 1975.

l'exprimer. Par exemple, cette liberté que revendique l'entreprise privée, ne vaut-elle pas tout autant pour les travailleurs eux-mêmes ?

Changements sociaux

Ici le renversement de perspective est encore plus évident. Les pouvoirs en place et les experts de service se sont servis de la pseudo-neutralité de la technique pour amener les travailleurs à s'adapter aux nouvelles technologies. Or, de toute part dans la société, on veut maintenant adapter la technologie aux hommes, au milieu, aux finalités libres de projets démocratiques. Prenons un exemple très simple : le levier.

Voilà deux philosophies, deux politiques fort différentes. Elles s'affrontent sur une base beaucoup plus large. En effet, les hommes actuels veulent être de plus en plus les premiers maîtres de leurs divers cadres de vie : habitat, milieux de travail, écoles et autres services. C'est plus qu'une lutte de pouvoirs, dans la mesure où il s'agit de recomposer les différentes praxis sociales, en elles-mêmes et entre elles, pour rétablir le centre de gravité démocratique au sein d'une base humaine plus cohérente et plus dynamique. Pensons à l'école qui cherche à devenir de plus en plus un lieu d'intégration des divers apprentissages. Pensons à la vocation polyvalente des nouveaux quartiers. La division tayloriste du travail devrait être de plus en plus

contestée. On commence à peine à recomposer le travail, à redonner aux travailleurs une certaine polyvalence.

De plus, qu'est-ce qui va amener de petits salariés à suer pour un salaire qu'ils pourront obtenir par les politiques sociales de revenu garanti ? Surtout si le travail demeure vidé de tout sens humain.

Changements politiques

Une nouvelle conscience s'est développée chez le citoyen. Celui-ci veut faire entendre son point de vue, peser dans les décisions de sa commission scolaire, de sa municipalité, de son syndicat. Il supportera de moins en moins l'absence de démocratie dans le gouvernement de son milieu de travail !

Cette nouvelle conscience politique s'interroge sur les intérêts et les pouvoirs, en amont et en aval de chacune des institutions. Elle accepte de moins en moins des décisions économiques qui échappent au contrôle démocratique. Elle affirme le primat de la fonction politique. Elle mène ainsi le syndicalisme à se politiser. Il est donc ridicule de voir cette politisation comme une influence induite d'activistes ou de leaders idéologiques. La privatisation du syndicalisme d'affaires ne tient plus en pareil contexte. D'ailleurs les nouveaux rôles de l'État dans les politiques économiques appellent cette politisation de tous les acteurs. Va-t-on refuser aux travailleurs un type d'intervention que le patronat exerce de multiples façons ?

Changements économiques

La première légitimation du capitalisme a été son succès. Beaucoup de citoyens critiquaient le modèle, mais ne doutaient pas de son efficacité. Voici que ce modèle semble éclater de toute part. Mécanismes principaux déréglés, correctifs classiques inopérants, culs-de-sac urbains et écologiques, épuisement irresponsable des ressources, coûts sociaux prohibitifs, manœuvres scandaleuses de plusieurs grosses corporations. La conscience de ces phénomènes inter-reliés vient tout juste de prendre corps dans des luttes, par-delà une certaine critique verbale encore inoffensive et récupérable. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les problèmes actuels apparaissent davantage endogènes au libéralisme lui-même. D'où une crise de confiance appelée à se radicaliser, surtout à partir des changements culturels, sociaux et politiques indiqués plus haut.

Rôle historique de l'organisation du travail

On peut se demander si les institutions actuelles peuvent assumer ces changements profonds. Le recours quasi-fétichiste à l'État-Providence, malgré ses apparences de modernité, témoigne plutôt de l'impuissance actuelle des institutions libérales. Mais beaucoup de diagnostics pour justifier ou pour condamner pareille situation, restent souvent bien superficiels. Il faut à mon sens retracer la genèse du modèle libéral en train d'éclater. Je crois que le taylorisme a plus marqué notre société actuelle que les idéologies du XIX^e siècle. Il a façonné en quelque sorte le modèle administratif de base de nos institutions. Comme je l'ai montré plus haut, l'organisation tayloriste du travail a aliéné la masse des citoyens de toute influence importante dans le processus de production des biens et des services ; il les a aliénés de pouvoir décisif en amont, et de tout contrôle majeur sur les objectifs en aval. Voyons bien ce qui a été brisé radicalement.

Au premier regard, le modèle tayloriste semble dissocier, par la structuration même du travail, l'individu de ses rapports sociaux, l'activité laborieuse de l'expérience humaine. Un tel modèle a réussi à décomposer tous les constituants d'une classe sociale, chez la masse des exécutants. C'est au niveau supérieur de la pyramide sociale que l'entité-classe existe vraiment. Au départ, l'individu de ces milieux s'insère dans des réseaux sociaux d'avoir, de savoir et de pouvoir bien constitués. Il ne lui reste qu'à s'affirmer comme individu. Or tout cela est impossible chez ceux qui sont à la base de l'organisation du travail. Privé de ces rapports sociaux quotidiens (avoir, savoir et pouvoir), même l'individu se sent déconsidéré et parfois nié. D'où une absence radicale d'intérêt, d'engagement au cœur du travail lui-même. Il ne reste que des plates-formes extérieures pour reconstituer non seulement une solidarité de classe, mais une identité individuelle réelle. Voilà le second regard. En ce sens, la classe ouvrière n'existe pas, elle est à faire. De plus, le postulat libéraliste sur la primauté de l'individu n'est pas accessible pour les exécutants sur ce terrain majeur qu'est l'activité économique. Le taylorisme, de plus en plus raffiné, a donc progressivement tué autant l'individualité des travailleurs que leur socialité de classe. Et l'on est surpris de leur révolte dite sauvage et de leur désintérêt.

Étant donné le rôle historique de l'organisation tayloriste du travail dans le modelage de notre société, je ne crois pas possible de chercher des issues nouvelles sans une transformation profonde de ce terrain de départ. *Je ne puis, par exemple, imaginer un nouveau contrat social, de nouveaux modes de négociation collective, sans passer par la restructuration du travail lui-même, comme premier test de vérité. Et cela à la lumière des changements culturels, sociaux, économiques et politiques précités.* Dans des régimes semblables aux nôtres, déjà depuis plusieurs décennies, certains pays ont redéfini l'organisation du travail dans un cadre politique qui articulait mieux les systèmes technique, social et administratif des unités locales, et les principaux acteurs de l'activité économique globale. Je voudrais ici aborder cette question à partir d'une expérience du travail : une expérience circonscrite dans une usine où j'ai été partie prenante d'une réorganisation durant quelques années. Cette démarche fort limitée a quand même permis un coup de sonde assez profond.

Conflit de deux philosophies de base

Dans cette expérience de réorganisation du travail, tous les dispositifs gouvernementaux : expertises techniques, administratives et sociales, recyclage, reclassement et formation en industrie, ont été utilisés. Des fonctionnaires intelligents et disponibles ont su recomposer les divers programmes pour rendre l'ensemble de l'opération bien orchestrée. Administrateurs, experts, et fonctionnaires s'entendaient sur les processus à suivre. Le tout semblait logique, efficace. Mais la communauté des travailleurs allait poursuivre une autre foulée bien différente de la nôtre.

Disons tout de suite que la difficulté ne viendra pas d'abord des programmes gouvernementaux, mais de l'incapacité de saisir ce qui se passe actuellement à la base sociale des milieux de travail, et je dirais même, de toutes les institutions. Je crois que pour assurer des interventions judicieuses, il faudra mieux explorer l'économie propre des groupes humains au travail. Une économie humaine qui a connu des transformations profondes au cours des dernières années. Dans quelle mesure plusieurs administrateurs, experts, fonctionnaires ou permanents de syndicat sont décalés par rapport à cette évolution de notre sous-sol culturel, social, politique et économique ? Je ferme cette parenthèse et reviens à l'expérience évoquée plus haut.

À mesure que les programmes étaient mis en route, le collectif de travail faisait sa propre évaluation. D'abord une série de prises de conscience.

1. « Je travaille ici depuis 15 ans et je me rends compte que je ne suis pratiquement rien dans l'usine », disait le travailleur moyen.

2. La plupart des travailleurs ignoraient l'abc de l'institution, même s'ils pouvaient identifier avec à propos tel ou tel problème clé.

3. Plusieurs avaient la conviction que leur savoir-faire pratique n'était pas mis à contribution et que, par ailleurs, ils pouvaient suggérer des méthodes plus efficaces et plus humaines.

4. Pour la première fois la communauté de travail vivait une vie collective intensive sur le terrain même de son activité laborieuse. Ce qui n'avait été possible que sur la plate-forme parallèle de leurs réunions syndicales épisodiques.

5. Enfin, prise de conscience qu'il faudra trouver des solutions en passant par le tissu social lui-même de ce collectif humain.

Les travailleurs se mirent donc en frais d'élaborer des projets départementaux de réorganisation de travail qui faisaient place à certaines formes nouvelles : équipes semi-autonomes, autocontrôle collectif interne, redéfinition et nouveau partage de tâches, statut inédit de « premier homme », exploration de ce qui peut être matière soit à la codécision, voir à la consultation, soit à l'information. Au fond, les travailleurs s'inspiraient d'une dynamique collective et de savoir-faire pratiques qui n'avaient jamais été considérés comme valables par les administrateurs.

L'éclatement s'est produit lorsque les ouvriers se sont rendu compte que leur propre démarche arrivait en contradiction profonde avec la philosophie et la pratique des expertises signalées plus haut. Certains experts en dehors de leur rationalité propre, technique ou administrative, deviennent tout à coup des analphabètes incapables de comprendre le langage, les aspirations, les processus psychologiques et sociaux d'un groupe humain comme tel en action. Leurs propos à ce niveau deviennent tout à coup vagues ou très simplistes. Je rappelle, par exemple, comment la démarche d'adaptation était conçue ; il s'agissait avant tout de réaligement mécanique à de nouvelles

techniques plus efficaces. Le travail humain est autrement plus complexe. Il a son économie propre, ses requêtes d'intelligence, de responsabilité, de liberté, de créativité et de socialité qu'on ne saurait escamoter. Un groupe de travail a une histoire, une personnalité, un profil social et culturel, un champ humain particulier. Autant de qualifications humaines que le taylorisme ancien ou nouveau néglige, ignore ou veut asservir pour des objectifs exclusivement extérieurs aux travailleurs eux-mêmes. Comment parler alors de vraie concertation, de participation sérieuse, de partnership authentique, d'intérêts communs ? De fait, il ne reste plus que des salariés interchangeables comme une tricoteuse ou un ordinateur. Des salariés désintéressés de l'institution, accrochés uniquement à la paie, et cherchant ailleurs un sens, une valeur, un goût de vivre. On me dira que beaucoup de réformes ont été tentées en Amérique du Nord. Mais va-t-on au bout de l'évaluation des échecs dans la plupart des cas ?

Une cible :

réinventer la base sociale du travail

Toujours est-il que le clash s'est produit, et l'on a fermé les portes de l'usine. Mais il venait de se passer quelque chose de décisif chez ces travailleurs. « Pourquoi ne pas essayer de la faire marcher par nous-mêmes ? » À l'automne 1974, les ouvriers font une entente avec la compagnie pour ouvrir le matériel qui était resté dans l'usine. Une condition majeure demandée : tout le processus sera dans les mains des travailleurs et l'entente portera exclusivement sur l'achat du produit au bout de la ligne. Je vous épargne les détails. Le moulin se remet en marche. Les travailleurs remplissent leur contrat, avec un taux de productivité fortement accru, et cela sans les cadres supérieurs ou moyens, sans les administrateurs et les ingénieurs, et même avec un nombre réduit de travailleurs. Il faudrait être aveugle pour ne pas se laisser interroger par une telle expérience en regard de l'inefficacité croissante d'une administration moderne lourde, empêtrée de plus en plus dans ses appareils et ses processus sophistiqués. Combien de critiques ramènent tout le problème à ce qu'ils appellent : les revendications « non administrables » des travailleurs ?

Certaines expériences de réorganisation du travail dans des régimes semblables aux nôtres mettent en lumière une économie humaine de la vie et des institutions que nous avons perdue de vue. À savoir des institutions qui doivent retrouver une certaine organicité, un milieu humain, une application concrète de la démocratie, une

maximisation de la valeur d'usage des biens et ressources humaines au profit de tous les intéressés. Les diverses responsabilités s'inscrivent alors dans un contexte plus cohérent. Tâches et fonctions, pouvoirs et contrôles ne sont plus purement extérieurs les uns aux autres. Tous les acteurs sont davantage de plain-pied et partie prenante d'un projet collectif. Les dynamismes et les valeurs propres du groupe humain peuvent se déployer plus librement, humainement et efficacement. On redonne à la socialité de l'homme et du travail, à la création collective, une place que le libéralisme ancien et nouveau a sans cesse refusée, créant ainsi un terrible appauvrissement de la conscience sociale des individus et des groupes.

Entre le droit de gérance absolu et l'autogestion à l'autre extrême, il y a place pour de nombreuses formes progressives de « démocratie industrielle » Les stratégies patronales, syndicales et étatiques ne semblent pas explorer de nouvelles voies, alors que les culs-de-sac actuels devraient inciter à pareilles démarches.

Bien sûr, nous sommes devant des expériences fragiles et menacées de toute part, parce qu'elles sont contredites par une idéologie, une philosophie, une politique et une pratique dominantes qui refusent d'explorer d'autres possibles en dehors de leur corridor. Les idéologues étroits ne sont pas tous du même bord. Faut-il rappeler que les refus de ceux qui monopolisent autant de pouvoir, de savoir et d'avoir sont autrement plus graves que les réactions erratiques et parfois violentes d'hommes réduits au statut d'exécutants. Il serait très superficiel de donner tête baissée dans le law and order pour mater le syndicalisme, de miser uniquement sur un leadership plus poussé de l'État ou de retourner au pseudo-âge d'or des succès capitalistes.

Par ailleurs, je sais que la réorganisation de la base sociale du travail suscite autant d'objections chez les militants syndicaux que dans le patronat et les cercles technocratiques de l'État. Pourtant si la dégradation humaine de cette base sociale se poursuit, ni le statu quo, ni la réforme, ni la révolution ne seront possibles, tout simplement parce que le principal point d'appui sera déjà trop appauvri. Il me semble qu'il y a en toute société, en dessous des différents systèmes sociaux historiques, des exigences humaines fondamentales à respecter, des conditions nécessaires pour bâtir, dans la lutte comme dans la collaboration, une société progressive et démocratique. N'est-ce pas la finalité que les différents camps prétendent vouloir atteindre ? Aimerons-nous assez les hommes et la vie pour ne pas

remettre aux calendes grecques ces tâches urgentes et majeures d'humanisation du travail, de l'éducation et des autres pratiques quotidiennes essentielles ? Et cela, dans de véritables projets libérateurs et créateurs, qui donnent des mains à nos aspirations décisives.

Au cœur des rapports de forces existants et inévitables, il faut des anticipations, des réalisations, des projets qui ramènent les débats idéologiques au pays réel des hommes et de la société concrète. Autrement, nous nous battons dans des rituels décrochés de la vie et du pain. Privilège que des élites de droite et de gauche peuvent se payer au grand dam d'une masse de citoyens impuissants, passifs et de plus en plus dégoûtés. Redonner au travail toute sa signification et son dynamisme proprement humains, c'est déjà s'engager sur une voie constructive, possible et à portée d'homme.

La société ne vaudra jamais mieux que sa base sociale, dans quelque régime que ce soit. En ce sens, il faut dégager des stratégies de vraies responsabilités où les hommes auront à répondre de leurs actes, entre eux et à leur niveau de responsabilité. Il me semble que des milieux de travail progressivement autogérés établiraient un niveau de responsabilités démocratiques, qui rendrait possible un premier consensus minimal entre les acteurs sociaux, en deçà et par-delà les inévitables rapports de forces et d'intérêts en présence.

Note : L'expérience de Tricofil

L'expérience de l'usine autogérée Tricofil est née de celle que j'ai décrite plus haut. Je n'ai pas voulu m'attarder sur l'autogestion comme telle. Dans notre contexte nord-américain et dans les conjonctures actuelles, la généralisation de la démarche autogestionnaire apparaît à tout le moins comme un horizon lointain. Même s'il y a des possibilités plus proches dans le domaine des services publics.

Mais déjà l'expérience Tricofil est grosse de multiples leçons. Elle a forcé les uns et les autres à se situer devant un projet autre, qui sortait des sentiers battus : étatiques, patronaux ou syndicaux. Tour à tour, l'État, le patronat industriel, les Banques ont dû ouvrir leur jeu idéologique, économique et politique.

Un ministre disait de l'expérience : « il en coûterait moins cher à l'État, si ces travailleurs étaient des chômeurs ». Vous voyez de quelle philosophie sociale (!) il se réclame. C'est plus rassurant d'aller couper le ruban d'I.T.T, avec un subside de plusieurs dizaines de millions et la promesse d'une centaine d'emplois. Quand on doit se contenter d'être le paysagiste des investisseurs et des propriétaires étrangers, on se console en affirmant son autorité, sa « rigueur intellectuelle », son réalisme-éteignoir sur le dos de la chiourme prolétaire de Tricofil. Le gouvernement avait exigé de cette communauté de travail qu'elle construise une autoroute avant de se mettre en marche, pour lui reprocher par la suite des dépenses excessives d'organisation et une non-rentabilité immédiate. Pourtant, il y avait bien d'autres facteurs à considérer.

J'ai vu, à Tricofil, des hommes revivre, un groupe d'ouvriers retrouver le goût au travail dans un projet collectif valable. Je les ai vus s'entraider d'un département à l'autre. Ces changements profonds dans les conjonctures actuelles devraient peser beaucoup dans l'évaluation de cette expérience.

Tricofil est plus qu'un nouveau projet industriel, c'est la tentative d'établir un mini-circuit d'autodéveloppement social, culturel, économique et démocratique. Une société ne vaut pas plus que sa base sociale. Or, la nôtre, comme celle des autres sociétés occidentales, s'est profondément déstructurée. Elle retrouvera son dynamisme de l'intérieur. N'est-ce pas la conviction première de toute philosophie démocratique ? Plusieurs d'entre nous ne peuvent plus croire à cette idéologie libérale qui écarte du champ démocratique le terrain économique qu'elle dit, par ailleurs, déterminant.

Tricofil ne peut réussir à court terme, précisément parce qu'elle exige un bouleversement profond du vieux libéralisme doublé, chez nous, d'un réflexe colonial. On n'inventera pas un nouveau chemin d'avenir en un tournemain. Les travailleurs de Tricofil, en parlant de société nouvelle, ne se sont pas trompés. À la différence d'un premier ministre, ils sondent ici nos options de base à partir d'un projet concret et non en fonction de vagues idéaux décrochés des situations réelles.

Ce projet est la résultante d'un long cheminement, marqué de luttes courageuses. *Dans notre société dite libre », la plupart des états-majors manifestent bien peu de liberté face aux problèmes majeurs et aux solutions possibles. Peut-être aurions-nous beaucoup à apprendre*

de ceux qui, sans avoir ni pouvoir, n'ont mis que leurs qualités d'homme dans la balance ? lis nous présentent un visage concret de ce que pourrait être une société, une politique, et qui sait, une économie plus humaines. Si nous sommes incapables de le reconnaître, il faudra nous poser enfin les vraies questions.

Tricofil a connu et connaît encore des difficultés de parcours. Elle a rappelé aux Caisses populaires leur propre histoire qu'elles avaient oubliée. Le peuple d'ici et surtout les « élites » ont mis du temps avant de faire confiance à ce mouvement coopératif. Petite souris imprudente qui s'aventurait dans la chasse gardée de félins féroces. Il a fallu un joli saut qualitatif pour franchir le premier cap. Tricofil vit le même défi.

Des banques ont refusé des marges de crédit, en alléguant qu'elles ne pouvaient jouer le « jeu ouvert » de Tricofil qui met le public « démocratiquement dans le coup ». En ce sens, même les échecs et les difficultés de Tricofil sont très révélateurs.

Une certaine gauche a boudé le projet, préférant la sécurité d'une opposition idéologique et politique hors circuit, para-institutionnelle où l'on n'a pas à faire la preuve de sa pertinence, de son réalisme, ni à montrer ses mains et ses projets, ni à risquer une partie de son portefeuille et de ses privilèges.

D'autres esprits critiques voient même dans des expériences comme celles-là des manœuvres de récupération par un monde capitaliste qui se voit acculé à jeter du lest dans la décentralisation et la démocratisation. Il faudrait, par ailleurs, s'interroger sur les refus aveugles d'un certain syndicalisme nord-américain face à une réorganisation plus démocratique du travail. N'est-ce pas une des premières démarches de libération et de politisation, où les forces ouvrières organisées devraient prendre les devants et orienter le mouvement ? *Un style de travail plus solidaire, plus intelligent, plus responsable, plus créateur, plus libre constitue une assiette démocratique autrement plus forte que cette expérience quotidienne de purs exécutants.*

L'aventure sans cesse menacée de Tricofil révèle des défis internes plus redoutables. On n'invente pas un modèle social en un tournemain. Je pense, par exemple, au difficile passage de relations verticales aux relations horizontales privilégiées ; d'un travail vendu et acheté

comme une marchandise à un travail automatisé et identifié à un projet collectif ; de la concurrence entre individus à la solidarité d'équipe. Difficulté aussi que cette assumption par les travailleurs eux-mêmes de fonctions exercées autrefois en dehors de leur communauté, tels la définition des tâches, le contrôle, la supervision, la détermination du rendement, la prévision, etc. Difficulté enfin de développer rapidement un encadrement administratif et une expertise technique. On mesure ici le drame d'une gestion technocratique et capitaliste qui a marginalisé la masse des travailleurs au cœur même des institutions économiques. Et en même temps, on se rend compte des énormes étapes à franchir pour une démocratisation efficace de l'organisation du travail.

3. Famille et révolution des rapports sociaux

Du thermostat régulateur au fusible survolté

[Retour à la table des matières](#)

Voilà l'image que je retiens au départ pour qualifier la dramatique actuelle de la famille. Celle-ci a peine à soutenir les courants et contre-courants des révolutions culturelles, sociales et économico-politiques en gestation. *Les explosions de la cité deviennent implosions dans la famille*, qui semble avoir perdu son rôle de thermostat social régulateur. Les structures de parenté ne modèlent plus la société. C'est plutôt l'inverse depuis l'avènement de la ville et de l'industrie modernes. D'où la tentation superficielle de minimiser l'importance de ce lieu humain.

N'est-ce pas céder à un réflexe conservateur que de s'intéresser aux questions familiales ? N'a-t-on pas démystifié depuis longtemps cette prétendue cellule de base ? Les esprits critiques restent aux aguets et pointent ultimement le plaidoyer fasciste qui assoit son pouvoir sur le salut de la famille et de la patrie. Ce procès unilatéral reste bien ambigu. En effet, ici et maintenant, on pourrait trouver dans le drame de la famille les effets les plus destructeurs du libéralisme capitaliste.

Et en même temps un lieu privilégié de redéfinition des rapports sociaux. Je pense, par exemple, aux nouveaux styles de vie qui s'élaborent chez les jeunes couples de la génération montante.

Une institution électrocutée ?

- Beaucoup de *fonctions sociales* cumulées par la famille sont passées partiellement aux autres institutions. Éducation, Sécurité, statut social, loisirs et nombre de rapports quotidiens relèvent, en bonne part, d'instances qui ne semblent pas tellement tenir compte de la famille.

- Les *liens conjugaux et familiaux* se sont relâchés. Divorce et ruptures de générations en témoignent. On parque les vieux ensemble. Les adolescents se regroupent en dehors de la famille. Celle-ci connaît une vie courte qui dure le temps de l'enfance. Mais même là, le rapport conjugal semble incertain surtout depuis la révolution féminine. Déjà le travail de la femme à l'extérieur du foyer avait bouleversé profondément les rapports internes et externes de la famille.

- La *mobilité* géographique, professionnelle et sociale, les changements de tous ordres, les trépidances urbaines, ont brisé toutes les ancrages familiales de stabilisation et de continuité. Il faut ajouter ici l'énorme problème de l'habitation dans la plupart des cités.

- Plus encore, *une société du court terme* sape quotidiennement les relations longues de l'univers conjugal et familial. Modes évanescences, produits obsolescents, achats immédiats avec la carte de crédit, multiples solutions - pilule, stimuli publicitaires. Et surtout des relations courtes au magasin, à l'école, au travail, au forum ou ailleurs. Ainsi, la famille adopte la même vie émietlée et hachée. Se marier ou faire un enfant, voilà des entreprises à long terme qui effraient. Plutôt une liberté qui permettra de changer son partenaire, son job, son auto ou son habitat.

- Dans cette ère de l'éphémère... du café instantané, *les groupes se font et se défont* à un rythme accéléré. On rationalise cette situation en remettant en cause non seulement les relations durables mais aussi le principe lui-même de l'institutionnalisation. Le mariage, par exemple,

est un lieu d'ennui, de routine, d'immobilisme. À la limite, un contrat bourgeois sur un bout de papier. Tout comme l'État ou l'école, il est appelé à disparaître. Ce n'est plus l'inadéquation des institutions que l'on conteste, ni même tel modèle plus ou moins incongruent, mais la nécessité d'institutions pour organiser la vie collective. Un étrange retour au libéralisme sauvage de la « main invisible » qui rassemble en société des individus dits indépendants.

- *L'économie et la politique capitalistes* souvent ne considèrent que l'individu, et brisent les rapports sociaux des classes populaires tout en taisant ses relations d'élites dominantes. Rendant ainsi le projet familial très difficile chez un grand nombre de citoyens. Certains gauchistes qui méprisent mariage et famille sont, en ce sens, des complices aveugles. Un système qui condamne la famille à être avant tout une unité sociale de consommation, révèle là, beaucoup plus crûment, son inhumanité.

- Certains critiques ont bien perçu le piège des plaidoyers libéraux récents sur la famille à sauver. Historiquement, celle-ci a souvent transmis et intériorisé *l'ordre social voulu par le pouvoir en place*. Devant les contestations montantes, les élites dominantes renouent avec ce rôle passé ; elles recultivent cette force qui permet la reproduction sociale des riches et des pauvres, des privilèges et des misères. Bien sûr, il y a aussi la zone tampon des classes moyennes, souvent définies par leur intérêt familial. C'est une bonne stratégie que de les courtiser sur ce terrain-là.

- Le « meurtre du père » s'est traduit d'abord dans les révolutions scientifiques et politiques avant d'entrer dans l'école, dans les milieux de travail et dans la famille. D'abord, il y a eu la montée de la démocratie qui venait bouleverser les structures hiérarchiques. Trouée encore fragile si on en juge par la place prépondérante des pouvoirs autocratiques dans le monde, qu'il s'agisse des militaires, des financiers, ou de partis totalitaires. En Occident, *la révolution de rapports horizontaux* s'amorce dans toutes les institutions, plus radicalement dans la famille. Après les jeunes, ce sont les femmes qui contestent l'autorité du « paternel », du « mâle ».

- Mais la révolution culturelle nous amène plus loin... jusqu'à dire : *tel fils, tel père... telle fille, telle mère*. Tout se passe comme si cette révolution avait accentué le grand mythe nord-américain de la jeunesse à éterniser. Beaucoup d'adultes adoptent les mœurs des

jeunes. On m'objectera, avec une part indéniable de vérité, que ces mœurs doivent beaucoup à certaines influences adultes venant des arts et des media... et aussi des publicistes, des marchands. Mais comment nier en contrepartie l'importance du phénomène « jeunesse » ? Ce laboratoire social inédit dans l'histoire n'est pas un sous-système et une sous-culture isolés. Par exemple, l'attitude décontractée de bien des jeunes face au travail interroge profondément les aînés sur la place de cette valeur dans leur vie. Et que dire de la liberté ! Mais pareille influence à rebours s'accompagne de très fortes tensions trop souvent insupportables pour un psychisme contemporain aussi secoué et si fragile.

- Une société incertaine et explosive, un avenir bloqué sinon très problématique, un grand sentiment d'être au seuil d'une crise globale, une impuissance avouée des experts et des leaders face aux grands problèmes aussi bien domestiques que planétaires, une déstructuration interne des principales institutions - c'est là du moins la perception de plusieurs - voilà autant de phénomènes qui ont un énorme retentissement sur la vie familiale et ses décisions majeures. *Comment décider pour une descendance dans une société apparemment sans avenir, dans une situation sociale qui semble sans issue ? Comment envisager une longue aventure d'éducation quand on la perçoit comme une goutte d'eau dans une mer d'influences incontrôlables ?*

Une recharge inattendue de la batterie

On croyait la famille agonisante. Tous les chocs évoqués plus haut suffisaient amplement à faire sauter les plombs. Et non, la famille n'a pas encore connu la disparition plus ou moins rapide que certains sociologues anglais avaient prédite au lendemain de la dernière guerre mondiale. Bien sûr, les incertitudes, les déceptions, les disqualifications et les rejets semblent continuer de grandir. Mais en même temps, on assiste au phénomène inattendu de revalorisation de la famille. Malgré ses ambiguïtés, la relance comporte des éléments positifs. (Je ne m'arrête pas ici aux modèles familiaux. Car dans cette perspective, je devrais dire que *certain types de familles* disparaissent et d'autres naissent. Il en est de même des rôles culturels qui modèlent les fonctions de base.)

- Pendant un certain temps, les parents s'en étaient remis aux experts pour définir leur rôle d'éducation. La mère avait le dernier ouvrage du docteur Spock à la main. On confiait l'enfant-problème

aux institutions. Dans les milieux défavorisés, l'école devait se substituer à la famille déficiente. L'État finançait des foyers nourriciers qui accueillaient les enfants des « parents irresponsables ». Tant du côté des spécialistes que chez les parents eux-mêmes, *on tend maintenant à revenir au noyau premier et naturel de la famille*. Ce milieu vital est revalorisé.

- Dans la cité aussi fragmentée que programmée, la famille reste un des rares lieux d'intégration globale de la personne. La spécialisation et le parallélisme des institutions dispersent les expériences. Plusieurs citadins cherchent alors un ou des lieux où ils pourront être totalement eux-mêmes. Un lieu où ils parleront de leur travail, de leurs amours, de leurs loisirs, de la politique, etc. Une solidarité multidimensionnelle quoi ! Or, la famille *apparaît précisément un de ces rares lieux d'intégration*. Évidemment, c'est loin d'être toujours le cas. Par ailleurs, les autres lieux semblables sont trop fluides, tels ces groupes d'affinité qui n'ont pas le caractère permanent du foyer.

- Délestée de plusieurs fonctions lourdes, la famille moderne devient une sorte de *centre socio-affectif extrêmement précieux*. Elle tient davantage par la qualité de ses relations que par la nécessité de ses fonctions. L'expérience familiale trouve ici un climat inédit de liberté. Ouvertes de multiples façons sur le monde extérieur, les relations internes s'enrichissent d'autant plus, tout en déployant un type d'expérience originale, et souvent impossible ailleurs dans la société. Plusieurs révisent ainsi les ruptures ou les rejets aveugles d'hier qui s'étaient fermés à toute redéfinition possible de la famille. On était alors trop collé à un modèle traditionnel tellement décalé des nouvelles façons de vivre. Il fallait débouter cet obstacle-écran. Mais cette pure réaction n'incitait pas à de nouvelles explorations positives.

- L'importance grandissante qu'on accorde à sa vie privée se traduit par une nouvelle intensité de vie familiale. Si la semaine disperse, *le week-end réunit*. En semaine, chacun est pratiquement renvoyé à son individualité. Il y a peu de connivence. On arrive, et on part de la maison à toute heure. Pierre revient du CEGEP à 14 heures, la petite Marie rentre de l'école à 16 heures, la mère arrive tout juste pour le souper. Le père est retenu, il rentrera tard dans la soirée. Partout à l'école, au travail ou ailleurs, ce sont les heures brisées des fameux horaires flexibles qui accentuent paradoxalement l'impossibilité de constituer des rapports sociaux suivis ou des solidarités consistantes.

La vie familiale est davantage mise au défi. Or, voici que les citadins actuels commencent à réagir. Beaucoup de familles se réservent leur week-end et des moments privilégiés de vie privée, de vie commune. Et même chez certains, la télévision a perdu quelque peu sa puissance de séduction. Ils ont davantage le goût de se retrouver et d'échanger en famille.

- Mais une existence quotidienne aussi éclatée, aussi discontinue, malgré ses riches expériences possibles, déçoit à la longue. On cherche des terrains moins mouvants, moins provisoires. Des fibres plus résistantes. *Il fut un temps où l'amande de la vie était cachée par l'écorce de familles et de morales trop bien scellées. Aujourd'hui l'amande trouvée, on ne sait plus l'écorce qui l'empêche de pourrir et qui lui permet de se régénérer. Avec la dislocation de la famille, c'est donc une certaine économie humaine de la vie qui a été perdue. Une sagesse historique aussi, longuement nouée par des lignées et des générations. On a moqué ces transmissions de la culture comme si elles ne portaient que des oeuvres mortes, inutiles ou déphasées. Aujourd'hui, on se retrouve sans racines pour communiquer avec le riche terreau de l'histoire. La première conscience historique, la plus fondamentale, a été obturée. Aurons-nous le courage de reconnaître les causes véritables de la crise de transmission dans nos sociétés occidentales ? Les techniques sociales savantes et les media de communication omniprésents n'ont pas réussi à résoudre ce problème complexe de la transmission culturelle. Le peuvent-ils ?*

- L'histoire nous apprend que dans les temps difficiles, les liens familiaux se resserrent. Durant les guerres, par exemple. Or, bien des gens ont l'impression d'en avoir fini avec la prospérité facile d'hier. Même les nantis se sentent menacés. L'abondance disperse les hommes, la pénurie les réunit. Et le jeu des classes sociales n'est plus le même, surtout quand la masse des « déclassés » grandit. Je ne m'attacherai pas ici à des dimensions politiques que j'ai traitées ailleurs. Je veux surtout souligner le phénomène anthropologique des profondes solidarités qui se nouent dans les épreuves partagées, à côté ou au cœur de conflits non moins profonds. *Je soupçonne que le regain familial actuel doit beaucoup à cette appréhension commune de connaître bientôt une vie de plus en plus difficile. Mais je n'ignore pas le danger de chercher dans la famille un refuge, une zone de repli, une forteresse conservatrice.*

Un premier retour critique

Voilà un tour d'horizon plutôt descriptif. En creux comme en bosse, affleure un certain vertige qui doit beaucoup aux grandes peurs de notre époque. Peur collective du chaos et peur individuelle de la mort, soulignées tour à tour par des sociologues et des psychiatres. S'y laisser entraîner, c'est déjà démissionner de toute compréhension possible, et surtout obscurcir davantage la réalité. Par ailleurs, l'urgence d'y voir plus clair peut inciter à chercher naïvement la bonne théorie qui explique tout, le dénominateur commun de tous les changements, l'unique et vraie solution.

Il suffit de rappeler ici la diversité de courants et contre-courants évoqués plus haut, la pluralité éclatée des transformations culturelles, psychosociales, économiques et politiques. Au dedans comme au dehors de la famille, on ne saurait trouver un ensemble logique de facteurs qui acheminerait vers le bon système ou la structure idéale. Prêter à la réalité une cohérence qu'elle n'a pas, c'est une attitude qui cache tantôt la peur, tantôt la fuite, et parfois une volonté de manipulation ou de domination. On laisse ainsi de côté des problèmes embêtants, des richesses plus profondes et des possibilités non explorées.

Voyons l'exemple d'une hypothèse peu orthodoxe qui pourrait peut-être contester l'apparente évidence des problématiques reçues.

*Grandeurs et misères
de la famille nucléaire*

Peu à peu la famille occidentale s'est restreinte au noyau de trois ou quatre membres : le père, la mère et un ou deux enfants. *Le noyau semble être devenu explosif à cause de sa super-concentration affective.* Tout se passe comme si le drame oedipien s'accusait ici davantage. Dans cette aire circonscrite, l'enfant n'a pas tellement de possibilité de rechange ou de compensation. Tels des rapports latéraux plus diversifiés : avec un oncle ou une grand-mère, avec un professeur proche et attentif. Il s'agit, évidemment, de contacts soutenus avec d'autres adultes. Un peu comme la famille étendue d'hier. Chez nous, l'extension rapide du système d'éducation a amené l'embauche massive de très jeunes professeurs. Si on y ajoute la spécialisation des tâches et un style d'organisation propre à l'anonymat, on rend encore plus difficile le rapport qualitatif et personnel des jeunes avec de véritables adultes. Je soupçonne que bien des problèmes actuels sont

reliés à ces changements structurels, pauvres en médiation adulte et communautaire.

Dans un noyau familial restreint qui cumule toutes les relations affectives intenses, la dramatique oedipienne devient difficile à maîtriser si un membre ou l'autre présente des symptômes pathologiques. Même sans pareil déficit, une telle proximité exclusive rend la famille étouffante. On dit souvent que certaines insatisfactions ou même révoltes des jeunes viennent de l'éloignement ou du peu de présence des parents. Or, dans plusieurs cas, c'est exactement le contraire. Les ruptures sont davantage provoquées par les pressions enfermantes de ce cercle trop étroit où il n'y a guère possibilité de distance affective, de relations compensatoires. Les registres affectifs d'âges, de générations sont trop limités. *Et voilà le paradoxe : des parents trop proches, trop exclusifs, trop « attachants », trop omniprésents affectivement.* Et cela malgré le travail de la mère à l'extérieur du foyer et le peu de présence du père. C'est à un autre niveau que se joue le drame affectif. Essayons de mieux le comprendre.

Dans les sociétés d'hier, on ne connaissait pas ce que Freud et d'autres savants nous ont révélé en ce domaine. Et pourtant, on avait compris la nécessité d'élargir le cercle affectif, de permettre d'autres identifications, d'autres rapports psychologiques et sociaux. Non seulement par la famille étendue, mais aussi par toute sorte de médiations communautaires. Sans compter des *formes d'éducation propices à une diversification affective et sociale*. Par exemple, le long séjour de l'apprenti chez le maître, du futur chevalier qui allait apprendre son métier d'armes dans une autre famille. L'institution des précepteurs ou du directeur spirituel portait semblable intention. Même récemment, un jeune pouvait connaître une certaine identification à quelques professeurs tout au long de ses années scolaires. Il y avait une sagesse historique en dessous de cela.

Aujourd'hui, la disparition de véritables milieux et communautés intermédiaires livre souvent l'individu à sa pure subjectivité dans une organisation sociale anonyme. Et même le cercle étroit du noyau familial accroît cet isolement affectif sans autre soutien communautaire valable. Si on organise des garderies comme les écoles actuelles, on accentuera les difficultés. Je pense qu'il nous faut *une stratégie nouvelle de resocialisation* qui permette une communication affective et sociale, plus sagement évolutive, avec des

étapes plus claires et plus articulées. Ce que n'apporteront pas d'elles-mêmes des techniques et des structures qui tendent à bâtir mécaniquement des relations interchangeables entre les hommes.

Je reviendrai sur cette question majeure dans l'évolution actuelle de la famille et des autres lieux sociaux quotidiens. J'ai voulu tout simplement montrer, dans l'hypothèse précitée, comment il faut sortir parfois des lieux communs pour vaincre certains cercles vicieux des problématiques actuelles sur la famille. Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas nécessairement de réinventer la famille étendue, ou encore de récupérer un ancien modèle familial. Démystifier un pseudo-progrès, reconsulter certaines sagesses historiques, établir la non-congruence de diagnostics reçus ou à la mode, ce n'est pas mépriser son temps, mais plutôt libérer la réflexion critique et l'action inventive à même les riches expériences historiques et les nouveaux possibles. Rappelons qu'il y a eu beaucoup de modèles familiaux différents et complexes dans le passé, et qu'il y en a d'autres possibles ou en gestation aujourd'hui.

La famille nucléaire a eu ses grandeurs. Son évolution récente, *tributaire de l'appauvrissement des rapports sociaux* dans la société techno-bureaucratique, semble conduire à des culs-de-sac et appelle de profonds renouvellements. Il faudra donc tenir compte de l'ensemble des rapports sociaux. Mais pour ce faire, je crains un globalisme qui disqualifie rapidement les efforts qu'on pourrait tenter dans son école, dans sa famille, dans son milieu de travail, dans son quartier pour anticiper en petit ce qu'on veut atteindre en gros avec les grands instruments collectifs nécessaires, comme un parti ou une centrale syndicale. En négligeant ces humbles médiations quotidiennes, on s'est fait complices des publicités mensongères ; complices des expériences collectives insignifiantes, tels ces loisirs commercialisés omniprésents ; complices de tous les autres recours asociaux, abêtissants et aliénants. Une révolution sexuelle légitime, mais déviée par l'industrie pornographique. Une merveilleuse révolution de la communication électronique qui assoit un peuple devant la télévision. Un regain spirituel égaré en Orient ou dans les astres lointains, et maintenant obsédé par les « mauvais esprits » ou par des extra-terrestres menaçants. Pendant ce temps, on ne sait plus vivre sa vie, celle qui est en soi et autour de soi, celle qui donne un sens à tout le reste, celle qui nous fait partie prenante de la grande aventure humaine.

La famille, encore un lieu de vérité sociale

Dans l'aire familiale plus circonscrite, la vie moderne révèle certains de ses aspects, souvent insaisissables à l'échelle des grands ensembles. Par exemple, le citadin dégagé des us et coutumes qui étaient devenus presque des déterminismes ou des dogmes, hésite encore devant ses nouvelles libertés. C'est peut-être ce qui explique, en partie, les conformismes et les aliénations évoqués plus haut. Inexpérience, inadaptation ou peur devant des choix et devant des pouvoirs accrus ? Il y a un peu de tout cela. Combien reculent devant une responsabilité plus autonome, devant le mariage, devant l'enfant à naître... devant la plupart des engagements durables professionnels, sociaux ou autres ? Chez une masse de citoyens, l'opposition ou la résistance aux changements se rattachent plus ou moins consciemment « au refus du choix, à une fuite devant les nouvelles perspectives de liberté ». (C. Hahn)

Ici, particulièrement dans la famille, les paradoxes s'accumulent. Tantôt on s'y accroche comme à un des derniers lieux de permanence, tantôt on y cherche le bouc émissaire de toutes les contraintes insaisissables ou incontrôlables. Mais rarement, on prend conscience de l'absence de matrice sociale pour l'individu comme pour la famille. Celle-ci devient le lieu privilégié des insatisfactions et des contestations. L'incertitude des rapports sociaux se traduit dans le questionnement de relations familiales et conjugales. Il n'y a pas loin entre les relations courtes de la cité et les rationalisations sur le divorce qui n'est plus considéré comme un échec accidentel exceptionnel. Bien peu perçoivent derrière la question morale ces soubassements sociaux. L'homme et la cité moderne souffrent de chronopathie (incapacité de se situer dans la durée). Il n'y a plus de temps et d'espaces sociaux bien rythmés et circonscrits. La promesse amoureuse et l'aventure familiale de plus longue amplitude en souffrent davantage. D'où l'ambiguïté d'un certain regain de la famille, qui s'exprime parfois comme la recherche d'une serre chaude artificielle, d'une matrice de remplacement, d'une permanence compensatoire. Quelques-uns reviennent aux vieux modèles sans les confronter à la cité nouvelle et à leur propre évolution culturelle. Leur plaidoyer est révélateur : « Nous avons trahi notre héritage... nous avons fait des changements superficiels en oubliant l'essentiel et nous voilà sans tradition, sans expérience, sans repère pour l'avenir ». Dans ce discours, l'essentiel, c'est le modèle reçu ; et l'histoire se définit uniquement par le passé. La durée proprement humaine dans la

perspective occidentale d'une histoire à faire est alors abolie. Avouons que l'instantanéité de la vie urbaine opère pareil court-circuit. Sur les deux tableaux, on n'est pas plus avancés.

Notre question antécédente resurgit : *faut-il redéfinir l'ensemble de la vie sociale d'abord ? Mais par où commencer ?* L'approche idéologique globale des minorités critiques progresse bien lentement. Elle rencontre d'immenses obstacles à la base comme au sommet de l'organisation sociale, économique et politique. Elle apparaît utopique et abstraite. Elle semble exiger le sacrifice des libertés présentes, et devoir passer par le creuset totalitaire au risque presque inévitable d'y rester. Les générations montantes d'ici ont trop soif de vivre librement pour entrer sérieusement dans cette foulée collectiviste. Après une période plus ou moins libertaire et anarchique, de nouveaux mouvements s'amorcent à l'école, dans les milieux de travail, dans le style d'habitation, dans l'expérience amoureuse.

Le cas des jeunes couples non mariés

Des jeunes commencent à redéfinir l'expérience amoureuse un peu comme un laboratoire social de nouvelles manières de vivre, de travailler, de penser. Je pense à ces jeunes couples non mariés qui vivent ensemble. N'y a-t-il ici que le refus des institutions actuelles ou la peur des choix décisifs ou des engagements permanents ? N'est-ce pas dangereux d'y voir trop vite une démission morale ? À ce compte-là, l'invitation d'hier à faire sa vie de garçon ou de fille cachait une certaine hypocrisie. En regard de certains libertinages du passé, le jeune couple non marié semble autrement plus soucieux de fidélité et d'expérience amoureuse sérieuse. Il intègre d'une façon réaliste des données nouvelles de la culture urbaine. Bien sûr, il fait un pari difficile : commencer sur son propre terrain à redéfinir des rapports neufs entre l'homme et la femme, entre les parents et les enfants, entre l'amour et le métier, entre la famille et la vie sociale, entre le privé et le public. Il défend à la fois une privauté plus radicale, plus distancée, plus épanouissante, plus libérée, plus créatrice, d'une part et d'autre part, une intégration critique des grands changements collectifs récents. Il réinvente des étapes d'évolution psychologique et sociale que la cité industrielle a liquidées. Des étapes, par ailleurs, qui ne sauraient être des répliques du passé... telles les fiançailles.

On ne s'engage plus dans le mariage comme autrefois. Pour qu'il tienne, il faut d'autres conditions. Par exemple, un choix fondé dans

une expérience à deux assez éprouvée, où toutes les coordonnées principales sont impliquées. Car certains impératifs d'hier ne jouent plus. Par exemple, un divorce dans un contexte rural menaçait de provoquer une faillite économique ; de plus, la femme pouvait difficilement refaire sa vie ou se défendre seule. Et que dire de la pression sociale ! Aujourd'hui, on a inventé des solutions légales ou autres en aval des ruptures, mais on s'est peu préoccupé des conditions de succès en amont. Ces jeunes couples non mariés tentent d'y répondre. Bien sûr, en tâtonnant. Mais ne sont-ils pas plus réalistes que les esprits moralisateurs ou les idéalistes du nouveau Système rêvé et renvoyé à des lendemains inconnus ? Au cœur de l'expérience amoureuse, le jeune couple sonde les possibles... différentes formes de socialité, de rapports affectifs et culturels, de division du travail, de temps et d'espaces sociaux. Peut-être sauront-ils mieux quelle cité ils veulent, quels biens produire et consommer. Leur démarche est plus « politique », plus « économique » qu'elle ne paraît au premier regard. Leur pari vaut peut-être mieux que les corridors idéologiques et structurels de l'heure.

On me reprochera d'accorder ici une trop grande importance à des expériences marginales. Expériences jugées anormales, asociales, sinon très fragiles et provisoires. Je ne nie pas le danger d'idéaliser ce genre d'essai. Et je suis bien conscient de ses limites et de ses conséquences encore mal élucidées. Mais on s'est tellement confiné aux aspects négatifs de la transition actuelle, au point de n'y voir aucun dynamisme constructeur. Or, en pareille conjoncture, ce sont précisément les gestations positives qui sont les moins visibles. Les cohérences nouvelles apparaissent après un long cheminement. Mais je n'écarte pas aussi l'hypothèse toujours possible d'échec ou de cul-de-sac.

*On ne change pas facilement la vie
et ses rapports sociaux*

Voilà, peut-être, la plus grande illusion des fils de la révolution industrielle et technologique, qui risquent de faire au niveau humain des erreurs plus graves que celles de leurs aînés immédiats. *On passerait ainsi d'une manipulation irresponsable de la nature physique à une manipulation encore plus dangereuse de l'homme, de la culture, des institutions et des rapports sociaux.* Comment ignorer, ici, la longue et complexe économie historique des cultures de base et de leurs modèles sociaux. À en croire certains, tout ce qui relève de la

culture est très relatif, changeant et malléable. On a raisonné ainsi à propos du statut de la femme. Mais ce sera une très longue entreprise que de redéfinir les rôles de nos étoffes culturelles et sociales fondamentales. Faut-il, Pour cela, démissionner ?

Trop d'indices nous signalent la radicalité du tournant historique actuel. Le retour sécuritaire au passé ou la critique purement négative ne font que repousser le défi. Il n'y a pas que des ruptures dans les attitudes présentes. Il faut donner toutes leurs chances aux dynamismes positifs à l'œuvre par-delà l'inévitable ambiguïté des expériences « sauvages » qui les portent. Bien évaluer les actifs et les passifs, c'est rester au cœur du réel et de ses requêtes de renouvellement plus ou moins profonds. Voilà ce que j'ai voulu montrer dans ce premier exemple.

Mais des problèmes redoutables demeurent. Problèmes révélés encore brutalement par certaines dramatiques familiales. Prenons un exemple clé. La petite Johanne, 13 ans, a déjà un petit ami « steady ». Elle couche avec lui assez régulièrement. La mère de Johanne n'est pas d'accord, mais elle ne sait lui donner des raisons cohérentes. « Ça ne se fait pas. » Seule la perspective d'une naissance retient l'attention des parents. La mère complètement déroutée traîne sa fille chez le médecin et exige des anovulants. Les adultes se consolent en disant que la science prévient ainsi certains effets désastreux de l'activité sexuelle. Et Johanne a beau jeu devant des adultes qui eux-mêmes doutent de ce qu'on pourrait appeler : « normalité », « morale reçue ».

À dix-sept ans, on la retrouve blasée. Elle a vieilli très vite. Elle n'a jamais su la différence entre l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte. Elle a fait toutes les expériences, brûlé ou escamoté *certaines étapes nécessaires à la maturation psychologique et sociale*. Autour d'elle, on n'a jamais établi des repères du jugement à partir d'une certaine philosophie de la vie. Comment faire peser sur elle un jugement moral sévère ? N'est-elle pas l'image concentrée d'une société incohérente, farcie de contradictions ? Une société jeune qui a vieilli aussi vite que Johanne. Une société qui a perdu non seulement le contrôle, mais l'intelligence d'elle-même. Une société incapable de qualifier les expériences humaines qu'elle veut vivre dans des conditions inédites. Cela apparaît dans la famille plus qu'ailleurs, à l'école, au travail ou au parlement.

D'abord, il est évident que la fonction d'autorité a subi des transformations profondes. Hier, les parents servaient de relais dans l'exercice de l'autorité civile et religieuse. Une autorité très forte, et répressive aux yeux de l'homme moderne. C'est donc le premier pouvoir, le plus proche qu'on a contesté. Une certaine critique a exagéré la force actuelle de ce pouvoir. En effet, la famille moderne a perdu beaucoup de ces pressions qui s'exerçaient jadis au nom d'un Dieu punisseur, d'un code légal et moral autoritaire, et surtout au nom de l'entreprise familiale de caractère agricole ou artisanal. Lieu quasi exclusif de sécurité et promesse d'héritage, la famille avait un pouvoir énorme. On n'a pas encore mesuré les effets libérateurs des politiques sociales et des droits fondamentaux. Par ailleurs, l'autorité parentale va désormais reposer davantage sur sa qualité morale et psychologique. Celle-ci absente, la famille perd un de ses principaux atouts pour la redéfinition dynamique de sa vocation.

Un creux qui cache des richesses inédites

Dans les périodes de discontinuité culturelle et politique, la famille peut jouer un rôle d'opposition, de libération, d'anticipation. L'histoire nous a montré des exemples admirables de résistance face à des pouvoirs totalitaires. Une critique trop unilatérale semble voir dans la famille un lieu essentiellement conservateur, et même répressif en soi. Je pense à ces plaidoyers pseudo-freudiens ou pseudo-marxistes, tels les manifestes de G. Mendel sur l'école et la famille répressives. Il y a pourtant l'autre face de Janus, qui montre la *plasticité extraordinaire de cette structure de base. La famille peut se réinvestir dans bien des moules culturels et sociaux*, égalitaires ou autoritaires, ouverts ou fermés, libres ou contraignants. Une analyse plus rigoureuse démystifie la « permanence irréductible » qu'on a prêtée à la famille, et découvre sa ductilité, sa mobilité et sa puissance de renouvellement déroutantes et paradoxales. Prenons comme exemple la révolution sexuelle.

J'ai évoqué plus haut un drame familial lié à un problème de sexualité. Je l'ai resitué dans notre société profondément perplexe en ce domaine, et parfois immorale pour ne pas dire pornographique dans son usage de la sexualité comme opium et comme maquignonage mercantile, dans la publicité et dans bien des media. Je crois que les foyers modernes s'éveillent à des comportements moraux plus sains qui contestent une certaine démission de la société comme telle. Certains jeunes couples commencent aussi à mieux discerner des

valeurs affectives et sexuelles que leurs aînés avaient ignorées. Après une période normale d'hésitation en matière de fécondité, *on voit poindre une autre dynamique qui pourrait initier un saut qualitatif des rapports humains*, sinon une éthique plus réaliste, dans la mesure où l'on dépasse la morale du permis-défendu pour assumer toutes les dimensions sexuelles, même avec leur complexité et leur opacité. À côté de libéralisations farfelues, inconséquentes, il y a ici une liberté et une responsabilité plus propices à l'humanisation de ces forces fondamentales. On sort des dialectiques traditionnelles : tabou-fascination, règle-menace, idéalisme-pessimisme. Une nouvelle spiritualité de l'amour et de la famille pourrait bien naître au cœur d'une expérience charnelle revalorisée. Mais je ne saurais nier les difficultés psychologiques qui accompagnent la révolution sexuelle et les autres changements collectifs.

*Rapports nouveaux
et distanciations nécessaires*

Comme nous l'avons déjà vu, l'évolution récente de la famille met en relief une *certaine spécificité de sa vocation*. Avec la disparition de certains rôles assignés traditionnellement à cette institution, apparaît davantage la difficulté de la relation humaine, notamment dans le domaine conjugal et éducatif.

« L'homme, la femme et leurs enfants, ont et auront de moins en moins de tâches matériellement vitales en commun. Or, à travers tous les avantages du progrès, cette évolution les prive des possibilités de distance et de détour inhérentes au travail et à la lutte pour la vie. On aboutit ainsi à un face à face qui donne un rôle particulièrement important et perturbant à ce qui ne peut être dit, à l'inexprimé ».

« La famille d'aujourd'hui connaît donc une polarisation sur la vie affective. Attentifs non pas tant à ce qui est fait et réalisé mais à ce qui est vécu, les membres de la famille ressentent dans tout leur poids et, peut-être même d'une manière suraiguë, la présence des obstacles internes à la communication. Mais c'est par là aussi qu'apparaît avec de plus en plus de netteté l'importance à attribuer à l'autonomie de chacun dans la réussite de la relation. Autonomie dont on voit bien à

quel point elle dépend du degré de maturité pouvant être atteint aussi bien par les adultes que par les jeunes et même les enfants ». ¹³

Il ne faudrait pas trop vite conclure que les familles d'hier développaient l'infantilisme, et celles d'aujourd'hui la maturité. De nouvelles pathologies sont apparues en plus des nombreux échecs. Par exemple, un divorce pour un mariage qui tient. Pure question de transition ? C'est se consoler à bon compte. Avouons d'abord que nous avons choisi une voie plus prometteuse peut-être, mais aussi plus difficile. Ce qui manque ici, c'est l'intelligence de ce qu'est un modèle social. On n'en est pas encore arrivé à créer de nouveaux modèles sociaux au niveau de la famille comme ailleurs.

Les distorsions sont trop nombreuses pour ne pas insister. Tels des styles de vie plus ou moins libertaires dans une société programmée ! « Voilà une réaction compensatoire normale », m'objectera-t-on. Ce qui laisse entier le problème d'une correspondance minimale entre les modes de vie privés et publics, entre les institutions de base et le système social. Bien sûr, la société n'est pas une grande famille, et la famille n'est plus un microcosme de la grande société. Par ailleurs, quelle société pourra-t-on faire avec des rapports quotidiens aussi distendus, aussi individualistes et aussi instables ? « Une nouvelle société changerait cet état de chose », dit-on. Mais ce sont des hommes qui vont la construire avec leur humus le plus vital. Laisser dégrader celui-ci, c'est se condamner à une critique idéologique généreuse, mais sans mains ni appuis à la base sociale. Évidemment, on ne crée pas un nouveau modèle social hors des grands circuits collectifs. Cette entreprise comporte donc une *dialectique entre le macrosocial et le microsocal*. Or, à ces deux pôles, on peut s'interroger sur la dévaluation de la socialité comme telle. L'évolution des expériences conjugales et familiales illustre notre préoccupation.

La démarche empirique suivie comporte un danger, celui d'une psychologisation exclusive et même asociale, dans la mesure où il n'y a pas confrontation intelligente avec l'évolution globale de la société. On devra mieux utiliser par exemple les nouveaux « détours et distances » des expériences collectives extrafamiliales valables, au travail, à l'école et dans les autres institutions. Nous y reviendrons. Je mentionne simplement les nouveaux statuts de la femme en dehors de

¹³ C. Hahn. Le devenir de la famille. 59e Semaine sociale de France, Metz, 1972.

ses rôles familiaux, comme exemple de « distance » critique et en même temps prometteuse.

Le choc besoins-attentes

Je sens venir une épreuve de vérité autour de la dialectique besoins-attentes. Voilà deux registres à redéfinir, à réarticuler chez l'homme, la femme, les enfants, et aussi dans les fonctions de la famille. Or la boussole s'affole ici. Tantôt les attentes exacerbées des uns et des autres dévorent les fonctions de sécurité, accrues dans le contexte actuel d'une inflation galopante. Tantôt celle-ci oblige à mettre en veilleuse de nouvelles aspirations plus gratuites qui sont nées dans le contexte de prospérité des dernières décennies. *Certaines familles retournent à des préoccupations sécuritaires et purement économiques.* Les besoins d'une consommation de plus en plus coûteuse et raffinée mobilisent bien des énergies. *C'est un obstacle pour de nouveaux investissements spirituels dans la foulée des attentes.* D'où un écartèlement entre le matériel menacé et le spirituel radicalisé. Entre les luttes économiques et les nouvelles quêtes de sens et de vie en commun plus gratuite et plus attentive. L'insécurité affective actuelle en témoigne. Elle recoupe les nouvelles insécurités matérielles sans qu'il y ait une conscience lucide de la primauté inavouée de celles-ci dans les circonstances. L'aspiration à une socialité interpersonnelle « sans obligation ni sanction » se heurte à ces nouvelles solidarités obligées des impératifs socio-économiques « inflationnaires » dans la famille, comme ailleurs.

*Simple variable sociale
ou lieu critique et novateur*

Quand on oscille ainsi du paradis permissif à la jungle économique, ou plus simplement, au bread and butter, on ne favorise pas tellement l'émergence de vraies démarches sociales et politiques ; cela est encore plus évident dans les structures de base. On cherche des solutions en deçà ou au-delà des rapports humains, soit dans l'unique satisfaction des besoins matériels, soit dans des utopies de nulle part. Ce qui n'aide pas à une redéfinition dynamique et réaliste des rôles dans le façonnement de nouveaux modèles sociaux. Face à ces difficultés, d'aucuns remettent en cause la raison d'être elle-même du mariage et de la famille. Après avoir conçu celle-ci comme un simple moyen de réaliser des finalités individuelles, ils en viennent à y voir l'obstacle par excellence, à partir de points de vue soit

psychologiques, soit économiques, soit politiques. Pourtant devant une révolution féminine à peine amorcée, devant la situation pénible des enfants pénalisés par les solutions d'adultes, devant l'inégalité des droits et moyens qui disqualifie les familles des classes populaires et hypertrophie l'égoïsme familial des milieux nantis, je ne vois pas comment on peut discarter toute tentative de repenser cette structure de base. Bien sûr, en tenant compte de son véritable contexte sociologique.

La famille est passée rapidement de la « cellule de base » à la « simple variable dépendante du système social ». Je parle ici des conceptions qu'on a projetées idéologiquement. Ce passage est un court-circuitage inadmissible de réalités familiales autrement plus diversifiées et complexes.

« Ces réalités se voient, certes, constamment modifiées par l'évolution économique et culturelle, par les changements politiques. Mais elles ne manquent pas d'exercer à leur tour un pouvoir à beaucoup d'égards déterminant sur la vie sociale, laquelle paraît devoir s'adapter à la *présence spécifique et irréductible des familles...* On en vient ainsi à se demander si, sociologiquement, la famille peut être considérée comme totalement intégrée dans le processus social, ou si elle ne se présente pas, à Certains égards, comme un lieu et un dynamisme de caractère asocial (au sens critique du terme). » ¹⁴

Les enjeux familiaux les plus radicaux mettent la société au défi de façons multiples et paradoxales. Pensons à la situation dramatique de l'habitation et à tous les problèmes connexes (transport, conditions de travail, garderies, etc.). La vie familiale teste la pertinence des changements globaux ou sectoriels par rapport aux relations quotidiennes fondamentales. On n'a qu'à se référer ici au profond malaise scolaire, à certaines théories et pratiques éducatives conçues sans la famille et même contre elle. Le destin des enfants à lui seul interroge profondément l'ensemble des grandes et petites solutions de la société, de ses experts, et de la plupart des adultes.

Par ailleurs, n'y a-t-il pas en même temps une contestation très légitime d'un certain modèle familial qui imposait la « copie conforme » et empêchait les jeunes d'assumer leur propre évolution personnelle et sociale ? Contestation aussi de cette vie exclusivement

¹⁴ C. Hahn, op. cit., p. 18.

consacrée aux enfants. « Si un homme et une femme ne trouvent en eux-mêmes et dans leur union aucun contenu de vie, aucune finalité propre, en quoi prétendraient-ils préfigurer le sens d'une vie de jeune ? » Dans ce contexte, l'autonomie individuelle, l'expérience du couple ont elles aussi leur coefficient d'irréductibilité. Ils contribuent même à renforcer le fait que la famille ne saurait être une simple variable de l'organisation sociale de la société politique.

Des conséquences politiques inattendues

Les irréductibilités et les cheminements très diversifiés de l'autonomie individuelle, du couple en construction, du devenir de l'enfant, de l'expérience familiale plus distancée nous empêchent aussi de chercher le modèle idéal, la philosophie définitive, la société tout à fait convenante, la structure politique parfaite. Une certaine asocialité de la famille nous oblige à prendre une distance critique sur nos globalismes idéologiques et politiques qui inclinent si facilement à la copie conforme. Relayant ainsi ce que faisait l'institution familiale d'hier. Quelle ironie ! Quel paradoxe aussi de voir émerger des expériences amoureuses ou familiales qui incitent à une exploration plus libre et plus audacieuse d'autres possibles sociaux, culturels et politiques ! La vie familiale moderne ne peut durer uniquement de par les bases juridiques, le code moral ou la pression sociale ; elle dépend davantage de la qualité de ses rapports humains, de leur force de renouvellement soutenu, libérateur et novateur. N'est-ce pas une invitation à réévaluer notre société dans cette perspective ?

Note : *Relations humaines et rapports sociaux*

On confond souvent ces deux dimensions. J'ai entendu dans certaines familles à structure d'autorité très rigide un plaidoyer constant des parents pour de meilleures relations humaines : bonne entente, compréhension mutuelle, amour désintéressé, échanges gratuits, souci du bien commun, respect de l'autre. Mais ces mêmes parents n'acceptaient jamais de réinterroger le type de rapports sociaux d'autorité et de responsabilité inscrits dans la structure familiale elle-même. Tout se passait comme s'il y avait deux registres étrangers l'un à l'autre. Un rapport social vertical de haut en bas, d'une part et d'autre part, des relations humaines horizontales. En l'occurrence, on trouvait une contradiction entre l'un et l'autre registres, avec la prééminence indiscutable du premier. Nous

pourrions faire une remarque semblable dans certains rapports homme-femme, ou époux-épouse. Le comportement amoureux le plus attentif ne saurait faire oublier une situation structurelle (légale ou autre) de domination, de possession ou de dépendance. Le mouvement d'émancipation féminine a souvent bien su discerner certaines aliénations de la femme, qui reproduisent celle du système social.

Ceci dit, faut-il alors sous-estimer l'importance des relations humaines comme telles ? Certains esprits critiques en sont venus là après leur découverte structurale des rapports sociaux. La critique idéologique et le combat politique atteindraient ainsi l'unique et vraie radicalité à ce niveau. J'ai trop connu de radicaux incapables de « touche humaine » pour ne pas craindre ce néo-structuralisme si souvent dogmatisant (du moins aussi rigide que celui d'hier).

La transposition de cette politisation dans la famille nous fait découvrir davantage les faiblesses d'une problématique purement structurale. En effet l'expérience amoureuse et familiale met à l'épreuve ce qu'il y a de plus profond dans la « fibre » humaine, et partant dans les enjeux les plus radicaux de nos aventures individuelles et collectives. De même des valeurs comme la liberté, la justice et l'amour, par-delà les discours qui les proclament, trouvent ou ne trouvent pas de pertinence concrète dans ce milieu quotidien privilégié.

Ma petite expérience m'a appris que pareil test est un très bon indicateur : quel rapport amoureux ? quelle relation matrimoniale ? quelle solidarité fraternelle vivent ces militants radicaux ou ces champions de l'Ordre social ? S'il est « politiquement » inacceptable d'ignorer les rapports sociaux, ce l'est encore autant de dévaloriser les « relations humaines ». Celles-ci sont les lieux quotidiens de la conscience et de la décision, du dépassement et du projet, de la liberté et de la responsabilité. Les relations humaines tournent l'attention sur le « contenu d'humanité » des structures, des fonctions et des pouvoirs. Elles alertent la réflexion critique sur les modes d'être, de vivre, et d'agir journaliers. Elles pointent cette transcendance de l'homme par rapport aux institutions et au système social lui-même. Non pas l'homme abstrait, mais situé culturellement et socialement dans son champ concret et quotidien d'expériences.

C'est une illusion de croire que la transformation des structures va créer d'elle-même de riches rapports humains horizontaux. Bien sûr, il

y a des luttes politiques nécessaires pour vaincre les structures de domination et d'oppression. Bien sûr, les combats de libération peuvent porter une promesse ou même déjà une expérience d'humanisation. Mais nous avons trop d'exemples historiques d'appauvrissement des relations humaines horizontales pour reporter à plus tard cette tâche. Pensons à ces révolutions faites au nom des rapports sociaux, qui aboutissent au totalitarisme. L'instance amoureuse doit être au cœur des luttes radicales ou pas, sinon on développe des « solidarités froides » incapables de vraie fraternité. Je soupçonne que la famille restera encore longtemps ici un lieu de vérité humaine, sociale et politique.

4. Requalifier la démocratie et ses démarches de base

[Retour à la table des matières](#)

La qualité du débat démocratique devrait être une de nos cibles prioritaires, si tant est que la démocratie reste une des rares références communes aux différents groupes idéologiques. Je dis « référence » parce qu'en ce domaine, notre société en est peut-être encore aux premiers apprentissages.

D'aucuns se demandent même s'il n'y a pas reculé. On pourrait résumer ainsi leur inquiétude : « Après tant d'investissements et d'efforts, va-t-on saborder une école publique, des services, des instruments collectifs qui constituent l'assiette minimale d'un progrès libérateur et solidaire ? Ce que nous craignons le plus, c'est le découragement de la majorité des citoyens face à la démocratie. Nous avons l'impression d'assister à une usure psychologique qui suscite d'abord le décrochage et devient à la longue une force souterraine explosive. Il faudrait bien dépasser cette vie collective volcanique et ébaucher des démarches démocratiques plus soutenues et efficaces ».

Une expérience historique peu démocratique

D'autres nous rappellent l'influence encore vivante d'une expérience historique qui véhiculait une philosophie sécuritaire et autoritaire.

« Notre maître le passé » répétait L. Groulx encore hier. Il évoquait une histoire de résistance unanime. Naïvement, nous avons cru que la dernière décennie avait tourné cette page. Nous en sommes même plus convaincus que jamais. À témoin, cette remarque qui devient le lieu commun des critiques actuelles : « *il n'y a plus de consensus* ». Le contrat social est brisé. Nous avons complètement oublié l'autre consensus, celui d'hier. Mais lui ne nous a pas oubliés. Ce consensus de résistance sécuritaire habite l'ensemble de notre population dans ses réflexes les plus profonds. Ce qui relativise l'image d'une société

volcanique. Il se pourrait bien que les ruptures de surface n'aient pas atteint ce fond de résistance.

Le peuple d'ici saurait mieux sa sécurité que sa liberté. Il l'a prouvé au moment des décisions politiques auxquelles il a dû faire face. 1976 est un moment de liberté un peu osé dans une longue histoire sécuritaire qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Si bien que le pluralisme idéologique apparaît encore bien superficiel. Notre esprit critique latin renforcé par des malaises culturels, sociaux et économiques indéniables est un écran qui masque notre profond réflexe sécuritaire. Je suis persuadé que celui-ci va continuer de jouer dans les prochaines années, si nous continuons de l'ignorer aussi bêtement dans l'évaluation de nos débats idéologiques et politiques.

Si l'hypothèse est juste, on pourrait se demander si une fois de plus *cette tripe culturelle ne servira pas à nous faire réagir socialement et politiquement dans un sens de repli et de freinage face aux graves problèmes actuels et face aux sauts qualitatifs qu'ils appellent.*

Certains diront que cette part souterraine de nous-mêmes a été bien démystifiée et neutralisée. Un procès entendu et réglé ! Un monde liquidé ! Mais peut-on faire fi de l'histoire et de ses traces aussi aisément et en si peu de temps ? Le « naturel » revient trop vite au galop pour le croire déjà bridé ou du moins troussé.

Et ce fameux réflexe colonial...

Lui aussi jouerait dans un sens bien peu démocratique. Entre colonisés, la solidarité de base pourrait s'exprimer ainsi : « Quant à être perdants, il faut tous l'être également,>. Si des individus ou des groupes gagnent des points, les autres se sentent lésés. Une sorte de nivellement pseudo-démocratique par le bas. Cette psychologie coloniale renaît sans cesse sous des formes déguisées, aussi antipolitiques que celles d'autrefois. Il est étrange qu'on ait tant analysé chez nous l'élitisme et si peu retenu cet autre aspect encore plus révélateur de la tripe coloniale. Il faut s'y arrêter. Essayons de qualifier celle-ci :

- Le rejet ou la non-confiance face à un leadership qui vient de ses pairs. On se résigne plus confortablement devant une autorité et un pouvoir extérieurs à soi, quitte à les contester, tout en n'avouant pas qu'on les préfère à ceux des nôtres qui voudraient nous « runner ».

- Le mépris du succès, du talent, de l'effort acharné chez les proches, chez les groupes frères comme s'ils nous menaçaient. C'est tragique au moment où la libération et la promotion de notre peuple exigent un effort de dépassement gigantesque et soutenu.

- Une mise en procès incessante de tous nos moyens propres d'affirmation collective : les syndicats, le Parti Québécois, les caisses populaires, l'école publique, les nouvelles coopératives. Tout se passe comme si des gauches et des droites faisaient ici un étrange front commun, au grand avantage des pouvoirs qui nous mènent de l'extérieur à si bon compte.

- L'alternance du pessimisme et de l'optimisme au fin bout permet d'éviter un regard attentif sur notre réalité d'entre-deux, avec ses ambivalences et ses contradictions : anarchiques et autoritaires, élitistes et égalitaristes, soumis et râleurs. Mais la solidarité du nivellement par en bas, ou de la défaite, gagne le plus souvent !

Bien sûr, il y a aussi dans notre expérience historique des solidarités plus positives et des forces créatrices indéniables. Cette poignée de colons ne serait pas devenue le peuple que nous sommes sans une solide fibre humaine. Pareille opiniâtreté porte un printemps par-delà l'hiver colonial. J'ai voulu faire ressortir ici un obstacle et non pas dresser un mur infranchissable. Trop de faits révélateurs dans notre actualité historique nous incitent à reconnaître lucidement et courageusement ces travers et ces passifs qui sont loin d'être liquidés.

Avant de dégager les dynamiques démocratiques, il faut aussi explorer ce que j'appellerais la géographie des diverses tendances profondes qui sustentent les débats et combats actuels. J'en ai retenu quatre principales.

1. Un pragmatisme opportuniste

On évoque souvent le génie libéral : pragmatique, évolutif et opportuniste. Il serait à l'origine des performances capitalistes, des progrès scientifiques, bref de la civilisation dominante. Cette tendance se dit non idéologique et vante son réalisme, son sens pratique, sa puissance d'adaptation et d'initiative. Elle a fondé les institutions démocratiques ; ce que d'autres idéologies anciennes ou nouvelles n'ont jamais pu faire. Un vrai libéral ne croit pas aux « modèles

purs ». Ceux-ci mèneraient toujours à un totalitarisme de droite ou de gauche. La force du monde libre, c'est de ne pas s'enfermer dans un modèle. Voilà l'intuition fondamentale de la démocratie libérale. Séparation des pouvoirs, diversité des opinions et des partis, confiance en la liberté et ses multiples chemins ouverts, révision constante des moyens et des objectifs, vigilance de l'opinion publique et des oppositions, etc. Autant de caractéristiques qui qualifieraient une conscience et un régime politique plus adultes, plus matures. Churchill ajouterait ici un brin d'humour : « oh oui, le pire des systèmes, sauf tous les autres ».

Et les passifs ? Les critiques du capitalisme mettent à son compte le pillage, le gaspillage et l'exploitation irresponsables des ressources naturelles et des patrimoines collectifs. Une croissance économique sauvage aurait déstructuré tout autant les cultures et les tissus sociaux que la nature elle-même. On prend à témoin les villes monstrueuses, la paupérisation du tiers-monde et du quart-monde. Aucun contrôle démocratique efficace ne semble possible face aux multinationales. Même les postulats libéraux sont contredits dans les faits, par exemple, la libre concurrence. On se demande même si la plupart des mécanismes de la technostructure capitaliste ne se sont pas irrémédiablement déréglés. Ce qui expliquerait, en partie, l'incapacité radicale de résoudre le problème de l'inflation. *Est-ce là l'aboutissant inévitable d'un pragmatisme inapte à prendre une distance critique sur lui-même, précisément parce que ses intérêts immédiats sont devenus l'unique finalité ? L'homme pour lui-même et la société comme telle perdent ainsi leur valeur de fins déterminantes, de lieux critiques décisifs pour évaluer les objectifs et les moyens.*

Ce libéralisme pragmatique est plus diffusé qu'on ne le pense. Il n'appartient pas seulement à des pouvoirs financiers ou à des partis. La société du court terme existe tant chez la masse des citoyens que chez les gouvernants et les autres pouvoirs. À peu près tout le monde marche par à-coups. D'une campagne électorale à l'autre, d'une grève à l'autre. Un feu éteint, une nouvelle flambée jaillit ailleurs. C'est un peu partout l'atmosphère d'une clinique d'urgence. Et cela, en dépit de toutes les programmations savantes et computerisées. Le gouvernement pompier doit répondre à des alertes de plus en plus imprévisibles. On veut des réponses sur le champ, comme au téléphone, comme au centre d'achat. Après tout, n'est-on pas à l'ère de l'ordinateur, de l'instantané électronique ? Ce pragmatisme bête nous a infantilisés. Il ne reste de permanent que le spectacle continu de tous

ces jeux sur l'écran de la télévision. La loto est l'expression limite d'un pragmatisme devenu magique : eh oui, la maximisation du profit immédiat, l'hyper-spéculation, les 400 coups de la bourse. Voilà un exemple entre plusieurs du capitalisme populaire à la portée des cartes de crédit. *From rags to riches*, le mythe s'hypertrophie, On n'a jamais autant parlé des millionnaires chez nous. Il faut dire que l'esprit olympico-sportif a aiguisé nos appétits. Le peuple a récupéré le paradis perdu. Les pessimistes diront plutôt que c'est la danse en enfer. On a sécularisé la Divine comédie.

2. Une société à changer de fond en comble

« Rien ne va plus, on vous l'avait dit... il faut changer le système », disent des minorités radicales. Luttés à finir pour les uns, projet collectif comme l'indépendance chez les autres, sans compter la ligne douce des utopistes qui rêvent ou anticipent une société non répressive, sans contrainte. Il n'est pas facile de démêler ici l'insatisfaction face aux conditions présentes, la volonté de rupture et l'inédit d'aspirations nouvelles.

a) Souvent on en reste à une critique globale de la société actuelle sans préciser la figure de celle qu'on voudrait, si ce n'est de vagues références à des modèles étrangers. Malheureusement, ceux-ci sont souvent totalitaires. D'où le malaise non avoué des oppositions radicales chez nous. Elles peuvent justifier assez bien la lutte des classes, mais non l'aboutissement totalitaire que les contemporains ont déjà sous les yeux en plusieurs exemplaires.

b) D'autres protagonistes de la société nouvelle visent davantage un renouvellement profond ou une mise en oeuvre de droits ou d'idéaux déjà reconnus, mais souvent contredits en pratique. Telle une vraie démocratisation des biens et services, des structures sociales, des organes de gouvernement. Tel un autodéveloppement intégral, ouvert et bien articulé des collectivités locales, régionales et nationales. Tel le primat de la fonction politique comme instance décisive, surtout face à un monde économique qui a relativement échappé jusqu'ici au contrôle démocratique. Tels des styles de vie plus solidaires, plus favorables à la création collective, à de justes rapports sociaux et à des consensus de base qui font grandement défaut en Occident. Certains tentent de marier ici l'autonomie personnelle, l'autogestion des groupes et des institutions, la souveraineté de l'État-nation.

c) Les utopistes de la « civilisation heureuse » sans contrainte, délivrés de l'obsession du pouvoir, du travail et de l'argent, commencent à exprimer ce rêve dans leur vie privée. Sur ce terrain, ils instaurent d'autres rapports humains plus détendus. Ils suivent davantage leurs pulsions et leurs goûts. Ils veulent se raccorder avec la nature et prendre le temps de vivre. Ils recherchent l'amour, l'unité, la paix, la fête. Apolliniens plutôt que dionysiaques. Épicuriens plutôt que stoïciens. Tout le contraire du citadin survolté, du consommateur frustré, du militant bagarreur, du travailleur acharné. Au premier regard, cette tendance utopique paraît bien ambiguë. N'est-ce pas un luxe et un privilège souvent payés par d'autres ? N'est-ce pas une fuite de la vie et de la société réelles à changer ? Les utopistes de cette révolution plutôt culturelle rétorquent qu'il faut anticiper la société nouvelle que l'on vise. Anticiper, expérimenter, vivre déjà. L'homme ne cesse de s'aliéner dans les moyens qu'il se donne ou veut se donner, au point de ne jamais s'approprier et goûter vraiment les fruits de ses efforts. Trop d'hommes de tous âges meurent avant d'avoir bénéficié de leurs moissons. Tellement préoccupés de bâtir les routes les plus efficaces et les plus sûres, ils perdent le goût du voyage tout en repoussant toujours plus loin la nouvelle expérience visée. N'est-ce pas là aussi l'image d'une société moderne, capitaliste ou socialiste ? Mais pour imaginer, par-delà leur expérience privée libertaire, cette nouvelle société inédite, les utopistes cachent mal leurs emprunts culturels à des modèles primitifs idéalisés. Qui sait, ils sont peut-être la copie conforme de **l'asociété** libéraliste ?

On me reprochera ici de simplifier les choses en associant trois courants passablement différents. Ils ont tout de même en commun une volonté de rupture par rapport à la première tendance et à la troisième qui va suivre.

3. Un ordre à restaurer...

Par la méthode forte, s'il le faut. « On n'est plus gouvernés ». On ne peut plus vivre comme cela dans l'éphémère et le désordre. Voyez la crise morale que révèlent l'accroissement des divorces, des avortements et des violences... la dénatalité, etc. « Autrefois on abusait de l'autorité, aujourd'hui on abuse de la liberté », diront même des protagonistes de la révolution tranquille d'hier. On ne sait plus ce qui est honnête ou pas.

Voilà donc des Québécois, des Canadiens, des Américains de plus en plus sécuritaires. En a-t-on assez de la liberté, du changement, de l'innovation ? A *no-risk ethic* émerge. Même des syndicats se constituent en atelier fermé pour établir une sécurité absolue d'emploi.

Plusieurs critiques s'attendent à un grand ressac politique de type autoritaire. À témoin, cette remarque qui court dans les milieux populaires. « S'il faut une politique de peur pour que marchent les écoles, les hôpitaux, les postes, les transports, les usines et même les gouvernements, nous sommes pour la peur ». Machiavel n'aurait pas dit mieux ! Des anthropologues ont noté depuis longtemps la prééminence de la peur du chaos dans l'inconscient individuel et collectif au moment des crises. Bien des indices leur donnent raison ici. La masse des citoyens expérimente une usure psychique de plus en plus traumatisante. D'abord, par ces arrêts incessants de la machine sociale, d'une grève publique à l'autre. Mais plus profondément, l'insécurité prend une ampleur inédite quand on voue à la disparition le mariage, l'école, l'Église et bien d'autres institutions, même l'État, et aussi quand les rapports humains les plus fondamentaux deviennent fragiles et incertains.

Cette récurrence idéologique de l'Ordre à tout prix, par delà les sentiments sécuritaires, a ses propres référents objectifs, telle cette érosion des appartenances durables, formalisées par les institutions. Les problèmes d'identité souvent retenus par les analystes seraient plutôt la conséquence d'une crise d'appartenance. Il n'y a plus tellement de lieux et médiations communautaires pour relier l'individu et la grande société. Les groupes se font et se défont un peu comme les modes et les discours publicitaires. Prêt-à-porter, prêt-à-penser, prêt-à-échanger. On ne sait plus l'espace et le temps proprement humains, ni l'économie sociale de solidarités durables. Et il n'est pas facile de réinventer ces étoffes collectives complexes qui ont nécessité une longue expérience historique.

Derrière le recours direct à un Ordre mental et social bien défini et indiscutable, se cache peut-être le refus d'envisager la difficile gestion de nouvelles institutions et paradoxalement le rejet de l'expérience historique elle-même. Les modèles sociaux tout comme les modèles scientifiques se renouvellent par un retour critique au champ d'expérience qui les a fait naître. Or, c'est à ce niveau que la vie, l'homme, la société et l'histoire évoluent, changent et parfois régressent.

Chez nous, l'idéologie de l'Ordre a été au centre de notre expérience de chrétienté. Et même dans la phase récente de changement, nous avons emprunté des modèles administratifs, technologiques, scientifiques élaborés ailleurs. Les oppositions militantes ont à leur tour fait état de modèles sociaux et politiques étrangers.

Encore ici, on décèle une tendance qui déborde une famille idéologique particulière et renvoie à un fond commun. La quête du modèle parfait a beaucoup à voir avec le dogmatisme d'hier. Ce n'est pas pour rien qu'on se traite mutuellement de fascistes. Tour à tour l'ordre traditionnel, l'ordre libéral ou l'ordre marxiste sont mis au compte de la tentation fasciste. Sous diverses franchises, le réflexe autoritaire, sécuritaire et doctrinaire traverse allègrement nos frontières idéologiques et sociales. En terme politique, on le retrouve par différents biais à droite, au centre ou à gauche. Ces catégorisations politiques reçues me semblent ignorer un tel fond commun qui doit encore beaucoup à la Société traditionnelle et à un certain type de catholicisme.

Mais il y a aussi des données plus immédiates dans cet appel collectif à l'ordre. Plusieurs citoyens ont le sentiment de vivre dans une sorte de terrorisme à peine déguisé et quasi permanent. D'une grève publique à l'autre, ils restent des otages permanents. C'est le cas surtout d'une large couche de la population qui n'a pas de moyens de rechange quand il s'agit de l'école, de l'hôpital, des transports publics, des postes, etc. Comble de paradoxe ou de contradiction, c'est en leur nom et pour leur salut (!) que certaines batailles syndicales se légitiment. Cette contradiction est immédiatement perçue par le monde populaire alors que les contradictions des grands pouvoirs économiques et politiques sont plus lointaines et moins saisissables.

L'expérience récente nous a montré les conséquences politiques de cette situation. *Plusieurs vont voter pour la restauration de l'Ordre et contre ce qui est perçu comme la menace la plus visible et la plus intelligible, contre la contradiction la plus évidente et la plus proche : à savoir des écoles, des hôpitaux et d'autres services paralysés par des arrêts de travail. Sans compter le fait encore plus quantifiable de l'escalade inflationniste et fiscale qui accompagne les fortes revendications des gros syndicats publics.*

On votera donc pour un gouvernement fort, sans pour cela adhérer au parti majoritaire et à ses politiciens. On ne croira pas les militants radicaux qui parleront de répression après avoir eux-mêmes quasiment terrassé une population, otage impuissant, et défié toutes les lois d'urgence.

Il se pourrait même que des syndiqués, pour la plupart de classes moyennes, votent l'Ordre en général et pour les autres, tout en utilisant la stratégie de la société-otage quand leurs intérêts particuliers sont engagés. Ce courant du retour à un Ordre autoritaire est donc marqué par de multiples contradictions souvent schizoïdes.

4. Une individualité qui se cherche,
s'affirme, et se prolonge socialement

C'est peut-être la tendance la plus répandue et en même temps la moins présente au débat public. Une autre tendance invisible, souterraine qui marque profondément les attitudes et comportements des socialisants comme des libéralistes.

L'histoire et la culture occidentales ont fait émerger progressivement l'individualité de l'homme « pensant », libre et responsable. Cette dynamique s'est inscrite dans le droit, dans la plupart des institutions et surtout dans les modes d'être, de vivre et d'agir. Notons cependant que les sociétés préindustrielles, de par leurs modèles sociaux plutôt collectivistes, ont résisté longtemps à cette poussée. Il a fallu toute une série de révolutions culturelles, scientifiques, technologiques, économiques et politiques pour libérer ou affirmer l'individualité non interchangeable de l'homme. Par ailleurs, la révolution bourgeoise avec ses prolongements capitalistes allait utiliser cette dynamique au détriment de la socialité radicale de l'homme. Un autre courant révolutionnaire, le socialisme, va tenter de resituer l'individu dans ses vrais rapports sociaux, par exemple, les rapports de classes. Je ne veux pas ici m'arrêter à camper ces deux grandes positions philosophiques avec leurs variantes très complexes, mais plutôt signaler les fortes sensibilités individuelles du monde occidental, en deçà et par-delà la prise de conscience d'une socialité appauvrie.

Il y a aussi un point de vue plus conjoncturel. En effet dans une société aussi tiraillée et chaotique, il ne reste plus que la possibilité de poursuivre des projets individuels. Le repli sur sa vie privée, sur son

job est un signe parmi d'autres. C'est pour se retrouver comme individu que la femme s'affirme, que l'époux ou le jeune quittent le foyer. Les effervescences collectives en politique ou dans les grèves tout comme celles des sports ou du showbusiness ne font pas le poids avec la quête incessante des intérêts individuels qui s'avèrent le centre de gravité permanent de la vie. On retrouve ici l'asociété libérale sous une autre forme.

Bien sûr, d'authentiques valeurs sont accrochées à cette individualité qui se cherche ou s'affirme. N'est-ce pas un lieu fondamental de liberté, de responsabilité et d'initiative ? Un premier terrain pour redéfinir des cohérences vitales et une certaine unité d'existence. Entreprise bien fragile s'il n'y a pas de balises et repères collectifs. La démarche est accessible aux personnalités exceptionnelles. Mais les autres ? N'est-ce pas le régime libéraliste des plus forts, sous un autre visage ?

Et puis, n'est-ce pas une grande illusion que de prétendre se définir uniquement à partir de soi, comme si on était seul sur la route de la vie ? On accroît ainsi sa solitude. Sentiment fort répandu de nos jours. Subjectivité à vif, incommunicabilité, inaccessibilité de l'autre, autant de thèmes ressassés dans les media modernes.

Les comportements asociaux ont bien une source quelque part. À vrai dire, ils viennent de plusieurs expériences. Anonymat des structures et des rapports sociaux ; déshumanisation des environnements urbains ; individualisme forcené du libéralisme ; industrialisation des services jusque dans des champs aussi humains que l'éducation et la santé ; automatisation du travail et technocratisation des administrations ; commercialisation des loisirs et de la culture, etc. Ce procès n'est pas à refaire. Mais en savons-nous toutes les conséquences ?

Les éducateurs, les travailleurs sociaux et les thérapeutes font état du nombre grandissant d'êtres *incertains*, *indécis*, *stressés*, *impuissants*, et même *aphones*. L'utilisation massive des drogues n'est pas étrangère à ces profonds traumatismes de la conscience. Les cheminements pour retrouver un équilibre minimal sont de plus en plus longs. On me dira que les questions se sont radicalisées, que les traditions affaiblies n'offrent plus de recours automatique et que ce contexte plus critique favorise une libération difficile, mais profonde de la dynamique individuelle. Je suis d'accord. Mais cette vue des

choses reste partielle. Il suffit de penser aux conditions objectives d'existence très différentes dans les classes populaires et dans les classes nanties. En celles-ci, l'individu pour s'affirmer peut compter sur tout un réseau structurai de ressources, de relations et de pouvoirs. Ce n'est pas le cas chez le prolétaire, et même chez le citoyen modeste. Du coup apparaît l'impératif d'une libération collective.

Encore ici, en deçà de cette problématique politique, on ne doit pas perdre de vue la diffusion de la sensibilité individuelle dans toute la société : c'est une vision fictive que d'établir l'équation entre conscience individuelle et conscience bourgeoise. Car tout Occidental est fortement marqué par une culture historique de l'individualité, certes déformée, biaisée, et isolée des rapports sociaux, de par son contexte libéraliste. Mais ce n'est pas une raison pour nier la réalité de cette dynamique diffusée dans toute la société.

J'ai la conviction qu'en dessous des luttes et discours politiques, il y a une révolution socio-culturelle trop mai élucidée. Une révolution profonde de l'individualité en bosse et en creux. D'une part, des visées libératrices inédites et parfois assez nettes, d'autre part, des démarches et des phénomènes d'accompagnement souvent dramatiques. Par exemple, la nouvelle affirmation de la femme bouleverse radicalement des formes fondamentales de la socialité jusque dans leurs légitimations culturelles et morales. Mais c'est aussi l'individu lui-même qui, par le ricochet des crises collectives actuelles, se trouve fortement secoué et dérouté. Coïncé aussi entre son désarroi en creux et ses aspirations très individuées en bosse. Les crises intérieures et extérieures se renforcent, alors que les libérations positives, internes et externes, individuelles et collectives mettent du temps à prendre corps.

Mais c'est en creux que jaillit la source. Déjà naissent à la fois une intériorité individuelle plus riche et de nouveaux rapports sociaux chez les jeunes couples, dans l'organisation de l'habitat, du travail et de l'éducation. Des pousses jeunes et bien timides, avouons-le. Elles affleurent à peine, même dans la conscience, si on en juge par le pessimisme actuel. Mais il se pourrait bien qu'elles portent des réaménagements inédits de l'individualité et de la socialité.

Au bilan, cette quatrième tendance malgré son très fort coefficient dramatique et ses nombreux impondérables invisibles pourraient bien être la plus profonde et la mieux acculturée. On ne saurait préjuger

encore de sa pertinence sociale et de son avenir politique. Ce qui me semble sûr, c'est qu'elle est plus diffusée que les trois autres. Elle gagne souterrainement les divers groupes idéologiques.

Un gros point d'interrogation demeure et il est de taille. Politiquement, à gauche comme à droite, les pratiques historiques ont souvent incliné du côté de l'ordre autoritaire, collectiviste et sécuritaire dès qu'il s'agissait du long terme. Il n'y a eu à vrai dire que des « moments historiques » de libération. On ne sait pas encore une politique permanente de la liberté pour l'ensemble de la société comme pour l'individu. Beaucoup doutent de la possibilité et de la viabilité d'une telle politique, même s'ils croient à la libération permanente pour eux-mêmes. À la fine pointe de cette tendance, d'autres voient une orientation historique inédite à exprimer politiquement.

Ces quatre tendances coexistent
chez la plupart des individus et des groupes

Voilà donc quatre tendances majeures que j'ai pu déceler dans notre société. Elles sont en deçà des scénarios formels dont on discute sur la scène publique. Au premier regard, elles semblent découper des groupes idéologiques distincts. C'est partiellement vrai. *J'ai plutôt l'impression que ces tendances coexistent à des degrés divers et selon des accents différents chez la plupart des citoyens.* Voilà un phénomène très peu fouillé, même au plan scientifique. Les grilles d'analyse étant souvent tributaires de catégorisations idéologiques rigidelement systématisées. De toute façon, il vaudrait mieux prospecter le débat « interne » où se croisent, se heurtent ou s'opposent ces orientations profondes, autant dans la conscience individuelle que dans les divers groupes sociaux.

Les scénarios politiques en présence ne rendent pas compte de cette gestation dans le sous-sol collectif et dans les consciences. On la décèle davantage au niveau des conduites de la vie et des enjeux éthiques. Je n'ose parler ici de philosophie. Car la plupart des citoyens ne sont pas arrivés à de nouvelles philosophies de la vie capables de juger et de maîtriser Cet univers aussi enchevêtré de valeurs et d'idéologies, de théories et de pratiques. *Combien, instruits ou non instruits, sont allés assez loin pour clarifier en eux et dans leurs conduites effectives le jeu de ces orientations majeures qui les influencent quotidiennement ? C'est là le rôle d'une philosophie de la*

vie. Bien sûr , chacun ne construit pas la sienne sur une île. On a besoin de lieux collectifs d'échanges, de confrontations qui rejoignent en profondeur l'expérience de vie. On a besoin d'un débat public qualitatif où se posent les vraies questions. On a besoin d'une éducation qui apprend à penser et développe une conscience historique. On a besoin de praxis sociales où s'élaborent des savoir-être-vivre-penser et faire, culturellement pertinents et dynamiques.

Des médiations démocratiques

Tout cela fait gravement défaut. Certains croient résoudre pareils défis avec des techniques psychologiques et sociales. D'autres plaident pour un changement plus ou moins radical de structures comme s'il allait créer de lui-même une autre philosophie de l'homme et de la société, une autre éthique, une autre politique ¹⁵. Entre le changement de mentalité et celui des structures, il faut ces médiations que je viens

¹⁵ Essayons de préciser davantage cette option minoritaire mais grandissante des radicaux. « Pour atteindre l'objectif de conscientiser la population et surtout la classe ouvrière, il faut d'abord changer les structures... Dans la structure actuelle, il n'y a pas de méthode d'éducation permettant de rendre les hommes sujets de l'histoire. Nous mettons donc, avant, le changement de structures, et après, une pleine conscientisation. Évidemment il y aura des conscientisations au niveau des groupes particuliers avant le changement des structures, mais le changement des structures reste nécessaire pour que la conscientisation se fasse au niveau général de la population. »

Je crois qu'on refait à rebours le cercle vicieux qu'on dénonçait chez les partisans du changement de mentalité d'abord. Même Castro parle ici de deux naïvetés semblables qui en définitive ne changent ni la vie, ni les hommes.

Dans la pratique historique, cette option précitée a toujours débouché sur le totalitarisme. Le léninisme est aussi élitiste que le libéralisme, et en un certain sens, davantage antidémocratique, parce qu'il ne laisse pas de place à des reprises ou à des redéfinitions de la libération. Sans compter le fait que celle-ci se voit extrêmement réduite dans ses riches et diverses virtualités humaines, culturelles et spirituelles, individuelles et collectives. Comment ignorer cette critique qui monte au cœur des sociétés communistes européennes qui comme les nôtres n'ont pas de culture collectiviste ?

Il me semble qu'une plus juste philosophie de la démocratie exige ici des démarches plus complexes, plus en dialectique. Voilà ce que je voudrais faire ressortir ici, en mettant l'accent sur des dimensions que le technocratisme instrumental, capitaliste ou communiste, ignore ou rejette.

de mentionner ; il faut aussi des investissements individuels et collectifs consacrés à l'élaboration d'une philosophie de la vie qui permette une intelligence juste et critique des orientations sous-jacentes aux diverses expériences. Je ne pense pas qu'on puisse atteindre ces objectifs dans le feu des luttes collectives (si nécessaires soient-elles), ni dans le train rapide de la vie courante ! Je crois que les media, l'école, et les mouvements sociaux ont à restaurer des processus longs et soutenus de réflexion individuelle et collective, des stratégies d'intelligence qui permettent d'aller au fond des problèmes clés, des orientations majeures et des enjeux cruciaux.

Certains me diront que cette démarche démocratique est impossible dans le système actuel. « Après les grands changements structurels, on pourra s'occuper de ces questions ». N'est-ce pas refuser au départ une démarche démocratique, éducative et politique qui renvoie aux citoyens la responsabilité d'orienter les transformations structurelles à même l'intelligence de leur propre expérience ? Autrement, comme le soulignent Fanon et Freire, les gens échangent tout simplement le langage des anciennes élites contre celui des nouvelles élites (fussent-elles révolutionnaires). Après le parti, ce sont les institutions et les masses elles-mêmes qui deviennent les instruments des leaders et leurs outils d'action. Chez nous, nous avons un contexte de liberté assez poussé pour instaurer des débats démocratiques authentiques et des processus critiques qui permettent d'évaluer les diverses orientations profondes des individus, des classes et des structures de la société. Je ne pense pas que l'on puisse se limiter aux luttes partisans et à leurs monologues dans les media. Il faut des lieux et des médiations où les différentes orientations seront confrontées autour de problèmes concrets ou d'actions précises ; des lieux démocratiques où l'on clarifie les rapports entre les questions des individus et les enjeux collectifs, entre les expériences privées et la chose publique ; des lieux démocratiques où les diverses lectures de la situation par les classes et par les groupes politiques trouveront un terrain plus cohérent de confrontation au plan de l'intelligence comme à celui de l'action. C'est peut-être là qu'émergeront de véritables philosophies de la vie, des éthiques collectives et des cohérences sociopolitiques si nécessaires à une démocratie adulte.

Mon insistance pour resituer dans un contexte démocratique les orientations profondes précitées, reposent sur plusieurs raisons.

- La démocratie comme telle fait l'objet d'un consensus très répandu. Et c'est parfois le seul qui demeure.

- La démocratie permet un renouvellement constant de la pensée et de l'action chez les individus, les groupes et la société elle-même ; elle offre une possibilité maximale d'exercice de la liberté et de la responsabilité.

- Elle peut instaurer des dialectiques fécondes entre les leaderships et les memberships, entre les diverses forces collectives.

- Elle est ouverte à plusieurs types de rapports entre l'individualité et la socialité, tout en assumant les spécificités culturelles et historiques de tel ou tel ensemble humain.

- Elle est en quelque sorte autocorrective de multiples façons.

- Elle accorde au peuple et à sa base sociale une place prééminente que l'on ne trouve pas dans d'autres régimes.

- Elle multiplie les possibilités d'initiatives et de projets.

- Elle peut impliquer les citoyens dans les processus organisationnels : information, consultation, évaluation, décision, exécution et contrôle.

« C'est là une vision idyllique de la démocratie », me direz-vous. Les démocraties actuelles semblent bien fragiles face à la montée accélérée des totalitarismes. Elles sont même en train de se détruire de l'intérieur. Voilà le paradoxe et l'ambivalence de la démocratie. Comme le soulignait jadis John Adams : « La démocratie finit par se gaspiller, s'épuiser, voire se suicider », si elle est mal comprise, mal vécue, si on en fait un capharnaüm : n'importe quoi, n'importe qui, n'importe comment, n'importe quand, ou une force d'empoigne pour les plus forts sur le dos des plus faibles. Le pari démocratique fait confiance à l'homme, mais cette confiance peut devenir magique et mythique. Rendre l'école accessible à tous ne crée pas de soi une bonne école. La critique constante des gouvernements élus n'amène pas automatiquement un régime efficace et juste. Vouloir soumettre à la discussion la moindre décision aboutit à la stérilité et à la frustration. Identifier démocratie et permissivité absolue, c'est faire le jeu des exploiters ou des forces les plus puissantes. On pourrait

appliquer ces travers à bien des situations actuelles. Il s'est produit une sorte de sacralisation de la rencontre démocratique spontanée. Croyance vaine qui laisse entendre que toute assemblée délibérante va susciter immédiatement la meilleure solution, peu important le talent, la compétence et l'expérience des personnes impliquées. Pour certains, il suffit d'être bien informés, et le groupe prendra ainsi à coup sûr la décision la plus conséquente.

Répetons-le, la démocratie est la démarche sociale et politique qui exige le plus de maturité individuelle et collective. Qualité du jugement critique, de la liberté responsable, de l'engagement effectif, de l'implication constante. Ce n'est pas une formule - il y en a plusieurs possibles - mais un mode de vivre, de penser et d'agir ensemble. Notons ici que les démocraties les plus réussies ont toujours connu une dialectique serrée et sans cesse renouvelée entre des leaderships forts et des memberships forts ; entre des populations vigilantes, dynamiques et des gouvernements cohérents ; entre des contrôles critiques judicieux et des entreprises audacieuses.

De ce temps-ci, on entend des appels au réalisme face à une certaine révolte des aspirations, à la critique exacerbée des institutions et des gouvernements, à la prospérité menacée, à l'échec des idéaux démocratiques de justice et d'égalité, à l'escalade de conflits de plus en plus incontrôlables. Plusieurs citoyens se mettent à douter non seulement de leurs chefs, mais aussi des institutions démocratiques elles-mêmes, qu'il s'agisse du parlement, des partis politiques, du syndicalisme, de l'école, des média. Ainsi donc, les nouvelles institutions comme les anciennes sont remises en cause, sans qu'on puisse définir un peu clairement ce qu'on veut en définitive. À peu près plus personne n'arrive à situer ses critiques ou ses solutions dans l'ensemble de la société. Une société trop complexe, des appareils trop lourds, un univers social insaisissable, une situation économique indéchiffrable, etc. Et chacun y va de la restauration, de la réforme ou de la révolution à faire : rétablir avec force et contrainte l'ordre dans la boutique, ou changer radicalement structures et pouvoirs, ou assurer une meilleure planification du développement économique et social, ou établir d'abord de nouveaux rapports sociaux particulièrement au travail et à l'école.

Ce qui me frappe dans ces diagnostics, c'est que personne ne précise le contenu humain à mettre dans ces divers contenants : l'ordre, le système, le pouvoir, la planification, ou les rapports

sociaux. Les questions de contenu subissent une constante dérive. On a vu récemment, des utilisations bien ambiguës de la moralité. Devant ce danger, d'aucuns rétorquent : « ce sont des problèmes politiques ». Mais leur politique n'est faite que de contenants. D'où un cercle vicieux. La démocratie elle-même vaut par ce qu'on y met dedans. Peut-être le temps est-il venu d'amener les uns et les autres à mieux fonder et à confronter leurs philosophies de base. Encore faut-il connaître les orientations majeures qui sustentent les dramatiques individuelles et collectives actuelles, les divers scénarios du débat social et du combat politique. Voilà ce que j'ai tenté de faire ici.

Quatre cibles prioritaires

I. Dans les circonstances actuelles, les porteurs de diverses tendances devraient manifester ce que j'appellerais une « humilité lucide et responsable » pour ne pas laisser croire aux autres et à eux-mêmes qu'il sont « la », solution, la seule vraie grille d'analyse, l'exclusive vérité. C'est là une prétention bien peu propre à une confrontation féconde. Sans compter les illusions qu'elle porte.

Par exemple, qui peut soutenir qu'il y a homogénéité idéologique dans le syndicalisme, ou dans n'importe quel milieu de travail ? Le syndicalisme est loin d'avoir clarifié en lui-même la question des classes sociales. Un certain purisme idéologique escamote cette réalité en mettant dans le même sac toutes les revendications. Ma petite expérience de 20 ans d'action en milieu ouvrier m'a montré les dangers des faux alignements idéologiques artificiels. À l'usine, à l'hôpital, à l'école on rencontre la plupart des tendances sociopolitiques qui existent dans la société. En niant ce fait, on brise à la racine les débats internes nécessaires.

Les luttes syndicales, qui sont au centre du champ politique actuel, deviennent le lieu révélateur par excellence de nos incohérences idéologiques et de notre pauvreté démocratique. Il ne s'agit pas ici de faire du syndicalisme le bouc émissaire d'un problème qui est à la mesure de toute la société. Je plaide ici pour un discernement plus juste et plus honnête de ce qui nous arrive. Il y a bien des formes de « fausse conscience idéologique » où l'on fait passer ses intérêts particuliers pour l'intérêt général. Un certain pouvoir syndical imite en cela des pouvoirs politiques qu'il conteste précisément au nom de cette fausse conscience. On utilise aussi un autre mécanisme idéologique

semblable quand on tait les contradictions entre les discours officiels et les objectifs réels, entre le prétendu alignement idéologique et des orientations contraires dans le membership.

Tout cela empêche des démarches démocratiques vraies. Combien tirent la corde démocratique uniquement quand elle est à leur avantage ! Pour une cause qu'ils ont décrétée juste unilatéralement, ils seront prêts à utiliser les moyens plus « rentables » peu importe leur qualité éthique et démocratique. Trop de faits récents le démontrent pour qu'il faille élaborer là-dessus. Encore ici, il y a bien des façons d'utiliser, d'instrumentaliser, d'exploiter une population. Un certain réflexe populaire s'adresse à pas mal de monde quand il dit : « On nous conte des menteries de tout bord et de tout côté ». Ce climat de mensonge, de massage idéologique, mine la crédibilité fondamentale nécessaire à l'expérience démocratique. Personne n'est dupe de l'adéquation entre les discours publics des politiciens, des financiers, ou des gros syndiqués, d'une part et d'autre part, les pratiques et les objectifs réels. Je suis sidéré de voir comment beaucoup de nouveaux leaders chez nous deviennent vite de petits politiciens du style le plus traditionnel. Même avec un vocabulaire marxiste.

Mais nous devons admettre que la pauvreté démocratique est aussi la marque des divers memberships dans l'ensemble de la société, que le problème est aussi éthique que politique. Sans compter un *underground* historique qui est loin de jouer en faveur de la démocratie. Il n'est pas inutile de poser cette question « en bas » au moment où tous les accrocs de la démocratie sont reportés « en haut ». Voyez l'aboutissant de tous les débats. « C'est le gouvernement qui est l'unique responsable. » Pour reprendre différemment la remarque populaire précitée, je dirais : « nous nous contons des menteries à nous-mêmes ». Or, c'est précisément le pari démocratique que de ramener et les problèmes et les solutions à leur premier centre de gravité, la base sociale. Il faudra être aussi critique face à celle-ci que face au gouvernement qu'elle se donne. *Actuellement, il n'y a peut-être pas un seul groupe social qui peut faire l'économie d'un tune up démocratique, surtout à la suite des changements culturels et structurels qui ont amené un bouleversement profond des rôles et des statuts, des rapports sociaux les plus fondamentaux.*

II. J'ai déjà souligné la rareté des lieux collectifs qui permettraient une confrontation des grandes tendances actuelles. Même les media

sont souvent une simple courroie de transmission des divers monologues actuels.

Voilà un autre point chaud mal élucidé. Toutes les luttes empruntent désormais le chemin électronique. Il y avait plus de reporters sur la guerre au Vietnam que de combattants. On accorde une publicité mondiale à tous les actes de terrorisme, sans aucun discernement,

Les mille et une épreuves de force quotidiennes occupent la plus grande part des media. Ajouté au bombardement carabiné des stimuli publicitaires, ce climat permanent et omniprésent de violence a un effet débilisant et antipolitique. Pire que les censures les plus bêtes. Je ne veux pas minimiser ici le caractère oppresseur ou répressif des contrôles totalitaires, ni les manipulations anti-démocratiques de l'opinion publique par certains pouvoirs politiques et financiers.

Autant de sources qui empoisonnent ce monde extrêmement important de la communication qui pourrait être un lieu démocratique majeur. Mais il faut démystifier ici l'apparente liberté démocratique de cette force d'empoigne sans éthique minimale, sans distance critique possible, sans cohérence politique. Par-delà les nuances de jugement qu'on devrait apporter ici, ce diagnostic d'ensemble n'est malheureusement que trop vrai. Faudrait-il y voir un symptôme révélateur d'une démocratie qui en est venue à se nier elle-même ? Les diverses critiques idéologiques, toutes préoccupées de confondre les opposants, ne semblent pas prendre au sérieux l'appauvrissement de la référence démocratique commune. Dans ce contexte, les diverses forces idéologiques vont se servir des media comme tribune de propagande, comme appareil de conditionnement ou de séduction démagogique, ou comme champ de bataille. C'est s'en tirer à bon compte que de considérer les media comme un simple reflet de la réalité actuelle qui est aussi brouillée que violente. Les media eux-mêmes ne font-ils pas partie du problème ? N'y jouent-ils pas un rôle très important ?

Je ne crois pas qu'on ait encore réussi à bien les situer dans une juste pratique démocratique. Il suffit de connaître un peu les cheminements de programmation dans l'un ou l'autre medium pour discerner déjà l'absence fort généralisée d'éthique démocratique. Ici comme ailleurs, les exceptions confirment la règle. Est-ce exagéré de dire que dans l'ensemble les media échappent à toute prise

démocratique efficace par la population elle-même. Je pense qu'il y a là une tâche prioritaire qu'on n'a pas encore assumée sérieusement ni au parlement, ni dans les divers groupes sociaux, ni chez les agents de communication. Les grandes rencontres d'experts en ce domaine n'ont guère fait avancer les choses. S'il s'agit vraiment d'une pierre de touche de la pratique démocratique, on ne saurait remettre indéfiniment une responsabilité qui nous concerne tous. D'abord dans un débat politique adulte.

III. Les débats actuels accordent beaucoup d'attention aux grandes mécaniques : programmation informatique, batailles d'états-majors, confrontations idéologiques globales, etc. Pour se défendre face à ces théories, ces techniques et ces appareils lourds et complexes, beaucoup veulent retourner aux vécus, à l'expérience spontanée, aux relations directes. Cette dernière voie peut être aussi piégée que l'autre. Elle ne résout pas l'énorme problème d'une vie fragmentée, sans axe d'intégration. *Tout se passe comme si nous avions perdu la trace d'une économie humaine de la vie.*

Les grands cadres idéologiques des débats semblent trop abstraits, trop lointains pour répondre à cette humble recherche quotidienne d'une existence mieux articulée et plus clairement finalisée. À ce dernier niveau, on vit le plus souvent dans l'improvisation. On accumule des expériences sur le tas.

Ce qui manque, c'est souvent *une intelligence interne à son champ particulier d'expérience*. En langage savant, il s'agit ici d'une praxis. Plus simplement, on pourrait parier d'une expérience de vie réfléchie et bien maîtrisée. Voyons les débats auxquels nous avons participé dans des rencontres récentes. Le balancier n'allait-il pas du fait brut et isolé à une critique globale assez simplificatrice ? Rarement, on confrontait des philosophies de base aussi judicieuses que pratiques. Voilà une autre façon de qualifier ce que j'ai dit plus haut sur « l'expérience de vie réfléchie et maîtrisée » (la praxis).

Prenons un autre biais pour bien comprendre cette question cruciale. Nous sommes aujourd'hui coincés entre des institutions éclatées et des pratiques quotidiennes émiettées. C'est particulièrement évident dans le cas de la famille. Son cadre institutionnel semble disloqué, et les pratiques dans cette aire se révèlent inconsistantes et souvent erratiques. À combien d'autres secteurs sociaux, ne pourrait-on pas appliquer cette remarque ? En l'occurrence, on trouvera

difficilement un « mode de vie » familial assez bien défini. Les anciens modes de vie sont disparus et il n'y en a pas de nouveaux. Pour le moment, les problématiques de rupture l'emportent sur les projets novateurs, Cette phase chaotique et tâtonnante est sans doute inévitable et même nécessaire. Mais on ne saurait miser sur une génération spontanée de cohérences nouvelles. *J'ai l'impression qu'il faudra mieux maîtriser l'économie sociale propre au façonnement d'un style de vie comme premier lieu humain concret des dimensions de l'homme et de la société ?*

Notons d'abord qu'il n'y a plus de vrais styles de vie cohérents et identifiables. Des manières d'être, de penser et d'agir qui auraient une certaine unité vitale et finalisée. C'est peut-être pour cela qu'on ne sait pas tellement quelle éducation, quelle politique, quelle ville, quelle Église on veut en définitive. Tout se passe comme si un travail fondamental n'avait pas été fait. Un travail qui exige peut-être une pédagogie plus congruente. Notre réflexion indique déjà la cible à viser. À savoir un style de vie qui permette d'être cohérent avec soi et avec les autres, avec ses idées et avec ses comportements. *C'est par un style de vie qu'on est le même en soi, dans ses rapports sociaux et dans ses diverses activités.* C'est par un style de vie qu'une philosophie, une politique deviennent praxis sociale, et lieu intégrateur quotidien des diverses expériences individuelles et collectives. Le divorce entre le privé et le public, par exemple, doit beaucoup à l'absence de vrais styles de vie. De même la crise des institutions et la pauvreté de la culture politique.

Essayons de cerner les principales coordonnées d'un style de vie :

- a) Il y a au point de départ une expérience de vie originale avec ses accents culturels particuliers.
- b) Cette « expérience,, devient vraiment style de vie et praxis sociale quand elle a

- ses formes propres d'expression (langage et autres formes de communication) ;
- son intelligence particulière de la situation ;
- son mode social de solidarité ;
- sa ligne d'action et d'engagement.

Pédagogiquement, les cheminements pour développer une praxis sociale peuvent commencer par l'une ou l'autre de ces coordonnées. Et en cours de route, il y a de multiples combinaisons possibles. Mais toujours au bout de la ligne il faut viser un vécu original, à la fois exprimé, interprété, partagé et agi. On pourrait parler autrement, par exemple, en termes de savoir-être-penser et faire particuliers à un groupe, à un mouvement, à une institution, à un milieu ¹⁶.

Je crois que nos débats et combats seraient plus humains, plus vrais, plus cohérents, plus concrets, si les diverses forces en présence confrontaient leur praxis sociale propre ; si elles pouvaient montrer leur style de vie, anticipateur et révélateur de l'homme et de la société qu'il porte. Voilà une autre tâche importante de la maturation démocratique.

IV. Certaines prises de conscience, à force d'être répétées, deviennent vite des stéréotypes vidés des premières intuitions. Tel est le cas du diagnostic : « crise d'identité ». Celle-ci devient un cliché-repère dont il faut briser l'écorce. À l'intérieur, on trouverait peut-être comme phénomènes dominants l'absence d'une philosophie de la vie, d'un style cohérent d'existence, et surtout une érosion des appartenances. Je veux m'attarder à ces dernières.

De moins en moins de gens arrivent à s'identifier à leurs milieux et aux institutions. Je ne veux pas m'attarder ici à la crise institutionnelle dans ses dimensions structurelles et potestatives. On a analysé celles-ci sur toutes leurs coutures. Quand je parlerai de base sociale, ce sera beaucoup plus en termes de rapports sociaux, de solidarités quotidiennes, de « milieux » sociaux, d'appartenances signifiantes et engageantes.

L'évolution récente a tourné progressivement l'attention sur l'appauvrissement de la base sociale, mis au compte de la bureaucratie, de la technocratie et de la ploutocratie. Les « gens de la base » s'en prennent aux superstructures, aux décisions d'en haut, à la centralisation excessive. « Il faudrait enfin donner aux collectivités concernées le poids démocratique déterminant. » Mais ce plaidoyer politique présuppose que la base sociale est déjà structurée, dynamique, consciente, sûre de ses chemins et de ses objectifs. Bien

¹⁶ Voir Pour une pédagogie sociale d'autodéveloppement en éducation. Éditions internationales Alain Stanké, 1976.

sûr, la conscience est parfois claire et vive face à tout ce qui aliène ou asservit. Elle l'est moins quand il s'agit de ses propres démarches. On a plutôt l'impression qu'à ce niveau l'essentiel est à réaliser.

Ce ne sont pas les grandes techniques comme telles qui font difficulté, mises à part les considérations politiques sur leur utilisation. Le problème crucial réside davantage dans le fait que les citoyens n'ont pas les outils nécessaires à la compréhension et éventuellement à la maîtrise sociale d'expertises et de politiques de plus en plus complexes. Les apprentissages techniques et politiques ont été trop négligés.

Par exemple, à côté de la médecine savante en clinique, il n'y a plus de médecine populaire ou domestique. On recourt à la clinique pour le moindre accident ou malaise. Quant à une praxis quotidienne de santé, c'est encore plus rare. On commence à peine à réagir, et à se forger des outils à ce niveau. Bien sûr, la médecine domestique doit savoir bénéficier de la médecine savante, mais la première a aussi son « économie », ses apprentissages. En poursuivant la comparaison, je dirais que l'une met l'accent sur la guérison des maladies, et l'autre sur une dynamique de la santé.

Ces remarques peuvent être très utiles pour saisir la dramatique actuelle de la base sociale. On ne retrouvera pas un nouveau sens de l'appartenance sans redonner plus de force aux unités locales. Les étoffes collectives quotidiennes sont à refaire dans toutes les institutions. Je me suis longuement expliqué là-dessus dans des ouvrages récents. *J'insiste ici sur certains aspects qui m'avaient plus ou moins échappé.*

Les réformes récentes ont développé des rapports sociaux organisés, sectoriels, fonctionnels tout en les élargissant à des ensembles toujours plus bureaucratisés. Pensons ici à l'organisation des services publics. Malgré les intentions généreuses, on a créé des corridors de plus en plus étroits ; on a réduit les possibilités d'inventivité et de pluralité, qui peuvent venir d'expériences de vie souvent très riches et très diversifiées.

Pour réagir contre ce nouvel étouffement, plusieurs sont revenus aux vécus sauvages, aux relations spontanées, à l'action directe. C'est dans cette foulée que se sont inscrites les idées d'animation, la priorité du « s'éduquant », l'explosion des groupes libres et même les diverses

formes de guérilla (nouveaux types de grèves). Certains mouvements religieux récents ont une parenté avec cette orientation. Mais il faut bien se rendre compte que ces initiatives ne créent pas d'elles-mêmes une base sociale qui fait le poids par rapport aux superstructures. Elles peuvent même constituer un néo-conservatisme intraverti, exclusif et stérile dans des groupes plus ou moins isolés les uns des autres. On risque de trouver la grande société de moins en moins compréhensible et de plus en plus lointaine. Le sentiment d'appartenance manque alors d'espace vital et de souffle. Les solidarités se rétrécissent. Et surtout, il n'y a pas encore, en pareil contexte éclaté, une base structurée, dynamique et finalisée.

Je crois que nous devons élaborer des stratégies à la mesure d'un milieu social qui peut recomposer les principales dimensions de la vie collective. Je vois ici une sorte de réalisme écologique comme premier lieu humain de solidarité et d'action. On commencerait ainsi par des repères plus concrets. À titre d'exemple, je pense à ces conseils de quartier qui permettent une concertation des unités locales de service, des milieux de travail, des initiatives coopératives en habitation, en consommation. Autrefois la paroisse pouvait jouer un rôle semblable, tant pour ses organisations internes que pour les groupes du milieu. Je dis « groupes » dans le but de souligner la priorité des « collectifs » comme tels. Mais l'initiative devra venir des secteurs locaux les plus dynamiques. Ceux-ci varient d'un milieu à l'autre. Ce peut être un centre communautaire, un milieu scolaire ouvert et entreprenant, un Cooprix, un club populaire, une paroisse.

Il faudra des démarches démocratiques d'autodéveloppement, de prise en charge du milieu par lui-même. Ce seront cette pédagogie et cette politique communes qui permettront de relier les collectifs locaux et de poursuivre ensemble les démarches et les objectifs importants. En donnant ici la priorité aux classes populaires et à leur autolibération, on fera d'une pierre plusieurs coups. D'abord, rétablir les vraies finalités humaines des services, remettre sur ses pieds une démocratie trop siphonnée d'en haut, mettre en cause un contrat social qui permet l'exploitation et la manipulation massive des classes populaires, susciter une dynamique d'autodéveloppement collectif et amener la société à se construire davantage à partir de ses vraies bases humaines et sociales. Pour surmonter le divorce entre la masse inorganisée et la société programmée, on a cru que les grandes organisations syndicales et politiques suffisaient. À celles-ci

manquaient les concertations quotidiennes de milieux sociaux solidaires, signifiants et entreprenants.

Cette stratégie qui vise la re-crédation de bases sociales dynamiques est assez large pour éviter un particularisme local conservateur. Bon gré mal gré, les milieux qui voudront se prendre en charge devront faire face aux solutions technocratiques d'en haut et aux choix politiques des instances supérieures. De plus, cette stratégie unira vitalement le quotidien et le politique. Et surtout, elle rejoindra un nouveau type de solidarité qui veut répondre à la fois à l'anonymat de la grande ville et des super-organisations sectorielles, d'une part et d'autre part, aux relations quotidiennes émietées, courtes, isolées les unes des autres. *Beaucoup de citoyens cherchent maintenant des « nous » polyvalents pour recomposer les diverses dimensions de leur vie dans un milieu social à taille humaine.* C'est peut-être la première démarche nécessaire à la reconstitution de la base sociale du quartier, de l'école, des autres services publics, des milieux de travail.

Cette quatrième cible démocratique devra donc emprunter beaucoup à ces nouveaux types de solidarité qui commencent à émerger.

Une philosophie de la vie

Conclusions

[Retour à la table des matières](#)

Toute démarche de pensée ou d'action comporte des limites. Qui peut prétendre faire une lecture exhaustive de notre situation ? Dans cet ouvrage, j'ai poursuivi une ligne particulière de compréhension ; ce qui implique des choix et même des paris d'interprétation. Comme tout un chacun, je suis tributaire de mes conditions sociales et culturelles, d'un certain arrière-plan idéologique. Mais je n'ai pas caché mon enseigne, en présentant une philosophie de la vie parmi d'autres.

Dans ces conclusions, j'ai cru qu'il était nécessaire d'opérer un certain retour critique sur le chemin parcouru, pour faire ressortir d'autres points de vue qui ont leur part de vérité. N'est-ce pas d'ailleurs une exigence interne à la réflexion philosophique, et qui sait, à l'esprit démocratique ? Cet effort de lucidité critique permet de mieux situer les orientations choisies.

1. Retour critique

[Retour à la table des matières](#)

Tenter de redéfinir une philosophie des rapports entre individualité et socialité, bien innervés dans des pratiques libératrices, et promotrices d'une nouvelle base sociale, voilà une entreprise qui paraîtra bien idéaliste en regard des grands branle-bas actuels qui secouent l'ensemble de notre société... et l'humanité entière.

Je pressens les reproches qu'on peut me faire : myopie sociale, ou réformisme politique. À quoi bon se morfondre pour réinventer la

base humaine des milieux de vie et des institutions au moment où un autre monde transnational est en train de naître, même indépendamment des blocs politiques ou des États les plus forts. Non, il y aurait trop loin entre cette petite politique artisanale d'auto-organisation et ces grands enjeux qui appellent chez les uns une grande lutte internationale de libération, et chez les autres un effort gigantesque pour se faire une place dans cette nouvelle transnationale économique et technologique. En mettant l'accent sur le terrain immédiat qu'on a sous les pieds, je n'ai pas voulu ignorer ces grands défis historiques qui se répercutent dans les plus petits patelins de chez nous.

Je crains davantage les séparations à la fois idéologique et effective de ces deux ordres de tâche. *Comment accepter la situation quasi schizoïde du télé-citoyen-consommateur à l'heure du monde devant l'écran de son téléviseur, mais impuissant à changer quoi que ce soit en lui et autour de lui ?* Il condamnera longtemps et vainement l'impérialisme des multinationales s'il reste quotidiennement un spectateur passif, un consommateur bien intégré, un exécutant au travail, un locataire isolé, un citoyen décroché.

Je sais les chausse-trappes des mouvements communautaires, et les dangers d'un repliement conservateur à côté des circuits majeurs de la société. Les micro-réalisations isolées ont rarement un impact politique. C'est ce que révèlent bien des initiatives coopératives de consommation, d'habitat ou même de production.

Peut-être n'a-t-on pas encore compris la nécessité d'innover la base sociale par un ensemble de réseaux auto-organisés selon une pédagogie sociale et une politique démocratique communes. Certains raisonnent comme si la base sociale était pratiquement une mini-réalité face aux macrostructures bureaucratiques, financières ou autres. Pourtant, idéologiquement ils identifient cette base sociale à la majorité des citoyens, au peuple, à la « vraie société », au « pays réel ».

Certaines militances idéologiques actuelles ressemblent trop souvent aux grands pouvoirs qu'elles contestent. Pour faire face à la concentration de ceux-ci, le syndicalisme, par exemple, développe de plus en plus des structures très centralisatrices et technocratiques. Évidemment, on devait enfin briser l'isolement des unités locales. Voici que maintenant celles-ci perdent leur propre vitalité interne

précisément parce qu'elles ont de moins en moins de responsabilités. Jamais le syndicalisme n'a été autant aux mains de permanents et d'experts hors des milieux de travail.

Qu'on me comprenne bien ici, je plaide pour une base politique quotidienne d'inter-influence entre les forces démocratiques à l'oeuvre en éducation, au travail, en consommation, dans l'habitat avec une pédagogie commune. Les citoyens pourront s'y retrouver d'un milieu à l'autre, s'identifier à un tissu social et déboucher sur des luttes et des projets politiques plus larges.

Bien sûr, il faut de grandes mobilisations politiques et de larges solidarités combattantes et libératrices. Mais sont-elles possibles sans la conviction et l'expérience de changements dans l'environnement immédiat ? Un style de travail plus libre, plus créateur, plus responsable, plus personnel, plus solidaire constitue déjà une expérience quotidienne davantage ouverte à des engagements politiques décisifs. Une certaine militance verbale, tout autant que la télévision du village global, aliène les citoyens des tâches de base où l'on commence à toucher du doigt ce qui ne va pas et ce qu'on veut vraiment et concrètement ; à faire le lien entre les gros problèmes publics et son expérience concrète de tous les jours, entre l'inflation expliquée par les experts, les politiciens ou les idéologues et l'inflation vécue dans son propre budget.

Je voudrais justement me servir de ce dernier exemple pour faire *un retour critique sur ma démarche et ses limites*. Une démarche qui ne saurait être isolée d'une interprétation globale de la conjoncture historique. La question cruciale de l'inflation se prête à cet élargissement critique des perspectives, tout en permettant une approche concrète et plus vérifiable, comme point de départ.

Un révélateur de la dramatique contemporaine

L'inflation est de plus en plus un lieu révélateur des diverses lectures de notre société et du monde actuel :

- *Fin du « système »*. Dérèglement irrémédiable qui appelle une autre société radicalement différente de l'actuelle. Condamnation d'un capitalisme, exploiteur, pollueur et aliénant. L'inflation porte à sa

limite critique le déclassement des plus faibles et la suprématie des plus forts. Le darwinisme refait surface et restaure les rapports de domination de la société capitaliste, Car on le sait bien, l'inflation ne représente pas le même coût pour tous. Appauvrissement des uns, enrichissement des autres. La montée récente de la socialisation est ainsi neutralisée pour dégager encore davantage le processus de concentration des richesses et du pouvoir. Mais, solution ouverte, l'inflation permet de maintenir l'illusion de mobilité socio-économique des classes moyennes, garant massif de légitimation, tout en occultant les vrais rapports de classes et l'exercice des pouvoirs décisifs.

- Plutôt *un accident de parcours*, à preuve les signes de relance économique qui démontrent à la fois la plasticité et le dynamisme du génie occidental. Celui-ci a édifié des sociétés complexes capables d'absorber tout autant les déséquilibres que les sauts qualitatifs de changements audacieux et accélérés. On n'a qu'à penser à la poussée irrésistible du système économique transnational qui traverse toutes les frontières étatiques, idéologiques ou autres pour réaliser la première expérience planétaire de l'histoire. A. Meister nous le rappelle cyniquement : « Si les dérèglages apparaissent ici et là, il ne s'ensuit pas que le système ne soit plus résistant. La faible fiabilité des composantes abuse les opposants qui pensent qu'un bon coup de butoir abattra tout l'édifice, alors que l'effet de structure lui confère une solidité formidable » ¹⁷.

- Mieux encore, un *régulateur polyfonctionnel*. L'inflation est d'abord un moyen moderne de surmonter les crises ; un moyen beaucoup plus civilisé que les régulateurs barbares : guerres ou épidémies, chômage ou stagnation. L'inflation joue le rôle d'adaptateur, d'assouplisseur, d'antirouille, de vaseline qui empêche le système politico-économique de se gripper et lui permet de se perpétuer dans sa propre foulée. Par-delà les conflits immédiats qui assurent une catharsis nécessaire à l'agressivité et aux aspirations, l'inflation crève les culs-de-sac et offre une issue par le haut à tout le monde. Surtout aux gouvernements, Ceux-ci utilisent ce moyen pour apaiser les insatisfaits. Les mesures de contrôle ne sont qu'un paravent. D'un point de vue économique, l'inflation est un moyen de modernisation. Une étude récente (Comecon-Citroën) démontre que « si l'on avait eu le courage d'accroître le taux occidental moyen d'inflation de

¹⁷ A. Meister. L'inflation créatrice. Presses Universitaires de France, 1976, p. 159.

seulement 35% depuis le début des années 1970, nos sociétés seraient entrées dans la société d'intégration dans un laps de temps deux fois plus court que celui qui s'est effectivement écoulé. On ne saurait mieux évoquer les gigantesques progrès rendus possibles grâce à l'inflation, dans son rôle éminemment créateur ».

- Un autre point de vue considère l'inflation comme l'expression d'un aveuglement généralisé, peu importe les différences d'idéologies et de classes. « On ne sait pas où on va, mais on y va. » *La société que nous voulons tous est inflationniste par nature*. Et toutes les mesures correctrices sont elles-mêmes inflationnistes. C'est le même rouleau compresseur qui buldoze les sociétés capitalistes, socialistes, fascistes ou traditionnelles. Toutes sont condamnées au pilotage à vue. Par-delà les protestations, la complicité est universelle. En dépit de tous les discours eschatologiques sur les menaces ou les maux planétaires, sur la société nouvelle à inventer, personne ne veut reculer dans l'escalade inflationniste de la croissance. L'inflation permet aux diverses sociétés quelles qu'elles soient de se fuir, de ne pas se voir. La gauche, la droite, le centre sont aussi inflationnistes. Une absurdité totale quoi ! À témoin, le fatalisme non avoué des experts et des profanes qui croient impossible le changement de ce cours des choses. C'est peut-être le plus grand consensus actuel. À témoin aussi, le caractère insatisfaisant et même erratique de toutes les explications économiques ou autres du phénomène.

D'où un néo-fatalisme qu'on emprunte aux sciences physiques et biologiques : tout système a une logique indépendante des interprétations et des interventions humaines. Ce qui démystifie autant les politiques que les utopistes. Ainsi, on passe de la situation absurde à la logique non modifiable et indépendante de toute volonté libre et intelligente. Les technostrutures comme les infrastructures sont alors conçues comme aussi inchangeables qu'une métaphysique éternelle.

Il existe des points de vue plus descriptifs du phénomène comme tel, par exemple celui d'Albert Meister dans son ouvrage récent : *L'inflation créatrice*. Il distingue :

Une inflation de croissance, correspondant aux fonctions d'épargne (sur-prix) réalisées principalement par les entreprises multinationales au profit de la construction du système économique transnational.

Une inflation d'adaptation, qui provient des efforts de modernisation des sociétés nationales, du renforcement de leurs technostuctures et du jeu de la concertation qui supplante peu à peu les institutions parlementaires.

Enfin, *une inflation d'intégration* correspondant aux coûts de plus en plus lourds entraînés par la manipulation des populations et leur intégration dans la société de consommation.

Nos sociétés modernes apparaissent des sociétés sans projet autre que de durer, la croissance étant pour elles une façon de s'adapter ; c'est donc dans le système lui-même et dans sa lutte contre l'entropie qu'il faut chercher le projet social ; l'inflation étant une régulation systémique au profit de l'équilibre social.

Nous reviendrons plus loin sur l'analyse très fouillée de Meister. Voyons un dernier diagnostic que formulait récemment un groupe d'économistes canadiens après la mise en application des mesures de contrôle décrétées par le gouvernement canadien. Leur étude révèle indirectement l'approche instrumentale et mécaniciste qui prévaut chez les experts, et en particulier chez les économistes libéraux. En l'occurrence, ceux-ci font l'évaluation des programmes de contrôle des revenus dans les pays occidentaux, y compris le Canada, pour démontrer :

que ces programmes ont eu des effets négligeables sur le taux d'inflation allant dans certains cas à un effet pervers quand le plafonnement des prix et des salaires leur sert plutôt de plancher, jusqu'à une baisse maximale du taux d'inflation de deux points de pourcentage quand il y avait un gel complet des prix et des salaires ;

que ces effets favorables sont vite effacés quand les contrôles sont levés ;

que les contrôles s'accompagnent presque toujours d'un transfert de revenus des salariés au profit des propriétaires de capitaux (le cas des banques est patent) ;

que les pressions politiques pour contrôler les prix et les profits et pour rassurer ainsi les travailleurs ralentissent les investissements et contractent le stock de capitaux sur lequel une société peut compter,

avec des conséquences souvent désastreuses sur la productivité et le niveau de vie ;

que, finalement, l'arbitraire des contrôles mine à la longue la fibre morale d'une société et conduit à un amoralisme et à des troubles sociaux croissants.

Bref, la machine économique ne va pas si mal par elle-même, c'est une mauvaise politique qui risque de la détraquer. Le Congrès du travail du Canada a pris sur lui ce rapport plus libéraliste que les gouvernements libéraux eux-mêmes ! Ni d'un côté ni de l'autre, on n'aborde les questions de fond, les politiques socio-économiques à réviser ou à instaurer et les changements structurels nécessaires. Même les luttes syndicales les plus radicales se ramènent en pratique à une poursuite d'intérêts monétaires particuliers, aussi sauvage que l'escalade inflationniste elle-même. D'où une structure de salaires aussi aberrante, injuste et antidémocratique que celles des grands pouvoirs financiers ou des investissements sans hiérarchie de valeurs.

Les classes moyennes syndiquées deviennent aussi dures que le club des riches pour maintenir leur statut et leur distance sur les petits salariés, et sur les assistés qui coûtent trop cher. Il semble que le phénomène soit le même chez les pays riches, à l'Est communiste comme à l'Ouest capitaliste. Mêmes structures de classes, mêmes disparités. Dans les deux systèmes, le processus d'intégration et d'homogénéisation passe par les valeurs et les connivences des classes moyennes, qui s'allient aux grands pouvoirs pour assurer leur mobilité. Une autre complicité transnationale, moins visible que celle des grandes corporations, et pourtant aussi unanime face aux revendications des sous-développés.

L'inflation a cette « vertu politique » d'intégrer les moyens aux forts et d'exclure les petits. Mais dans la société post-industrielle, les nouvelles pratiques d'intégration et d'exclusion n'ont pas la brutalité de celles qui ont cours dans les pays pauvres où se divisent clairement le petit club des riches et la masse asservie. Non, la société d'intégration y met les formes bienveillantes, hygiéniques ! Elle sait la psychologie d'adaptation, la sociologie d'intégration, la politique de concertation, la technologie sociale de manipulation, la bureaucratie de neutralisation et surtout la stratégie de récupération. Massivement les classes moyennes des salariés syndiqués ne veulent vraiment pas changer ces règles du jeu qu'elles critiquent verbalement. La lutte

idéologique des plus militants est contredite par les pratiques et les objectifs réels des troupes. Particulièrement dans le « monde libre », on s'en tient à la « société du bonheur et de l'abondance » des dernières décennies qu'on veut prolonger à tout prix. Il n'y a d'insatisfactions que celles de voir compromettre les besoins et les aspirations des consommations offertes. Voilà le repère fondamental et décisif.

L'inflation là-bas comme ici, sous diverses formes, remet chacun à sa place. Un point de vue comptable ne fait voir que la pointe de cet iceberg. Ne restera-t-il tout à l'heure qu'à inclure des contraceptifs efficaces dans l'eau potable des milieux pauvres occidentaux et des pays tiers-mondistes tout en éliminant hygiéniquement les fœtus, les vieux, les handicapés et les improductifs ? La dramatique sociale de l'inflation n'est qu'un révélateur, parmi d'autres, d'un néo-darwinisme capable d'une nouvelle sélection qui a toutes les apparences naturelles d'une évolution qui va de soi.

Évidemment, il y a des pouvoirs et des intérêts à l'œuvre derrière cette légitimation dans le déterminisme darwinien qui refait surface sous d'autres visages « scientifiques » et politiques. Un nouveau fatalisme apparaît chez des esprits critiques qui hier encore croyaient à des changements libérateurs possibles. G. Martinet dira : « Le système résulte d'une pratique et non d'une théorie, il n'a pas été pensé, mais il est ». Même les concepteurs et les possédants ne le commandent pas. Il s'organise et se corrige lui-même. Personne n'y peut rien.

Le *deus ex machina* de la pensée primitive renaît chez ces intellectuels éblouis par un pareil dogme tiré des divers structuralismes. Des auteurs à la mode poursuivront la logique jusqu'au bout en faisant de la liberté une donnée métaphysique aussi inutile qu'abstraite. On n'en est plus à une contradiction près. Eh oui, la liberté est renvoyée à la littérature, ou bien à l'humanisme dépassé.

Il s'agit tout d'abord de signaler la mise en cause de tout un ensemble d'idées et de vérités qui semblaient bien établies il y a encore une demi-douzaine d'années : par opposition au nazisme, nous croyions à l'égalité entre les races... La fin du pillage colonial signifiait un droit intangible pour les peuples libérés d'être aidés dans leur développement ; la société se déclarait responsable des inégalités sociales et se devait de donner des chances égales à tous ; la prééminence du social par rapport à l'inné n'était guère discutée et motivait que l'on rééduque les inadaptés et les criminels...

Toutes ces idées sont actuellement remises en cause : la psychologie des profondeurs entretient des rapports bizarres et étrangement justificateurs avec les différentes manifestations de la mode Rétro (se rappeler les polémiques à propos de quelques films récents : Lacombe, Lucien, Portier de nuit, Les Chinois à Paris). Les pauvres sont devenus les vaincus du processus de sélection des mieux adaptés ; le droit à la vie s'est mué en droit d'abrégé la vie aussi bien à la naissance que pour les grabataires sans chance de guérison ; l'autonomie du mental et du culturel est fortement remise en cause par l'utilisation du seul raisonnement par analogie pour affirmer l'universalité de la biologie : les jalousies du canard cendré de Lorentz et les réponses des rats de Skinner sont décrétées de même nature que celles de l'homme...

La façon actuelle de poser les problèmes fournit le langage au technocratisme, à l'élitisme et au racisme, facettes de la réaction inégalitaire (la théorie de Darwin est extrapolée dans tous les domaines et sert de modèle général à la civilisation). Les décideurs, les forts, les intégrés y trouvent la caution scientifique pour légitimer leurs positions et justifier leur action...

Puisque l'on peut cultiver les comportements comme les plantes (Skinner), le problème de l'éducation se réduit à une programmation des stimulations et à une planification des programmes culturels et de conformisation aux modes de vie...

La gestion humaine est aussi neutre que celle d'une technologie matérielle supposée objective. Ainsi ne subsiste que la société, un système avec ses équilibres, ses dysfonctions, ses besoins de rénovation et ses unités reproductrices et consommatrices adaptées. (A. Meister, op. cit., p. 281.)

Les nouvelles stratégies de la croissance

Je disais donc que derrière les grandes technostructures nationales et internationales, il y a des intérêts et des pouvoirs où s'exerce une certaine liberté stratégique. Reconnaîtra-t-on au moins celle-ci ? Comment parler des grands décideurs et affirmer en même temps qu'ils ne décident rien dans une technostructure qui se planifie elle-même ? Serait-ce un retour inconscient au magisme primitif, ou encore à cette vieille résignation devant un Ordre conçu comme absolu et inchangeable ? Étrange récurrence après la démystification chrétienne du *fatum* païen, après les revendications de la responsabilité et de la liberté humaines dans l'athéisme récent et ses diverses révolutions. Les grands financiers auront ainsi le chemin libre grâce à ces cautions des nouveaux sorciers-clerics qui décrètent la liberté impossible face à la science, à l'ordinateur, à la société unidimensionnelle, au système transnational, à l'idéologie dominante et quoi encore. Il serait tout aussi stérile d'ignorer les obstacles énormes que ces esprits critiques pointent sur nos chemins de libération.

Par exemple, cette trame invisible d'accords entre firmes internationales, qui échappe à toutes les instances politiques et même aux grands organes d'information. On cite la crise du pétrole comme brèche possible dans le « système ». Il semble de plus en plus que les magnats arabes, aussi féodalistes qu'hier, font désormais partie du club des riches. On est bien loin d'une victoire tiers-mondiste. Par ailleurs, les compagnies pétrolières en sont sorties plus fortes ; elles ont mis à profit la concurrence entre pays occidentaux pour imposer leurs propres règles du jeu. Plus que jamais, elles ont l'autorité mondiale de production et de distribution de l'énergie.

Tour à tour les États disputent les faveurs du grand club jamais freiné par des considérations morales, démocratiques ou idéologiques. On a vu des multinationales américaines, françaises ou autres jouer même contre la monnaie de leur pays d'origine. Leurs ententes cartellaires ou leurs accords de quota ne sont soumis à aucun contrôle politique efficace. Elles imposent leur prix qui comprend l'autofinancement. Une sorte d'impôt non contrôlé par l'État, semblable aux exactions arbitraires et obligées qu'imposaient les

monarchies absolues d'hier. Voilà où se loge le premier type d'inflation déjà signalé, celui de la croissance.

Les réseaux sont transidéologiques. « Désormais des meubles dits danois nous viennent de Pologne, des appareils ménagers autrichiens de Tchécoslovaquie, des équipements sanitaires italiens de Hongrie. » Après le tiers-monde, c'est le tour des pays socialistes d'entrer dans les rets transnationaux. Ils partagent d'ailleurs les mêmes valeurs : l'argent, le succès, la puissance. On comprendra facilement pourquoi les grandes firmes s'entendent si bien avec les pouvoirs forts : « la puissance se reconnaît dans la puissance ». Et puis quel avantage d'opérer dans un contexte politique où les oppositions et le syndicalisme sont muselés ! *À l'Est comme à l'Ouest il n'y a guère plus d'entreprises organisées selon les principes socialistes. Les ouvriers italiens de la Fiat se sont fait dire par leurs homologues soviétiques que la grève chez eux est un geste politique anti-socialiste. Voilà pour l'internationale prolétarienne et son berceau !*

La boucle transnationale est faite. Les scandales d'I.T.T., de Lockheed n'ont pas soulevé grand-poussière. Pas plus que certains réflexes de contrôle gouvernemental. Même de Gaulle a eu sa leçon quand un jour on lui a dit : « Nationalisez IBM, et vous nationaliserez des murs. »

L'inflation d'adaptation

L'inflation transnationale de croissance a des poignes solides. Elle trouve son appui dans l'inflation d'adaptation chez la presque totalité des administrations nationales. La collusion entre les managers des très grandes entreprises et la haute fonction publique est bien connue. À ce niveau, il n'y a plus de distinction privé-public. Le dialogue va de poire en fromage et on sait au profit de qui. Pendant ce temps, les velléités de contrôle démocratique connaissent l'aporie parfaite face à l'opacité et à l'extériorité de manœuvres souterraines qui lui échappent effectivement. La lutte officielle contre l'inflation, « tout comme la guerre, accroît la légitimité de la classe dominante ». Japon et Allemagne sont un bel exemple de ce transfert. On occupe les créneaux différemment. Les jeunes loups ont appris un autre métier des armes à l'école « universelle », de la Harvard Business School. Ils sont les maîtres à penser de toutes les classes dirigeantes du monde.

On dit même que plus de 80% des lois et des projets gouvernementaux, dans les pays occidentaux, ont été définis par eux. Ironiquement, on rappelle aux utopistes autogestionnaires de la base que les technostructures bien concertées entre elles sont déjà autogérées, tant chez les grands fonctionnaires que chez les gros financiers. Dans un procès récent, un groupe d'entre eux, accusés de manœuvres inadmissibles « légalement », disait à la magistrature : « Vous prendrez en compte ce que nous avons dit et ce que nous n'avons pas dit ».

Ce pouvoir est en quelque sorte transinstitutionnel avec sa logique quasi indépendante des contrôles parlementaires, juridiques ou autres. Il n'est pas soumis aux règles qu'il fait édicter ; ce droit à l'arbitraire dans le secret des cabinets où l'on manipule les élus, bénéficie de l'impunité. Watergate n'est qu'un accident de parcours. Dans les diverses technostructures, celle de l'État ou celles des grandes corporations, on joue désormais plus serré. Et les moyens de cache ne manquent pas.

Un scandale découvert servira de légitimation, comme on l'a vu tant de fois : « Vous voyez, c'est ça la démocratie, tout le monde est au courant, n'essayez pas de faire croire à l'opinion publique qu'on la manipule ». Même après de nombreux scandales, notre ex-premier ministre affirmait encore récemment : « Nommez-moi deux cas de manœuvre frauduleuse ou de patronage ». Il sait bien que les jeux souterrains, en tant que système invisible, échappent aux regards de surface. On peut déceler les erreurs, mais pas la structure comme telle, dans la mesure où elle est indépendante des institutions démocratiques formelles. Elle l'est effectivement de par la connivence des « hauts fonctionnaires de la superstructure » (Gramsci) avec des technocrates financiers du privé. Une même famille de membres cooptés décide des grandes options en tout domaine, parle le même langage et adopte des règles communes.

Je ne crois pas qu'il y ait de plan concerté définissant une stratégie de domination comme telle. Ce sont plutôt des pratiques empiriques de connivence selon une certaine rationalité et des intérêts de pouvoirs communs, par-delà les différentes idiosyncrasies culturelles, nationales ou autres. *D'ailleurs, l'absence de projet de société identifiable indique déjà qu'il s'agit ici de maintenir et de faire tourner une machine sociale adaptée aux grands jeux économiques qui, eux, sont indépendants et décisifs.*

Évidemment cette adaptation coûte cher. Concessions aux gros syndicats (de classes moyennes), aux groupes intégrateurs comme les policiers, aux catégories professionnelles qui peuvent mettre en échec la machine sociale. Derrière le masque noble des mots dans le discours idéologique-progressiste de certaines luttes syndicales chez nous, on a vu que les négociations se terminaient souvent par des améliorations de salaires, d'indexation, d'avantages marginaux(!), d'indemnités, de suppléments souterrains, « au reste, difficiles à décrypter » par les payeurs de taxes. Après avoir livré des luttes sur le relèvement des salaires de base dans les services publics, on a vu par la suite les vraies visées petites-bourgeoises insatisfaites après l'acceptation d'un rehaussement du plan cher. De fait on défendait d'autres intérêts, et pour les légitimer, on se servait des petits salariés injustement payés.

Les connivences sont beaucoup plus larges que ne l'admettent certains idéologues de gauche qui d'ailleurs ont les mêmes critères pour défendre et promouvoir leur statut financier et professionnel personnel. Il y a bien des façons de pomper la plus-value pour l'accumulation. Les pays socialistes ont pris des voies différentes, mais c'est le même résultat en aval. Les nouvelles classes dominantes se ressemblent partout. Même dans le tiers-monde, qu'il s'agisse de la voie bourgeoise du Brésil ou de l'ex-voie socialiste du Pérou. Même classe dominante, même petite bourgeoisie avide, même dirigisme étatique.

Ce qui rend les pays riches, capitalistes ou socialistes, moins vulnérables, c'est *le tampon des classes moyennes qui ont besoin de respecter les règles du jeu pour assurer leur mobilité ascendante*. Les méthodes fortes sont moins nécessaires quand l'intégration est si largement intériorisée. D'ailleurs l'ensemble des valeurs de cette classe prédomine dans nos sociétés. Ce qui rend un peu factice la vision futuriste d'Orwell : « micros et caméras dans chaque pièce pour contrôler les citoyens ». On est en train d'intérioriser ces équipements en chacun de nous. (A. Meister).

Et pourtant n'y a-t-il pas dans les sociétés occidentales une escalade des insatisfactions, des violences gratuites, des grèves sauvages, des contestations ? Catharsis nécessaire et bénéfique, opinent certains. Il en va de même des mécanismes démocratiques d'information et de consultation. Ils permettent aux technocrates de

connaître les stratégies possibles des opposants, de prévoir les réactions et de mieux les contourner.

La contestation renforce la capacité d'adaptation et même d'invention de nouvelles formes d'intégration. Comme ce fut le cas après mai 68 en France, après nos octobres chauds. Les premières concessions inflationnaires se sont avérées payantes, comme une nouvelle huile dans la machine sociale. On s'en servira désormais pour satisfaire les groupes perturbateurs et assurer une paix sociale minimale. On a compris, par ailleurs, que les marginaux volontaires sont souvent les seuls à poser les problèmes de fond de nos sociétés. D'où ces projets gouvernementaux qui offrent des emplois aux contestataires susceptibles d'agitation sociale. La sécurité d'emploi compensera les traumatismes de la croissance et calmera l'anxiété causée par le rythme effréné des changements techniques, des productions obsolescentes et des consommations nouvelles. Et pourquoi ne pas mettre à profit la libéralisation sexuelle comme signe de tolérance ?

Bref, un relâchement « contrôlé » des contrôles, mais l'essentiel est bien tenu en bride. Chacun aura sa place, s'il reste à sa place. Le chômage, le déclassement des assistés dans une situation d'inflation permettent de freiner certains appétits et de jouer des cartes sécuritaires précieuses au bon ordre et à la soumission de la majorité silencieuse inquiète, et menacée par en bas. Elle réclamera des gouvernements plus autoritaires, et surtout moins libéraux en matière d'égalisation des chances. L'égalité démocratique est conçue ici comme génératrice de désordre ; elle heurte le système bien intériorisé des statuts et des classes sociales. *Dans leurs comportements concrets, combien de citoyens acceptent l'égalité devant la santé, devant l'éducation, le logement, le coût de la vie, la protection civile, la retraite ?* « À l'hôpital, à l'école, j'ai été traité comme le dernier venu. » « Les gens veulent tout avoir. »

D'ailleurs on a de bonnes raisons pour arrêter le mouvement de socialisation. *Les services coûtent de plus en plus cher à la collectivité et sont de plus en plus inefficaces* : l'eau, l'électricité, les transports et cette chère éducation. Le processus inflationnaire a des limites. Tout se passe comme s'il fallait atteindre la limite des crises pour que des décisions se prennent. « Dans tous ces systèmes, l'homme apparaît extrêmement malléable en tant qu'utilisateur et très difficilement programmable en tant que personnel. » Les grèves en série dans le

secteur public en témoignent. Elles ont abouti dans la plupart des cas à des solutions inflationnistes, plus compliquées et encore moins administrables. N'essayez pas de départager les responsabilités entre le gouvernement et les syndicats, vous serez accusé par les uns de n'être pas branché et par les autres de flirter avec les briseurs du système. Mais en dépit d'une insatisfaction assez généralisée, plusieurs avouent leur étonnement heureux de voir que ça fonctionne malgré tout. D'où vient cette ambivalence ?

Des formes inédites d'intégration

Cette ambivalence, elle est inscrite dans le troisième volet du tryptique croissance-adaptation-intégration. Bien sûr, *il n'y a aucune hiérarchisation des besoins, des valeurs, des investissements - ce qui provoque une situation aberrante - et en même temps, il y a une homogénéisation des goûts et des aspirations. Le centre d'achat en est le symbole, le moyen et la fin.* On y trouve la fête permanente, le sens de son travail et de sa paie, les modes à suivre, les derniers produits culturels (disques, cinéma, etc.). C'est une place publique ouverte à tous. La télévision s'y déplace... la famille et même l'Église. Certains retrouvent le magasin général de leur nostalgie, le zoo de leur rêve, la promenade au milieu des richesses (Place Versailles !). Tous égaux et bien intégrés, on se fait faire la fête du marketing. Un sédatif de brève durée, mais peu importe. « Les services du bonheur nous attendent et nous prendront en charge. » Dans les pays occidentaux, le nombre de personnes occupées dans le commerce grandit davantage que dans les autres secteurs.

Ce phénomène rappelle l'intégration par la religion dans la chrétienté d'hier. *La véritable animation sociale et culturelle se fait dans le sillage de l'animation commerciale.* Celle-ci fournit le langage, les techniques, l'échelle de valeurs, les objectifs, etc. Certains agents d'informations ont appris des publicitaires que la quantité d'information supplée à sa vérité et amène les gens à ne pas s'informer eux-mêmes. De même l'activité politique s'inspire de l'animation commerciale. Quant à l'économie elle-même, on sait désormais qu'il est plus facile et moins coûteux de conditionner les consommateurs, de manipuler la demande que de planifier la production.

Le matraquage publicitaire crée de larges consensus, en unifiant les représentations collectives, en simplifiant la communication par un

langage unique, en réduisant la multiplicité des motivations à quelques-unes, en suggérant l'interchangeabilité des satisfactions. Nouveauté, changement, progrès, dernière mode, nouvelle culture, prestige seront définis pas les stratégies marchandes.

Les thématiques commerciales sans cesse renouvelées remplacent les certitudes disparues qui, hier encore, servaient de repère à la conduite de la vie. À la liberté chèrement gagnée on offre les substituts de l'auto Pacer ou du lave-vaisselle qui « libèrent ». Chacune des valeurs subit la même dérive. On peut l'acquérir à peu de frais dans l'appareil de conception-production-distribution extrêmement efficace et cohérent. *« L'homogénéisation des goûts et de la culture est un substitut à l'égalité économique et politique. »*

Des réformistes généreux s'évertuent à montrer et à promouvoir la mutuelle fécondation de la culture, de l'économie et de la politique. Pourtant, c'est déjà fait par l'animation commerciale omniprésente dans tous les media et ailleurs. Quant aux radicaux qui militent pour une lutte de classes, ils font face à l'énorme occultation quotidienne de ce phénomène dans le festival publicitaire permanent. La conformisation ici semble avoir une force inégalable d'intériorisation et aussi de dépolitisation. Le meilleur service, celui qui fonctionne parfaitement, c'est l'accès à l'endettement. Le citoyen-débiteur va s'échiner à rencontrer ses paiements ponctuels tout en devenant un défenseur acharné du bien chèrement acquis et de sa légitimation.

Les statistiques récentes nous révèlent que l'inflation a accru le sens de l'épargne dans les classes moyennes. L'attitude sécuritaire en tout domaine, surtout en politique, s'ensuit. *Ce que l'autorité gouvernementale et les normes technocratiques n'ont pas réussi, les associations privées de citoyens commencent à le réaliser : zonage résidentiel de classe sociale, services réservés, écoles privées.* On s'aligne davantage sur le style-club des riches que sur le service public universel, démocratique, « trop niveleur ». Même la frustration à l'égard des biens dont disposent les gens au-dessus de vous, a vertu intégratrice. Et l'inflation y contribue.

À ce rendez-vous se retrouvent ensemble des ouvriers bien payés, des agents d'assurance, des permanents de syndicat, de jeunes fonctionnaires, des intellectuels de gauche et que sais-je encore ! J'accole à dessein ces catégories apparemment distancées pour bien marquer les consensus invisibles et inavoués de la classe moyenne

« normative » que le débat idéologique dichotomique laisse dans l'ombre : il n'y aurait que les travailleurs d'un bord et la bourgeoisie de l'autre. Par exemple, dans le discours de la Centrale des enseignants du Québec, les professeurs ont un quasi-statut de prolétaires. Dans la vie, n'ont-ils pas en très grande majorité les pratiques et les aspirations qualifiées de bourgeoises ?

Chez nous, j'ai plutôt l'impression que le *combat politique se réduit à la lutte d'intérêts entre diverses petites bourgeoisies*. Et l'inflation n'a fait qu'accentuer la circulation de ce mouvement. Notons ici la dérive de plusieurs mouvements populaires vers le même modèle de réussite sociale dont ils servent de tremplin.

Quand des associations de consommateurs résument leur objectif ainsi : « En avoir pour son argent », il n'est pas nécessaire de faire une longue analyse sur leur intériorisation de l'idéologie commune aussi bien que dominante. *Jamais on ne se demande si avec d'autres raisons de vivre, on chercherait d'autres styles de vie et de consommation, d'autres objectifs individuels et collectifs, d'autres choix économiques, politiques ou culturels*. Mais la toile de fond consensuelle est encore trop forte. On la retrouve partout dans les secteurs organisés (politiques, syndicaux) comme dans les secteurs inorganisés (consommation, environnement, etc.).

Une telle société pourra aller très loin dans les processus de décentralisation et même dans de nouvelles formes d'associations libres et privées, et même d'auto-organisation. Notables et bureaucrates joueront le privé contre le public avec de très larges complicités. Alors que les radicaux portent leur lutte sur les hauts créneaux des grandes instances publiques, les classes moyennes développent d'autres contrôles à la base et fournissent un appui massif aux pouvoirs établis en temps opportuns, sans se préoccuper des polarisations idéologiques. Car cette dernière attitude est une des caractéristiques des classes moyennes, en plus de l'acceptation inconditionnelle des hiérarchies sociales qui donnent un sens à la mobilité ascendante et à la distanciation qu'on veut assurer par rapport aux ploucs et péquenots.

La décentralisation sera donc une pratique-guide pour bâtir les nouvelles structures d'intégration dans les sociétés avancées, quitte à ce qu'on donne libre cours aux rêves et à des micro-réalisations d'autogestion. « La décentralisation du contrôle social, notamment par

le biais des associations volontaires et bénévoles, réduit le coût de la conformisation, de la même façon que le self-service a réduit les coûts de la distribution. Et comme ce dernier a donné l'illusion aux consommateurs de choisir plus librement les services qu'ils désiraient, (de même) le self-contrôle par les groupes sociaux... » (*L'inflation créatrice*, p. 255).

Bien sûr, cela accroît aussi la possibilité de contestation. Mais le plus souvent celle-ci portera sur les systèmes les plus faibles comme la famille et la morale traditionnelle, les améliorations de quartier, les querelles scolaires, les critiques du clergé, les embêtements de transport, les problèmes d'environnement traités à la pièce, etc. Chez nous, les questions de bilinguisme sans cesse ressassées ont un drôle de petit sens intégrateur, même si à chaque fois on y voit la nation assiégée. Et l'on pourrait allonger la liste de ces visées souterraines d'intégration. Tel l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans. Chez les générations montantes, une certaine unification idéologique de base défie les départages idéologiques formels. À 15 ans, on veut son auto ou sa moto ; à 20 ans, on planifie une vie de voyage ; à 25 ans, c'est le chalet ou la ferme ; à 30 ans, on parle déjà de la retraite.

Un consensus inavoué

Étrange paradoxe que ce haut degré de conformisme et ces apparents styles de vie improvisés, très individualisés, originaux, libres, et diversifiés au point de laisser entendre que chacun invente son chemin, différent de tous les autres. Serait-ce le reflet d'une société conformiste dans le changement, sécuritaire dans ses combats, immédiatiste dans ses projets, servile et mesquine dans sa liberté ?

Révolutionnaires, réformistes ou conservateurs se retrouvent tous au même palier pour disputer le gâteau de l'abondance. Aussi libertaires dans la promotion de leurs intérêts. Aussi autoritaires pour s'imposer aux autres. Aussi sécuritaires pour défendre leurs droits acquis. Tantôt en se servant de l'Ordre et de l'autorité, tantôt en utilisant le chantage du « système à abattre », tantôt en se légitimant par une recherche noble de la société nouvelle et d'un autre contrat social.

« Il n'y a plus de consensus social. » Voilà le grand diagnostic des éditorialistes, des politiciens, des militants de gauche, des experts. Tous s'entendent pour le dire. C'est peut-être au fond parce qu'ils n'osent pas avouer qu'ils se battent autour du même type de revendications et d'intérêts qu'on retrouve toujours en dessous et au bout de la ligne. Le consensus est ici intégral ! *C'est là la plus grande fumisterie de notre scène publique, de nos combats syndicaux-patronaux, citoyens-gouvernements, gauchers-droitiers.*

Chacun devient vite le petit politicien ou bourgeois qu'il dénonce. Combien de permanents de syndicats sont un jour revenus au statut d'un « ouvrier de la base », ce prototype de la classe ouvrière ? Combien de révolutionnaires égalitaristes rejoignent les libéralistes de la pseudo-égalité des chances pour siphonner à leur profit le patrimoine collectif, pour justifier leurs privilèges, leurs statuts salariaux ou professionnels, au nom de « leur » droit absolu ? Il est temps de nous démystifier les uns les autres à la base même de notre consensus pratique qui sustente nos prétendues oppositions idéologiques ou politiques. Consensus aussi intériorisé par les classes populaires.

N'est-il pas révélateur qu'on soit passé du procès des institutions privées au procès des institutions publiques ? Voici que devant les tentatives de contrôle de l'inflation, les syndicats défendent l'économie capitaliste de marché. C'est la croissance à tout prix chez les uns et les autres, avec la même loi du plus fort que chacun utilise, ou utiliserait s'il le pouvait. Au grand dam des plus faibles. La clameur universelle contre les gouvernements est signe de ce consensus, qui au nom de la répression, qui au nom du progrès économique. *Investisseurs et consommateurs, patronat et syndicat disent tous le même « non » ensemble au changement des règles du jeu, et cela en dépit des idéologies et des intérêts divergents.* Supercherie ou comédie d'un débat public de plus en plus faux, délinquant, pour ne pas dire schizoïde.

Le lobbying des gros intérêts financiers a son correspondant plus ouvert dans les épreuves de force des classes moyennes syndiquées qui elles aussi se font justice d'une façon aussi darwinienne. Les moyens sont différents, mais la fin est la même. Désobéissance civile, illégalité, population en otage, ces tactiques sont plus voyantes, mais du même ordre : *self-interest* dans la plus pure foulée du capitalisme.

Il n'est pas facile de départager ici l'hypocrisie, l'inconscience et les contradictions « objectives ».

Il ne faut pas dire ces choses dans quelque milieu que ce soit ¹⁸. Car l'aveu que nous consentons le plus difficilement, c'est celui de nos complicités. Il nous faut l'évidence du délit ou de l'erreur.

Trêve de moralité. Les faits parlent déjà assez d'eux-mêmes. Un peu comme ces grandes causes anti-pollution qui débouchent sur le marché des eaux minérales, des piscines privées sans changements de pratiques dans la population, chez les industriels ou les gouvernants. *Depuis quelque temps à peu près toutes les « élites » et les instruits chez nous se disent socio-démocrates.* Autre indice du consensus pour ne pas dépasser le compatible et le tolérable dans un système

social qu'au fin fond, la gauche tout autant que la droite ne veut pas changer. Et pas plus ceux qui cherchent « la recette pour éviter la fin du monde ».

Les deux vraies classes : intégrés et exclus

¹⁸ Le débat social n'a jamais été autant marqué par des inversions idéologiques ou politiques aberrantes. Ceux qui dénoncent des pratiques administratives ou syndicales en contradiction avec les acquis récents de la socialisation seront traités de réactionnaires par la gauche syndicale tout autant que par les libéraux. Ironie de l'histoire, les néo-corporatistes du syndicalisme comme de la technostructure s'en prennent à la critique élitiste et à une population jugée conservatrice et peu démocrate. Après avoir démystifié les pouvoirs absolus, religieux, politiques ou économiques, faudra-t-il maintenant se soumettre inconditionnellement à des groupes professionnels et syndicaux qui veulent plier toute la société à leur contrat particulier identifié à l'éventuel nouveau contrat social ? N'est-ce pas une autre version aussi hypocrite du libéralisme ? Ce qu'il y a de plus grave, c'est qu'on agit « vertueusement » au nom d'une idéologie qui se veut à l'opposé du féodalisme d'hier et du capitalisme d'aujourd'hui. Pour changer « l'école au service de la classe dominante », un certain syndicalisme veut l'exclusive du pouvoir. On aurait ainsi une école prolétaire et démocratique où les étudiants, les parents, les élus se soumettraient au pouvoir absolu de la corporation syndicale, seule désintéressée ! Dieu le Père à Québec serait alors remplacé par son fils prodigue, aujourd'hui crucifié par la répression des chefs civils et de la populace, mais demain sauveur de l'éducation. La population en otage passera-t-elle d'un corporatisme à l'autre, en attendant le Messie ?

Tout cela sous des dehors de libération. Les psychiatres d'aujourd'hui ont des pratiques plus bienveillantes que celles des religieuses d'hier. Les malades peuvent s'oxygéner dans la cité. Peu importe si les nouveaux professionnels ont perdu le sens du « service », de la présence gratuite et généreuse qu'ils ont identifiée à une rhétorique chrétienne hypocrite. Les pays pauvres ont leur Pinochet. Nous avons choisi Skinner. La méthode de celui-ci est plus douce, plus rationnelle.

Le rejet des improductifs et des inutiles sera aussi subtil que l'intégration du citoyen coopératif, informé, « respectable à la scandinave ou à la Middlewest ». Avortement ou euthanasie ont acquis leurs lettres de noblesse. On éjecte impitoyablement les gênants, comme les grabataires qui ne sont pas au gabarit de la nouvelle culture.

Le conjoint accidenté et invalide se verra écarté d'une façon rédhitoire par un divorce respectable.

Le néo-professionnalisme bureaucratique, rationnel, froid, à tout le moins aussi brutal que certaines pratiques frustrées d'hier (souvent compensées par une générosité aujourd'hui disparue) se retrouve dans les pseudo-rapports entre les intégrés et les exclus. Deux mondes sans véritables contacts sociaux. On passe du racisme populaire de contact au racisme bourgeois de distance, avec *les processus légitimateurs de techniques bienveillantes, d'administration programmée, de néo-taylorisme syndical où à peu près personne n'est responsable des « clients »*. Ceux-ci ne sont jamais pris en charge par qui que ce soit.

On est génial pour trouver les bonnes raisons professionnelles, syndicales, administratives ou même scientifiques, pour ne pas se commettre, pour renvoyer le « cas » ailleurs. Dernière fuite de l'irresponsabilité : la tendance récente à renvoyer les handicapés gênants ou les « chroniques » à leur famille, ou encore les inadaptés à la société en général ! Dans cette nouvelle culture où le divorce est plus normal que le mariage, l'avortement que la mise au monde, on ne supporte plus les anormaux près de soi. Il n'y a de place que pour les gens en santé, et copies conformes. Les autres qu'ils se cachent !

Les malades, unique raison de l'hôpital, n'auront aucun droit de parole dans la bataille pour ou contre la mobilité, c'est-à-dire une

certaine disponibilité dans le service. Toutes les catégories d'intervenants rivalisent pour s'approprier la loi d'airain du taylorisme industriel dans l'institution qui se devrait être la plus humaine. À l'école, le professeur qui découvre un inadapté ou un retardé que le tamisage des tests a laissé passer par erreur, utilisera usque ad cottonem son grief syndical. La brebis galeuse le déprime et traumatise les autres enfants. Après tout, on n'est plus à l'ancienne école ou à l'antique village qui assumaient communautairement et directement ses pauvres ou ses « canards boiteux ».

Aller contre le modèle du bonheur moyen, c'est céder au réflexe vieux jeu, moralisateur et nostalgique. Il ne faut tout de même pas compromettre la bonne humeur suggérée par le speaker radiophonique du matin. Ni perdre les moyens de moyenner avec le bonheur moyen de l'homme moyen. Après tout, « mieux vaut être riche et en santé qu'être pauvre et malade ». La nouvelle conscience scandalisée devant toute forme d'injustice s'accommode d'une tripe satisfaite. Y paraît que la très grande majorité des citoyens dans les pays occidentaux sont plutôt satisfaits à ce niveau-là. Au grand dam des intellectuels pessimistes. Les bons moments grappillés ici et là semblent suffire. Mais par-delà cette satisfaction, il faut trouver solution à l'étrange anxiété indéfinissable des citoyens de la société à la fois permissive et behavioriste. Écoutons Meister encore :

« Ce qui apparaît cependant bien plus important du point de vue de la sensibilité est le développement de l'anxiété, dont il faut se demander si elle n'est pas liée à la fois à la complexité et à la rationalité du système... La lutte contre l'anxiété occupe un nombre croissant de spécialistes, animateurs de toutes sortes, psychologues de l'adaptation, sociologues de l'intégration, tous occupés à ajuster la population à ce que le système attend d'elle, et à éviter qu'elle ne sombre dans l'apathie et la morosité. Puisqu'il ne recourt plus à la transcendance pour s'expliquer ou se légitimer, le système social se doit d'intégrer la population sur de nouvelles bases ; dont bien sûr, la consommation et la fête, qu'il s'efforce de rendre permanentes. D'où l'armée des spécialistes de l'intégration, dont les techniques sont d'ailleurs au point et le coût amplement justifié. Les enquêtes sur le bonheur n'indiquent-elles pas qu'une grande majorité des habitants de ce pays se déclarent heureux ? » A. Meister, *L'inflation créatrice*, p. 17.

2. Conscience inquiète, tripe satisfaite

[Retour à la table des matières](#)

Mais l'auteur, ici, ne semble pas accorder assez d'attention à la distorsion de la conscience inquiète et de la tripe satisfaite, aux contradictions du « modèle moyen ». La tripe est à la consommation privée et la conscience à des services collectifs de plus en plus extensifs, coûteux et inefficaces. *La tripe veut maintenir le modèle moyen d'ascension sociale et la conscience proteste verbalement contre les inégalités.* Une tripe plus sécuritaire que jamais devant tous risques. Une conscience plus libertaire que jamais dans la poursuite de son self-interest. Au cœur du consensus moyen se retrouvent le chiendent libéraliste, le « socialisme de demain », le retour à la nature, la nostalgie d'hier (monuments historiques et artisanat décapé) et que sais-je encore.

La menace de perdre le même bonheur chromé des biens en circulation et surtout le métal précieux qui l'assure, prendra différents noms sur le marché idéologico-politique. On a vu des revendications corporatistes extrêmement coûteuses pour la collectivité se draper de la lutte contre la répression, alors qu'il y allait d'un fascisme professionnel qui voulait imposer ses règles du jeu et mettre la société à ses pieds. On a vu des intérêts financiers inciter les gouvernements à arrêter l'hémorragie de la socialisation, puis à remettre l'initiative de la « création de la richesse » à ceux qui l'ont déjà. On a vu des politiciens jouer tour à tour la population contre l'une ou l'autre de ses composantes pour suggérer l'acceptation d'une autorité et d'un ordre établi inconditionnels.

Je ne parle pas ici de ceux qui expliquent tout par l'impérialisme, les multinationales ou les deux classes, la dominante et l'exploitée. Ni de ceux qui déclarent les contradictions inscrites dans la nature de l'homme ou dans les mécanismes biologiques, psychosociologiques ou cybernétiques.

Autant d'étiquettes différentes qui font écran à un même contenu quotidien qu'on partage tous et qu'on serait malheureux de voir changer. Par exemple, la question du transport public est une belle illustration de cette joute d'idées. Combien se débarrasseraient de leur auto ? Combien ont renoncé aux désirs d'en avoir une ? Bien peu et dire qu'on va, les uns et les autres, se situer idéologiquement selon les différents discours.

Qui avoue sa propre adhésion au consensus commun et réel ? Un consensus qui défie massivement tout autre projet de société. La grande majorité accepte de vivre sans projet. Face à l'inflation, personne n'avouera que sa solution est inflationniste pour tous et surtout pour les autres. Gauche ou droite, le scénario est semblable. Les gauches de l'Europe de l'Ouest en témoignent. Il n'est plus question de transformer les structures.

« La trame des accords, des intérêts et des engagements est devenue si serrée, et la complexité s'accroît chaque jour, que notre système socio-économique n'apparaît plus modifiable dans ses profondeurs et que les seuls changements qu'il tolère vont dans le sens de son renforcement... Si l'inflation apparaît comme un moyen de réaliser les changements compatibles avec l'équilibre social, nous avons cependant observé que nos sociétés n'étaient pas inflationnistes parce qu'elles vivaient au-dessus de leurs moyens mais parce qu'elles n'osaient se donner les moyens de ces changements » (*L'inflation créatrice*, pp. 294-295).

Nos sociétés blanches et riches, capitalistes ou socialistes évolueraient toutes dans le sillage du système transnational qui, lui, peut opérer ces changements nécessaires, tenir en bride le tiers-monde tout en continuant de l'exploiter. Tout cela avec la complicité des classes dirigeantes et des classes moyennes alliées. Ce vaste ensemble bien planifié pourra absorber bien des désordres et des libertés interstitielles.

Mon pari

La boucle est faite, le sort jeté, la cause entendue. Comment nier toute pertinence à ce retour critique ? Mais ne débouche-t-il pas sur un pessimisme aussi stérile que les utopies lointaines de société nouvelle ? N'y a-t-il pas d'autres lectures et démarches possibles ?

Dans cet ouvrage, j'ai voulu signaler des tâches humbles et concrètes où les hommes solidaires commencent à changer profondément leur vie, leur milieu et aussi . leur vision de la société et du monde.

Ainsi pourront-ils opposer non seulement un refus radical de complicité, mais aussi une volonté politique tenace et des projets d'une tout autre inspiration que celle du centre d'achat et du Harvard Business School à Boston, à Moscou, à Rio ou chez nous ?

C'est un pari sur l'homme capable d'être plus fort que tous les esclavages. *C'est un pari sur la petite mèche de libération qu'aucun pouvoir n'a réussi à éteindre durant la longue histoire de l'humanité. Un pari d'abord de conscience, à la fine pointe humaine qui émerge des déterminismes « innés » ou fabriqués.* Un pari spirituel qui ne cesse d'enfoncer les modes désespérées, et les matérialismes toujours éphémères. Tout ce qu'il y a de meilleur dans les civilisations est né d'un tel pari intérieur qui s'est traduit en fécondité inédite. Une mystique tout autant qu'une politique. Je crois à la force spirituelle et politique des raisons de vivre à hauteur d'homme. Elle est présente chez la plupart, fût-elle cachée ou retenue profondément.

J'en veux surtout à ces pseudo-lucidités prétendument scientifiques qui jouent ici le rôle d'éteignoir, tout en continuant de recevoir leur pain de cette « conne » humanité. Éteignoir pire qu'un pouvoir dominateur, parce qu'il brise le dernier élan intérieur qu'aucune contrainte physique ou politique ne peut tuer irrémédiablement. Oh ! je sais que tous les mots pour l'exprimer sont piégés : liberté, dignité, solidarité, amour, vérité ou simple goût de vivre. Mais cette mèche est toujours là pour rallumer l'incendie ; cette semence de recommencement garde ses trésors de fécondité nouvelle.

Un tel homme n'est pas mort. Bien sûr, il ne fera pas l'économie de grandes luttes, parfois saignantes. Bien sûr, il connaîtra échecs et retombées. *J'appartiens à cette famille historique qui conçoit l'homme porteur d'un esprit capable de remonter et dépasser cette pente de l'entropie que la nature, et la science à sa suite, disent irréversible.* « Ce que j'ai fait, aucune bête ne l'aurait fait », disait Guillaumet. Un certain cynisme moderne y voit idéalisme éculé, sans reconnaître sa propre démission de l'histoire et son désespoir décadent.

Ceux-là même qui mythifiaient le progrès, ont engendré des fils désabusés à l'Est comme à l'Ouest. Leur décrochage social et politique

devient de plus en plus évident. Le matérialisme déifié les a déçus, précisément parce qu'il s'est vidé de « l'humain spirituel » à l'origine de tous les dépassements civilisateurs et des révolutions vraiment libératrices. Si certains spiritualismes d'hier ont aliéné des tâches historiques, ils maintenaient au moins un feu sacré capable de se répandre un jour. Les matérialismes capitalistes et communistes ont identifié le progrès à l'accumulation individuelle ou collective. N'est-ce pas ce que révèle l'inflation comme aboutissant logique de cette philosophie ? On passe vite de la possession des choses à la possession des hommes. Mais il y a plus.

Le matérialisme ne livre que des satisfactions immédiates, des mécanismes, des contenants. Dans ses *pratiques historiques*, il s'est révélé sans profondeur et horizon culturels susceptibles de motiver les hommes à des aventures durables. Il a moqué la philosophie, les valeurs, la quête de sens. Et voici qu'il se retrouve incapable d'intelliger l'absurdité que ses fils ressentent sans pouvoir la nommer. Car c'est l'esprit qui saisit le sens et le non-sens, la vraie et juste touche humaine des fins et des moyens.

Voyez les grands et petits repères des jugements actuels : le PNB, l'Ordre, la Raison d'État, ou encore la pilule, l'hygiène, le dernier gadget, etc. Plusieurs grappillent les petits sens dans les « bons moments », hors-circuit d'une existence quotidienne insipide.

Le sel et le levain du pain humain sont avant tout une philosophie de la vie qui lui apporte son unité, son dynamisme et sa fin décisives. Le *matérialisme pétrit, boulanges ses pâtes sans levain*. L'individu exalté à l'Ouest capitaliste se cherche et tourne en rond. La collectivité déifiée à l'Est a perdu le goût de longues entreprises solidaires et se voit enfermée dans les forceps totalitaires. Aurions-nous intériorisé le matérialisme au point d'emprunter sa logique ? J'ai bien peur que certains raisonnements et attitudes confirment cette hypothèse, même chez les politisés qui veulent changer vraiment pareil état de choses.

En refusant toute référence humaniste, toute spiritualité, nous nous privons de ce que j'appellerais les « élans à long terme » des engagements libérateurs et créateurs. Voyez nos luttes modernes qui ont la durée des feux d'artifices : guérillas, enlèvements, détournements d'avion, grèves passagères, campagnes électorales. Croit-on faire face ainsi à la radicalité des grands défis de la civilisation actuelle ? On reste ainsi dans la psychologie de

*l'immédiateté comme celle des consommateurs au centre d'achat. L'homme ne se réduit pas à l'instantanéité électronique. Il est d'un autre ordre, d'un autre rythme. Au fond, les pourfendeurs de la philosophie ont brisé à plus ou moins long terme l'homme lui-même tout autant que l'histoire, la politique, et les horizons d'un authentique progrès capable de renouvellement et d'inédit. Plutôt que de se débarrasser d'une certaine philosophie aliénante, on a préféré liquider la philosophie tout court. Et voilà que l'homme, malgré tant de science et de techniques, n'arrive plus à se comprendre. Il ne sait plus trouver des raisons décisives de vivre, de lutter, d'aimer et de foncer dans l'histoire. « Être heureux, c'est vivre sans responsabilité, sans problème, sans obligation, sans projet, sans engagement fatigant. » Une anti-philosophie qui cache un désespoir rarement avoué, et qui est une autre expression de la fête « insignifiante » du marketing, du bonheur promu par les messages publicitaires, par la -loto, l'astrologie, les techniques du *primal scream* ou la médiation transcendante. La vogue des extra-terrestres : d'Apollo sur la lune au spiritisme, indique la conséquence paradoxale d'un matérialisme qui a débouché sur l'éradication de toute foi intérieure à l'homme, à sa terre, à sa vie.*

Soyons honnêtes. Les projets de vie individuels ou les entreprises collectives qui veulent engendrer une nouvelle solidarité, ont le souffle court chez nous et ailleurs, précisément parce qu'ils n'ont pas de spiritualité, de mystique, d'humanisme dense et profond. Ceux qui doutent de cette conviction, devraient se demander pourquoi le sentiment d'impuissance demeure malgré la panoplie moderne des nombreux moyens d'action. Souvent un travail spirituel en profondeur n'a pas été fait. Une affirmation comme celle-ci va faire sursauter à la fois les spécialistes de l'intervention intégratrice et les militants qui veulent opposer une autre ingénierie et une autre rationalité à celles des maîtres.

Ces deux démarches semblables aboutissent au même résultat démobilisateur. Les raisons déterminantes de l'engagement et de l'action se situent en amont et en aval des processus techniques et rationnels, des grilles d'analyse ou des « cheminements critiques », tout en leur apportant un élan intérieur proprement humain. Or ces raisons viennent avant tout d'une synergie fondamentale entre *une expérience à la fois individuelle et collective, une philosophie capable de l'interpréter, une mystique qui l'amène à se dépasser sans se nier,*

une éthique qui l'autocritique, une politique qui la projette dans une action opérationnelle et finalisée.

Or, c'est précisément ces médiations humaines entre le vécu et le politique, qui restent le parent pauvre. On ne veut pas s'arrêter à des considérations philosophiques ou éthiques, comme si elles ne faisaient pas partie du réel. Pourtant, dès qu'on creuse un peu les problèmes techniques, les questions politiques ou les enjeux socio-économiques, on rencontre de profondes interpellations sur le sens ou le non-sens de tout cela.

Quel homme, quelle société, quelle vie, quel avenir vise-t-on ? On reste vague et perplexe parce que cette démarche n'a jamais pris corps dans une philosophie profonde de la vie, dans une éthique redéfinie et surtout dans une spiritualité qui permet à une expérience de se traduire inséparablement en conscience, en acte, en vécu, en rapport social et en horizon signifiant. J'en ai acquis la conviction après quelques décennies de travail têtu et patient pour dégager des libérations et des créations d'avenir en coude à coude surtout avec les forces populaires. Avec des gens très simples, j'ai appris à anticiper le papillon qui naît de la fruste chenille, et la vie nouvelle cachée dans le grain qui meurt.

Je suis persuadé qu'on ne change pas les rapports sociaux sans le riche ferment d'une mystique de solidarité, d'une profonde touche humaine, d'une spiritualité signifiante et engageante au cœur de l'action politique. Il est temps de démystifier à notre tour l'aveuglement de ceux qui réduisent cette conviction à des clichés pseudo-scientifiques : métaphysique intemporelle, moralisme conservateur, utopie de rêveurs, opium du peuple, humanisme passéiste, dogmatisme aliénant, et que sais-je encore.

Les matérialistes de droite, de gauche ou du centre se ressemblent. Ils ont en commun le même analphabétisme philosophique. Ils ont privé la cité et la politique des touches humaines et culturelles qui font vivre les peuples et les hommes. Ils ont eu amplement le temps de mettre à l'épreuve leur supposé réalisme historique. On en connaît les résultats aujourd'hui. Par-delà « les péchés capitaux de la civilisation » dénoncés, les voilà *incapables de dire la vie, l'homme et la société auxquels ils aspirent.* Le grand thème : « qualité de vie » s'avère une référence floue aussi bien chez les savants que chez l'homme de la rue, chez les gauches ou chez les droites.

J'ai fait le pari de la mèche humaine qui fume encore dans les consciences, du levain caché, mais toujours à portée de la main dans les requêtes les plus concrètes de l'existence : le travail, l'éducation, les rapports sociaux quotidiens, l'habitat. À niveau de pain, de portefeuille mais aussi de cœur et d'âme. J'ai voulu être particulièrement attentif à la redéfinition philosophique et pratique de ce que les sociétés contemporaines ont diversement séparé : l'individualité et la socialité. C'est une philosophie qui m'a appris que l'affaiblissement de l'une appauvrit l'autre, d'une part et d'autre part, que l'enrichissement dialectique de ces deux pôles humains est seul porteur de fécondité et de vrais renouvellements historiques.

Idéologiquement ou pratiquement, bien des mouvements contemporains ont dissocié ces composantes non négociables de l'homme universel et situé. Le prolétaire est autant aliéné dans son individualité que dans sa socialité. Une droite qui nie la seconde et une gauche qui méprise la première exténuent radicalement cette synergie d'une vie humaine libératrice. J'ai voulu montrer concrètement des expériences qui traduisent cette philosophie en action.

Le temps est venu de confronter nos philosophies de la vie et les mains qu'elles se donnent dans les principaux actes de tous les jours. Voilà le test premier et dernier des idéologies et des politiques, des institutions et des styles de vie. Une autre façon d'évaluer la qualité du contenu humain qu'on prétend faire couler dans les diverses tuyauteries des systèmes en conflit. Les matérialistes de tous bords nous ont révélé, parfois savamment, les forces et faiblesses de nos écorces - un acquis indéniable - mais ce n'est pas chez eux que nous trouverons l'amande humaine de la vie et de l'histoire.

Fin du texte.